



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

(la suite de cette causerie et les infos en bref figurent plus bas, j'ai corrigé quelques fautes d'orthographe après relecture) Il est minuit ici, la suite demain matin. En attendant je vous ai mis en ligne des articles d'horizons divers, dont leurs auteurs ont tous pris position contre l'intervention impérialiste en Libye. C'est un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un site Internet dans lequel figuraient les titres de différents articles.

Ne voulant pas me contenter de lire l'article qui figurait à l'écran, j'ai ouvert et lu d'autres articles par curiosité pour en savoir un peu plus sur la tendance, les intentions et le sérieux des idées soutenues par ce site. J'aurais pu me contenter du premier qui mêle vérités et mensonges grotesques présentant Kadhafi comme le sauveur de l'Afrique, pour ainsi dire un bienfaiteur de l'humanité, un saint homme pour son peuple qui l'adore forcément, car cela tourne parfois à la caricature.

Autant je partage en grande partie leurs arguments sur les intentions réelles de la coalition impérialiste qui intervient en Libye, je dénonce une manipulation manifeste des faits qui consiste tout d'abord par nier la véritable nature du régime de Kadhafi, pour ensuite nier qu'un soulèvement spontané se serait produit à Benghazi et dans d'autres grandes villes du pays, pour finir par apporter un soutien inconditionnel au dictateur en place depuis 42 ans en Libye, pays dans lequel il faut rappeler, les syndicats et les partis politiques sont interdits. Si j'en trouve le temps je me livrerai à la critique d'un ou plusieurs de ces articles.

En ce qui me concerne, selon le soutien que les masses libyennes apporteront ou non à la révolution en cours dans le pays dans les jours qui viennent, si ce soutien prenait de l'ampleur je maintiendrais ma position, dans le cas contraire, j'inviterais les révolutionnaires à organiser la retraite dans l'ordre, afin peut-être d'éviter d'être inutilement décapités par le régime dans tous les sens du terme, autrement dit je retirerais mon soutien à cette expérience qui courrait à un désastre politique, car il n'est pas possible de renverser un dictateur sans l'adhésion de l'immense majorité de la population et de gagner une révolution si elle n'est pas organisée, sans direction et orientation politique.

Il est vrai qu'on pourrait toujours estimer que chasser par n'importe quel moyen Kadhafi permettrait par la suite d'envisager l'avènement d'un régime plus démocratique qui permettrait après à la lutte des classes de se développer, à la classe ouvrière de s'organiser indépendamment de l'Etat, même s'il nous répugne de penser que cette avancée démocratique aurait été obtenue par le biais d'une intervention militaire de l'impérialisme, c'est là un des terribles dilemmes de cette histoire, une histoire pleine de paradoxes qui nous joue un sale tour en nous demandant de nous prononcer entre deux positions qui comportent des avantages et des inconvénients et dont aucune n'est pleinement satisfaisante, un peu comme si on nous demandait de prendre position dans une histoire qui ne nous concerne pas.

Il est facile de déclarer : que les libyens se débrouillent entre eux, c'est à eux que revient de prendre leur avenir en mains, quand manifestement on s'aperçoit après 42 ans de dictature qu'ils n'en sont toujours pas capables. Nous non plus après 53 ans de Ve République, ce qui devrait nous inciter à faire preuve de davantage de modestie. Je constate que dans les deux camps,

ceux qui sont favorables à cette intervention militaire et ceux qui sont farouchement contre, on rencontre autant d'arguments fabriqués de toutes pièces ou foireux d'une mauvaise foi incroyable. C'est à cette occasion qu'on s'aperçoit de la faculté limitée de discernement de la plupart des gens, de la dynamique ou de la dialectique qui opère dans la lutte des classes. Nous ne nous intéressons qu'à ceux qui sont contre cette intervention militaire, ceux qui l'approuvent ne nous intéressent pas ici, bien qu'ils ne méritent pas d'être méprisés.

Je n'adopte pas une posture ou je ne cherche pas à me démarquer absolument des autres courants politiques, je me demande seulement pourquoi des dirigeants si sûr de la position qu'ils défendent, ressentent le besoin de recourir à des méthodes malhonnêtes pour les justifier, à de grossiers mensonges ou à procéder par abstractions successives ou encore à comparer des situations sans prendre la peine de s'assurer que les principaux facteurs se présentent bien de la même manière. Cela n'interpelle pas ou ne choque pas la plupart des militants apparemment. Après tout je n'en sais rien, j'ai peu d'échos en retour.

Ce qui distingue ma position de celle de la plupart des camarades, c'est qu'ils ont estimé que le sort de la révolution libyenne était scellé une fois pour toute pour ainsi dire dès le départ des bombardements de la coalition impérialiste, alors que j'ai estimé qu'il fallait un peu plus de temps avant de se prononcer, et qu'il fallait peut-être lui donner l'opportunité, par un détour aussi curieux qu'inattendu de l'histoire, de vaincre Kadhafi. Beaucoup d'arguments avancés par les uns et les autres sont à mesurer au regard des avantages ou des inconvénients que le prolétariat libyen peut ou pourra en tirer dans le présent ou dans l'avenir. En procédant de la sorte on met absolument tout sur la table et pas seulement ce qui nous arrange ou va dans le sens de la position que l'on défend avant même d'avoir réfléchi à la situation ou d'être en possession de suffisamment d'éléments pour se faire une idée précise de la situation, car c'est bien ainsi que les choses se sont passées, aussi incroyable que cela puisse paraître.

Le plus pitoyable encore c'est l'hypocrisie et le manque de courage dont ont fait preuve jusqu'à maintenant, disons les opposants déclarés à cette intervention militaire qui aurait pu faire basculer la révolution en faveur des masses qui s'étaient soulevées, si certaines conditions avaient été réunies ou avaient évolué favorablement, ce qui ne semble pas ou plus le cas aujourd'hui. On ne l'a pas encore évoqué ensemble, mais lors d'une révolution chaque minute compte, son sort tient souvent à peu de choses, à des concours de circonstances favorables, du jour au lendemain l'état d'esprit des masses peut se renverser, à la moindre hésitation ou erreur d'appréciation de la situation vous pouvez perdre en un instant tout le terrain conquis pendant de longues semaines de combats, ne dit-on pas non plus que rien n'est jamais acquis en la matière, vous croyiez tenir la victoire au bout des bras et finalement vous encaissez une défaite aussi soudaine que violente. Sincèrement, lequel d'entre vous avait cela à l'esprit en permanence chaque heure qui passait depuis le début de la révolution libyenne, tout en analysant l'évolution de la situation et du rapport des forces en Libye, afin de déterminer avec le plus de précision possible dans quel sens pouvait évoluer cette révolution, ses chances de triompher ou le risque d'être défaite ? Pour employer un vocabulaire moderne, la révolution est une question de conscience et de détermination, d'organisation, mais aussi de timing, un peu comme la fenêtre de tir pour envoyer un satellite dans l'espace. Je ne veux pas brûler les étapes, mais il semblerait que la fenêtre qui aurait pu permettre à la révolution de l'emporter s'est hélas refermée. Et là je rejoins les camarades, ce qui va compter pour la suite, ce sera la mobilisation contre notre propre bourgeoisie et la coalition impérialiste, qui en finissant par détruire le pays contribuera à renforcer le pouvoir de Kadhafi, lui laissant par la même occasion les mains libres pour mater dans un bain de sang la rébellion.

Si demain je modifiais ma position, j'expliquerais pourquoi ou les explications que je viens de fournir suffiraient, je ne me défilerais pas en me justifiant au nom de grands principes, non, j'annoncerais publiquement que je ne soutiens plus cette révolution qui a avorté faute de combattants et d'organisation, de direction politique pour lui donner une chance de vaincre, qu'elle s'apparente désormais à une aventure tragique conduisant inutilement à une répression féroce, qu'il faut savoir se replier en ordre quand la situation l'impose en attendant des jours meilleurs pour repasser à l'assaut du régime de Kadhafi, que la jeunesse révolutionnaire tire les leçons de cette expérience et construise son parti, dans la clandestinité et l'illégalité, patiemment, lentement, comme l'araignée tisse sa toile pour y piéger sa proie.

Il est 2h25 du matin, j'arrête là. C'est au moment où je devrais aller me reposer que je suis le plus en forme, voilà encore un paradoxe impossible à gérer ! A tout à l'heure pour les infos en bref.

Le 1er avril à la mi-journée.

Les articles de presse avec table des matières du mois de mars seront en ligne au format pdf demain ou dimanche au plus tard.

Comme apparemment des militants pourraient être tentés d'adhérer aux arguments présentés par les admirateurs de Kadhafi et son régime dans les articles que j'ai mis en ligne hier très tard dans la soirée (à 2h30 du matin chez moi en Inde), je ne dis pas cela pour le camarade qui m'a fourni l'adresse de ces articles je tiens à le préciser, en les reprenant un par un je les démontrerai dans la mesure où je n'aurai pas à me lancer dans de longues et laborieuses recherches, ce qui sera relativement facile à première vue. Ces articles ou prises de position sont le fait de gens sur lesquels j'ignore tout, je préfère que vous le sachiez. Mais il y a pire, dans nos rangs cette fois, passons sur les positions épouvantables du NPA ou du PG qui en appellent à l'Union européenne ou à l'ONU.

Le POI où l'escalade dans l'opportunisme et le soutien au colonel Kadhafi.

1- A la fin du communiqué de Louisa Hanoune et Daniel Gluckstein, au nom de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, daté du 5 mars 2011 (IO n°139), on pouvait lire : "*Pour l'arrêt de la répression contre le peuple libyen !*"

2- Dans le communiqué du POI daté du 18 mars 2011 (IO n°141), ce mot d'ordre avait disparu, il a cédé la place à l'"*Arrêt immédiat de l'intervention militaire contre la Libye !*".

3- Et dans le IO n°142, le soulèvement révolutionnaire qui a démarré en Libye aux alentours du 17 février en réponse à la répression féroce dont a fait preuve Kadhafi à la suite de manifestations pacifiques, à ma connaissance la première ou l'une des premières manifestations a été celle de femmes sur des revendications sociales, est carrément nié à deux reprises dans un article signé Lucien Gauthier, qui pour ne pas se mouiller a préféré employer des guillemets pour l'évoquer, 1- les « *insurgés* » ; 2- « *l'insurrection* », assimilant indistinctement les combattants révolutionnaires libyens à une "*milice*" (tout comme ailleurs les combattants de la résistance afghane à des Talibans), autrement dit n'ayant pas grand chose ou rien à voir avec le prolétariat libyen, c'est en tout cas ce que sous-entend son article, méthode commune au dictateur au pouvoir. (les pages de ces trois numéros d'*Informations ouvrières* sont à la disposition des militants dans la *Tribune libre* du site)

Bref, on ne trouve plus trace de critiques de Kadhafi et son régime honni des masses libyennes que sous forme d'allusions en passant, alors qu'il est le principal responsable de l'intervention militaire de la coalition impérialiste en Libye pour avoir maintenu son peuple dans la pauvreté ou l'indigence, tout en lui interdisant la moindre concession sur le plan politique et réprimant dans le sang toute tentative de faire valoir son droit à la liberté d'expression et d'organisation.

Ainsi, le POI n'a pas seulement pris position contre l'intervention militaire impérialiste en Libye, il a pris délibérément position en faveur du bourreau du peuple libyen au pouvoir depuis plus de quatre décennies.

On voudrait qu'on nous explique pourquoi il ne serait pas possible de défendre une position qui soit à la fois contre l'impérialisme, contre Kadhafi et contre le CNT installé à Benghazi, pour la défense de la révolution libyenne ?

Parce que cela serait difficilement saisissable par les militants du POI ? Mais alors s'ils en étaient à ce point-là, ils seraient capables de comprendre quoi au juste à la situation en Libye et ailleurs, en France par exemple ? Il est vrai qu'en France le POI rencontre toutes les difficultés du monde à ne pas se positionner par rapport aux appareils, à se positionner strictement sur le terrain des besoins collectifs des travailleurs. On retrouve le même travers ici en plus accentué encore ou quand l'opportunisme dans sa forme social-patriote et le gauchisme se rejoignent. Apparemment, à la lecture des derniers numéros d'*Informations ouvrières*, les dirigeants du POI rencontrent tellement problèmes avec leurs propres militants ou sympathisants pour justifier leurs positions qu'ils en arrivent à publier dans la tribune libre de leur journal des articles qui les critiquent, ils ne sont pas devenus des adeptes de la démocratie, ils ne peuvent tout simplement plus faire autrement, d'ailleurs on se demande pourquoi la crise qui traverse tous les partis épargneraient par miracle le POI, un parti bourré de contradictions.

Pour nous, le mot d'ordre : A bas l'impérialisme, A bas Kadhafi et A bas le CNT, Vive la révolution prolétarienne libyenne ne pose aucun problème, que l'on maintienne notre position ou qu'elle évolue dans les jours qui viennent, il demeurera valable. Pour être tout à fait honnête, nous avons ajouté *A bas l'impérialisme* pour tenir compte du développement de la situation en fonction des derniers éléments en notre possession sur ce qui se passe véritablement en Libye. Bien que ce ne soit pas un jeu et que je ne sois pas joueur, comme au poker, jusqu'à présent nous étions curieux de voir quelles seraient les conséquences des bombardements de la coalition impérialiste sur le rapport de forces entre le camp de la révolution et celui du régime, nous avons vu et nous adaptons notre mot d'ordre, mais sans épargner pour autant le dictateur au pouvoir dont le renversement demeure l'objectif, demain ou plus tard quand les conditions subjectives seront réunies.

Reconnaissons que sur cette question libyenne plus compliquée que les questions tunisienne ou égyptienne, comme on dit en anglais, on est *on the edge*, sur le fil du rasoir, il suffit de peu de chose, d'un mot ou de l'absence d'un mot, pour basculer dans le camp de l'impérialisme ou de Kadhafi, c'est peut-être ce qui a effrayé plus d'un militant qui ne l'a pas très bien saisi. Par certains aspects la situation en Libye est inédite, ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de définir une position qui corresponde au mieux aux intérêts du prolétariat libyen, de la région, mondial.

Parole d'internaute.

- "Ok d'accords c'est un pur hasard si les forces de l'ONU prennent le contrôle de l'aéroport, que simultanément les soldats français protègent les quartiers "européens" de la capitale et que les forces pro Ouattara attaquent la capitale, c'est aussi crédible que les marmottes qui emballent le chocolat..."

Au même moment, la France a appelé jeudi Laurent Gbagbo à entendre les appels qui lui ont été lancés "*de manière massive et claire*" à partir. (Reuters 31.03)

En Libye, Sarkonapoléon attaque Kadhafi parce qu'il avait manifesté son intention de commercer davantage et vendre de préférence son pétrole à la Chine, à la Russie et à l'Inde, des concurrents directs des impérialismes français, britannique et américain, sous le prétexte qu'il abusait de la force contre une partie de la population libyenne, autrement dit, qu'il outrepassait

ses droits de président et que cette action contre son peuple était illégitime.

En Côte-d'Ivoire, Sarkonapoléon soutient Ouattara qui s'est déclaré président élu après que la commission électorale qui lui était favorable a rendu public les résultats du second tour des élections présidentielle, Commission électorale qui selon la Constitution ivoirienne n'avait pas le pouvoir de le proclamer président, ce pouvoir revenant au Conseil constitutionnel après vérification du bon déroulement du scrutin, qui en tenant compte des fraudes électorales constatées notamment dans le fief d'Ouattara dans le nord du pays, avait finalement proclamé Gbagbo élu président.

Donc si l'on s'en tient strictement à l'application de la Constitution ivoirienne en vigueur au moment de cette élection présidentielle, la Commission électorale n'a pas outrepassé les pouvoirs qu'elle lui concède, c'est Ouattara qui en s'appuyant sur les résultats qu'elle a fournis au lieu de s'en tenir à ceux fournis par le Conseil constitutionnel, a délibérément violé la Constitution. Peu importe pour le va-t-en-guerre Sarkozy que la Constitution ait été bafoué par Ouattara et qu'il ait mené la Côte-d'Ivoire au bord de la guerre civile, le prétexte "humanitaire" qui prévaudrait pour justifier l'attaque contre Kadhafi n'a pas le droit au chapitre ici, puisque la bande de gangsters qui siègent au Nations Unis et l'impérialisme américain en tête avaient décidé d'avance lequel des deux candidats devrait être le prochain président de la Côte-d'Ivoire.

On est bien d'accord que Gbagbo est une fripouille qui ne vaut guère mieux que Ouattara. L'analyse des faits sert juste à démontrer que l'hystérique du Palais a une conception à géométrie variable de la démocratie, du respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté des Etats, en fonction des intérêts matériels de l'impérialisme français notamment, à ce titre il est également responsable des massacres qui ont été commis en Côte-d'Ivoire au cours des dernières semaines et qui risquent de s'amplifier dans les heures ou les jours à venir.

Après que Sarkozy s'est essuyé les pieds sur la Constitution ivoirienne, on peut constater qu'il soutient ouvertement l'entreprise guerrière entreprise par Ouattara pour déloger Gbagbo du pouvoir, alors qu'il a refusé à Kadhafi d'employer les mêmes moyens pour se maintenir au pouvoir, simple constat. Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, que les Ivoiriens s'entretuent le laisse complètement indifférent.

Notre propos n'a évidemment pas pour objet de soutenir Ouattara ou Gbagbo, Kadhafi ou le CNT installé à Benghazi, mais de démontrer que dans un cas, en Côte-d'Ivoire, Sarkozy accorde le droit à une rébellion (soutenu par l'ONU, l'UE et le FMI) de déloger du pouvoir par la force un président déclaré légitime selon la Constitution de ce pays, et que dans le cas de la Libye il ne reconnaît pas à un président en place la légitimité de mater une rébellion qui use de la force pour le renverser, peu importe ici la nature du régime de Kadhafi, sans que cette contradiction ne le gêne le moins du monde, lui et ses semblables ne sont-ils pas les maîtres du monde, donc du continent africain, de ses richesses ?

De notre côté, nous reconnaissons au peuple libyen la légitimité de s'organiser et de s'armer pour renverser le tyran au pouvoir depuis 42 ans, à condition toutefois que les conditions soient réunies pour avoir une chance de le vaincre et d'instaurer un régime plus démocratique, à défaut de pouvoir instaurer un Etat ouvrier dans l'immédiat.

Dans le cas de la Côte-d'Ivoire, sachant que ni Ouattara ni Gbagbo ne pouvaient représenter les intérêts des masses laborieuses dans ce pays, aucune des solutions qui auraient pu émerger pour éviter un affrontement sanglant entre les deux camps n'aurait été satisfaisante. Cependant, parmi les scénarii possibles pour éviter une nouvelle guerre civile au peuple ivoirien, on aurait pu imaginer un partage du pouvoir, sauf qu'il était inconcevable partant du principe que Gbagbo avait semble-t-il décidé de suivre - en fait de précéder Kadhafi en privilégiant une collaboration économique avec des concurrents de l'impérialisme français et américain, perspective que ces derniers ne voulaient pas entendre parler évidemment, d'où le diktat qu'ils lui ont adressé : quitter le pouvoir ou vous serez renverser par la force, ce qui est en train de se produire aujourd'hui.

Politique.

1- France. Cacophonie à l'UMP. Sarkozy désavoué publiquement.

La liste des personnalités de l'UMP qui bouderont le débat sur la laïcité que le parti majoritaire entend organiser la semaine prochaine s'est encore allongée jeudi.

Dans le sillage de François Fillon, la ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot, a annoncé qu'elle n'assisterait pas à la convention programmée pour le 5 avril dans un grand hôtel parisien.

Dominique Paillé, ancien porte-parole de l'UMP, a fait savoir qu'il n'irait pas non plus, de même que le maire de Nice Christian Estrosi.

Le porte-parole du gouvernement, François Baroin, a confirmé son souhait, exprimé lundi, de "*mettre un terme à tous ces débats*".

Le président du Sénat est lui aussi réservé sur la tenue d'un débat que critique l'opposition et qui empoisonne la majorité.

"Un débat qui stigmatise, c'est le contraire du principe de laïcité. Voilà pourquoi un débat sur telle ou telle religion n'est pas la bonne approche", a-t-il dit. (Reuters 31.03)

2- Portugal

Le président portugais Anibal Cavaco Silva a annoncé jeudi la dissolution du parlement et fixé au 5 juin la date des élections anticipées un peu plus d'une semaine après la démission du gouvernement socialiste minoritaire du Premier ministre José Socrates. (Reuters 31.03)

3- Koweït

Le gouvernement du Koweït a démissionné jeudi dans le contexte des troubles régionaux, a annoncé l'agence de presse officielle du pays, faisant apparemment référence à la contestation politique au Bahreïn voisin.

L'agence cite "*les développements locaux récents*" et "*les répercussions négatives sur l'unité, la sécurité et la stabilité nationales*" du Koweït.

La démission du gouvernement pourrait relever d'une tentative de trois ministres appartenant à la famille Al Sabah au pouvoir d'éviter des questions sur le fait que le Koweït n'a pas fourni de troupes à la force dirigée par l'Arabie saoudite qui est intervenue au Bahreïn pour défendre la famille régnante.

Le Parlement du Koweït est l'un des plus actifs du monde arabe. Les élus y accusent souvent la famille régnante d'abus de pouvoir, d'irrégularités financières et d'atteintes aux libertés.

Les démissions du gouvernement sont par ailleurs relativement fréquentes dans cet Etat membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Le Koweït est aussi un important allié des Etats-Unis, par où partent la plupart des forces américaines déployées en Irak. (AP 31.03)

4- Libye.

4.1- Depuis 6H GMT, l'OTAN a pris les commandes des opérations aériennes en Libye contre les forces loyales au colonel Kadhafi, ce qui la rend seule responsable des opérations navales et aériennes dans la région.

Les forces libyennes fidèles à Kadhafi ont été réduites «*de de 20 à 25%*» par la coalition mais ne sont «*pas près de la rupture*», selon le chef d'état-major de l'armée américaine Mike Mullen, qui s'exprimait devant une commission du Congrès.

4.2- "*Le sentiment que nous retenons, c'est que le peuple libyen souhaite que l'affaire soit réglée par des Libyens*" a déclaré jeudi Gérard Longuet, le ministre de la Défense.

Interrogé sur l'hypothèse d'une assistance militaire ou de livraisons d'armes à l'opposition libyenne, le ministre a répondu: "*Une telle assistance n'est pas à l'ordre du jour parce qu'elle n'est pas compatible avec la résolution 1973.*" (Reuters 31.03)

4.3- En qualifiant d'«*inadmissibles*» et d'«*inacceptables*» les déclarations de Vladimir Poutine qui avait estimé que «*l'intervention des occidentaux en Lybie fait penser à l'appel des croisés du Moyen-Age*», Dimitri Medvedev a clairement choisi son camp: celui des valeurs occidentales contre le conservatisme anti-atlantiste symbolisé par Vladimir Poutine.

Reste à comprendre les véritables raisons de ce clash et au-delà l'attaque en règle contre les Etats-Unis qui a incontestablement un parfum de guerre froide. La Libye n'est qu'un prétexte. L'abstention russe au Conseil de sécurité qui a permis l'intervention de Libye découle directement d'un changement dans l'attitude russe vis-à-vis de Tripoli. Moscou a interdit le sol russe à Kadhafi et aux membres de sa famille et de son entourage.

En fin stratège, Vladimir Poutine a choisi pour se lancer dans la bataille électorale un terrain qui lui est familier. Il se pose en défenseur non seulement des intérêts de la Russie mais également des valeurs russes face à un président sensible aux sirènes de l'occident. Quant à la population, elle ne comprend ni n'approuve l'attitude de la Russie dans le conflit. Pour preuve, 60% les auditeurs de la radio Echo de Moscou regrettent la décision du chef de l'Etat.

Selon un expert qui souhaite demeurer dans l'anonymat, Poutine a voulu lier les mains de Medvedev à la veille de la visite du secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, à Moscou. Des rumeurs ont couru selon lesquelles, il avait entre autre pour mission de sonder le Kremlin sur une éventuelle participation de la Russie à l'opération en Libye...

Vladimir Poutine n'aurait en outre guère apprécié les conseils du vice-président américain Joe Biden. Lors de son entrevue à Moscou avec Vladimir Poutine, il lui aurait gentiment conseillé de prendre une retraite bien méritée... Des indiscretions qui n'ont pas été démenties.

Reste que le président Medvedev, au-delà des critiques qu'il a formulées contre Poutine, est contraint bon gré mal gré de tenir compte de l'opinion de son Premier ministre qui jouit du soutien du complexe militaro-industriel et d'une partie de l'establishment. L'appel du ministre de la Défense, un proche de Poutine, pour un cessez-le-feu immédiat en Libye en apporte une preuve supplémentaire. (Slate.fr 31.03)

4.4- Les forces de Moammar Kadhafi poursuivaient leur offensive jeudi avec des tirs nourris d'artillerie contre les rebelles repliés dans la ville pétrolière stratégique de Brega, sur la côte nord-est. Des panaches de fumée s'élevaient au-dessus de la localité.

"Les forces de Kadhafi sont parvenues à environ 30 kilomètres à l'est de Brega", a déclaré Fathi Muktar, un combattant insurgé. Il a précisé que les rebelles les avaient temporairement repoussées durant la nuit mais qu'au matin elles se trouvaient aux portes de la ville. (AP 31.03)

Les opposants à Kadhafi, qui ont de nouveau réclamé des armes lourdes, disent ne rien savoir de la présence de soldats étrangers en Libye et reconnaissent qu'un trop net engagement des Occidentaux pourrait nuire à leur crédibilité, comme l'a dit Moustafa Gheriani. (Reuters 31.03)

5- Yémen

Des dizaines de milliers d'opposants au président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, ont manifesté jeudi en mémoire des 82 manifestants morts depuis le début de la contestation dans le pays.

Les manifestants se sont rassemblés à Sanaa, la capitale, et ont une nouvelle fois réclamé le départ du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 32 ans.

"Le peuple veut que le boucher soit jugé", scandait la foule dans laquelle des manifestants portaient des tuniques blanches avec l'inscription "futur martyr".

La "Révolution de la Jeunesse", coalition de groupes de protestataires, a fait savoir mercredi qu'elle souhaitait que les membres du clan Saleh soient traduits en justice.

L'organisation exige une restitution des "biens publics et privés volés", la libération des prisonniers politiques, la dissolution des forces de sécurité et la fermeture du ministère de l'Information.

Un haut diplomate occidental a estimé que le président Saleh enchaînait les déclarations contradictoires, laissant un jour entendre qu'il était prêt à quitter le pouvoir et un autre qu'il entendait mener son mandat à terme. (Reuters 31.03)

6- Bahreïn

Les arrestations d'opposants et de blogueurs se sont multipliées ces derniers jours à Bahreïn, où plus de 300 personnes ont été placées en détention et plusieurs dizaines d'autres sont portées disparues, a affirmé jeudi l'opposition.

"Le gouvernement dit qu'il prend des mesures pour défendre la stabilité et la sécurité, mais c'est tout le contraire qui se passe. Nous nous retrouvons dans une situation des plus dangereuses où il n'y a plus aucune sécurité pour les citoyens", a dit Mattar Ibrahim

Mattar, membre du parti d'opposition le plus important du pays, le Wefaq.

"On arrête les gens, on les enlève aux points de contrôle installés un peu partout", a-t-il ajouté.

De plus en plus de militants d'opposition ont préféré entrer dans la clandestinité pour éviter d'être arrêtés.

"La situation est dramatique (...) Presque tous les blogueurs et les militants qui ne sont pas en prison aujourd'hui se cachent", explique Nabil Radjab, qui dirige le Centre bahreïni pour les droits de l'homme.

"Hier soir, il y a eu des perquisitions dans quinze maisons de mon quartier et ils ont arrêté seulement deux personnes, donc je pense que tous les autres se cachent."

Mercredi, trois militants actifs sur internet ont été arrêtés. Il s'agit du blogueur Mahmoud al Yousif, du professeur et syndicaliste Sana Abdoul Razzak Zinedine et de l'étudiant et poète Aïat al Kourmozi.

Yousif est depuis des années le chantre de l'unité des Bahreïnais au-delà des clivages confessionnels, sous le slogan "*pas de chiïtes, pas de sunnites, rien que des Bahreïnais*". (Reuters 31.03)

Social.

France

1- Suite de la manifestation du milieu judiciaire

"*La manifestation du 29 mars 2011 a constitué une véritable démonstration de force en rassemblant plus de 5.000 personnels du ministère de la Justice*", déclare le collectif d'associations et de syndicats à l'origine de la manifestation nationale du monde judiciaire, mardi à Paris, dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Le ministère et le gouvernement doivent désormais entendre la colère de leurs personnels, qui ne peuvent plus assurer leurs missions à moyens constants. Les annonces faites le matin même de la manifestation par le ministre ne peuvent nous satisfaire car elles correspondent à de nouveaux moyens pour de nouvelles missions et non, comme nous l'exigeons, au renforcement des moyens pour les missions à ce jour existantes*", ajoutent les organisations du collectif.

Elles "*exigent*" notamment l'annonce d'un "*plan d'urgence pour la Justice, qui envisage des moyens de manière pérenne*", et que Michel Mercier reçoive ensemble les organisations du collectif.

Ce dernier précise qu'il se réunira au plus tard le 5 avril pour décider des suites du défilé de mardi dernier. (AP 31.03)

2- Grève des éboueurs de Marseille

Les 139 salariés de deux sociétés privées ne collectent plus les ordures ménagères dans deux arrondissements du centre-ville de Marseille, les deuxième et troisième arrondissements, et dans une partie du premier, apprend-on jeudi de source syndicale.

Réunis en intersyndicale CGT-CFDT-FO et CFTC, les salariés de Véolia Propreté et de Derichebourg-Polyurbaine ont cessé le travail lundi soir pour protester contre "*le projet de la direction de revenir sur différents acquis sociaux, notamment le système de compensation des jours fériés et celui des chèques vacances*". (AP 31.03)

Economie.

1- France

Le déficit public a atteint 7% du Produit intérieur brut (PIB) en 2010, annonce l'INSEE jeudi. La dette publique s'est élevée par contre au niveau record de 81,7% du PIB, à 1.591,2 milliards d'euros.

Le président de la République Nicolas Sarkozy considère, dans un autre communiqué, que ces chiffres "*confortent la stratégie économique du gouvernement fondée sur des réformes favorables à la croissance et une maîtrise stricte et durable de la dépense publique, tout en refusant des hausses générales d'impôts qui seraient préjudiciables à la croissance et à la compétitivité*". (AP 31.03)

2- Irlande

Les quatre banques irlandaises ont besoin de lever 24 milliards d'euros supplémentaires pour pouvoir résister à d'autres pertes potentielles en cas d'aggravation de la situation économique, a annoncé jeudi la Banque centrale d'Irlande. (Reuters 31.03)

3- Portugal

Le déficit budgétaire du Portugal est ressorti à 8,6% du produit intérieur brut en 2010, alors que le gouvernement visait 7,3%, a annoncé jeudi l'institut national de la statistique (INE) portugais.

Le ratio dette/PIB portugais s'est élevé à 92,4% en 2010 et devrait croître pour atteindre 97,3% cette année. (Reuters 31.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 avril

Les causeries, chroniques et infos en bref de mars ont atteint 175 pages, vous ne pourrez pas dire que je n'ai rien foutu ! Oui, je suis absolument tout seul pour actualiser le site, ce travail que je m'impose me permet d'être un peu au courant de la situation pour en parler, apparemment davantage que plusieurs rédactions ou bureaux nationaux réunis !

Tenez, à nouveau depuis hier soir je n'ai plus de téléphone, cela fera la sixième fois que Tata me le remplace en 15 mois, heureusement que j'ai acquis dernièrement un modem indépendant, ce n'était pas un investissement inutile. Merci au passage à Philippe pour son chèque de 60 euros. Dans son courriel il a précisé "*avec le temps, le soutien annoncé aura augmenté de 10 euros !*", tu sais au moins à quoi sert ton argent, et si je peux me permettre, c'est mieux que de le balancer dans des campagnes électorales pour réunir quelque 1% des voix ou de financer des partis oscillant entre social-patriotisme ou gauchisme ou pratiquant en permanence un double langage, prétendant pratiquer la démocratie dans leurs rangs pour s'avérer en réalité de purs dogmatiques ! Vous aussi, si le site vous apporte quelque chose sur le plan politique, soutenez-le financièrement, adressez-nous des contributions politiques, des infos, etc. Merci au camarade qui m'envoie régulièrement des adresses de sites Internet, porte-toi bien aussi.

Un courriel reçu d'un camarade enseignant.

"Il me semble qu'il y a certaines questions essentielles à se poser et auxquelles il convient d'avoir des réponses précises avant de décider d'une position définitive sur la Libye et l'approche à adopter par rapport à l'intervention militaire (condamnation sans condition, ou laisser faire avec éclaircissement des buts réels).

L'armée de Kahafi est elle composée:

- de gens du peuple libyen
- de libyens soldats de métier coupés du peuple lybien
- de mercenaires payés grâce à la fortune cumulée par Kadhafi sur le dos du peuple libyen

ça peut aussi être un mélange de tout ça, et il faut voir dans quelles proportions.

Les villes de l'ouest qui ne se rebellent pas, ne le font-elles pas:

- parce leur population soutient Kadhafi
- parce la population est indifférente en attendant de voir comment ça va évoluer
- parce que la terreur règne sous les forces de répression de Kadhafi

Dans les villes qui se sont rebellées, la rébellion concerne:

- la grande majorité de la population
- quelques groupes armés anti-kadhafi ne représentant pas la population

Les bombardements de l'ONU et l'OTAN s'effectuent:

- uniquement sur les moyens militaires de Kadhafi
- sur l'ensemble des secteurs contrôlés par Kadhafi, y compris sur les civils

Les pro-Kadhafi sont ils constitués:

- d'une partie de la population libyenne
- de libyens intéressés à la survie de la dictature de Kadhafi parce qu'ils en ont toujours été les privilégiés (toute dictature à un minimum de soutien)

Sans avoir d'informations précises on tombe dans le dogmatisme. Je reste à 100% d'accord avec tes positions sur la Libye, et suis effaré du manque d'analyse des partis qui se prétendent révolutionnaires qui semblent totalement oublier la révolution en cours. Ou bien il y a révolution en cours à leurs yeux en Libye, et il faut expliquer pourquoi on abandonne la population en révolte. Ou bien ils considèrent qu'il n'y a pas révolution en Libye, et il convient de donner les éléments et les informations précis qui permettent de l'affirmer."

Ma réponse.

Quand j'étais technicien SAV en bureautique, on devait régler les copieurs couleurs (Canon CLC) qui théoriquement étaient censés proposer à leurs clients 64 millions de couleurs à partir de trois couleurs primaires et secondaires, le cyan, magenta et jaune pour l'encre, plus le noir, pour les filtres, le vert, bleu et rouge. A une autre époque Trotsky expliquait aux gauchistes et aux fétichistes ou dogmatiques forcenés qu'il existait des nuances de gris entre le noir et le blanc... Fidèle à la méthode de Marx et Engels, Trotsky s'employait à couper les cheveux en quatre pour produire des analyses profondes et sérieuses, ce que lui reprocheront ses adversaires politiques peu regardant déjà à l'époque sur la réalité des faits, leur préférant des idées préconçues ou de foutus principes avec lesquels ils s'arrangeaient par ailleurs en guise d'analyse pour justifier leurs positions.

On se retrouve confronter au même problème 71 ans plus tard, comme quoi le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde n'ont en fait réalisé aucun progrès depuis, ils ont même plutôt régressé.

Camarades, vos vaillants dirigeants qui se prétendent internationalistes et se réclament du marxisme vous trompent délibérément, la preuve. Rappel des faits pour les militants atteints par une soudaine perte de mémoire.

Pour répondre à la question d'un camarade, qui par courriel demandait si l'insurrection contre Kadhafi avait gagné l'ensemble de la Libye ou si au contraire elle était restée concentrée à Benghazi et sa région et ne serait que le fait d'une bande de voyous à la solde de Paris et Washington.

Voilà ce que les partisans du colonel Kadhafi passe désormais sous silence, comment ils refont l'histoire à leur manière, la falsifie en réalité pour justifier leur position politique. Il y a comme toujours les militants qui définissent leur position à partir de principes ou de théories, et il y a les militants qui déterminent leur position en analysant méticuleusement la réalité et son évolution...

Quand la réalité ne correspond pas tout à fait aux principes que défendent les premiers, ils passent outre et la violent au lieu d'essayer de voir comment on pourrait adapter nos principes à la réalité sans nous renier. Peu importe ici comment il faut caractériser ce comportement, cela tient de l'incurie politique ou d'intérêts particuliers ou des deux à la fois qui n'ont rien à voir avec les intérêts collectifs du prolétariat.

Infos en bref du site du 24 février.

Les miliciens du colonel Moammar Kadhafi tentaient mercredi de resserrer leur emprise sur Tripoli, la capitale libyenne.

Dans l'autre moitié, les manifestants affirment avoir pris Misourata, qui serait ainsi la plus grande ville de l'Ouest à passer entre leurs mains. Ils appellent à défiler vendredi à Tripoli.

A Sabratha (70km à l'ouest de Tripoli), dont le site archéologique est classé au patrimoine mondial, l'armée libyenne affronte depuis deux jours les manifestants qui ont pris d'assaut des bâtiments officiels, selon un site Internet proche du gouvernement. (Lefigaro.fr et AP 23.02)

Infos en bref du site du 3 mars.

A plus de 240 km dans le désert au sud-ouest de Tripoli, Nalut, petite localité berbère, vit entre peur et espoir: elle est l'une de ces "**villes libérées**" de l'ouest libyen, dans la chaîne montagneuse des Nafusa, près de la frontière tunisienne. Mais à tout moment, elle craint d'être reprise par les forces fidèles au régime de Kadhafi.

Ils constituent la première ligne de défense de leur ville de 18.000 habitants, loin de tout, dans le désert du nord-ouest de la Libye, qui s'est débarrassée des autorités pro-Kadhafi. "*Nalut libérée*", peut-on lire sur des murs de la ville.

Un journaliste d'Associated Press a passé deux jours avec les "*révolutionnaires*" auto-proclamés à Nalut, une des villes "*libérées*" de la chaîne montagneuse des Nafusa, proche de la frontière tunisienne.

Lundi, les habitants travaillaient donc avec acharnement à organiser leur défense. A l'entrée de la ville, au bulldozer, ils ont empilé de la terre et des pierres afin de dresser un barrage. D'autres ont creusé des tranchées pour que ceux qui se préparent à défendre Nalut puissent se protéger.

Plus à l'est dans la chaîne des Nafusa, l'armée est passée à l'offensive lundi soir, attaquant Zintan, autre "*ville libérée*". Les soldats, à bord d'une vingtaine de véhicules équipés d'armes lourdes, ont lancé l'assaut, mais ils ont été repoussés par des habitants armés et des militaires ralliés à l'opposition, selon deux habitants de la ville.

"*Nous n'abandonnerons pas, quelle que soit la forme de terrorisme*" utilisée par Kadhafi, a déclaré un homme à Zintan. "*A partir de maintenant, le peuple n'acceptera plus que la liberté et un Etat démocratique*".

Au moins trois autres localités de ces montagnes, habitées par la minorité ethnique berbère de Libye, sont également passées aux mains de l'opposition, selon des habitants de Nalut en contact avec leurs camarades.

Désormais, les insurgés de Nalut ont pris l'organisation de la vie quotidienne en mains, sous la direction d'un conseil communautaire rassemblant personnalités locales et habitants. Et ils attendent des nouvelles de Benghazi, le centre de l'insurrection dans l'est, pour que, ajoute Abou Sitta, "*nous et les autres frères dans l'Ouest commençons à faire mouvement pour libérer Tripoli*". (AP 02.03)

Infos en bref du site du 9 mars.

D'après un témoin qui a requis l'anonymat, chars et véhicules de combat parcouraient la localité de Zaouia (50km à l'ouest de Tripoli) et tiraient sur des habitations tandis que l'électricité, le téléphone et Internet étaient coupés. "*La ville est en ruines*", a-t-il dit à l'AP après avoir réussi à quitter Zaouia et à gagner un secteur lui permettant d'utiliser son téléphone mobile. "*Certains bâtiments ont été entièrement détruits*", "*il y a de nombreux blessés mais les hôpitaux vont se trouver à court d'approvisionnements*". (AP 08.03)

Infos en bref du site du 14 mars.

Plus à l'ouest, l'attaque des troupes kadhafistes lancée la veille contre Misrata, troisième ville de Libye à 200 km à l'est de Tripoli, semblait marquer le pas à la suite de mutineries au sein de l'armée, ont déclaré les rebelles. (Reuters 13.03)

Infos en bref du site du 16 mars.

A l'autre bout du pays, près de la frontière tunisienne, les kadhafistes ont repris lundi Zouara, une des dernières localités que les rebelles tenaient dans l'ouest du pays. (20minutes.fr 15.03)

Voilà camarade, tu as là les réponses à la plupart des questions que tu as posées, les réponses à tes autres questions figurent dans les différentes causeries du site ou les nombreux documents d'horizons divers que j'ai mis en ligne depuis le début mars. S'ils y en avaient laissés sans réponses, précise-le, on essaiera d'y répondre.

Parole d'internautes.

1- "selon le quotidien Haartz, le gouvernement israélien souhaite le maintien de Bachar Al Assad au pouvoir.. bizarre qu'Israël, Iran et Hezbollah sont tous d'accord sur la même chose..." (libération.fr 01.04)

Non, pas vraiment, ils servent les intérêts de l'impérialisme américain, le régime iranien et le Hezbollah tout comme le Hamas permettent de justifier aux yeux de ce qu'ils appellent l'opinion publique internationale la présence militaire américaine dans la région et l'existence d'Israël, ajoutons les budgets d'armement ou de guerre des différents pays impérialistes. Toujours pour le même enjeu économique en toile de fond : le pétrole, notamment.

2- "Les principaux pays partenaires économiques et financiers de Kadhafi (Russie, Allemagne, Italie, Turquie, Chine) semblent avoir imposé une sorte de "Yalta" partageant la Libye en 2. A l'est, Benghazi bénéficierait du statut de "zone protégée". Le centre (avec le port de Misrata, 3e grande ville de Libye) et l'Est (Yafran, Zita, Nahit, Ghadamès, etc) aurait été abandonnés aux canons de Kadhafi. C'est cet accord secret qui aurait permis l'absence de veto Russo-Chinois et donc, le vote de l'ONU.

Lors de la prise en main par l'OTAN, le 1er Ministre Turc Erdogan a exulté publiquement sur la mise à l'écart de facto de la France (les pays hostiles au bombardement contre les tanks de Kadhafi sont majoritaire à l'OTAN). Conséquence immédiate, depuis ce relai par l'OTAN, les bombardements au sol ont quasiment cessé et ont permis à Kadhafi de reprendre l'offensive sur les 3 fronts (Ouest, centre et est). Les USA reconnaissent que Kadhafi dispose encore de 80% de ses chars et canons qui poursuivent les bombardements.

Question : Pourquoi défendre Benghazi et pas les autres villes ? Pourquoi permettre à Kadhafi d'écraser librement les insurgés du centre et de l'Ouest ? Pourquoi "l'axe Russo-germano-Italo-Turc" interdit fermement la livraison d'armes défensives aux insurgés ? Pourquoi les médias occidentaux n'abordent pas ces points et n'expliquent pas cet incroyable revirement diplomatique et géo-stratégique international sur la Libye et cet abandon des insurgés ? Que des pays africains soient notoirement corrompus par l'argent de Kadhafi et que les pays de l'axe Russo-Germano-Italo-Turc veuillent préserver leurs fructueux liens financiers avec Kadhafi, c'est compréhensible. Mais cet arrêt des intervention Franco-Anglo-US l'est beaucoup moins. Le texte de l'ONU (peu diffusé par les médias) est clair, précis et permet juridiquement de bombarder les tanks et canons de Kadhafi tant que ceux-

ci continuent de tirer sur les villes. Quelqu'un a-t-il une explication ? (lexpress.fr 01.04)

J'ai retenu la formule "*la livraison d'armes défensives aux insurgés*". Il paraîtrait que ce serait la faute du mauvais temps qui règnerait depuis plusieurs jours sur la région qui auraient empêché le bombardement de l'artillerie lourde de Kadhafi et permis ainsi son avancée, c'est l'argument avancé par l'état major de l'Otan.

Politique.

1- Côte-d'Ivoire Des casques bleus de l'Onu ont tué au moins cinq soldats fidèles au président sortant Laurent Gbagbo lors d'un accrochage à Abidjan, révèle un document interne aux Nations unies dont l'agence Reuters a eu connaissance vendredi. (Reuters 01.04)

2- Tunisie

2.1- Des accrochages ont opposé vendredi après-midi à Tunis manifestants et forces de l'ordre au centre-ville et autour de la place de la Kasbah, où se trouve le siège du gouvernement, a constaté sur place un journaliste de l'Associated Press.

Un premier rassemblement a eu lieu dans la matinée devant le théâtre municipal situé sur l'avenue Bourguiba, la principale artère de la capitale. Au cours de cette manifestation pacifique, des revendications à caractère social étaient formulées par des jeunes et moins jeunes.

"*Le gouvernement n'a rien fait de concret. On veut une nouvelle politique qui réponde aux aspirations du peuple*", a lancé K. Gharbi, un fonctionnaire de 46 ans.

Tahar Ouanès, 30 ans, est venu, lui, exprimer son mécontentement pour avoir été "*licencié abusivement*" du temps de l'ex-président Ben Ali. "*Moi, je n'irai pas à Lampedusa, je resterai ici pour lutter pour mon droit au travail*", a-t-il expliqué. (AP 01.04)

2.2- Le ministre tunisien des Finances Jalloul Ayed a annoncé vendredi l'adoption d'un plan de relance économique et social prévoyant notamment la création à court terme de 40.000 emplois.

Adopté en conseil des ministres, ce plan en 17 points comporte un programme de recrutement exceptionnel de 20.000 employés dans la fonction publique, et des mesures en faveur des entreprises pour les inciter à réaliser un nombre d'embauches équivalent.

En outre, 200.000 jeunes bénéficieront d'une allocation mensuelle de 200 dinars (101 euros) sur dix mois dans le cadre de "*mécanismes de la politique active de l'emploi*".

Il a été décidé, par ailleurs, de doubler les montants alloués aux "*programmes d'utilité publique dans les régions*" de l'intérieur du pays et d'y encourager les investissements.

Au niveau social, les aides aux familles défavorisées seront renforcées et des micro-crédits et dotations seront octroyées à 20.000 familles pour améliorer leurs logements.

Quant aux Tunisiens ayant fui la Libye et dont le nombre dépasse les 40.000, une aide leur sera octroyée d'un montant de 400 dinars (202 euros) par personne et de 600 dinars (304 euros) par famille.

Premières mesures concrètes prises par le gouvernement transitoire dirigé depuis environ trois semaines par Béji Caïd Essebsi, ce plan vise à faire face à une situation "*délicate*" malgré "*la bonne tenue des exportations industrielles*", a précisé M. Ayed.

Les secteurs les plus touchés par la quasi-paralysie de l'activité économique depuis fin décembre sont le tourisme, le transport, le commerce, les phosphates et les travaux publics. (AP 01.04)

3- Syrie

En Syrie, au moins quatre personnes ont été tuées et des dizaines blessées vendredi par des tirs des forces de l'ordre à Douma, ville située à 15 km de Damas, où des manifestants s'étaient rassemblés, selon un témoin. Des protestations ont eu lieu dans le Nord, le Sud et à Damas, deux jours après un discours du président Bachar Al-Assad, qui a déçu l'opposition. Le chef de l'Etat n'a annoncé aucune réforme pour calmer la contestation sans précédent contre son régime lancée le 15 mars.

Pour la première fois, des défilés se sont déroulés dans la région à majorité kurde du Nord, à Qamishli, Amouda et Hassaké, selon un militant de défense des droits de cette minorité kurde dont les membres se sont vus dénier depuis un demi-siècle la

nationalité syrienne.

Dans le sud, à Deraa, épice de la contestation où plus de cent personnes ont péri depuis le début du mouvement selon des militants des droits de l'homme, des fidèles ont manifesté devant le palais de justice. Ils ont scandé "*la mort plutôt que l'humiliation*", ainsi que des mots d'ordre contre le régime. A Lattaquié, au nord-ouest de Damas, qui avait été également le théâtre de sanglants affrontements, deux cents personnes ont manifesté en faveur de la liberté. (lemonde.fr 01.04)

4- Libye

4.1- En Libye, où le front entre rebelles et forces du dirigeant Mouammar Kadhafi se situait vendredi près du site pétrolier de Brega, les insurgés se sont dits prêts à un cessez-le-feu à deux conditions : "*que nos frères dans les villes de l'Ouest puissent s'exprimer librement et que les forces (pro-Kadhafi) qui assiègent nos villes se retirent*", a déclaré Moustapha Abdeljalil, chef du Conseil national de transition, à Benghazi. Le gouvernement libyen a rejeté, vendredi soir, les conditions de cette trêve et a affirmé que ses troupes ne quitteraient pas les villes.

Selon le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, "*le plus gros problème [de la coalition] ces trois ou quatre derniers jours a été le temps*". Cela a réduit l'efficacité des avions chargés des frappes, qui parfois ne peuvent pas "*voir les cibles avec précision*".

Par ailleurs, Un proche conseiller du clan Kadhafi à Tripoli, Mohammed Ismail, serait en pourparlers avec le gouvernement britannique, le quotidien The Guardian sur son site internet. Peu connu tant en Libye qu'à l'étranger, Mohammed Ismail est un personnage-clé de l'entourage de Saïf al-Islam et a représenté Tripoli dans des négociations d'achat d'armements, selon des télégrammes diplomatiques révélés par WikiLeaks. (lemonde.fr 01.04)

4.2- Les rebelles libyens ont acheminé vendredi du matériel lourd sur le front de l'Est où d'anciens officiers s'efforcent d'organiser les forces insurgées afin de reprendre l'initiative face aux troupes loyalistes.

Dans leur ligne de mire, le contrôle du port pétrolier de Brega, pris alternativement par l'un et l'autre camp ces dernières semaines et où des combats se poursuivent.

A un poste de contrôle installé à la périphérie de la ville, les rebelles interdisent désormais aux jeunes dépourvus d'armes de poursuivre leur chemin.

"*Seuls ceux qui ont des armes lourdes sont autorisés à passer. Pas les civils sans armes*", déclare Ahmed Zaitoun, membre d'une brigade de volontaires qui a été formé au maniement des armes.

"*Aujourd'hui, il y a des officiers avec nous. Avant, nous étions seuls*", ajoute-t-il avant de désigner un homme arrêté au checkpoint: "*C'est un jeune garçon et il n'a pas d'arme. Qu'est-ce qu'il va faire là-bas ?*"

"*Des militaires sont arrivés et ont renforcé les lignes rebelles. Si Dieu le veut, ils commenceront par Ajdabiah et continueront sur Brega et Ras Lanouf*", explique Khaled Fardjani, un capitaine de l'armée de l'air qui s'est rangé du côté de l'insurrection.

Les villes pétrolières de Ras Lanouf et Es Sider sont revenues aux mains des forces loyalistes qui repoussent les rebelles à l'aide de leurs armes lourdes. Malgré les frappes aériennes menées par les Occidentaux, les insurgés n'ont pas réussi à garder le contrôle de leurs gains territoriaux.

Les dirigeants de l'insurrection saluent l'enthousiasme des jeunes, ces "*chebab*" qui foncent vers le front à bord de pick-ups, mais le manque de discipline et de coordination pèse.

Cette nouvelle approche doit encore prouver son efficacité, après la déroute subie cette semaine par les rebelles, qui ont perdu en deux jours les 200 km de route côtière qu'ils avaient gagnés à partir de Brega les deux jours précédents. (Reuters 01.04)

5- Yémen

Des centaines de milliers de Yéménites se sont réunis vendredi dans la capitale et défilaient dans de nombreux villages et villes du pays, dans ce qui semble être les plus importantes manifestations réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh depuis un mois et demi.

Plusieurs mosquées de la capitale étaient fermées, un geste sans précédent pour un vendredi, jour de prières, alors que les fidèles et responsables religieux convergeaient sur la place située devant l'université de Sanaa. (AP 01.04)

6- Bahreïn

Les autorités de Bahreïn ont libéré un blogueur mais arrêté plusieurs personnalités, dont des partisans de l'opposition, dans le cadre de la répression du mouvement de contestation, a-t-on appris vendredi auprès de l'opposition.

D'après Mattar Ibrahim Mattar, élu du Wefaq, le principal parti d'opposition chiite, on dénombrait jeudi 329 arrestations et 31 disparus.

Arrêté mercredi, Mahmoud al Yousif, un blogueur qui milite depuis des années pour l'unité de la population sous le slogan "*pas de chiites, pas de sunnites, rien que des Bahreïnis*", a en revanche été libéré tard jeudi soir.

Contacté au téléphone par l'agence Reuters, il dit avoir été bien traité lors de sa détention. "*Ils ont enquêté sur moi mais n'ont rien trouvé*", a-t-il ajouté. (Reuters 01.04)

7- Oman

Dans le sultanat d'Oman, un manifestant a été tué par des tirs de la police qui a dispersé un cortège de manifestants demandant la libération de prisonniers dans le port de Sohar, à 200 km au nord de la capitale Mascate, selon des témoins. (lemonde.fr 01.04)

8- Egypte

En Egypte, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées sur l'emblématique place Tahrir au Caire pour appeler à "*sauver la révolution*" qui a renversé le président Hosni Moubarak et "*purifier*" le pays des restes de l'ancien régime. (lemonde.fr 01.04)

Ils réclament aujourd'hui un procès pour Fathi Serour, l'ancien président du parlement speaker, Zakariya Azmi, chef du palais présidentiel, et Safwat al-Sherif, l'ancien secrétaire général du parti au pouvoir. (AP 01.04)

9- Jordanie

Une manifestation de centaines de jeunes appelant à des réformes s'est déroulée à Amman, alors qu'une cinquantaine de loyalistes scandaient des slogans à la gloire du roi Abdallah II, sous l'œil vigilant des forces de sécurité. (lemonde.fr 01.04)

Social.

France

Une coordination d'organisations nationales et locales appelle à des rassemblements dans toute la France samedi pour défendre le système de santé et les hôpitaux publics. Près de deux ans après le vote de la Loi Bachelot (HPST), les protestataires dénoncent les fermetures d'établissements et une "*privatisation*" du système de santé.

A Paris, un rassemblement est prévu place de la Bastille à partir de 14h30 à l'appel de la coordination qui regroupe des organisations très diverses, notamment l'AMUF (médecins urgentistes), le PS, la CGT, Solidaires, Act-Up, la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Europe écologie les Verts (EELV), le Planning familial, le Parti de gauche, la coordination des élèves infirmiers et "*105 comités, collectifs et syndicats locaux et d'entreprises*", selon l'appel à la mobilisation.

Ailleurs en France, des rassemblements sont prévus dans 20 régions, selon la fédération CGT de la Santé, devant les Agences régionales de Santé (ARS) ou les préfectures, parfois suivis d'un défilé comme à Lyon, Toulouse, Bordeaux, et Rennes.

"Après des années d'une politique de réduction des moyens et de réformes successives, la mise en place par la loi Hôpital Patients Santé Territoire (loi Bachelot) des Agences régionales de Santé accélère la privatisation de notre système de santé", estime la coordination.

"Pour le service public cela se traduit par des fermetures de services, fusions d'hôpitaux et réductions de personnels. Cela aboutit à de véritables déserts médicaux, dans les secteurs urbains comme à la campagne. La permanence des soins est menacée. Pour les malades et leurs proches, les distances augmentent, avec tous les risques et les coûts supplémentaires que cela comporte", ajoute-t-elle.

Pour la coordination, "*les directeurs des ARS, nommés par le gouvernement, sont des superpréfets sanitaires régionaux. Ils détiennent tous les pouvoirs pour organiser la santé dans son ensemble, en appliquant les directives gouvernementales*".

Les ARS planifient "*la désorganisation et la réduction des soins publics*", et "*favorisent le transfert vers le privé lucratif des soins*".

les plus rentables pour le plus grand profit des groupes financiers de la santé et de leurs actionnaires", accuse la coordination.

Quant à la Sécurité sociale, *"de nombreuses mesures ont fait reculer ce principe solidaire: forfaits, franchises, dépassements d'honoraires, pénalités, remboursements. Ce qui reste à la charge des foyers ne cesse d'augmenter". "Tout cela pousse vers l'assurance privée individuelle celles et ceux qui en ont encore les moyens et c'est par millions aujourd'hui que des gens diffèrent ou renoncent aux soins"*, selon l'appel.

Dans un communiqué diffusé le 15 mars dernier, la Fédération hospitalière de France (FHF, qui représente les directions des hôpitaux publics) s'inquiétait *"des suppressions d'emploi très importantes"*, dans les hôpitaux, *"représentant plus d'un départ à la retraite d'agent sur quatre"*.

Sur l'année 2009, *"en dehors du secteur médico-social, plus de 9.800 emplois ont ainsi été supprimés dans les hôpitaux publics, dont près de 5.000 personnels soignants, un chiffre qui devrait encore croître en 2010 au vu de la contraction constatée de la progression des dépenses de personnel dans les comptes des hôpitaux publics"*, selon la FHF.

La FHF estimait que cette évolution *"en partie liée à la faible progression de l'enveloppe accordée aux hôpitaux"*, est *"considérablement aggravée par la politique de 'convergence' conduite par le gouvernement au bénéfice des cliniques privées"*. (AP 01.04)

Economie.

1- FMI.

Le Fonds monétaire international a activé vendredi comme prévu un fonds de crise de 581 milliards de dollars avec le soutien des Etats membres.

"Les montants disponibles pour le FMI via les mécanismes multilatéraux d'emprunt ont été multipliés au total par dix depuis 2009 (...)", précise le ministère français de l'Economie et des Finances dans un communiqué. (Reuters 01.04)

2- La Commission européenne et ses commanditaires.

Un porte-parole de la Commission européenne a dit vendredi que la nouvelle Autorité bancaire européenne (ABE) exigerait un ration minimal de fonds propres durs (core) de première catégorie (Tier 1) de 5%.

Ces fonds propres durs sont l'indicateur le plus rigoureux de la santé financière d'une banque et montrent dans quelle mesure elle peut gérer, par exemple, les dépréciations de ses créances.

Trois sources proches du dossier ont dit à Reuters que l'ABE rendrait publique sans doute lundi la définition du capital qu'elle retiendra pour éprouver la santé financière des banques.

Les régulateurs ont récemment accepté d'inclure dans les fonds propres durs des titres hybrides controversés à l'occasion des prochains "stress tests", ce qui doit permettre à des établissements tels que Commerzbank et WestLB de réussir leurs tests de résistance. (Reuters 01.04)

Autant dire qu'ils vont continuer de faire marcher la planche à billets et permettre aux banques de s'endetter jusqu'aux dents, rien de changer, on ne s'attendait pas à autre chose, à rien de leur part en fait.

3- Portugal.

Vendredi, Fitch a abaissé de trois crans, de A- à BBB-, la note portugaise à long terme, soit juste un cran au-dessus de la catégorie des investissements spéculatifs. Elle a également conservé une surveillance avec implication négative sur la note.

Le Portugal a placé vendredi 1,645 milliard d'euros d'obligations à court terme mais a dû proposer un taux de 5,79%, soit 2,5 points de plus que lors des adjudications similaires l'an passé. Cela signifie que pour emprunter dans les 15 mois qui viennent Lisbonne doit payer plus cher que l'Espagne sur 10 ans. (Reuters 01.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 avril

Quel boulot ! J'ai juste le temps de vous souhaiter un bon dimanche.

Vous trouverez plus loin deux citations qui devraient faire réfléchir ceux qui se livrent à un amalgame honteux entre le Conseil national de transition (CNT) et le prolétariat révolutionnaire libyen histoire notamment et inconsciemment de faciliter et justifier le sale boulot de Kadhafi.

Pourquoi dans leurs mots d'ordre on n'en trouve pas un contre Kadhafi et son régime ? Parce qu'en identifiant la révolution libyenne au CNT, ils soutiennent le contre-révolutionnaire Kadhafi et le camp impérialiste (russe, chinois, indien, turc accessoirement) qui le soutient. De la même manière que lorsque Sarkozy, Obama, puis l'UE, ont reconnu le CNT comme un interlocuteur valable, le seul il faut préciser, ils ont indiqué clairement qu'ils soutenaient les gangsters qui détiennent le pouvoir à Benghazi en échange de leur soutien au camp impérialiste occidental contre toute tentative d'indépendance du futur régime libyen, donc contre les aspirations légitimes du prolétariat révolutionnaire libyen.

Un rappel pour les amnésiques et les bonnes consciences à cent balles.

Hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie, j'ai appris qu'une pièce de théâtre jouée actuellement au théâtre de l'Odéon à Paris était dédiée à F. Mitterrand, le metteur en scène était sur le plateau. Il a expliqué que l'acteur qui joue le rôle de Mitterrand reproduisait les propos exacts de l'ancien président. Je retranscris ici en substance un passage qui m'a interpellé, Mitterrand : "*au Rwanda nous avons envoyé une force humanitaire qui n'avait pas pour mission d'intervenir militairement, imaginez un instant ce qu'on aurait dit si nous étions intervenus au nom du droit à l'ingérence humanitaire dans un pays souverain...*".

On imagine très bien après coup monsieur Mitterrand, il y aurait sans doute eu des centaines de milliers de victimes innocentes massacrés en moins, un détail, rien qu'un infini détail pour les gens farcis de principes figés dans le marbre ou au cerveau complètement sclérosé, vous savez ces internationalistes prolétariens pour lesquels la palette des couleurs se réduit au blanc et au noir, ces grands humanistes en temps de paix qui dès lors que résonnent le bruit effrayant des canons perdent la boule et s'en remettent hypocritement à la boule de cristal de leurs dogmes pour régler une question qui leur échappe totalement ou à laquelle ils ne comprennent rien.

Qui jusqu'en 1994 avait apporté "*son soutien diplomatique, financier et militaire à un régime aux abois qui commettait un génocide à la face du monde, dans l'indifférence de la communauté internationale*", au régime rwandais qui a massacré près de 800 000 Tutsis et Hutus modérés (libération.fr 01.03) ? L'impérialisme français, le même qui par la voix de Mitterrand et Jupé à l'époque ministre des Affaires étrangères (de 1993 à 1995) s'interdira d'intervenir militairement au Rwanda pour faire cesser ce terrible massacre au nom du sacro-saint droit des peuples à décider eux-mêmes de leur destin, le même principe mis en avant en 2011 par nos braves internationalistes prolétariens, qui plus est se réclamant du marxisme et du socialisme, pour laisser Kadhafi massacrer tranquillement son peuple qui a osé se dresser contre son pouvoir totalitaire après 42 ans de dictature.

Au Rwanda c'est l'impérialisme qui a armé le bras des génocidaires qui a décidé de ne pas intervenir militairement, en Libye, c'est l'impérialisme qui a armé le dictateur Kadhafi qui maintenant le bombarde. Question : faudrait-il s'en plaindre et soutenir au nom du même principe que Mitterrand a eu raison de ne pas intervenir militairement au Rwanda pour empêcher ou faire cesser ce génocide ? Ceux qui défendent cette position devraient sortir de leur torpeur ou de leur caverne, le monde a subi de profondes transformations depuis un siècle, ce qu'ils semblent ignorer. Le principe qu'ils mettent en avant demeure valable lorsqu'il s'agit d'une guerre entre Etats souverains, plus particulièrement dans le cas d'une guerre déclarée par un pays dominant contre un pays dominé. La différence avec autrefois, c'est qu'il existe dorénavant de nombreux Etats dans le monde dirigés par des dictateurs que l'impérialisme à lui-même armé pour conserver le pouvoir et terroriser sa population. Dès lors, des situations impensables à l'époque où ce principe a été défini et que pour cette raison ses auteurs n'avaient pas pu prévoir peuvent se produire, telle que le retournement de cet arsenal militaire contre son propre peuple. On nous rétorquera que cela a toujours existé, des souverains qui massacrent leur peuple pour demeurer au pouvoir, à ceci près, et ce n'est pas un détail, d'une part qu'ils n'avaient pas été armés par d'autres Etats, d'autre part que l'armement ou la puissance militaire dont ils disposent de nos jours sont sans commune mesure avec tout ce qui a existé dans le passé. Au fil du temps dans ce domaine aussi la quantité s'est transformée en qualité et vice versa, ce qui ne devrait pas être trop compliqué à comprendre pour les camarades qui manient la dialectique.

C'est au regard de cette évolution et de cette réalité qu'il faut adapter notre principe internationaliste, au lieu de faire comme si rien n'avait changé dans le monde en un siècle. Répétons-le une énième fois, ce n'est pas la réalité qui doit s'adapter à la théorie, mais l'inverse, sans pour autant renier nos principes, un exercice apparemment hors de portée des capacités de nos dirigeants malheureusement.

On pourrait nous rétorquer qu'il y a quand même là une contradiction, car en quelque sorte cela reviendrait à soutenir une intervention impérialiste même si à aucun moment on présente notre position de la sorte. Erreur ou confusion camarades, il ne faut pas prendre le train en cours de route et nous accuser ensuite de contradiction, c'est l'impérialisme qui soutenait encore

hier Kadhafi qui doit assumer une contradiction qu'il a créé lui-même, nous de notre côté nous jouons sur un volet de cette contradiction pour la retourner à la fois contre l'impérialisme et contre Kadhafi au profit de la révolution libyenne.

Nous faisons avec le matériel qui existe, désolé, nous n'inventons rien. Cette contradiction, dont l'impérialisme est à l'origine et porte l'entière responsabilité, on a envie de leur dire : poussez-la au maximum... pour que finalement elle vous éclate en pleine figure, car à Paris et Washington ils s'interrogent si vous suivez de près la situation, ils ne savent pas très bien ce qui va en sortir, s'ils ne vont pas être obligés de composer avec Kadhafi une fois qu'ils l'auront suffisamment affaibli, mais pas suffisamment pour que le peuple libyen réussisse à le renverser, si le pouvoir ne va pas échoir entre des mains peu favorables à leurs intentions impérialistes en Libye, si la déstabilisation du pays ne va pas être pire que l'ordre qui régnait sous Kadhafi, ils regrettent peut-être déjà d'avoir été trop gourmands par rapport à leurs concurrents russes et chinois, de n'avoir pas été assez compréhensifs envers les "*fantaisies*" mégalomanes du dictateur, par contre ils n'ont pas à s'en vouloir de ne pas lui avoir accordé plus de respect ou de considération ou de ne pas lui avoir concédé plus de pouvoir dans la région puisqu'ils étaient prêts à lui vendre une centrale nucléaire et des armes notamment.

En résumé, l'impérialisme est empêtré dans une contradiction qu'il a initiée, et il compte développer un des volets de cette contradiction dans l'espoir de tirer les ficelles dans cette affaire, en espérant que cette aventure tournera à son avantage. De notre côté pour lui mettre des bâtons dans les roues, nous appuyons sur la partie de l'autre volet de cette contradiction qui ne rentre pas vraiment dans son plan initial, à savoir le développement de la révolution hors du contrôle du CNT, qui lui-même a impérativement besoin du soutien de la majorité de la population pour renverser Kadhafi. L'impérialisme soutient le CNT contre les forces révolutionnaires indépendantes qui existent dans le pays et contre Kadhafi, de notre côté, nous soutenons le processus révolutionnaire et particulièrement ses éléments indépendants du CNT et de l'impérialisme, de ce fait, nous combattons à la fois le CNT et l'impérialisme, donc Sarkozy et Cie.

Ceux qui condamnent l'intervention impérialiste sans faire preuve du moindre discernement, n'ont en tête que l'objectif et les intentions de l'impérialisme, alors que de notre côté nous privilégions l'objectif des révolutionnaires libyens qui visent au renversement de Kadhafi. On pourrait procéder par analogie et dire, qu'ils surestiment le rôle et le pouvoir des appareils des syndicats et des partis en France par rapport au prolétariat et ses aspirations profondes, prolétariat qui un peu plus tôt un peu plus tard submergera les appareils.

Une dernière objection me vient à l'esprit : ce que vous dites est très bien sur le papier ou à l'écran, mais tout le monde sait d'avance que l'impérialisme va parvenir à ses fins... Qu'en savez-vous au juste ? Là je crains que votre boule de cristal en forme de dogme ne vous sera d'aucun secours ! Et alors, quand bien même en serait-il ainsi, est-ce que ce serait une raison valable ou suffisante pour ne pas défendre une position et un discours qui correspond aux intérêts des masses libyennes, pour les abandonner, pour capituler en rase campagne ? Depuis quand devrait-on s'interdire ou s'abstenir de défendre une cause à partir du moment où l'on estimerait qu'elle serait perdue d'avance ? Pour un peu ne devrait-on pas s'interdire de réfléchir librement pendant qu'on y est ? Mais dites donc, quand vous dites : pas de bombes impérialistes sur les forces de Kadhafi, est-ce que par hasard vous ne lui faciliteriez pas le sale boulot ? Courageux comme vous êtes, vous préférez fermer les yeux et vous boucher les oreilles, du piédestal où vous observez le théâtre des opérations vous décrêtez que n'avez pas à répondre à cette question que vous jugez déplacée ou grotesque, désolé, nous nous la sommes posés et nous vous la posons que cela vous plaise ou non on s'en contrefout éperdument.

Le marxisme combat le pessimisme, le scepticisme du petit-bourgeois, il n'a rien à voir non plus avec une forme d'optimisme béat, il est profondément réaliste et tire sa force de la réalité des faits et de ses contradictions, une leçon que nos maîtres nous ont léguée et que de nombreux révolutionnaires ont semble-t-il oublié de nos jours.

Je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils se trompent de camp car ce serait les calomnier pour le coup, nous ne tomberons pas dans ce piège qu'ils nous ont tendu, nous dirions tout simplement qu'ils sont incapables de se situer résolument et strictement au côté du prolétariat pour s'en être tenus écartés trop longtemps, quand je parle du prolétariat, j'entends l'ensemble de la classe ouvrière qui ne se limitent pas à quelques couches qui par leurs positions dans la société sont plus proches de la bourgeoisie que de l'ouvrier, les intellectuels, les couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière ou encore un grand nombre de fonctionnaires qui bénéficient de privilèges par rapport au reste de la classe ouvrières, couches qui constituent l'essentiel des syndiqués et des militants des partis politiques en France, soit une infime minorité de la classe ouvrière en réalité. En ayant les yeux toujours rivés ou en s'adressant uniquement à cette minorité pour l'essentiel solidement amarrée au capitalisme et aux institutions, quand ce n'est pas strictement aux syndiqués, aux militants et aux élus des autres partis, on finit par perdre pied avec la réalité et à ne plus être capable de défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, ce que reflète clairement leur position sur la question libyenne. Leurs discours déconnectés de la réalité, une fois que la mobilisation était manifestement terminée contre la "*réforme*" des retraites vers la mi-novembre 2010, en témoigne si besoin était.

Une dernière chose. Comme quoi nous sommes totalement en phase avec la réalité du terrain en Libye, avant-hier le CNT a déclaré qu'il serait favorable à un cessez-le-feu sous certaines conditions, alors que la veille dans ma causerie j'expliquais que devant une défaite annoncée, il fallait savoir se replier en ordre... Non camarades, je ne vis pas en Libye mais en Inde, je n'ai pas bougé de mon trou !

C'est le meilleur témoignage que l'on pouvait fournir aux militants qui s'interrogeaient légitimement sur le sérieux et le bien-fondé

de notre position. Et nous en sommes fiers !

Les deux extraits de La faillite de la IIe Internationale (1915) de Lénine :

1- "Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister comme autrefois au sein des partis socialistes.

Les gens qui ne veulent pas voir la liaison extrêmement étroite et indissoluble du social-chauvinisme avec l'opportunisme se saisissent de faits et de "cas" isolés pour avancer que tel opportuniste est devenu internationaliste, et que tel radical est devenu chauvin. Mais c'est là un argument qui n'a vraiment rien de sérieux quand on discute du développement de courants. Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance de couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de "leur" capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la II^e Internationale (1889-1914), correspond dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes."

2- "La crise créée par la grande guerre a arraché le voile, balayé les conventions, fait crever l'abcès mûri depuis longtemps, et a montré l'opportunisme dans son rôle véritable d'allié de la bourgeoisie. Il est nécessaire maintenant que celui-ci soit complètement détaché, sur le terrain de l'organisation, des partis ouvriers. L'époque impérialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit de bribes des privilèges que confère à "sa" nation la situation de "grande puissance". La vieille théorie présentant l'opportunisme comme une "nuance légitime" au sein d'un parti unique, étranger aux "extrêmes", est aujourd'hui la pire mystification des ouvriers et la pire entrave du mouvement ouvrier. L'opportunisme ouvertement affirmé, qui répugne d'emblée à la masse ouvrière, est moins terrible et moins nocif que cette théorie du juste milieu, qui justifie la pratique opportuniste par des vocables marxistes, qui entend démontrer par toute une série de sophismes l'inopportunité des actions révolutionnaires, etc."

Politique

1- France

1.1- Pas très "**chrétien**" avec le chanoine de Latran !

Le Parti chrétien-démocrate (PCD) de l'ex-ministre Christine Boutin a annoncé samedi souhaiter présenter son propre candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain, tout en se disant prêt à des rapprochements avec d'autres formations.

Une stratégie de candidature unique pour la droite et le centre serait "*irresponsable*", a estimé Christine Boutin dans un communiqué.

Le PCD, qui se présente comme un parti autonome associé à l'UMP, se propose de "*fédérer les intelligences et les énergies*" et précise engager dès à présent des rapprochements avec d'autres formations que le CNIP (Conseil national des indépendants et paysans) et France Ecologie.

Christine Boutin avait recueilli 1,2% des voix au premier tour de la présidentielle 2002 sous la bannière du Forum des républicains sociaux. (Reuters 02.04)

1.1- Après le revers des cantonales, le vert de gris est de retour.

Daniel Cohn-Bendit et José Bové expliquent qu'Europe Ecologie-Les Verts "*vit une crise de croissance assez grave*", dans une tribune publiée sur Libération.fr.

Pour Daniel Cohn-Bendit et José Bové, "*le réseau des coopérateurs d'Europe Ecologie et la société civile toute entière ne peuvent être mis à l'écart des orientations du premier congrès d'Europe Ecologie*" qui se tiendra à La Rochelle du 3 au 5 juin. Un "*appel*" pour un "*printemps des écologistes*" sera bientôt lancé.

EELV "*doit être une vaste, transparente et démocratique effervescence, pas une cabine de pilotage politicienne réservée à quelques-uns*", concluent-ils. (lexpress.fr 01.04)

L'arbre de la vie n'est pas vert mais gris pour con-bandit et son acolyte. (à l'opposé : « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie.* » parole de Méphistophélès dans Faust de Goethe)

Qu'ils se rassurent, Hulot arrive ! Du vert au bleu marine de l'UMP, si on mélange les deux couleurs cela donne quoi : quelque

chose de bien sombre qui fait penser au crépuscule des Dieux...

2- Libye

Au moins six civils ont été tués samedi à Misrata, où les forces de Kadhafi assiègent et mitraillent sans relâche les insurgés, cherchant à les chasser de la principale ville qu'ils tiennent encore dans l'ouest de la Libye. Parallèlement, la rébellion a indiqué que 13 de ses hommes avaient été tués par erreur par un avion de la coalition internationale près de Brega. L'OTAN a dit avoir ouvert une enquête.

Parallèlement, les forces américaines se désengagent de plus en plus des opérations en Libye. Après avoir annoncé jeudi qu'ils retireraient à compter de dimanche leurs avions de combat de la mission désormais sous commandement atlantique, les responsables du Pentagone ont ajouté qu'ils cesseraient également de tirer en Libye des missiles de croisière Tomahawk, qui sont par ailleurs fort coûteux. (AP 02.04)

3- Syrie

Samedi, tandis que quelque 200 personnes manifestaient de nouveau à Deraa (100 km au sud de Damas) épicentre de la contestation lancée le 15 mars au cri de "*La mort plutôt que l'humiliation*", "*Liberté, Liberté*", des dizaines de manifestants ont été interpellés et embarqués à bord d'un autocar, a indiqué un témoin. Quatre contestataires avaient déjà été appréhendés à l'aube : l'architecte Khaled al-Hassan, l'avocat Hassan al-Aswad, l'enseignant Issam Mohammed et Mohammad Fara, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres.

Dans la cité agricole de Douma (15 km au nord de Damas), où une manifestation s'est terminée vendredi dans le sang avec au moins huit morts et des dizaines de blessés, au moins douze personnes ont été interpellées, a affirmé un militant. Enfin, dans la ville industrielle de Homs (à 160 km au nord), où des manifestations ont également eu lieu, l'OSDH a fait état de 17 arrestations. L'OSDH a exigé dans un communiqué que "*soient libérés tous les prisonniers d'opinion, que cessent les arrestations abusives d'opposants politiques et que les citoyens puissent jouir de leurs droits légitimes de se rassembler pacifiquement et de s'exprimer*". (lemonde.fr 02.04)

Allez camarades révolutionnaires encore un petit effort, continuez sur votre lancée : aucun soutien au peuple syrien qui se soulève contre Assad, il est manipulé par l'horrible impérialisme américain ! Je plaisante bien sûr, nous soutenons ces manifestations.

4- Yémen

Les opposants à Ali Abdallah Saleh ont présenté samedi un plan de transition organisant le transfert du pouvoir détenu par le président yéménite et instaurant un gouvernement d'unité nationale avant la tenue d'élections.

Le plan présenté par les opposants prévoit une restructuration de l'armée et des forces de sécurité sous l'autorité d'un vice-président agissant en qualité de chef de l'Etat provisoire.

Des discussions élargies pourraient alors être tenues sur des modifications constitutionnelles, sur un gouvernement d'union et sur de nouvelles élections, précise un communiqué de l'opposition.

Selon les experts, ces mesures visent à réduire l'influence étendue dont jouissent les proches et les alliés de Saleh au sein de l'appareil militaire et parmi les forces de sécurité. (Reuters 02.04)

5- Oman

Des dizaines de personnes ont manifesté samedi à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, réclamant lors d'un sit-in l'ouverture d'une enquête sur les abus présumés des forces de l'ordre lors d'affrontements violents qui ont fait au moins un mort. Lire la suite l'article

Les troubles de vendredi à Sohar, cette ville industrielle du nord du pays où le mouvement de contestation a débuté il y a plus de six semaines, montrent que les concessions du gouvernement n'ont pas répondu aux exigences des manifestants.

Selon des responsables médicaux, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, un jeune homme de 22 ans est mort dans la nuit des blessures reçues vendredi, et quatre autres manifestants au moins ont été blessés.

Un couvre-feu nocturne a été imposé à Sohar (200 km au nord de Mascate, la capitale), où, selon le parquet, les forces de l'ordre auraient riposté à coups de gaz lacrymogènes, canons à eau et balles en plastique, en "légitime défense" face aux manifestants les caillassant et armés de couteaux. Mais selon les manifestants, la police a tiré à balles réelles.

Les manifestants réclament une plus grande liberté de la presse et une plus grande démocratisation. Ils n'appellent cependant pas au renversement du souverain. (AP 02.04)

Quelle horreur, des monarchistes, on ne va pas les soutenir quand même ? Je déconne, bien sûr qu'on les soutient, cela alimente la crise du régime.

6- Tunisie

Un jeune manifestant a été blessé par "*une balle perdue*" samedi lors d'une manifestation à Tozeur dans le sud tunisien, a rapporté l'agence officielle TAP.

Les manifestants s'étaient rassemblés pour réclamer le départ du gouverneur (préfet) et d'autres responsables de la région.

Selon l'agence, les forces de l'armée sont intervenues et procédé à des tirs de sommation en l'air pour disperser la foule à la suite de jets de pierres en direction du bureau du gouverneur et de "*propos portant atteinte au responsable*".

Transporté à l'hôpital de la ville, le manifestant qui a été atteint à la poitrine, a subi une intervention chirurgicale qui a permis d'extraire la balle. Son état est jugé "*stable*" par les médecins.

A Tunis qui a été le théâtre vendredi d'incidents violents, une nouvelle manifestation s'est déroulée au centre-ville sans donner lieu à des heurts avec les forces de l'ordre. Environ une centaine de jeunes scandaient des slogans hostiles au gouvernement et protestant notamment contre la nomination du nouveau ministre de l'intérieur.

Dans un communiqué, le ministère de l'intérieur a accusé un groupe d'environ un millier de personnes d'avoir semé la veille "*la violence et le désordre*".

Les manifestants se sont attaqués aux forces de l'ordre à coups de pierres, en incendiant un commerce et en détruisant des voitures. La "*situation de panique et de terreur ainsi créée a nécessité l'intervention des forces de l'ordre et des unités de l'armée nationale pour protéger les citoyens et les biens en utilisant les gaz lacrymogènes sans occasionner de blessés parmi les manifestants*", ajoute le communiqué. (AP 02.04)

7- Israël

Israël a demandé samedi aux Nations unies l'annulation du rapport rédigé par Richard Goldstone sur le comportement de Tsahal lors de l'opération "*Plomb durci*" dans la bande de Gaza fin 2008-début 2009.

Dans ce document remis en 2009 au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le magistrat sud-africain estimait qu'Israël tout comme le Hamas au pouvoir à Gaza s'étaient rendus coupables de crimes de guerre lors du conflit.

Vendredi, le juge écrivait dans une libre-opinion publiée par le Washington Post: "*Si j'avais su ce que je sais maintenant, le rapport Goldstone aurait été différent*".

Quelque 1.400 Palestiniens, dont plusieurs centaines de civils, et 13 Israéliens ont péri lors de l'opération lancée par Tsahal en représailles à des tirs de roquettes sur l'Etat juif.

Dans un communiqué publié samedi, le Premier ministre Benjamin Netanyahu demande à l'Onu de procéder à l'annulation de ce rapport. "*Tout ce que nous avons dit s'est révélé exact. Israël n'a pas nui intentionnellement aux civils. Le fait que Golstone se soit rétracté doit aboutir à classer le rapport*", affirme le communiqué.

De son côté, le chef de la diplomatie israélienne, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, a déclaré sur la deuxième chaîne de télévision que les civils n'avaient pas été pris pour cible. "*Notre système judiciaire a enquêté sur chaque cas (de mauvaise conduite) sans préjugé (...) la vérité a fini par percer*".

Dans sa tribune libre, Richard Golstone écrit que si Israël avait coopéré avec lui au moment de sa mission, il aurait pu montrer que sa politique n'avait pas consisté à cibler délibérément les civils.

Il ajoute dans les colonnes du Washington Post: "*Je regrette que notre mission d'information n'ait pas eu ces éléments expliquant les circonstances dans lesquelles nous avons dit que des civils ont été pris pour cible parce que cela aurait probablement influencé nos conclusions sur le caractère intentionnel et les crimes de guerre*". (Reuters 02.04)

En représaille à des tirs palestiniens de roquettes qui en 10 ans n'ont fait aucun mort côté israélien (à ma connaissance), l'Etat sioniste a massacré 1 400 Palestiniens dont plusieurs centaines de civils, ce sont les faits. Gardons à l'esprit que depuis 1947 les sionistes sont les agresseurs-occupants et les Palestiniens les agressés-occupés.

Entre la réalisation et la sortie de ce rapport en 2009 et le 2 avril 2011 le lobbying sioniste aux Etats-Unis et à l'ONU a poursuivi son oeuvre, voilà tout.

Soudain j'ai un affreux doute : est-ce qu'on ne soutiendrait pas d'affreux terroristes en soutenant la cause palestinienne ? Je plaisante une nouvelle fois...

Social.

1- France

Des milliers de personnes ont participé samedi à des rassemblements contre la politique de santé du gouvernement, organisés dans plusieurs villes à l'appel d'un large mouvement d'associations d'usagers, de syndicats et de partis politiques.

A Paris, entre 2000 (selon la police) et 5.000 personnes (selon les organisateurs) se sont rassemblées place de la Bastille, où plusieurs prises de paroles ont eu lieu sur un podium aménagé pour l'occasion, dont celle d'André Grimaldi, professeur à la Pitié-Salpêtrière.

A Lyon, un peu plus de 500 personnes (chiffre de la police) ont défilé dans le centre-ville. A Bordeaux, environ 400 personnes ont fait de même, précédés par des handicapés en fauteuil. Elles étaient environ 300 à Toulouse et 450 à Niort. A La Seyne-sur-Mer (Var), un millier de personnes ont formé un H (pour hôpital), pour défendre la maternité de la commune, menacée de fermeture. Des rassemblements ont aussi été organisés à Nancy, Rennes ou encore Lille.

L'initiative de cette journée d'action, lancée par la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux, a reçu le soutien de dizaines d'associations d'usagers, de syndicats de salariés et de médecins, ainsi que de partis de gauche.

"*Un tel mouvement unitaire, c'est du jamais vu*", s'est félicitée lors du rassemblement parisien Françoise Nay, l'une des responsables de la Coordination nationale, ajoutant qu'il y aurait bientôt de nouvelles initiatives.

Sur le podium, l'intervention du Pr André Grimaldi, pourfendeur des suppressions d'emplois et du financement à l'activité dans les hôpitaux, a provoqué les applaudissements de la foule.

"*Si le président Sarkozy, par malheur, reste à la tête de l'Etat en 2012, les hôpitaux publics pourront déposer leur bilan et être vendus*", a-t-il affirmé, avant de fustiger le patron de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France, Claude Evin. (libération et AFP 02.04)

2- Etats-Unis

Le directeur général de Ford Alan Mulally a perçu une rémunération de 26,5 millions de dollars (18,6 millions d'euros) l'an dernier, en hausse de 48%, dont un salaire de 4,8 millions de dollars.

Ford a dégagé un bénéfice net de 6,6 milliards de dollars en 2010. (Reuters 02.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 avril

Le fichier des articles de presse avec table des matières du mois de mars est en ligne. J'ai rajouté quelques articles de sources diverses sur la Libye dans la rubrique *Documents*.

Faut-il encore ajouter quelque chose à ce que nous avons déjà dit sur la question libyenne sans prendre le risque de se répéter ? Notons pour en avoir peu parlé, que le PS s'est aligné sur l'UMP et que PG s'est empressé de lui emboîter le pas, bref, normal, Mélenchon est rentré au bercail, pour peu qu'il en soit sorti un jour, quant au PS il est resté fidèle à lui-même.

Sombre rappel. La IVe République dominée par le PS et le PCF n'a pas remis en cause le colonialisme de l'impérialisme français, il

a poursuivi sa guerre au Vietnam jusqu'en 1954, 5 ans auparavant Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie (8 mai 1945), 6 ans plus tôt le PS (la SFIO) s'était rangé au côté de sa bourgeoisie pour faire la guerre à l'Allemagne (1939), 3 ans plus tôt, le gouvernement de Front populaire n'avait pas mis fin à la colonisation en Afrique et en Asie de l'impérialisme français (1936), 22 ans plus tôt il s'était également rangé dans le camp de la guerre (août 1914)...

Autre réflexion. On a tendance à analyser les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes dans tous les pays à partir de l'évolution des classes dans le pays où l'on vit, sans forcément tenir compte qu'il existe d'énormes disparités d'un pays à un autre selon leur niveau de développement économique et leur histoire. L'exemple le plus flagrant est celui du taux de scolarisation qui déterminerait le degré d'instruction ou de connaissances générales de la population d'un pays, qui pour un peu servirait à déterminer son niveau de compréhension des rapports qui existent dans la société ou du monde dans lequel nous vivons, puisque c'est dorénavant à cette échelle de grandeur qu'il faut appréhender le niveau de conscience de la population. On commet l'erreur d'appliquer à tous les peuples et à toutes les classes la même échelle de mesure, la nôtre puisque généralement on n'en connaît pas d'autres, ce qui fausse totalement l'approche que l'on peut avoir des rapports entre les classes et de la lutte des classes dans des pays forts différents de celui dans lequel nous vivons, c'est pratiquement inévitable. Dès lors on se gargarise de généralités qui sont très éloignées de la réalité.

Quand on a à l'esprit le degré d'ignorance et l'absence de conscience politique de la majorité de la classe ouvrière et des masses en France, il faut se dire que dans un pays comme la Libye c'est cent fois ou mille fois pire. Ce pays est plus proche de l'Inde que de la France par bien des aspects. On critique à juste titre le contenu des manuels scolaires en France, notamment ceux d'histoire, si vous les compariez avec ceux qui existent en Inde, sans hésitation vous destineriez ces derniers à la poubelle. Imaginez les manuels scolaires dans des pays sous l'emprise de dictatures depuis des décennies, ils célèbrent la gloire du régime, l'histoire de la colonisation est diabolisée, pas besoin pour cela de se rendre dans une madrasa ou école coranique, l'histoire du monde est réduite à peu de choses et falsifiée comme il est difficile de l'imaginer. Prenez les télévisions indiennes les plus populaires dans les langues des différents Etats, elles ne proposent aucune émission, aucun reportage ou documentaire étranger à l'Inde, voir même le plus souvent au-delà des Etats où elles sont diffusées, la vie de leurs téléspectateurs, le monde pour eux se limite à quelques centaines de kilomètres carrés. Quand les masses ne sont pas illettrées ou analphabètes, elles sont incultes ou presque, à l'école elles ont appris à lire, écrire et compter, quant au reste elles en ignorent tout. Et ces masses se comptent par centaines de millions, elles votent, devinez comment. Et pour ce qui concerne la petite-bourgeoisie et les couches moyennes, leurs connaissances sont surfaites, elles ne les entretiennent pas et elles cessent d'évoluer le jour même où elles sortent du cycle scolaire jusqu'à leur mort. Le niveau intellectuel ou plutôt la faculté de raisonnement d'un jeune de 20 ou 25 ans qui a suivi des études universitaires est inférieur à un bon élève en CM1 en France, il faut l'avoir constaté soi-même pour le croire tellement cela paraît incroyable. Ici on ne développe pas des facultés intellectuelles pour ensuite s'en servir dans ses jugements ou applications pratiques dans la vie quotidienne, pour s'élever vers un idéal, non, on ne les conçoit pas comme un acquis, elles permettent tout au plus d'accéder à un statut social supérieur qui permettra d'acquérir des produits de consommations ou des biens matériels sur lesquelles on se rue sans réfléchir. Dans leur vie, chaque expérience est vécue comme une abstraction sans lien entre elles, aucun fil ne les relie entre elles, ainsi leur vie n'a strictement aucun sens. C'est bien simple, on a l'impression étrange d'être face à des gens qui ne réfléchissent pas, qui n'ont pas appris à réfléchir, pour lesquels c'est un exercice pénible autant qu'inutile, qui ne rapporte rien en terme de notoriété ou sur le plan de l'enrichissement matériel personnel, au point que la notion de plaisir est quasiment absente de leur existence, si elle existe c'est uniquement par rapport à son contraire (ou son voisin !) qui lui n'a pas besoin d'eux pour se manifester, on est content d'être en bonne santé, parce que ce n'est pas marrant d'être malade, on est satisfait d'avoir fait un bon repas parce que la faim est difficilement supportable, leur notion de plaisir ne va pas plus loin généralement.

C'est le développement intellectuel qui accompagne le développement des forces productives qui engendre dans la vie l'épanouissement ou le développement des notions de bon, de bien, de beau. Pour eux, c'est l'aspect pratique des choses, bassement matériel qui prédomine, ce qui est normal dans des pays où de nombreuses personnes manquent de tout, tout le reste est superflu. Si le développement économique du pays permet désormais de satisfaire des besoins matériels, pour la majorité de la population ce rapide ou soudain bien-être matériel est vécu comme un don du ciel ou de la sainte providence, il ne s'accompagne d'aucune réflexion, leur mode de vie s'en trouve parfois profondément transformé sans qu'elle n'y comprenne quelque chose, elle se laisse porter par une vague qui les transporte dans un autre monde sans qu'elle ait la moindre emprise dessus, du coup elle conserve les mêmes réflexes que par le passé, elle reproduit par mimétisme les rapports qui existaient lors de leur enfance et ainsi de suite, les mentalités n'évoluent pas ou alors extrêmement lentement, par exemple, si hier encore il était normal qu'une procession religieuse bloque la circulation lorsqu'il n'existait pratiquement pas de voitures et très peu de deux roues à moteur, maintenant que plus de 300.000 deux roues et des milliers de voitures circulent dans Pondichéry et sa banlieue engendrant en temps normal des embouteillages, les mêmes processions sont autorisées aux heures de pointes et créées de gigantesques bouchons où l'on suffoque, et bien tout le monde trouve cela tout à fait normal ou ne s'en plaint pas ou en tout cas n'en dit rien, comme si l'un allait de pair avec l'autre et qu'il faille faire avec. On peut juger le niveau d'ignorance et de soumission d'un peuple à la fréquence avec laquelle il manifesterait la faculté de s'en remettre à la fatalité pour répondre à des questions qui le dépassent totalement.

Dans tous ces pays-là le développement des forces productives et la satisfaction de besoins nouveaux n'a pas été le produit direct de la lutte des classes qui s'est traduit en occident par des revendications sociales, dont celles de l'accès à tous à un niveau d'instruction de qualité pouvant être développé ensuite. C'est de l'extérieur, par l'impérialisme en important des masses gigantesques de capitaux dans ces pays que leur développement économique s'est réalisé sans que forcément tous les autres rapports évoluent, d'où la présence de rapports semi-féodaux, les castes en Inde, les ethnies, les tribus ou les clans

en Libye ou dans beaucoup d'autres pays, ou encore les rapports entre les hommes et les femmes ou entre les parents et les enfants qui sont littéralement livrés à eux-mêmes en guise d'éducation.

L'Inde est un pays qui vit relativement en paix, bien que j'aie l'habitude de regarder la réalité en face et de ne pas être choqué pour un oui ou un non, je suis également habitué à m'adapter à bien des situations, quand j'observe le comportement des Indiens je suis extrêmement surpris de constater que nous n'avons absolument aucune valeur en commun, je rappelle que ma compagne est d'origine indienne et que nous vivons ensemble depuis 21 ans et que j'habite dans un village de pêcheurs et non dans le quartier "blanc" de Pondichéry ou un quartier résidentiel de banlieue. Récemment elle a fait une découverte, elle m'a dit : "*j'ai compris que ce n'était pas facile de vivre ensemble quand on n'a pas la même culture*". Elle a mis 21 ans pour s'en apercevoir la pauvre femme, autant dire que ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, j'avais largement eu le temps de m'en rendre compte, disons 20 ans et quelques mois, c'est pour dire la distance qui nous sépare... Je ne lui en fais pas le reproche évidemment, ce serait injuste et stupide.

Maintenant remplacez tout cela sur le plan politique et analysez les discours qu'on nous sert sur un tas de pays, ils sont sans doute très juste sur un plan théorique ou sur un plan historique, mais ils ne peuvent s'adresser qu'à une infime minorité de militants qui se comptent sur les doigts de la main dans ces pays-là et ils sont en grande partie totalement déconnectés de la réalité telle que la vit la majorité de la population de ces pays. Si l'on ajoute à ce qui a été dit qu'elles n'ont pratiquement aucune tradition dans le domaine de la lutte des classes, que leur histoire passée n'a finalement concerné que l'élite au pouvoir, que dans ces pays où la corruption est généralisée tous les partis politiques sont complètement pourris jusqu'à la moelle, quand ils existent, ce qui n'est pas le cas de la Libye ou de la Syrie par exemple, et vous aurez compris que même l'instauration d'une république démocratique bourgeoise demeure encore au-delà de leur portée, on peut le déplorer, pire le nier, mais c'est hélas ainsi. En France nous sommes passés par cinq Républiques en plus de deux siècles, toutes très imparfaites, c'est un euphémisme, je n'irais pas jusqu'à dire que tous les pays devront en passer par le même parcours avant de parvenir à un niveau de développement similaire ou comparable de la démocratie, mais on ne peut pas l'exclure, sauf encore une fois à prendre ses désirs pour la réalité.

S'il est aussi facile en France à l'UMP et au PS ainsi que ses satellites de manipuler et tromper les masses avec l'aide des médias et autres instituts de sondage, imaginez un peu ce qu'il en est dans ces pays-là, sous des dictatures, des régimes policiers qui terrorisent leur population... En Libye, Kadhafi s'est inspiré des soviets tels qu'ils étaient devenus sous Staline, on pourrait dire aussi qu'il a expérimenté avant l'heure les bienfaits de la démocratie participative chère à Marie-Ségolène Royal, en organisant des comités populaires contrôlés par l'appareil politique du régime, des sortes de comités de quartiers où la population peut s'exprimer à ses risques et périls sur des projets sociaux, ce qui a fait dire à certains illuminés que son régime était un modèle de démocratie ! Vous pouvez prendre aussi des pays comme la Corée du Sud et du Nord, la Chine ou le Japon, des pays où la population est hyper disciplinée, où l'on chante l'hymne national au garde-à-vous au réveil à la gloire de la nation, elle a le cerveau pour ainsi dire bridé, militarisé de telle sorte qu'avant qu'elle entrevoie une issue politique pour mettre fin au régime en place beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts de Paris...

C'est bien de se conformer à des principes appris par coeur à défaut d'être capable de se forger une conviction sur la réalité et la manière dont elle pourrait évoluer favorablement, pour ma part je préfère cette dernière méthode. La théorie et les principes ne servent que d'indicateurs dans notre combat, ils ne peuvent et ils ne doivent en aucun cas remplacer une analyse minutieuse et impartiale de la réalité.

J'ai écrit ces lignes d'un trait, il serait possible de les écrire en corrigeant la syntaxe et le style, je n'ai plus le temps.

Parole d'internaute

(A propos de la Syrie)

- Amin Haddad : "Si le nombre des manifestants est resté limité, la contestation s'est élargie sur le plan géographique". Cette phrase doit être explicitée pour les lecteurs ayant comme base culturelle la démocratie. En Syrie, "manifeste" aujourd'hui demande d'accepter le risque de mourir, d'imaginer ses enfants orphelins. Plusieurs milliers de syriens ont ce courage. Ce nombre augmente et avec diminue le risque de mourir jusqu'au point de bascule, où presque tous sortiront pour faire chuter la dictature. (lemonde.f 03.04)

Ajoutons aux "*lecteurs*" du journal Le Monde, les militants qui suivent aveuglément leurs dirigeants. Demain on nous expliquera qu'il n'y a jamais eu de manifestations spontanées en Syrie, comme il n'y a jamais eu une tentative de soulèvement de la population en Libye de la frontière tunisienne à la frontière égyptienne.

Politique

1- Libye

1.1- Les forces loyales à Mouammar Kadhafi ont pilonné dimanche deux localités situées dans une région montagneuse au sud-

ouest de Tripoli et peuplées de Berbères traditionnellement rétifs au régime libyen, ont rapporté des habitants.

Les forces gouvernementales ont tiré avec leurs blindés sur la ville de Zentane, à 160 km au sud-ouest de la capitale.

Deux personnes ont trouvé la mort dans le pilonnage de la localité voisine de Yefren où les troupes loyalistes fouillent les maisons et tuent "*tout ce qu'elles trouvent*", y compris le bétail (moutons et dromadaires), selon le récit des habitants.

"*Les brigades de Mouammar Kadhafi ont bombardé Zentane avec leurs blindés au petit matin. Il s'agit de pilonnages à l'aveuglette du secteur nord (de Zentane)*", a-t-il ajouté.

Les informations concernant ces deux villes sont pour le moment invérifiables de source indépendante, les autorités libyennes interdisant aux journalistes de s'y rendre.

Les Berbères de Libye sont concentrés dans un massif montagneux qui commence à une centaine de km au sud de Tripoli et court vers l'ouest en direction de la frontière tunisienne. (Reuters 03.04)

Dans l'ouest toujours, la terrible bataille de Misrata se poursuivait, selon les chaînes arabes d'information en continu. La troisième ville du pays, la seule à être restée aux mains de l'opposition en Tripolitaine, est assiégée depuis des semaines, pilonnée jour après jour par l'artillerie lourde gouvernementale.

Misrata est la cible de tirs nourris des forces fidèles à Kadhafi qui ont essayé d'entrer en trois points différents. Des bombardements ont repris dimanche matin. «*Ils ont utilisé chars, roquettes, obus de mortier pour bombarder aujourd'hui. C'étaient des bombardements au hasard et très intenses. On ne reconnaît plus la ville. Les dégâts sont indescriptibles*», a déploré un porte-parole de la coalition à Reuters. Selon les rebelles, plus de 200 personnes, essentiellement des civils, sont mortes dans les combats dans cette ville. En outre, une offensive a détruit les principaux entrepôts assurant l'alimentation de la ville, de farine et de sucre.

Les combats entre forces insurgées et troupes gouvernementales se concentraient dimanche autour de Brega, ce site pétrolier stratégique sur le golfe de Syrte, théâtre de combats acharnés depuis trois jours et où la rébellion semblait reprendre du terrain.

Plus à l'est, à Benghazi, "*capitale*" de la Libye insurgée, Abdel-Hafiz Ghoga, vice-président du Conseil national de transition (CNT), a estimé que du fait de ces facteurs combinés -isolement international, frappes et meilleure organisation de la rébellion- la chute du colonel Kadhafi n'était plus qu'une "*question de jours*". L'opposition veut instaurer une démocratie parlementaire, a assuré dimanche à l'Associated Press cet avocat de 51 ans originaire de Benghazi.

Les forces loyales au colonel Kadhafi ont également tiré vendredi et samedi des dizaines de roquettes sur la ville de Ketla au sud-ouest de Tripoli, contrôlée par la rébellion, faisant plus d'une trentaine de morts, selon des habitants de la ville. (AP et lefigaro.fr 03.04)

1.2- Le haut diplomate libyen Ali Triki a démissionné de ses fonctions de conseiller de Mouammar Kadhafi et de représentant de la Libye à l'ONU, ont indiqué dimanche des responsables de la Ligue arabe.

M. Triki, un ex-ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines, qui a aussi représenté la Libye aux Nations unies (2003-2009) et en France (1995-2000), s'est entretenu dimanche au Caire avec le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa mais a refusé de parler à la presse.

Doyen des diplomates libyens, il était le "*Monsieur Afrique*" du colonel Mouammar Kadhafi. Il a ainsi joué un rôle important dans la création de l'Union africaine en 1999 et a participé directement à la médiation de plusieurs conflits en Afrique, notamment au Soudan, au Tchad, et entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Malgré ses 73 ans et ses problèmes de santé, M. Triki avait été nommé début mars par le colonel Kadhafi représentant de la Libye à l'ONU après la défection d'Abdelrahman Chalgham.

Depuis 2004, il occupait la fonction de secrétaire (ministre) aux affaires de l'Union africaine. (liberation.fr 03.04)

1.3- Par ailleurs, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères libyen Abdelati Obeidi, émissaire du gouvernement libyen, va rencontrer dimanche soir le Premier ministre grec Georges Papandreou à Athènes, a indiqué le cabinet du Premier ministre.

"*Il semble que les autorités libyennes cherchent une solution*", a dit le ministre grec des Affaires étrangères Dimitris Droutsas, après une rencontre avec le vice-ministre libyen des Affaires étrangères, Abdelati Obeidi.

Un responsable gouvernemental a précisé à Reuters qu'Obeïdi a exprimé le souhait de la Libye de voir les combats s'arrêter. Obeïdi a informé Papandréou qu'il va ensuite se rendre à Malte et en Turquie, a ajouté Droutsas.

La Grèce entretient depuis de nombreuses années de bonnes relations avec le régime libyen et le chef du gouvernement grec a eu une série d'entretiens téléphoniques avec des responsables à Tripoli mais également avec ses homologues britannique et turc et avec des dirigeants qataris au cours de deux derniers jours.

Outre le Premier ministre libyen Al-Baghdadi Ali Al-Mahmudi, M. Papandreou s'est également entretenu avec le Premier ministre du Qatar samedi Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al Thani.

Par ailleurs, il a eu dimanche un entretien téléphonique avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a ajouté le communiqué. (liberation.fr et Reuters 03.04)

2- Yémen

La police est violemment intervenue dimanche à Taiz dans le sud du Yémen contre plusieurs milliers de manifestants réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh, selon des médecins et des témoins.

D'après des témoins, la police a chargé la foule à coups de matraques et gaz lacrymogènes contre les manifestants scandant "*notre manifestation est pacifique*". (AP 03.04)

3- Bahreïn

Les autorités de Bahreïn ont décidé dimanche de suspendre le principal journal d'opposition du pays, l'accusant de diffuser de fausses informations sur les manifestations antigouvernementales et la répression.

L'agence de presse officielle BNA et des journaux gouvernementaux ont annoncé que le journal Al Ousat avait été suspendu.

"*Le journal a adopté comme ligne éditoriale le mensonge, la falsification et le plagiat dans le but de tromper ses lecteurs en publiant des articles et de photos tronqués*", écrit BNA.

"*Cela pose une menace directe et délibérée pour la sécurité et la stabilité du royaume*", ajoute l'agence.

Mansoor al-Jamri, rédacteur en chef d'Al Ousat, a décidé de démissionner, précisant ne pas savoir si l'autorisation d'imprimer le journal a été révoquée.

"*Nous travaillons dans des conditions extrêmes, notre personnel a été attaqué physiquement et nous avons été menacés*", a-t-il raconté. "*Je suis personnellement l'objet d'attaques à la télévision nationale depuis trois semaines. Cela ressemble à une campagne orchestrée pour faire taire la dernière voix indépendante du pays*", a-t-il ajouté. (Reuters 03.04)

4- Syrie

4- 1- "*Le président Assad a promulgué un décret chargeant Adel Safar de former le gouvernement*", a annoncé l'agence officielle Sana. Le gouvernement précédent, dirigé par Mohammad Naji Otri depuis 2003, n'a pas survécu à la contestation et a présenté sa démission mardi. Membre du parti Baas et âgé de 58 ans, M. Safar est un spécialiste des questions agricoles. Il a été doyen de la faculté d'agriculture de Damas (1997-2000) avant de devenir ministre en 2003.

Quinze jours après le début de la contestation, le discours très attendu du chef de l'Etat, mercredi, les avait déjà déçu : devant les députés, Bachar Al-Assad n'a annoncé aucune mesure de libéralisation, aucune réforme concrète et encore moins, comme espéré, la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963. Il a par contre mis en garde les opposants contre toute forme de sédition.

Peu convaincus par l'arrivée d'un nouveau gouvernement, ces derniers appellent à une nouvelle semaine de mobilisation : une journée de protestation est prévue mardi, une journée de "*boycott*" mercredi, et des rassemblements jeudi devant les sièges du parti Baas à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de ce parti en 1947. Les opposants ont également demandé à leurs partisans de défiler vendredi dans toute la Syrie pour montrer "*le mécontentement du peuple*". Il s'agira du quatrième vendredi où les Syriens sont appelés à descendre dans la rue pour afficher leur mécontentement face à l'absence de libéralisation du régime.

"*La contestation est limitée dans son ampleur mais elle s'enracine*", a affirmé à l'AFP un homme d'affaires syrien qui a tenu à garder l'anonymat. L'épicentre de la contestation reste Deraa (100 km au sud de Damas), avec des milliers de manifestants, mais dans les autres villes des centaines de personnes osent aussi braver l'état d'urgence pour défiler. Et si le nombre des manifestants est resté limité, la contestation s'est élargie sur le plan géographique. Vendredi, des manifestations se sont

ainsi déroulées pour la première fois dans le nord du pays, à majorité kurde.

Même Al-Watan, quotidien privé proche du pouvoir, a reconnu l'importance du mouvement: "*Plusieurs milliers de personnes sont sorties dans la rue sans confrontation, à part ce qui s'est passé à Douma, où selon Sana, des membres de la sécurité et des citoyens ont été victimes des francs-tireurs*". (lemonde.f 03.04)

4.-2- Des milliers de personnes ont accompagné dimanche les dépouilles de huit manifestants tués vendredi à Douma. Les protestataires ont annoncé de nouvelles manifestations cette semaine.

"*Huit morts de Douma ont été enterrés aujourd'hui. Il y a trois autres manifestants tués mais qui sont des villages voisins d'Arbine et Sbinah*", a déclaré Mazen Darwiche, directeur du Centre national de l'information et de la libre expression, fermé depuis 2009, qui était présent aux obsèques.

Selon lui, "*des dizaines de milliers de personnes ont participé aux obsèques. Elles ont scandé des slogans en hommage aux martyrs, réclamé la liberté et s'en sont prises à la presse officielle*".

"*Où sont les gangs*", proclamaient des pancartes pour tourner en dérision la version officielle accusant des "*bandes armées d'avoir ouvert le feu vendredi à partir des toits*".

Quelques appels à la "*chute du régime*" ont été étouffés par la foule. Les obsèques sont parties de la grande mosquée de Douma vers le cimetière en passant par les rues de la ville. Il n'y avait aucune présence visible des forces de sécurité.

Pour sa part, Mountaha al-Atrache, porte-parole de l'organisation syrienne des droits de l'Homme "*Sawasiyah*", qui a aussi participé aux obsèques, a assuré que "*les manifestations se poursuivront. Le peuple ne gardera plus le silence car la barrière de la peur est tombée*". (liberation.fr 03.04)

Social

Gabon

Une grève paralyse le secteur pétrolier gabonais, qui produit d'ordinaire 240.000 barils par jour, a annoncé samedi un représentant syndical.

"*Nous pouvons confirmer ce soir que toute la production est arrêtée*", a déclaré Arnaud Engandji, porte-parole de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep).

Le syndicat, qui représente 4.000 des 5.000 salariés du secteur, a appelé à cesser le travail vendredi soir après la rupture des négociations sur l'embauche de personnel gabonais.

Les pouvoirs publics ont accepté l'an dernier de limiter à 10% le nombre d'expatriés employés dans le secteur pétrolier et de réserver les postes à responsabilité à des Gabonais, mais le texte n'a jamais été promulgué.

Le président Ali Bongo Odimba s'est dit favorable la semaine dernière à la "*gabonisation*" du secteur, mais a souhaité une approche prudente pour garantir le maintien de la compétitivité.

Le français Total et l'anglo-néerlandais Shell, compagnies étrangères les plus actives au Gabon, ont confirmé vendredi l'arrêt de la production.

Septième producteur africain, le Gabon est aussi le plus mûr, mais ses capacités déclinent depuis 1997. Elles étaient alors de 370.000 barils par jour. (Reuters 03.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 avril

Invitation reçue du Cermtri (Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux).

Conférence - débat, le Samedi 9 avril 2011 à 14 h 15, au Centre d'Histoire Sociale, 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-

Paul), Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol, avec Jean-Numa Ducange, le thème : *Deux visions de la Révolution française*.

Ce que je trouve excellent dans la présentation qui est faite de cette "conférence-débat", c'est que d'emblée les organisateurs comparent l'ouvrage qu'y a consacré Kautsky en 1889 (donc avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, mais quand il était encore bien jeune, il avait 35 ans) qui faisait une centaine de pages, avec les 2 000 pages qu'avait consacrées Jaurès à la Révolution française, en prenant soin de préciser aux militants qui souhaiteraient y participer sans qu'il faille y voir le moins du monde une tentative d'orienter leur jugement, qu'il n'était pas possible de comparer "*l'analyse de Kautsky, ni par son ampleur, ni par la richesse de la documentation, ni par son point de vue, ni par la vision*" avec celle du bien-aimé et regretté Jean Jaurès, la dernière idylle en date après Trotsky des dirigeants du courant communiste internationaliste du POI ou les curés de la Libre Pensée, ne cherchez pas ce sont les mêmes, sans oublier que certains d'entre eux sont francs-maçons pour tout arranger, ceux que Trotsky depuis passé à la trappe voulait "*brûler*", ce sont ces mots. A ce propos, si vous vous connectez sur Internet et que vous vous intéressez à la Commune de Paris, jetez donc un oeil au rôle infâme que les francs-maçons y ont joué, il est rappelé dans plusieurs sites fort bien documentés.

Vous aurez compris que tout comme la Libre Pensée, le Cermtri est un appendice du CCI-POI qui a pour principal objectif de refaire l'histoire à sa manière et ainsi de manipuler les militants de leur courant politique pour les faire adhérer à la ligne politique de ses dirigeants... Pour que vous puissiez vous faire une libre opinion sur leurs réelles intentions et le jugement que je porte sur elles, car je ne vous demande pas d'adhérer aveuglément à l'interprétation que j'en fais, je mets ce courriel en ligne dans la *Tribune libre*, à vous de vous faire votre propre idée. Et s'ils ne m'envoient plus leurs lettres d'information dans l'avenir, tant pis, vous lirez plus loin dans le passage sur la Chine que la liberté d'expression ne peut souffrir aucune exception.

Avant d'en venir aux infos en bref, les affaires reprennent :

- Pfizer vend Capsugel à KKR pour 2,38 milliards de dollars - Reuters
- ING souhaite 30 à 32 euros par action Tognum- Reuters
- Solvay lance une OPA amicale de 3,4 milliards d'euros sur Rhodia - Reuters
- PAI va racheter Kiloutou à Sagard pour 535 millions d'euros - Reuters
- Vivendi rachète le solde de SFR pour 7,95 milliards d'euros - Reuters
- Un nouveau géant mondial de la chimie est né - Le Figaro
- Sanofi clôture son offre sur Genzyme et en récolte 84,6% - Reuters
- Deutsche Börse ignore s'il relèvera son offre sur Nyse - Reuters
- Minmetals offre 6,5 milliards de dollars canadiens pour Equinox - Reuters
- BP poursuit les cessions et vend ARCO Aluminum - Reuters
- Ingenico se renforce aux Etats-Unis avec Hypercom - Reuters
- SABMiller envisagerait une offre sur le brésilien Schincariol - Reuters

Et ce ne sont que les titres d'une seule journée, pas vraiment de la bricole, c'est du gros gibier à exproprier qu'il s'agit à chaque fois ! Impressionnant, non ? Non, vous avez raison, il en faut plus pour nous déstabiliser et nous atteindre au moral.

C'est marrant, ceux qui ne sont même plus capables d'émettre un mot d'ordre contre Kadhafi et son régime sont les mêmes qui disent non à la "*réforme constitutionnelle*" voulue par Sarkozy, à croire qu'on se trouverait bien sous la Constitution de la Ve République telle qu'elle existe aujourd'hui. Vous ne faites pas le lien entre les deux ? Réfléchissez un peu. On y reviendra.

Ce sont les mêmes qui ont fait campagne pour le "*non*" au référendum en 1969 quelque temps avant que l'UDR - l'ancêtre de l'UMP ne détiennent les deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale. Cela n'a pas forcément un rapport, je vous l'accorde, par contre quand ils font preuve d'une excellente mémoire pour nous resservir l'histoire de ce référendum, et qu'étrangement ils se montrent amnésiques quant à l'autre événement qui avait marqué cette année 69, vous ne trouverez pas cela plutôt curieux, non ? Non, décidément vous ne voulez pas vous poser de questions, et bien nous allons continuer à les poser à votre place.

Après s'être planté lamentablement dans le n°141 d'*Informations ouvrières* à propos de la commémoration de la Commune de Paris, le POI dans le numéro suivant s'est rabattu sur la Révolution française de 1789 où ils sont manifestement plus à l'aise. Au fait, les révolutionnaires tunisiens ne sont pas des demeurés, ils n'avaient pas besoin qu'on leur explique en quoi consistaient les réformes prises par la Commune ou des mesures sociales du genre vente de pommes de terre à prix coûtant pour les plus pauvres, ils peuvent décider librement de fixer le prix de la semoule, par contre ils ont peut-être besoin de conseils pour remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ce qu'*Informations ouvrières* n'a pas trouvé bon de leur suggérer, ils devaient avoir la tête ailleurs... Un oubli sans doute ? Pensez-vous, Schivardi et ses semblables en auraient fait un infarctus !

Parole d'internaute.

"Les principaux partenaires économiques de Kadhafi (Russie, Allemagne, Italie, Turquie, Chine) ont clamé leur hostilité à l'initiative franco-britannique (elle-même faiblement soutenue par Obama). Ces "pays neutres" semblent avoir imposé un partage de la Libye en 2, via un accord secret ayant permis l'absence de veto Russo-Chinois et donc le vote de l'ONU= A l'est, Benghazi avec un statut de "zone protégée". Le centre (port de Misrata, 3e grande ville de Libye) et tout l'Ouest abandonnés aux canons de Kadhafi.

Lors de la prise en main par l'OTAN, le 1er Ministre Turc Erdogan a exulté publiquement pour "la mise à l'écart de facto de la France" (les pays hostiles aux frappes anti-tanks sont majoritaires à l'OTAN).

Question: Pourquoi "l'axe Russo-Germano-Italo-Turc" refuse la livraison d'armes défensives aux insurgés? Pourquoi défendre Benghazi et permettre l'écrasement des insurgés de Misrata et de l'Ouest? Les USA avouent que Kadhafi a encore 80% de ses chars et canons. Les attaques au sol se sont estompées et ont permis à Kadhafi de reprendre l'offensive sur 3 fronts (Ouest, centre et est). Des pays africains notoirement corrompus par Kadhafi et l'axe Russo-Germano-Italo-Turc veulent préserver leurs fructueux liens financiers avec Kadhafi: c'est compréhensible. La limitation géographique et le ralentissement des frappes Franco-Anglaises puis le retrait des avions d'attaque US le sont moins. Car le texte de l'ONU, clair, précis, permet juridiquement la frappe des tanks de Kadhafi tant que ceux-ci continuent de tirer sur les villes.

Les armes de contrebande et mercenaires doivent être interceptés. La "no fly zone" actuellement dirigée par les "neutres" (hostiles aux frappes) ne couvre que 50% du territoire libyen et prend soin de ne couvrir aucune des frontières avec la Tunisie, l'Algérie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Egypte. Une passoire qui laisse librement passer les milliers de nouveaux mercenaires enrôlés par Kadhafi, en totale contradiction avec le texte de l'ONU. Pourquoi AUCUN avion français pour défendre Smirata et l'ouest? Quelqu'un peut-il expliquer cette "hypocrisie organisée" par les "neutres" et l'OTAN? Quels sont les racines de cet incroyable retournement diplomatique et militaire? Merci de nous répondre." (lefigaro.fr 04.04)

Je n'ai plus le temps de répondre aux différentes questions posées ici, il est 16h chez moi en Inde et je n'ai pas décollé de l'écran depuis 7h15 ce matin.

Pour répondre rapidement à la dernière question posée par cette personne, ce n'est qu'une hypothèse, dès le départ ou très rapidement ils ont envisagé la partition en deux de la Libye, se rendant compte qu'ils ne pourront jamais venir à bout de Kadhafi dont les forces sont concentrées à l'ouest du pays, sans devoir se livrer au même carnage qu'en Serbie où ils n'avaient pas frappé les forces militaires mais les infrastructures du pays. Ils ont peut-être cru au départ que les masses libyennes trouveraient la force de se soulever par elles-mêmes à Tripoli et sa région, mais la féroce répression que Kadhafi a déclenchée en réponse aux premières manifestations les ont peut-être persuadés du contraire.

Ne pouvant pas mettre en oeuvre une partition du pays au bout seulement de deux semaines de bombardement, ils font durer le plaisir, et face au constat que tout le monde dressera d'ici quelques semaines qu'il est impossible de venir à bout de Kadhafi d'une part, et qu'il est impossible de le laisser massacrer la population de Benghazi et ses alentours d'autre part, ils passeront à la deuxième étape de leur plan revu et corrigé. Tout dépendra maintenant des ressources dont disposent encore Kadhafi et son régime dans son fief de Tripoli pour continuer cette guerre et de l'attitude à son égard de la population. On y reviendra demain.

Je n'ai pas le temps de corriger les fautes, j'ai écrit directement dans la page d'accueil du site, à l'écran si vous voulez, je me suis juste assuré que le formatage de la page était correct. Pas d'images non plus. Il fait 40°C ici et je crève littéralement.

Politique.

1- France.

1.1- La fuite en avant de la dérive autoritaire du régime.

S'exprimant, lundi 4 avril, en marge d'un déplacement à Nantes (Loire-Atlantique), le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, a estimé que *'l'accroissement* du nombre de musulmans en France et *'un certain nombre de leurs comportements posent problème'*.

'La question interpelle nos concitoyens : nombreux sont ceux qui pensent qu'il y a des entorses à la laïcité', a souligné Claude Guéant. 'En 1905, il y avait très peu de musulmans en France, aujourd'hui il y en a entre 5 et 10 millions', a-t-il poursuivi. (lemonde.fr 04.04)

Il y en a 5 ou 10 millions, ce n'est pas vraiment la même chose ! On voit très bien ici qu'il stigmatise une nouvelle fois les musulmans et que sa réelle intention n'est pas de rappeler à certains qu'ils doivent respecter la loi de 1905. Mais quelle légitimité ont Guéant, Sarkozy et son gouvernement dans le pays ?

Guéant explique par ailleurs qu'il ne touchera pas à la loi de 1905 en en faisant les louanges. Mais qui l'a remise en cause une multitude de fois depuis 30 ans ? Le PS et l'UMP a commencé par Sarkozy lui-même. C'est comme la politique répressive et liberticide des ministres de l'Intérieur qui se sont succédés depuis 2002 qui ont encouragé les policiers à faire du zèle contre les jeunes et les manifestants ou encore l'ensemble de la population lors de contrôles de police, Sarkozy a piétiné la loi de 1905, dès lors les religieux ont été encouragés à l'imiter voilà tout.

1.2- Comment ils ont créé des zones d'exclusion pour ensuite les jeter en pâture à la vindicte publique.

Selon une enquête Ipsos/France Bleu sur les conditions de vie dans les quartiers sensibles rendu public ce lundi, 43% des Français ont le sentiment que la situation des quartiers sensibles -concernant le logement, la sécurité et l'emploi- ne change pas, voire se détériore.

Parmi eux, 16% estiment que les choses se sont beaucoup dégradées. Plus de cinq ans après les émeutes de l'automne 2005, seuls 11% estiment au contraire que la situation s'est améliorée. 42% pensent qu'elle n'a pas vraiment changé.

Ce sondage montre par ailleurs que 21% des habitants des quartiers sensibles (et 13% des Français) jugent que le Front National est le plus apte à apporter une réponse efficace aux problèmes rencontrés dans ces territoires en difficultés.

Les habitants des quartiers sensibles portent néanmoins un regard un peu plus nuancé que leurs compatriotes: 32% (contre 43%) considèrent que la situation s'est dégradée et 18% (contre 11%) perçoivent même une amélioration. Cependant, les trois quarts de ces habitants disent avoir envie de déménager.

Parmi leurs difficultés éprouvées au quotidien: 54% reconnaissent ne pas se sentir en sécurité dans leur quartier, 45% se sentent mis à l'écart ou rejetés en raison de leur quartier de résidence.

Comment améliorer les choses? Les trois principales mesures retenues par les sondés portent sur l'installation d'entreprises qui embauchent dans ces quartiers (44%), une amélioration du système éducatif (36%), avant un renforcement de la présence policière (27%).

Quel est le parti le plus compétent en matière de "quartiers"? 36% des Français (et 25% des habitants des quartiers sensibles) considèrent que la Gauche (PC, PS, Verts) est la plus apte à améliorer la situation, tandis que respectivement 15% et 7% d'entre eux désignent l'UMP. C'est moins que les 13% et... 21% du FN révélés par ce sondage. (l'express.fr et AFP 04.04)

1.3- Quand les médias font gracieusement la courte échelle aux réacs.

Ils se disent voltairiens, de droite sans être forcément sarkozystes et aucun ne rechigne à se qualifier de '*réactionnaire*'. On les reconnaît vite à leur ton, souvent à l'emporte pièce, et plus encore à leurs thèmes de prédilection : une vision catastrophée de l'école, une ironie à l'égard du '*politiquement correct*' (cette autre façon, dans leur bouche, de dire la gauche), un discours parfois très raide sur l'immigration en général et l'islam en particulier et, depuis l'avènement de Marine Le Pen, la certitude affichée que le Front national doit désormais être tenu pour un parti comme un autre.

Entre eux, ils ont vite fait le compte des membres de leur club informel. 'Eric Zemmour est le plus connu et le plus cultivé', récapitule Elisabeth Levy (site Causeur), l'unique femme parmi eux, avant d'énoncer Robert Ménard (ancien secrétaire général de Reporters sans frontières), qui s'apprête à publier un livre carrément intitulé Vive Le Pen, Yvan Rioufol (éditorialiste au Figaro) et Eric Brunet (animateur sur RMC). Cinq donc, c'est évidemment peu dans des médias qu'ils croient 'tenus à 80% par la gauche.' Mais ils cumulent des chroniques régulières dans les télévisions et les radios.

'*Nous faisons trembler la République*', s'amuse Eric Zemmour qui explique avoir '*pénétré dans la machine à propagande par les émissions où se produisent aujourd'hui les nouveaux maîtres à penser : les acteurs, les chanteurs, les people*', en s'inspirant du marxiste italien Antonio Gramsci et des trotskistes français. '*Je suis dans un combat idéologique et culturel, dit-il, et j'ai retourné contre la gauche ses propres armes.*' (lemonde.fr 04.04)

Il y a une semaine ou 10 jours, Tom Pouce (Marx pour désigner Thiers) en mal d'inspiration et pourtant déjà entouré d'une flopée de réacs pur sucre, a invité quelques '*intellectuels*' dans son somptueux Palais, dont le chroniqueur du Figaro et très réactionnaire Eric Zemmour, condamné récemment pour ses propos racistes tout comme Hortefeux, peu importe pour La Talonnette, il faut qu'il continue de cultiver sa haine des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière pour tenter de piquer des voix au FN ou le faire monter encore plus haut dans les sondages.

1.4- La vie en bleu, accessoirement marine, et en vert ou le candidat écologiste du gang du Fouquet's financé par TF1 et Véolia notamment.

Mécontent du calendrier et du mode d'organisation des primaires écologistes votées par le «parlement» d'Europe Ecologie-Les Verts ce week-end, Nicolas Hulot pourrait se présenter en dehors du cadre imposé par le parti. «*Lui et ses proches réfléchissent à plusieurs hypothèses en conséquence de cet acte politique*», affirme à 20 Minutes Jean-Paul Besset, un très proche de l'animateur. «*Toutes, absolument toutes les options, sont sur la table*», y compris une candidature hors parti, ajoute-t-il. L'ex-initiateur du Pacte écologique devait donner sa décision la semaine prochaine. «*Il n'y a aucune précipitation. Les primaires ont été votées mais on n'en est pas esclave pour autant*», tempère le député européen.

L'animateur d'«*Ushuaïa*» souhaitait des primaires en septembre et ouvertes à tous les sympathisants (et il en compte beaucoup

dans le gang du Fouquet's ! - note du site) Résultat, le «*parlement*» du parti a décidé de primaires en juin, ouvertes aux seuls adhérents du parti. «C'est une logique de boutique qui a prévalu: "on ferme tout", "on verrouille", explique à 20 Minutes Christophe Rossignol, conseiller régional de la région Centre et partisan de la candidature Hulot. «*Il y a eu un vent de panique chez les partisans d'Eva Joly, avec les mauvais sondages, ils veulent limiter les débats*», juge-t-il.

Nicolas Hulot pourrait donc être «*le candidat du peuple de l'écologie*», en dehors d'EELV. Cela pourrait aussi déboucher sur «un appel très vaste» en faveur de primaires ouvertes et en septembre, sous la forme d'une tribune dans un journal. (on lui suggère Le Figaro à tout hasard ! - note du site) (20minutes.fr 04.04)

Commentaire d'un internaute.

- Seul, contre tous, mais avec une certitude : se désister pour Sarko au second tour...(s'il y arrive). La ficelle est un peu grosse !

1.5- Troupes françaises et de l'ONU hors de Côte-d'Ivoire !

Impliquée dans l'opération, la France a autorisé lundi ses unités présentes en Côte d'Ivoire à intervenir aux côtés de la force de l'ONU dans le pays (Onuci) pour neutraliser des armes lourdes de l'armée du président sortant Laurent Gbagbo utilisées contre des populations civiles.

Dans un communiqué, l'Elysée indique que cette intervention répond à une requête du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui a sollicité l'aide de la France dans une lettre à Nicolas Sarkozy. «*Le président de la République a répondu positivement à cette demande et autorisé les forces françaises, agissant conformément au mandat que leur a donné le Conseil de sécurité, à participer aux opérations conduites par l'Onuci en vue de la protection des civils*», lit-on dans le communiqué. (20minutes.fr 04.04)

Contrairement à la Libye, c'est qu'en Côte-d'Ivoire, il y a un président qui s'appelle L. Gbagbo qui a été déclaré élu par la seule institution habilitée selon la Constitution ivoirienne à proclamer les résultats des élections présidentielles, et que c'est son rival qui n'a pas accepté ces résultats, donc qui a violé la Constitution et pris les armes contre le président légitime que Sarkozy et l'ONU soutiennent et veulent renverser.

Sans le soutenir ou l'admettre parce que nous considérons que c'est aux différents peuples eux-mêmes de régler leurs propres affaires, on aurait pu comprendre que l'impérialisme français intervienne pour soutenir le président légitimement élu face à une rébellion armée qui vient de se livrer à un épouvantable massacre dans l'ouest du pays, mais là il fait exactement l'inverse, on ne peut que condamner cette agression de l'impérialisme français contre un Etat souverain.

Question : y aura-t-il des militants qui pousseront la malhonnêteté intellectuelle ou le crétinisme jusqu'à faire un amalgame entre la situation en Libye et celle en Côte d'Ivoire, qui pousseront le cynisme et la démagogie jusqu'à expliquer que l'intervention française en Côte-d'Ivoire serait le produit de son intervention en Libye, alors que la situation est exactement inverse ? Que maintenant elle s'inscrive dans la continuité de celle en Libye qui lui sert de paravent ou de caution "*morale*", nous ne sommes pas abrutis au point de ne pas l'avoir saisi immédiatement, on ajoutera deux précisions, la première, que l'armée française était sur place depuis déjà plus d'un an, je ne sais pas au juste depuis combien de temps, la seconde qui est liée à la première, c'est que cette intervention armée contre Gbagbo aurait eu lieu avec ou sans intervention en Libye, elle était pour ainsi dire déjà programmée avant les élections présidentielles.

2- Libye

2.1- Lundi matin, au lendemain d'intenses combats entre rebelles et forces loyales au dirigeant libyen aux portes de Brega, aucun signe d'affrontements n'était audible à une dizaine de kilomètres à l'est du port pétrolier, situé à 800 km à l'est de Tripoli, selon les journalistes de l'AFP.

"*Peut-être les forces de Kadhafi sont-elles juste un peu plus loin, peut-être que non. Des avions de l'Otan ont survolé la zone ce matin. Aucune bombe n'a été larguée*", explique un rebelle, Mohammad Jahmi. (libération.fr 04.04)

"*Nous avançons. Et aujourd'hui, nous avons le contrôle total de Brega*", a déclaré Salam Idrisi, 42 ans, un rebelle. "Nous sommes plus organisés maintenant et cela a joué un grand rôle" (AP 04.04)

La ville libyenne de Misrata, aux mains des insurgés qui tentent de contenir l'attaque des soldats fidèles à Mouammar Kadhafi, est le théâtre d'un "*massacre*", affirment lundi des rebelles hospitalisés en Tunisie voisine.

"*Regardez ce que Kadhafi et ses fils ont fait, juste parce que l'on manifestait pacifiquement. Je pourrais vivre ou mourir mais je pense à ma famille et à mes amis qui sont bloqués dans l'enfer de Misrata. Imaginez, ils lancent des chars contre les civils. Il (Kadhafi) est prêt à tuer tout le monde là-bas*", dit-il. (Reuters 04.04)

2.2- Le Conseil national de transition (CNT), qui représente les rebelles, a rejeté lundi l'idée d'une transition menée par un des fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, dont le New York Times a fait état.

Au moins deux fils du dirigeant libyen proposent une transition vers une démocratie constitutionnelle qui prévoirait le retrait du pouvoir de leur père, a rapporté dimanche soir le New York Times.

Par ailleurs, L'Italie reconnaît le Conseil national de transition (CNT) libyen comme le "*seul interlocuteur légitime*" et estime que les propositions de sortie de crise du régime de Kadhafi "*ne sont pas crédibles*", a indiqué lundi le chef de la diplomatie italienne Franco Frattini. (libération.fr 04.04)

2.3- Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) profite du conflit libyen pour se procurer des armes, dont des missiles sol-air, et les acheminer clandestinement vers son bastion du nord du Mali, a déclaré à Reuters un responsable des services de sécurité algériens.

Un convoi de huit pick-up parti de l'est de la Libye a traversé le Tchad et le Niger avant de gagner le nord du Mali où il a livré ces derniers jours une cargaison d'armes, a-t-il dit.

Parmi ces armes figurent des lance-grenades antichar RPG-7, de fabrication russe, des fusils d'assaut Kalachnikov, des explosifs et des munitions.

Ce responsable, qui s'exprimait à condition de rester anonyme, a ajouté qu'Aqmi s'était également procuré des missiles russes sol-air "Strela", désignés par l'Otan sous le nom de Sam-7.

"*Nous savons que ce n'est pas le premier convoi et que cela continue*", a déclaré ce responsable.

"*Plusieurs casernes ont été pillées dans la région (de l'Est libyen) avec leurs arsenaux et leurs dépôts d'armes. Les éléments d'Aqmi qui étaient présents n'auraient pas pu ne pas profiter de l'occasion.*"

"*Aqmi, qui maintient d'excellentes relations avec les contrebandiers qui traversent la frontière libyenne dans toutes les directions sans la moindre difficulté, leur confiera probablement la tâche d'apporter les armes*", a-t-il dit.

Selon ce responsable algérien, Al Qaïda au Maghreb islamique exploite le désarroi des troupes fidèles à Mouammar Kadhafi et s'est également infiltré parmi les rebelles.

Le groupe armé islamiste a exprimé à la fin février dans un communiqué sa solidarité avec les insurgés, qui nient de leur côté tout lien avec Aqmi et dénoncent des informations fallacieuses qui servent la propagande de Mouammar Kadhafi.

S'exprimant à ce sujet, l'amiral américain James Stavridis, commandant suprême des forces de l'Otan en Europe (Saceur), a toutefois évoqué la semaine dernière devant le Sénat américain des signes ténus d'une présence d'Aqmi parmi la rébellion libyenne, sans rôle significatif dans le soulèvement.

Le responsable de la sécurité a déclaré que la coalition internationale qui intervient en Libye devait envisager la possibilité de voir Al Qaïda profiter d'un éventuel chaos consécutif au départ de Kadhafi pour étendre son influence vers la côte méditerranéenne.

"*Si le régime Kadhafi tombe, ce sera toute la Libye, en tant que pays aux frontières étanches (...), qui disparaîtra, au moins pendant un bon moment, suffisamment long pour qu'Aqmi se redéploie jusqu'à la Méditerranée*", a-t-il estimé.

"*Dans le cas de la Libye, les forces de la coalition doivent faire un choix urgent. Permettre au chaos de s'installer (...) ou préserver le régime libyen, avec ou sans Kadhafi, pour rétablir la situation sécuritaire antérieure au soulèvement.*" (Reuters 04.04)

2.4- Mais où Kadhafi trouve-t-il les fonds nécessaires pour payer ses mercenaires africains ? La résolution 1973 du Conseil de sécurité déplore leur «*usage systématique*», et de nombreux témoignages sur le terrain le confirment : après la défaite de la «*Brigade 32*» de son fils Khamis, frappée par les avions de la coalition, le Guide libyen préfère garder à Tripoli le gros de ses unités spéciales et envoie au front de plus en plus de soldats de fortunes recrutés en Afrique.

Les mercenaires coûtent cher. Plusieurs centaines de dollars par jour et par homme, affirment des sources libyennes. Payées en cash. Malgré le gel de ses avoirs décrété par la communauté internationale, le colonel n'a apparemment aucun mal à trouver les sommes nécessaires. Il y a d'abord les réserves en billets. Elles sont énormes. Selon le *New York Times*, qui cite une source proche du gouvernement libyen, Kadhafi dispose de «*dizaines de milliards de dollars*» stockés en monnaies variées dans son complexe de Bab Azizia à Tripoli. Ce chiffre astronomique ne doit pas surprendre. Avant la crise, la Libye produisait entre 1,6 et 1,8 million de barils par jour. Kadhafi aurait commencé à réaliser une partie des ventes en liquide dès 2003, date de son retour à

la légalité internationale et de la reprise de la production pétrolière à un rythme normal. Le Guide savait qu'un jour, les sanctions pourraient être réimposées.

Une partie importante des revenus pétroliers était directement ponctionnée par Kadhafi et sa famille, estime l'avocat français William Bourdon. Son association Sherpa, conjointement avec l'ONG Transparence international France, a déposé une plainte à Paris pour plusieurs motifs, dont le « *blanchiment aggravé commis en bande organisée du produit de détournement de fonds publics et autres infractions pénales* ». La plainte vise les sommes détournées par Kadhafi, sa femme et ses fils. Mais il n'y a pas que le pétrole, il y a aussi le placement de l'argent du pétrole. « *Kadhafi a été l'un des premiers dirigeants à comprendre comment profiter de la mondialisation financière* », dit Me Bourdon. La Libye, à travers ses sociétés d'investissement à l'étranger et son fonds souverain, a beaucoup utilisé Londres pour les placements financiers et Rome pour les prises de participation dans des entreprises. Là encore, il ne sera pas facile de faire la distinction. Il y a l'argent public libyen, qui doit être gelé, et les sommes carrément volées par les Kadhafi, qui appellent des sanctions pénales. « *Mais les deux se juxtaposent parfois* », explique l'avocat.

Dans tous les cas, l'argent continue de circuler, souvent à cause de la mauvaise volonté des gouvernements. L'Italie traîne les pieds, accuse Me William Bourdon. De nombreux émissaires libyens seraient toujours en train de circuler à travers le monde, transportant des valises de liquide. La presse belge fait aussi état de transferts de comptes libyens en Belgique vers le Tchad et le Soudan.

En outre, l'estimation des ressources en liquide de Kadhafi doit tenir compte d'un trou noir : combien de millions de barils de pétrole ont été vendus sous le manteau ? L'ONU soupçonne le régime d'avoir falsifié les chiffres officiels de la production, en réalité plus élevé. Des millions de barils auraient été négociés en contrebande par Kadhafi et son entourage, entre autres pour se constituer un trésor de guerre.

Ces moyens énormes permettent d'alimenter un flot important de merce-naires. Selon Ali Zeidane, l'un des membres du Conseil national de transition, l'instance politique de la rébellion, ces combattants seraient au moins au nombre de 25.000. Certains, ex-acteurs des nombreuses insurrections africaines soutenues par Kadhafi, -Sierra-Léonais, Libériens, Touaregs Nigériens et Maliens, ont été incorporés dans l'armée libyenne bien avant le conflit. Mais d'autres sont arrivés après le déclenchement de la rébellion, principalement du Tchad voisin dont le président, Idriss Déby, aurait envoyé des éléments d'élite de la garde républicaine.

Selon un porte-parole mili-taire des rebelles libyens, Ahmad Beni, ces combattants aguerris auraient même pris en mains par endroits la direction des opérations loyalistes, ce qui expliquerait la nouvelle tactique « *à la tchadienne* » des forces de Kadhafi, menant des attaques rapides à bord de pick-up Toyota. « *Si nous avons dû reculer mercredi, c'est que nous nous sommes trouvés en face de milliers d'éléments de la garde républicaine tchadienne* », a déclaré le porte-parole. (lefigaro.fr 04.04)

3- Yémen

3.1 - Dix-sept manifestants ont été tués par balle, lundi 4 avril, à Taëz, au sud de Sanaa, dans une poussée de violence ajoutant aux difficultés du président yéménite, Ali Abdallah Saleh, qui semble avoir perdu le soutien d'un allié de poids, les Etats-Unis.

Les victimes sont tombées sous les balles des forces de l'ordre mais aussi de civils armés postés sur des toits lors d'une marche sur le siège du gouverneur de province, ce qui a alourdi le bilan des victimes, qui était précédemment de quinze morts. " *On a désormais dix-sept morts et le nombre de blessés se compte par dizaines*", a déclaré un médecin qui dirige un hôpital de campagne soignant les protestataires. Ces derniers demandent toujours le départ du président Ali Abdallah Saleh.

Lundi, à Sanaa, on apprenait que des militaires ralliés à l'opposition ont empêché la police de faire mouvement vers les milliers de manifestants qui campent sur une place de la capitale yéménite depuis le 21 février. Les soldats ont empêché sans violence quelque 200 policiers de s'approcher de la place de l'Université. Les militaires relèvent de la première division blindée, dont le commandant, le général Ali Mohsen Al-Ahmar, avait annoncé, le 21 mars, son ralliement au mouvement de contestation.

Parallèlement, plus de quatre cents manifestants ont été blessés lundi matin par les forces de l'ordre yéménites, qui ont tiré en l'air et fait usage de gaz lacrymogène lors d'un défilé en direction de la résidence présidentielle de Hodeida, sur la mer Rouge, a-t-on appris auprès de médecins.

Selon des habitants, la manifestation, qui a réuni quelques centaines d'opposants vers 1 heure, lundi 4 avril, avait été organisée pour protester contre les dispersions d'autres rassemblements à Taëz, en fin de semaine dernière, qui avaient fait deux morts et plusieurs centaines de blessés. " *[Les protestataires] se sont subitement rassemblés autour du siège de l'administration provinciale et se sont dirigés vers le palais présidentiel, mais la police leur a barré la route en tirant en l'air et à l'aide de gaz lacrymogène, a déclaré un témoin joint par téléphone. J'ai vu beaucoup de policiers en civil s'en prendre à eux également.*"

Des médecins de l'hôpital local ont fait état de 59 blessés, dont neuf par balle, et de 350 intoxications dues au gaz lacrymogène.

3.2- Dans la nuit de dimanche à lundi, les monarchies arabes du Golfe ont proposé leur médiation entre l'opposition et le pouvoir au Yémen.

Dans un communiqué à l'issue d'une réunion extraordinaire à Riyad, en Arabie saoudite, les ministres des affaires étrangères des six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman, le Qatar et le Koweït) ont exprimé *"leur vive inquiétude face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité et l'état de division qui prévaut au Yémen"*.

Le gouvernement états-unien est en train de retirer son soutien au président yéménite contesté, Ali Abdallah Saleh, et de faciliter son départ, rapportait, dimanche 3 avril, le *New York Times*, citant des responsables américains et yéménites. Washington, indique le quotidien américain, a soutenu depuis longtemps le président Saleh, au pouvoir depuis 1978, et l'administration du président Barack Obama s'est bien *"gardée de le critiquer publiquement"*.

Mais, poursuit le *Times*, des responsables américains ont indiqué à leurs alliés yéménites que sa position était intenable compte tenu de l'important mouvement de contestation populaire auquel il est confronté, et qu'il devrait quitter son poste. Des négociations portant sur son départ ont commencé il y a plus d'une semaine, rapporte le quotidien.

Il s'agirait de proposer à M. Saleh de remettre le pouvoir à un gouvernement provisoire jusqu'à la tenue de nouvelles élections. (lemonde.fr 04.04)

4- Syrie

Les autorités syriennes ont nommé un nouveau gouverneur à Deraa, dans le Sud, épice de la contestation qui secoue le pays depuis le 15 mars, a rapporté, lundi 4 avril, l'Agence arabe syrienne d'information (SANA). Mohammad Khaled Al-Hanouss a prêté serment devant le président Bachar Al-Assad.

L'ancien gouverneur, Fayçal Kalthoum, honni par la population de la ville, avait été limogé par un décret présidentiel le 23 mars, et sa résidence avait été brûlée, au plus fort des manifestations hostiles au régime, qui s'étaient soldées par des dizaines de morts. *'Ce n'est pas un changement de gouverneur que désirent les habitants de Deraa, mais que les services de sécurité cessent d'opprimer, que la loi d'urgence soit abolie, que les droits de propriété soient respectés, que les détenus soient libérés et que la liberté d'expression soit assurée'*, a affirmé un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 04.04)

5- Chine.

Nicholas Bequelin, basé à Hongkong et spécialiste de l'Asie à Human Rights Watch (HRW), s'exprime sur la dernière vague de répression en Chine.

L'artiste Ai Weiwei a été emmené dimanche à l'aéroport de Pékin au moment où il s'apprêtait à prendre un vol pour Hongkong. Comme dans le cas des autres personnes arrêtées, on n'a aucun signe de la part du pouvoir, on ne sait pas d'où vient l'ordre, on ne sait pas ce que ça implique, il n'y aucune information sur les faits qui lui seraient reprochés...la presse chinoise n'en parle pas : en quoi est-ce ces pratiques sont caractéristiques du modus operandi des organes de sécurité chinois?

La détention d'Ai Weiwei et de membres de son studio a certainement été sanctionnée au plus haut niveau, en raison des prévisibles réactions internationales. C'est un signal clair que personne n'est à l'abri de la police, quelle que soit sa renommée, et qui vise à intimider tous les milieux artistiques.

Le recours par l'Etat chinois à des méthodes 'extralégales', ou des arrestations arbitraires sans explications, vise à réaffirmer la toute-puissance de la police politique. La porte-parole du gouvernement l'a d'ailleurs clairement affirmé récemment : pour ceux qui sont considérés comme des ennemis par le pouvoir, *'aucune loi ne peut les protéger'*, a-t-elle déclaré.

Le tournant répressif actuel du pouvoir chinois montre la faillite de la diplomatie de l'apaisement des pays occidentaux, basée sur l'illusion que l'absence de pressions sur la Chine favorisait la libéralisation du régime. En fait l'absence de pression a conduit au résultat inverse : l'affaiblissement des réformateurs au profit de l'aile dure, nationaliste et autoritaire. La société civile chinoise paye aujourd'hui le prix de ce manque de soutien de la communauté internationale.

La campagne de répression actuelle a pour la première fois fait 'disparaître' en même temps, une demi-douzaine d'avocats. C'est inédit. (lemonde.fr 04.04)

Qui défendrait demain la Chine dans une guerre contre un autre pays impérialiste ? Ceux qui ont défendu la dictature stalinienne pendant 50 ans ou la dictature castriste au nom de la défense d'un Etat ouvrier dégénéré qui n'avait plus d'ouvrier que le nom depuis les procès de Moscou et la liquidation de l'opposition de gauche en URSS ou dont le nom d'Etat ouvrier a été

usurpé dès le premier jours, en Chine et à Cuba notamment ?

Voilà des dictatures bureaucratiques qui pendant plus d'un demi-siècle ont servi la cause de la contre-révolution mondiale. Ils ont finalement servi de repoussoir aux travailleurs qui auraient pu adhérer au socialisme et au fil du temps ils ont dégoûté du socialisme ceux qui croyaient y avoir adhéré à travers les différents partis dits communistes. Pire encore, avec le régime policier sur lequel repose leur pouvoir, ils ont interdit pendant plus d'un demi-siècle à la classe ouvrière de ces pays de pouvoir s'organiser pour défendre ses droits sociaux et politiques, puisque syndicats et partis indépendant de l'Etat étaient et demeurent interdits. Ces pays étaient et demeurent de véritables prisons pour le prolétariat et la paysannerie. Les capitalistes du monde entier ont compris quels intérêts ils pourraient en tirer en les exploitant dans des conditions dignes du début du XXe siècle en France et en Grande-Bretagne. Kadhafi et son régime, ainsi que bon nombre de dictateurs en Afrique notamment, figurent parmi leurs dignes héritiers.

Le plus incroyable, c'est que ceux qui expliquaient que ces régimes étaient incompatibles avec toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière les ont finalement soutenus jusqu'au bout, toujours au nom de principes sacrés ou de théories transformées ou plutôt déformées depuis fort longtemps en dogmes.

Aujourd'hui, la Chine que certains présentent comme "*l'usine du monde*", sert de point d'appui au combat du capitalisme mondial contre les avantages sociaux conquis par les travailleurs au cours de leurs combats tout au long du XXe siècle principalement dans les vieux pays capitalistes dont la France, quand il ne sert pas cyniquement à le justifier pour préserver leur domination sur le marché mondial.

Aucun régime, aucun Etat quel qu'il soit ne mérite d'être soutenu dès lors que toute tentative de la classe ouvrière pour s'organiser est impitoyablement réprimé. Que ce soit sous Franco, sous Pinochet, Staline, Mao ou Castro, la liste n'est pas exhaustive, la preuve a été largement apportée que sous une dictature il était impossible à la classe ouvrière de s'organiser pour défendre ses droits. On comprend dès lors que ceux qui soutenaient que c'était à la classe ouvrière de les chasser du pouvoir tout en défendant l'Etat tel qu'il existait en URSS, en Chine ou à Cuba et sur lequel s'appuyaient ces régimes dictatoriaux, n'avaient décidément pas compris grand chose à l'évolution du capitalisme mondial et particulièrement à la lutte des classes qui s'était déroulée au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

En cas de guerre entre un de ces Etats et un Etat capitaliste, nous appellerions les classes ouvrières de ces deux pays à s'unir et à se soulever pour chasser du pouvoir d'un côté la caste bureaucratique et de l'autre la classe des capitalistes, mais en aucun cas nous ne prendrions la défense d'un Etat ouvrier dégénéré avec lequel se confond un régime dictatorial, de la même manière qu'aujourd'hui nous ne prenons la défense ni de Kadhafi ni de l'impérialisme français ou américain en Libye.

D'après vous camarades, qu'est-ce qui est préférable vivre dans une prison à l'isolement et totalement coupé du monde, donc être condamné à y pourrir jusqu'à la fin de nos jours, ou vivre dans une prison et bénéficier de la liberté d'expression pour espérer un jour en sortir ou s'en échapper ?

Je vous ai raconté un jour l'histoire d'un de mon oncle Roger âgé aujourd'hui de 90 ans et qui avait été enrôlé de force dans le STO (service du travail obligatoire) en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale, qui avait adhéré au PCF à cette époque et dont le camp de travail avait été libéré par l'Armée rouge. Il a passé le reste de sa vie sur une chaîne comme OS chez Bernard Moteur à Surenes (92). Pendant toutes ces longues années il est resté adhérent du PCF et de la CGT. Puis, je ne sais plus au juste si c'était juste avant ou après avoir pris sa retraite, le comité d'entreprise de Bernard Moteur avait organisé un voyage en URSS, le pays qu'il idéalisait depuis 1945.

Il s'est inscrit à ce voyage avec ma tante Réjanne son épouse et un autre de mes oncles, Marcel, cantonnier de son état qui vouait également un culte à Staline et à l'URSS. A son retour ou plutôt au cours de ce voyage, il était tombé malade, étrangement il ne voulait parler et voir personne, nous habitions deux maisons mitoyennes, un petit bout de jardin les séparait et il n'y avait qu'une petite porte en bois d'un mètre de hauteur à franchir pour aller chez l'un ou chez l'autre, pour dire à quel point ils étaient proche de mes parents. Même à nous il ne voulait pas parler.

Diable, que c'était-il donc passé pendant ces 10 ou 12 jours au pays du Petit Père des peuples ? Il avait découvert la vérité qu'on lui avait caché pendant près de 40 ans, il lui avait même été interdit de sortir seul de son hôtel sans être accompagné d'un "guide" officiel, un membre de la police politique du régime stalinien pourri. Il nous a raconté cela une dizaine de jours plus tard, la tristesse des gens dans la rue, la grisaille ambiante, la laideur du régime dans toute sa splendeur quoi, lui qui s'attendait à voir les réalisations grandioses du socialisme est tombé de haut. Je n'ai pas osé le questionner à l'époque, par contre mon père gaulliste et anti-communiste primaire et qui avait un caractère aussi rude que la vie de merde qu'il avait toujours connue n'a pas eu la même délicatesse que moi envers lui et lui demanda, je vous relate cela en substance, alors Roger maintenant que tu as vu de tes propres yeux, tu préfères vivre en France ou chez les cocos, mon oncle presque sur le point de s'effondrer à nouveau et au bord des larmes lui a répondu qu'à tout prendre il préférerait vivre encore ici, mais... Mais quoi Roger, rien, il avait ajouté "mais" puis plus rien parce qu'il n'avait pas compris toute l'histoire, et il va mourir sans l'avoir jamais comprise car il est trop tard désormais. J'ai parlé avec lui au téléphone récemment, j'ai évoqué avec lui le STO, il m'a dit simplement qu'à l'époque c'était autre chose que maintenant, tout le monde avait "sa carte du parti", on se battait, on ne se laissait pas faire, par délicatesse et par respect pour son grand âge, je n'ai pas voulu le questionner sur son séjour douloureux en URSS au risque de rouvrir une

plaie sans doute mal refermée, cela aurait été inutile. Il préfère sans doute garder en mémoire la fierté et le courage de son engagement politique à cette époque, c'est son choix et je le respecte, il n'y a rien à ajouter.

Et bien camarades, mon analyse politique et ma position envers l'URSS, la Chine ou Cuba peuvent choquer certains parmi vous, je peux parfaitement le comprendre, je les dédie à mes oncles et tante, à tous les vieux ou anciens militants du PCF qui se sont fait berner par ignorance ou malgré eux par le stalinisme et tous ceux qui ont continué de soutenir ces Etats au-delà du raisonnable ou de ce qui était permis conformément aux intérêts du prolétariat de ces pays ou du socialisme, pour une fois je modère volontairement mes propos, car après tout mes détracteurs que je considère dans la même situation que Roger, sont aussi mes camarades de combat et non des ennemis.

On n'a malheureusement guère le temps d'aborder en profondeur tous les sujets qui nous viennent à l'esprit, il m'en est venu un tas en rédigeant ces lignes. Je ne me défile devant aucune question, on les traite au fur et à mesure dans la mesure du possible. On reviendra sur les questions suivantes : l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, la Yougoslavie et le Kosovo, la guerre de Corée et du Vietnam, les guerres civiles en Afrique au XXe siècle, Ouganda, Tchad, Somalie, la décolonisation en Afrique et en Asie, le pacte Hitler-Staline, la guerre d'Espagne, la révolution hongroise, la révolution chinoise...

Autant de sujets qui ne peuvent pas être abordés à la légère ou sans les avoir étudiés sérieusement au préalable ou à nouveau. On nous a raconté trop d'histoires dont on s'aperçoit plus tard qu'elles ne tenaient pas debout, pour s'y fier une nouvelle fois aveuglément ou sans utiliser les outils qu'on s'est forgé patiemment tant bien que mal à la lumière de l'étude du marxisme ou du matérialisme dialectique et historique, en s'accordant encore le droit à l'erreur parce qu'on en commet toujours, en espérant cependant trouver l'énergie suffisante pour corriger les plus grossières.

Social.

1- Le chiffre 13 porte bonheur.

1. Gérard Mestrallet, PDG de GDF-Suez : -2 985 835 euros
2. Louis Gallois, président d'EADS : -2 277 600 euros
3. Jean-François Cirelli, directeur général de GDF Suez : -1 709 719 euros
4. Henri Proglio, PDG d'EDF : -1 249 920 euros
5. Stéphane Richard, PDG de France Télécom : -1 233 092 euros
6. Jean-Paul Herteman, président du directoire de Safran : -1 051 394 euros
7. Pierre Mariani, président du comité de direction de Dexia : -953 433 euros
8. Carlos Ghosn, PDG de Renault : -887 755 euros (+ de 8 millions en incluant son salaire chez Nissan)
9. Anne Lauvergeon, présidente d'Areva : -715 136 euros
10. Gilles Benoist, directeur général de CNP Assurances : -671 923 euros
11. Pierre-Henri Gourgeon, directeur général d'Air France : -545 100 euros
12. Pierre Graff, président d'Aéroports de Paris : -415 100 euros
13. Luc Vigneron, PDG de Thales : -386 300 euros (Rue89 04.04)

Qu'est-ce qui justifierait ces rémunérations ? Absolument rien, ce sont des parasites et ces entreprises peuvent très bien fonctionner sans eux, c'est du vol pur et simple. Qu'est-ce qui justifierait qu'un dirigeant d'entreprise recevrait une rémunération 20 fois supérieur à celle d'un ouvrier ou d'une employée (la proposition du PS et du PG) ? Absolument rien car ce sont les travailleurs qui produisent les richesses. Ajoutons que le capital qu'un patron investit dans son entreprise (privée) n'est pas tombé du ciel et n'a pas été produit par des anges mais par les travailleurs des générations passées qui ont été spoliés d'une partie du produit de leur (force de) travail.

Qu'est-ce qui peut justifier cette injustice et cette inégalité de traitement entre un ouvrier et un dirigeant ou patron ? Absolument rien en dehors de l'ignorance de l'ouvrier et de son incapacité à les faire cesser immédiatement.

Dans le système capitaliste, l'ouvrier ne mérite pas son salaire, qu'il soit misérable ou non, c'est une faveur que lui accorde généreusement celui qui l'exploite, alors que le dirigeant ou le patron d'une entreprise le mériterait, pas forcément, mais le mériterait tout de même dans 99,99% des cas disons.

Autrefois, lorsque la condition ouvrière était misérable, quand l'ouvrier percevait son maigre salaire, il n'avait pas la possibilité de se poser la question de savoir ce qu'il allait en faire une fois déduit ce qu'il allait dépenser pour assurer sa survie, alors que de nos jours en dehors des couches les plus défavorisées du prolétariat, les ouvriers qui ne sont pas pour autant des nantis se demandent comment ils vont pouvoir dépenser ce qu'il leur reste une fois déduit leurs charges fixes, se retrouvant pour ainsi dire dans le même état d'esprit plus que dans la même situation ou position que les capitalistes qui accumulent toujours plus de capital ou qui se demandent bien ce qu'ils vont pouvoir en faire.

Cela permet de mieux comprendre comment le capital corrompt le travail, comment l'état d'esprit de l'ouvrier a évolué inconsciemment au fur et à mesure que sa condition s'améliorait, pour finalement épouser celui du bourgeois ou du petit-

bourgeois. Quand l'ouvrier était miséreux, son combat s'inscrivait à la fois dans la perspective d'améliorer ses conditions d'existence et d'en finir une fois pour toute avec la condition infernale que lui réservait ses maîtres au quotidien, il était porté à adhérer au socialisme, de nos jours il est davantage porté à combattre pour augmenter la part qu'il lui reste en fin de mois après avoir abandonné la perspective d'en finir avec le capitalisme. Il s'agit là d'un simple constat.

2- Le Président du "**déclin**"... avant la tempête.

Quatre ans après l'élection d'un «*président du pouvoir d'achat*», les frais quotidiens continuent de grimper. A tel point qu'ils pensent réduire leurs dépenses de base: le chauffage, le carburant et même l'alimentation pour un tiers d'entre eux. C'est ce que révèle un sondage CSA/20Minutes, alors que l'Insee annonçait la semaine passée que le pouvoir d'achat avait... augmenté de 1,2 % en 2010.

«*Avec les dépenses alimentaires, on touche au quotidien, à ce qu'il y a de plus vital*», estime Jérôme Sainte-Marie, directeur de CSA. «*Un tiers des Français qui réduit ce budget-là, c'est la preuve d'un malaise profond.*»

Pour cet analyste, les Français vivent «*depuis deux ou trois ans*» dans «*un sentiment de déclin*». Le pétrole, l'énergie, la nourriture deviennent des sources d'angoisse. Beaucoup de foyers vivent même «*avec une double peur : celle de la pénurie, et celle des prix qui montent*». Pour les Français, les causes de la baisse du pouvoir d'achat sont multiples: passage à l'euro (37 %), hausse du prix des matières premières (36 %), salaires qui n'augmentent pas assez (36 %).

En 2012, le pouvoir d'achat pourrait bien jouer le premier rôle. (20minutes.fr 04.04)

Syndicat.

Sarkozy pourra une nouvelle fois saluer le "**sens des responsabilités**" des dirigeants syndicaux.

Après FO et la CGC fin mars, la CFDT et la CFTC ont annoncé lundi qu'elles signeront la nouvelle convention Unedic qui doit régir les conditions d'indemnisation des chômeurs entre le 1er juin 2011 et le 31 décembre 2013. La CGT, de son côté, devait rendre sa décision "*lundi dans la soirée ou mardi matin*", selon cette confédération.

"*Dans son ensemble, cet accord montre que les partenaires sociaux prennent leurs responsabilités dans le cadre de l'agenda social*", se félicite la CFDT dans un communiqué. (AP 04.04)

Quand c'est un jaune qui le dit, on lui fait confiance, il sait de quoi il parle !

Economie.

1- Le prix du pétrole flambe, les spéculateurs se remplissent les poches.

Le baril de Brent de la mer du Nord a grimpé de plus d'un dollar lundi jusqu'à franchir brièvement la barre des 120 dollars, pour la première fois depuis août 2008. (Reuters 04.04)

2- La Bourse ou la vie. L'union européenne sous-traitant de Wall Street et de la Fed.

Les places financières européennes doivent demeurer fortes à l'avenir et ne pas devenir des sous-traitants, a déclaré lundi le commissaire européen au Marché intérieur, Michel Barnier, au sujet de la bataille entre Deutsche Börse et Nasdaq pour le contrôle de Nyse Euronext.

"*Nous souhaitons que les places financières européennes soient fortes, qu'elles aient une dimension mondiale, qu'elles jouent leur rôle (...)* Je ne souhaite pas que l'Europe devienne un sous-traitant", a-t-il déclaré. (Reuters 04.04)

Ne serait-ce pas déjà le cas par hasard ?

[Haut de page ↗](#)

Le 6 avril

Je n'ai pas le temps d'éplucher et faire la critique des propositions du PS, ce serait bien que des camarades s'y collent s'ils en

trouvent le temps ou qu'ils nous fassent parvenir des analyses d'horizons divers, merci d'avance pour nos lecteurs.

Plus le temps d'aborder la situation en Libye ou en Côte-d'Ivoire, d'ailleurs il va falloir que je lève le pied, car je délaisse à nouveau mes affaires et je me retrouve confronté de ce fait à de nouveaux problèmes.

Mélenchon a dit avant-hier que le programme du PS était "*FMI-compatible*", il sait de quoi il cause... et le programme du PG ne vaut guère mieux !

Un rappel ou une précision à la suite de ma causerie d'avant-hier.

Quand je décris de manière réaliste et sans complaisance, dans des termes parfois violents, le comportement en général des Indiens ou les rapports qui existent en Inde, je ne fais que témoigner des rapports que j'ai eu avec des Indiens de toutes classes, âges ou catégories sociales que j'ai eu l'occasion de côtoyer au cours des 20 dernières années tels que la société les a faits et non tels que je les perçois personnellement qui n'a absolument rien à voir.

Des jeunes militants peuvent facilement confondre les deux et des vieux militants formés à une mauvaise école également. Entre la description que j'en fais et qui est strictement fidèle à la réalité et ce que je pense de leur attitude en ayant à l'esprit qu'on appartient à la même classe et qu'on est embarqué dans la même galère, tout un monde les sépare, le vieux monde pourri qui les a rendus tels qu'ils sont et le monde auquel on aspire synonyme de notre émancipation collective du règne de l'exploitation et de l'oppression.

Maintenant il est vrai que lorsque mon voisin me menace ou veut me foutre sur la gueule, ce qu'il met en avant c'est l'individu ignorant tel que la société l'a fabriqué, le plus mauvais qu'elle a produit, si j'affrontais cette situation en me laissant aller à avoir un état d'âme à son égard ou que je lui donnais raison, je serais très mal, autant dire que je légitimiserais son comportement et que je l'encouragerais à persister dans cette voie, ce ne serait pas le meilleur service à lui rendre, je peux juste essayer de le raisonner, et s'il persiste et qu'il m'agresse, je n'aurais plus le choix et je me défendrais, je défendrais ma peau qui vaut bien la sienne.

Donc attention de ne pas me prêter un état d'esprit qui n'est pas le mien. Tenez, en rentrant ce matin de Pondichéry il y avait un vieux pêcheur de mon village planté à deux pas de chez moi sur la plage. Il me fait signe que quelqu'un est passé me voir en mon absence. Je le remercie et je constate que c'était le facteur parce qu'il y avait une lettre par terre derrière la grille d'entrée. Je rentre la moto et je ne sais pas pourquoi, j'ai été chercher la dizaine de noix de coco qui traînaient dans le jardin depuis plusieurs semaines et je lui ai apportés, comme quoi je suis encore capable de faire la part des choses entre ce que les gens sont et ce qu'ils pourraient être dans une société telle qu'on la conçoit. J'ai d'ailleurs le même comportement avec tout le monde sans distinction, sauf avec les patrons que je hais par dessus tout.

Ce que je viens de dire là a différentes applications. Comme je dis parfois, un ouvrier a le droit de traiter de con un autre ouvrier parce qu'ils sont logés à la même enseigne, pas un patron ou un nantis qui plus est respire la connerie à plein nez, sachant qu'il participe consciemment à la survie du capitalisme dans le seul but d'en tirer profit et qu'il est directement responsable de la décomposition de la société.

Vous comprenez peut-être mieux pourquoi l'ouvriérisme me donne la nausée, et si vous réfléchissez un peu à la manière dont il opère ou à sa signification, vous vous rendrez compte qu'en rendant le plus mauvais service qui soit aux ouvriers les plus arriérés, il agit de la même manière que la collaboration de classes ou poursuit le même objectif qui n'est pas de parvenir à changer un état de fait ou certains rapports sociaux, mais à les perpétuer à l'infini, c'est un peu comme si vous aviez les deux pieds dans la merde, et que pour mieux le supporter et éviter d'être incommodé par son odeur, on déversait dessus un parfum exotique pour que vous y restiez le plus longtemps possible.

Je me souviendrai toujours mes premiers jours d'apprentissage en mécanique dans un garage Renault à Courbevoie (92), c'était en 1971. Grapard qui était l'ouvrier qualifié qui devait me prendre en charge m'a dit : ici on règle les problèmes entre nous, t'as compris, si t'as un truc à dire, quelque chose qui ne va pas, tu m'en parles et si je suis pas là tu en parles à André, t'as bien compris, tu ne vas pas trouver le patron ou le chef de service, les balances on n'aime pas cela, on leur pourrit la vie et il dégage, c'est clair, entre nous on peut tout se dire, tu verras que parfois ça gueule sec entre nous, même si tu as fait une grosse connerie, on s'arrangera et personne ne te fera chier, sinon tu m'en causes ce sera vite réglé crois-moi, et si un jour t'es pas bien ou t'es malade, je t'accompagnerai chez le chef pour qu'il te laisse rentrer chez toi, t'as bien pigé ? J'avais "*pigé*" au quart de tour qu'on était tous pareils et tous solidaires entre ouvriers contre le patron et le chef de service, quelque part j'en fus soulagé, car je n'en menais pas large, j'avais à peine 16 ans. Et surtout quel changement par rapport à mon père, ouvrier également mais dans le bâtiment, qui passait son temps à me taper dessus ! L'usine, l'atelier est vraiment un monde à part dans la classe ouvrière, j'ai presque envie de dire merveilleux. J'ai travaillé dans plus de 45 entreprises différentes sans jamais retrouvé cette ambiance chaleureuse, cette solidarité extraordinaire, sauf deux fois, une fois dans une petite entreprise de mécanique, et l'autre fois quand j'étais technicien à l'atelier chez U-Bix (devenu Konica copieur).

Vous comprendrez également pourquoi cela passe très mal quand on (des intellectuels en général) me fait un procès d'intention parce que je critique le comportement des ouvriers, comme disait encore Grapard : fais attention à tes oreilles et ne t'inquiète pas si

un jour tu vois un marteau traverser l'atelier, c'est que l'autre l'a bien mérité, c'est un avertissement ! Entre nous autres ouvriers ce sont des choses que l'on admet et comprend sans avoir à les justifier, mais dans un parti ou l'on compte les ouvriers sur les doigts de la main, c'est forcément beaucoup plus compliqué.

Politique.

1- France.

1.1- La Talonnette : pied au plancher !

Dans un sondage Paris-Match-IFOPA réalisé après les élections cantonales, à la question "*Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de Nicolas Sarkozy comme président de la République ?*", 30 % des sondés répondent qu'ils l'approuvent, contre 31 % en mars.

C'est "*un niveau plancher jamais observé depuis le début du quinquennat*", souligne l'institut français d'opinion publique. Nicolas Sarkozy atteint également pour la première fois un autre seuil symbolique, avec 70 % d'opinions défavorables. (lemonde.fr 05.04)

1.2- Scène de guerre civile en banlieue parisienne.

Une voiture de police a été incendiée, touchée par un cocktail molotov ce lundi soir dans le quartier de La Grande Borne à Viry-Châtillon (Essonne), et deux policiers ont été légèrement blessés lors de violences.

Peu avant 20h, alors qu'une patrouille de trois policiers effectuait un contrôle, une dizaine de jeunes gens, cagoulés et gantés, ont surgi de derrière les bâtiments, armés de pavés, cocktails molotovs et boules de pétanque, qu'ils ont lancés sur les fonctionnaires, a précisé une de ces sources.

Les trois hommes se sont abrités derrière la voiture mais l'un d'eux a tout de même reçu un parpaing au visage, un autre a été blessé au bras par un cocktail molotov. Ce dernier a également été aspergé d'essence par ses agresseurs, a-t-on ajouté. Les trois hommes ont été hospitalisés pour examens. La voiture a brûlé.

Des renforts sont rapidement arrivés sur les lieux mais il n'y a pas eu d'interpellation. Après l'incident, le calme est revenu dans le quartier, a-t-on précisé. (lexpress.fr 05.04)

2- Libye.

2.1- Les forces loyales à Mouammar Kadhafi, appuyées par une puissante artillerie, ont repoussé mardi les insurgés à l'est de Brega, au sixième jour de combats pour le contrôle de ce port pétrolier stratégique sur la route de Benghazi, fief de la rébellion.

Contraints de se retirer face à la puissance de feu des troupes gouvernementales, la caravane des pick-up et autres véhicules des rebelles se trouvait mardi soir à l'est de Brega, à mi-chemin de la ville d'Ajdabiah, l'un des derniers verrous vers la capitale de la Cyrénaïque.

Les rebelles libyens ont vivement mis en cause l'attitude de l'Otan, qu'ils accusent de ne pas agir assez rapidement pour leur venir en aide.

"*Soit l'Otan fait son travail correctement, soit nous demanderons au Conseil national de transition (de la rébellion) de soulever la question devant le Conseil de sécurité*" de l'Onu, a dit lors d'une conférence de presse à Benghazi Abdel Fattah Younes, chef des forces insurgées.

L'inaction des Occidentaux, a-t-il ajouté, permet aux forces de Mouammar Kadhafi d'avancer et de massacrer "*chaque jour*" la population de Misrata, la troisième ville du pays à 220 km à l'est de Tripoli.

"*L'Otan opère très lentement, ce qui permet aux forces de Kadhafi d'avancer. L'Otan nous a déçus, elle ne nous a pas donné ce que nous attendions, elle est devenue notre problème*", a poursuivi le chef militaire rebelle.

Au siège de l'Alliance à Bruxelles, le général Mark van Uhm a affirmé que les raids de l'Otan avaient jusqu'ici détruit un tiers des capacités militaires des forces de Kadhafi.

Il a ajouté que ces dernières vingt-quatre heures les attaques occidentales avaient permis de détruire des chars, des véhicules

blindés et des batteries anti-aériennes de l'armée gouvernementale autour de Misrata.

Répondant aux critiques des rebelles, les responsables de l'Alliance assurent que les avions de l'Otan sont toujours aussi présents dans le ciel libyen.

Mais le général Van Uhm a souligné que Kadhafi se servait de civils comme de "boucliers humains" et faisait stationner ses troupes blindées dans des zones très peuplées, ce qui force l'Otan à agir avec prudence. "*Quand il y a des boucliers humains, nous ne frappons pas*", a-t-il dit. (Reuters 05.04)

2.2- Par ailleurs, un tanker, d'une capacité d'un million de barils, doit arriver mardi dans le port de Tobrouk pour le premier chargement de pétrole assuré par les rebelles, selon le spécialiste en données maritimes Lloyd's List Intelligence. "*Un tanker devrait arriver dans la journée dans un terminal pétrolier près de Tobrouk*", a indiqué Michele Bockmann, experte des marchés pour Lloyd's List, une publication basée à Londres. "*La taille de ce pétrolier correspond à un million de barils de pétrole*", a-t-elle ajouté. Au cours actuel du baril, une telle cargaison vaut environ 120 millions de dollars. C'est la première fois que les rebelles libyens, qui contrôlent plusieurs ports de l'est de la Libye, mènent une telle opération.

"*Si les revenus (tirés du pétrole et du gaz) ne profitent pas au régime de Kadhafi, alors nous n'avons aucun problème avec les opérations commerciales concernant le pétrole et le gaz libyens*", a dit un porte-parole de la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton. "*Concernant le pétrole, notre ligne de conduite est très claire*", a-t-il poursuivi. L'UE soutient les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU visant à ce que les revenus du pétrole ne parviennent pas dans les mains du régime. "*Pour le reste, ce sont les pratiques commerciales normales qui s'imposeront*", a-t-il conclu.

La Libye produit moins de 2 % du pétrole mondial mais elle recèle les plus grandes réserves d'or noir du continent africain, entre 40 et 60 milliards de barils. Et la qualité de son pétrole, pauvre en soufre, à l'exploitation aisée, est appréciée des raffineurs. Des pays européens, comme l'Italie, la France et l'Allemagne sont les premiers consommateurs de brut libyen, mais aussi de gaz transporté par un gazoduc le long de la frontière tunisienne qui rejoint l'Italie sous les eaux de la Méditerranée.

Les rebelles tiennent dans l'est les champs de la région de Sarir ainsi que des installations de raffinage et d'exportation à Tobrouk et Benghazi, et cette activité représente plus des deux tiers des revenus du secteur pétrolier libyen. Les loyalistes contrôlent les champs d'el Feel, et les installations de Zawiyah et Tripoli. La rébellion a annoncé vendredi dernier avoir passé un accord avec le Qatar pour commercialiser le pétrole brut des zones qu'elle contrôle en échange de livraisons de nourriture, médicaments et carburant. (lemonde.fr 05.04)

3- Yémen.

3.1- Le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, a exhorté mardi au dialogue l'opposition et a appelé à un arrêt des violences, qui ont fait trois nouvelles victimes lors d'affrontements dans la capitale, Sanaa.

Le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell, a déclaré que Washington réclamait "*une transition négociée aussi rapidement que possible*". "*La situation est délicate et plus elle s'éternise, plus elle sera difficile à régler*", a-t-il dit.

Nombre de manifestants estiment que cette offre survient trop tard.

"*Trop tard et vain*", dit ainsi Abdoulsitar Mohamed, un jeune activiste de Sanaa. "*C'est une simple tentative visant à sauver un régime qui sait très bien qu'il doit partir.*"

Selon le ministère de la Défense, trois personnes ont été tuées et 15 autres blessées lors d'accrochages, mardi, entre partisans et adversaires du chef de l'Etat dans la capitale.

Le général Mohsen a vu dans cet incident une tentative d'assassinat, affirmant avoir été pris pour cible par des 'snipers' alors qu'il sortait pour rencontrer une délégation de médiateurs envoyés par Saleh. "*Il semble qu'il se soit agit d'une ruse pour assassiner Ali Mohsen, des intermédiaires et un groupe de chefs tribaux*", indique un communiqué.

Certains diplomates présents en Arabie Saoudite ont laissé entendre que Riyad souhaitait voir Mohsen remplacer Saleh même si ce dernier a indiqué qu'il n'était pas intéressé par le pouvoir.

"*Ali Mohsen serait sans doute confronté à une opposition intérieure mais aussi internationale s'il cherchait à accéder à la présidence. Dans l'ensemble, les Yéménites voient en lui un homme cynique, préoccupé par ses propres intérêts*", selon une dépêche diplomatique américaine divulguée par WikiLeaks et datée de 2005.

Mardi, des policiers et des hommes en civil ont de nouveau ouvert le feu durant une manifestation qui rassemblait plusieurs

dizaines de milliers de personnes à Taïz, fief de la contestation. De sources médicales, on indique qu'une trentaine de manifestants ont été blessés. (Reuters 05.04)

3.2- L'opposition yéménite a exhorté la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'Homme à mettre fin à la répression sanglante du régime contre les manifestations réclamant le départ du président Ali Abdullah Saleh.

Plus de 120 personnes ont été tuées et 5.000 autres blessées depuis le début des manifestations le 11 février. (AP 05.04)

4- Syrie.

Les militants syriens appellent à une nouvelle vague de manifestations cette semaine pour rendre hommage aux quelque 80 personnes tuées dans la répression des précédents mouvements antigouvernementaux, lancés il y a près de trois semaines.

La page Facebook "*The Syrian Revolution 2011*" appelle à des manifestations dans tout le pays mercredi, jeudi et vendredi, parlant de "*Semaine des Martyrs*". Mardi, la page avait plus de 105.500 fans. (AP 05.04)

5- Haïti

Le chanteur populaire Michel Martelly a remporté l'élection présidentielle à Haïti avec 67,5% des voix contre 31,6% à sa rivale Mirlande Manigat, selon les premiers résultats du scrutin annoncés par le Conseil électoral provisoire (CEP). Les résultats définitifs de l'élection doivent être connus le 16 avril.

A 50 ans, "*Sweet Micky*" Martelly était jusqu'à présent connu pour être un des maîtres du compas, un style de musique haïtien proche du merengue, dansant et très populaire. Il a longtemps joué de sa réputation de fêtard provocateur, amateur de jurons et consommateur de marijuana ou de cocaïne. Un passé révolu, a-t-il souligné durant la campagne électorale. (AP 05.04)

Le sort du peuple haïtien est assurément entre de bonnes mains !

Social.

1- France

1.1- Tartuferie patronale.

Les salariés n'ont jamais été aussi peu satisfaits et peu motivés au travail. Moins d'un salarié sur trois se dit «souvent» heureux au travail, selon le baromètre Ipsos/Edenred que le quotidien La Tribune publie mardi. (20minutes.fr 05.04)

On s'étonnera qu'ils ne soient pas plus nombreux, mais les imbéciles heureux cela existent aussi, il faut en convenir, désolé pour les ouvriéristes qui passent leur temps à encenser l'ignorance au lieu de la combattre sur tous les fronts. Quand c'est un ouvrier qui le dit, c'est légitime, quand c'est un patron, c'est inacceptable. Cette précision pour ceux qui ont du mal à faire la part des choses, principalement les intellectuels, entre ouvriers on se comprend très bien et c'est le genre de choses qu'on se dit en face sans problème.

C'est d'ailleurs le genre de sujets et de discussions qui devraient figurer dans un journal ouvrier, l'ambiance dans un atelier ou un bureau, de quoi on cause entre nous et comment on en cause révèle l'état d'esprit de la classe et son évolution, nos intellectuels en général s'en foutent, ils vivent dans un autre monde pour ne pas dire sur une autre planète, celle du conceptuel qui n'a qu'un rapport fort éloigné avec la réalité et les préoccupations des ouvriers.

Prenez un récipient contenant un liquide et divers ingrédients solides de différentes tailles, versez le contenu de ce récipient à travers un filtre ou une passoire, récupérez ensuite le contenu du second récipient pour faire votre tambouille. Le contenu du premier récipient, c'est la réalité dans sa diversité et complexité, le filtre ou la passoire, c'est la théorie, les idées reçues ou préconçues, les a priori, nos connaissances acquises auxquelles se mêlent une part d'inconscience, plus les fibres du filtre seront nombreuses ou serrées ou les trous de la passoire seront étroits, plus ce qui en ressortira sera pauvre en matière première pour interpréter la réalité ou en sera éloigné, étranger dans le pire des cas, où l'on aura du mal à reconnaître les faits qui en sont la matière de base au point de la rendre illisible ou toute lecture impossible.

Pour les gastronomes ou les militants qui sont plus exigeants, passons à l'affinage.

Le contenu de notre premier récipient se compose d'un liquide, les discours, et d'ingrédients solides, les faits, actes ou gestes. Plus les mailles de notre filtre seront serrées plus il retiendra les ingrédients solides et plus notre mixture finale sera liquide, donc notre produit final sera plus liquide qu'épais ou solide et son contenu se composera essentiellement de discours, la majeure partie

des faits étant restés dans notre filtre. On pourrait dire par comparaison plus que par analogie pour être plus précis encore, que la matière que l'on va utiliser à l'arrivée ressemblera davantage à celle qu'utilise les idéalistes pour construire leurs systèmes, procédé qui consiste à discourir sans fin sur les idées qui servent de matériel de base à leur réflexion et à leur interprétation de la réalité ou du monde, qu'à celle du matérialiste qui part des faits et étudie leurs transformations, leurs rapports et ses évolutions.

Conclusion, plus notre produit final sera liquide plus il conviendra aux intellectuels, plus il sera solide plus il conviendra aux ouvriers. Le problème, lorsqu'on prétend s'adresser à la fois aux intellectuels et aux ouvriers, réside donc dans la densité des fibres qui compose notre filtre ou la taille des trous de notre passoire, trouver le bon équilibre entre les faits et la théorie ou plus généralement les idées pour résumer.

Terminons dans la bonne humeur, vous aurez compris que je prends également du plaisir à cuisiner depuis plus de 30 ans, comme tous mes livres de cuisine française, indienne et vietnamienne sont partis dans la mer lors du tsunami, dorénavant j'improvise avec les ingrédients et épices que je trouve sur place. Et comme à la base je suis un ouvrier et que je le suis resté quelque part - vous avez dû vous en rendre compte, je déguste avec autant de plaisir une salade verte ou un oeil à la coque qu'un ragoût de mouton ou un carry (ou cari) aux crevettes et pommess de terre agrémenté d'une sauce à la noix de coco. J'ai développé une philosophie ou un art de vivre qui me permet de prendre du plaisir à tout ce que je fais, sans doute parce que j'y mets la même application et détermination, ceci explique cela, y compris quand je balaie ou nettoie la cuvette des toilettes, j'en retire la même satisfaction qu'en vous écrivant ces lignes. Vous devez vous dire que je suis finalement un homme heureux, quelque part oui, mais quand on est très exigeant dans la vie et qu'on a en permanence le sort dramatique de milliards de malheureux dans le monde, bref qu'on a acquis un certain degré de conscience politique, on ne peut jamais l'être totalement.

1.2- Autre tartuferie, le nombre de musulmans en France.

La plupart des enquêtes posant directement la question de l'appartenance religieuse ont été effectuées par des organismes de sondage. Ainsi TNS Sofres avançait en 2007 le chiffre de 3% de la population française. De son côté, CSA donnait 4%. Deux ans plus tard, Ifop donnait le chiffre de 5,8%. Ce qui équivalait tout au plus à 3,5 millions.

La dernière étude en date, parue en octobre 2010 sous le titre «Trajectoires et Origines», émane de l'Institut national des études démographiques (Ined) et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Selon les deux organismes publics, la France compte 2,1 millions de «musulmans déclarés».

C'est l'estimation donnée par le ministère de l'Intérieur, également chargé des cultes. «Aujourd'hui, on estime qu'il y a à peu près 5 ou 6 millions de musulmans en France», affirmait lundi le ministre Claude Guéant, reprenant des chiffres délivrés par la place Beauvau en juin 2010. Mais pour donner cette estimation, le gouvernement, qui n'a pas le droit de poser la question de l'appartenance religieuse, utilise le biais de l'origine géographique des personnes. C'est en comptabilisant le nombre de personnes venant d'un pays à dominante musulmane, ou ayant des parents qui en viennent, qu'il parvient à établir ce chiffre. Or, de l'aveu même du ministère, seuls 33% de ces 5 à 6 millions se déclarent croyants et pratiquants. Soit deux millions, l'équivalent du chiffre de l'enquête Insee/Ined d'octobre 2010. (l'efigaro.fr 05.04)

Hier, l'article du monde.fr dont j'ai retranscrit des extraits comportait apparemment une erreur, Guéant n'aurait pas dit qu'il y avait 5 à 10 millions de musulmans en France mais 5 à 6, à moins qu'il s'agisse d'une autre déclaration.

Commentaire d'un internaute

- Infos pour ceux qui pensent être colonisés par les arabes et les musulmans en France. Sachez que ces gens font moins d'enfants que vous ne le pensez, et même dans leurs propres pays. Le taux de fécondité est de 2,1 en France, de 1,71 en Tunisie, de 1,76 en Algérie, et de 2 au Maroc. Désolé pour ceux qui pensaient trouver des boucs émissaires chez les maghrébins...

1.3- Troisième tartuferie, année électorale oblige !

Le gouvernement a fait un geste d'apaisement face au tollé provoqué par la hausse des prix de l'énergie en France en annonçant mardi un gel des tarifs du gaz pendant un an.

L'annonce fait suite au mécontentement provoqué par l'augmentation de 5% des prix du gaz à compter du 1er avril. Une nouvelle hausse qui aurait dû intervenir mécaniquement en juillet et aurait été de 7,5% n'aura pas lieu, a annoncé Matignon.

Pour l'électricité, les factures devraient augmenter au total de 2,9% jusqu'au 30 juin 2012, dit Matignon.

Face à la hausse des prix du carburant, le gouvernement propose d'augmenter les déductions fiscales dont bénéficient ceux qui utilisent beaucoup leur véhicule dans un cadre professionnel.

L'objectif est de revaloriser de 4,6% le barème forfaitaire kilométrique applicable à l'imposition des revenus de l'année 2010.

Cette mesure sera financée par une contribution spéciale des compagnies pétrolières qui sera discutée dans les prochains jours, a indiqué Christine Lagarde de Moscou.

Cette mesure concernera cinq millions de Français, a estimé Eric Besson, repoussant ainsi les critiques de ceux qui attendaient des mesures ciblant les classes modestes, comme des chèques carburant ou un tarif social de l'énergie.

"*Tout ce qui contribue à améliorer le pouvoir d'achat des Français va dans le bon sens*", a déclaré le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon. (Reuters 05.04)

Le PS n'en loupe pas une pour louer le gouvernement, normal, il est son plus fidèle allié et poursuit les mêmes objectifs politiques

2- Japon. Apocalypse now version nucléaire.

Une radioactivité plusieurs millions de fois supérieures à la limite légale a été mesurée ces derniers jours le long des côtes japonaises près de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi, a-t-on appris mardi auprès de TEPCO.

La centrale de Fukushima est fissurée et de l'eau radioactive s'écoule directement dans le Pacifique, dont le rivage n'est distant que de quelques dizaines de mètres. Une brèche de 20cm a été découverte ce week-end dans le béton d'une fosse de maintenance.

Lundi, TEPCO a commencé à rejeter 11.500 tonnes d'eau radioactive accumulée dans les installations accidentées par le tsunami du 11 mars. La procédure devrait durer deux jours. (AP 05.04)

Economie.

Portugal. La dictature du capitalisme financier.

L'agence de notation Moody's a annoncé mardi avoir abaissé d'un cran la notation du Portugal, estimant que le nouveau gouvernement devra demander une aide financière d'urgence à l'Union européenne (UE).

"*Moody's estime que les coûts de financement actuels atteignent des niveaux insoutenables, même à court terme*", apprend-on dans un communiqué.

"*L'abaissement limité de la note à Baa1 (et pas plus bas) décidé aujourd'hui reflète le sentiment de Moody's que les autres membres de la zone euro apporteront une aide si le Portugal a besoin d'un financement d'urgence avant de pouvoir obtenir une aide du Fonds européen de stabilité financière (FESF)*", poursuit Moody's.

Selon le Jornal de Negocios, les principales banques portugaises menacent par ailleurs de cesser d'acheter de la dette souveraine, une décision qui pourrait empêcher le Portugal de se financer sur les marchés et donc contraindre le gouvernement à demander une aide internationale.

Lundi, le directeur de la première banque privée portugaise Millennium BCP Carlos Santos Ferreira a déclaré qu'il était "*indispensable que le pays ait recours à un prêt à court terme*" d'au moins 10 milliards d'euros.

Fitch a annoncé de fait mardi qu'elle déclassait six banques portugaises à la suite du déclassement de la dette souveraine.

Les marchés financiers sont convaincus que le gouvernement portugais va être contraint de demander une aide financière à l'UE et au FMI, à l'instar de la Grèce et de l'Irlande. (Reuters 05.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 avril

Vous n'aurez pas le droit cette semaine aux 2 pages d'*Informations ouvrières* dédiées à la situation en Lybie ou en Côte-d'Ivoire, parce que celles du dernier numéro ne présentent absolument aucun intérêt, ils enfoncent des portes ouvertes ou répètent pour la énième fois le même refrain, ils reprennent leur amalgame favori avec la révolution libyenne et la bande de gangsters qui dirige le Conseil national de transition à Benghazi, mieux au chapitre intitulé *Quelle est l'issue ?*, devinez camarades, combattez contre l'impérialisme dans votre propre pays, merci du conseil on n'y aurait pas pensé, voilà qui est faire preuve d'une audace et d'une perspicacité désarmante, je viens juste de les relire avant d'écrire ces lignes.

Quant aux pages sur la Tunisie ou l'Egypte, à peu de choses près vous avez déjà lu la même chose dans les infos en bref de la semaine passée. Si maintenant il y a des militants qui veulent que je leur adresse par Internet, qu'ils me contactent je leur enverrai immédiatement. Passons sur la campagne du POI pour le non à la "réforme constitutionnelle" qui va prendre la forme d'une adresse au PS pour que ses sénateurs ne la votent pas.

Passons également sur la position du POI qui par la voix de Jean-Pierre Raffi justifie le recours à l'énergie nucléaire, une monstruosité aussi grande que défendre l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS avec lequel s'est confondu le stalinisme à partir de la liquidation de l'opposition de gauche ou des procès de Moscou au milieu des années 30. Les centrales nucléaires en construction comporteront une double coque pour des questions de sécurité nous dit-on, ce qui signifie clairement que toutes celles qui ont été construites jusqu'à présent présentent un problème de sécurité à ce niveau-là, alors qu'elles ont toutes été construites quand EDF était une entreprise nationalisée, Raffi balait du bras ce fait incontestable et nous explique que le problème de la sécurité des centrales nucléaires daterait de sa privatisation, encore une grotesque et cynique manipulation. Entre les intérêts de son appareil et les intérêts de la population en danger en présence de centrales nucléaires, le POI a fait son choix.

Il y a peu, nous disions du POI : peut mieux faire, maintenant nous avons plutôt envie de dire qu'on s'attend au pire. Bref, passons, nous perdons notre temps.

Un autre sujet pas vraiment pour se détendre, la situation internationale ne s'y prête pas.

L'insurrection libyenne, une manipulation orchestrée de Paris ou Washington, un fait d'arme d'une minorité de miliciens sortis de nulle part ou plutôt s'étant infiltrés dans l'ouest de la Libye. Un témoignage qui date du tout début du soulèvement prouve à lui seul qu'il s'agissait bien d'une réponse à la répression perpétrée par le régime de Kadhafi suite à des manifestations tout à fait pacifiques de la population excédée de vivre sous une dictature. La suite de cet extrait se trouve plus loin.

- "Le 19 février, 500 étudiants de Misrata sortent dans les rues pour protester contre les tirs sur la foule qui ont eu lieu à Benghazi. La manifestation est attaquée dès le matin, à main nue ou à coups de gourdins par des kadhafistes. Dans l'après-midi, les esprits s'échauffent, l'armée se déploie et tire au 14.5 sur la foule. Il y a un mort du côté des manifestants.

Le lendemain, environ 20 000 personnes envahissent le cimetière pour enterrer le jeune garçon. Une fois la cérémonie terminée, la foule marche sur le centre-ville, avec des bâtons en guise d'armes et attaque systématiquement tous les symboles du régime. C'est le ravage des quelques « lenjen toria », sortes de bureaux du parti « révolutionnaire » kadhafiste, et comme un peu partout en Libye, le départ précipité vers Tripoli d'une large frange des militaires – ce qui fournit aux insurgés leurs premières et seules armes.

Il faut savoir que Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, était considérée comme une ville commerciale, très calme et exempte d'agitation politique, à l'inverse de Benghazi... "

L'armée se déploie et tire sur des manifestants désarmés, la population réplique, se munit de bâtons et s'en prend aux symboles du pouvoir en place, voilà l'ordre chronologique des faits. A la place de la population, vous auriez fait quoi ? Vous auriez été manifestés paisiblement le lendemain ou vous auriez tranquillement suivi la suite des événements assis devant votre écran de télévision ou d'ordinateur. Moi, j'aurais eu envie immédiatement de prendre les armes. Légitime, non ? Une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse libyenne est révolutionnaire, tandis qu'une grande partie des révolutionnaires en France ne l'est pas tout en croyant l'être.

Mais bon, je vis en Inde depuis près de 20 ans, vous vous vivez en France, on ne porte pas le même regard sur la situation en Libye et ailleurs dans le monde, en dehors du minuscule hexagone qu'on appelle la France. Nous sommes tous animés des meilleures intentions qui soient envers nos frères et sœurs de combat, mais nous n'avons pas tout à fait la même vision de l'évolution du monde. J'ai envie de dire, peu importe, puisque notre voix est inaudible, il ne faut pas se faire d'illusions, on verra bien à l'arrivée lesquels avaient vu juste.

Parole d'internaute.

(à propos de la Côte-d'Ivoire)

- "Les pseudo-négociations avancées par la France et Ouattara : exiger que Gbagbo renie son Conseil constitutionnel et reconnaisse l'élection de son rival. Cela, il ne le fera jamais. Les véritables négociations conduites par l'ONU : reconnaître sa défaite militaire face à la France et l'ONUCI et se retirer. Si les garanties pour lui et ses alliés sont suffisantes, Gbagbo l'acceptera. Aujourd'hui, il est dans la démonstration : "Ouattara et ses Forces Nouvelles ne seraient rien sans le soutien de la France"."

- "Et si Gbagbo avait été élu démocratiquement et que Ouattara qui ne représente qu'une minorité nordiste avait trafiqué les élections ?"

Chut, il ne faut pas le dire !

(à propos de la Libye)

- "On ne peut en premier lieu que s'abstenir de commentaire sur une situation où des hommes peu armés risquent leur vie face à des militaires entraînés, alors que le seul risque, ici, est de se faire invectiver virtuellement."

T'as raison ! D'autres s'en tapent complètement, qu'ils crèvent bordel, que Kadhafi les bombarde et qu'on n'en parle plus, les principes d'abord ! Après tout qu'est-ce qui leur a pris de se soulever contre un dictateur, franchement ?

Ben Ali et Moubarak aussi étaient des dictateurs, mais ils n'avaient pas réussi à museler totalement la classe ouvrière, en Tunisie et en Egypte il existait des syndicats, alors qu'en Libye toute forme d'opposition au régime était bannie... Sur l'échelle des dictateurs, Kadhafi occupe une place de choix parmi les plus pourris de la planète.

(à propos du gaz de schiste)

- "Quand je vois et j'apprends ce genre de chose, je me dis qu'un système économique basé uniquement sur le profit ne peut tout simplement plus durer sur le long terme, ce système atteint ses limites... Ou plus simple encore: l'humanité sera rayée de cette planète si cela continue dans ces proportions, nous ne pouvons pas survivre face à de telles quantités de pollution..."

Mais pour pouvoir créer un autre système plus juste, il nous faut élever nos consciences et davantage ouvrir nos cœurs, réveiller nos consciences, car même des idées extrêmement généreuses et belles (comme l'idée du partage dans le communisme) peuvent être détournées au profit de quelques uns... (Il suffit de voir ce qu'est devenu le communisme en Chine ou en Russie...) !!!

Peut-être, assurément. Les idées progressent parmi la population malgré l'incurie de nos dirigeants, c'est rassurant, non ?

Politique.

1- France

1.1- D'un esclavage à un autre ou tout le monde il est "**bon, gentil et généreux**".

Le poète et homme politique martiniquais Aimé Césaire a reçu mercredi un hommage national au Panthéon en présence de Nicolas Sarkozy.

"C'est un poète que nous honorons aujourd'hui", a dit Nicolas Sarkozy au début d'un discours truffé de citations de Césaire, "homme bon, gentil et généreux", "combattant inlassable de la cause martiniquaise et de la négritude" et "vieux lutteur politique". (Au service de la IV et la Ve République pendant 56 ans, une performance qui méritait d'être saluée - note du site)

"Chez ce poète qui écrivait en français des poèmes antillais qui s'adressaient à tous les hommes, nulle revendication communautariste, nulle tentation de l'entre soi, nul désir de séparatisme, nulle demande non plus de réparation car pour lui le crime était irréparable", a-t-il souligné. (Ajoutons, et nul combat pour l'émancipation du capital, dans le cas contraire il ne serait jamais entré au Panthéon. - note du site)

"Une question le hantait : 'Qui suis-je ? Qui sommes-nous dans ce monde de blancs ? Question qui en appelait aussitôt d'autres : Que dois-je faire ? Qu'est-il permis d'espérer ?', a dit Nicolas Sarkozy. (un existentialiste à la J-P Sartre dont finalement la liberté de penser n'ira pas au-delà de ce qui était permis ou plutôt compatible avec le vieux monde, pour finir au garde-à-vous devant l'ordre établi. - note du site)

Homme de gauche ayant un temps milité au Parti communiste, Aimé Césaire a été député et maire de Fort-de-France pendant 56 ans. (Reuters 06.04)

Encore un sujet de consensus entre l'UMP et le PS, d'ailleurs le gratin social-libéral était présent au Panthéon hier.

1.2- Au même moment...

Des hélicoptères de la force Licorne sont entrés en action lundi soir pour attaquer les derniers bastions du pouvoir de Laurent Gbagbo à Abidjan et y détruire les armes lourdes "*utilisées contre la population civile*". Cette opération visait à contraindre le président sortant à céder le pouvoir à son rival Alassane Ouattara.

La France ne semblait pas avoir beaucoup le choix. *"Les pays de l'ONU n'étaient pas prêts à se lancer dans le borbier ivoirien. L'Union africaine impuissante, l'Union européenne inexistante... Une action de l'Onuci (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire) aurait été préférable mais elle n'a ni les moyens ni l'efficacité de l'armée française"*, indique Philippe Hugon.

Pour ce dernier, seuls les Britanniques auraient pu engager des forces militaires dans l'opération Licorne à la place de la France. *"Mais ils n'ont pas voulu, estimant que la Côte d'Ivoire ne fait pas partie de leur champ d'intervention et ils n'ont pas voulu prendre le risque de passer pour le gendarme de l'Afrique"*, explique-t-il.

À plusieurs reprises, Nicolas Sarkozy avait assuré que la France ne voulait plus jouer le rôle de *"gendarme de l'Afrique"*. *"La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique. L'Afrique doit prendre en charge les problèmes de sécurité"*, avait-il notamment affirmé lors du sommet Afrique-France de juin 2010 à Nice. Plus récemment, il avait assuré lors de ses vœux aux forces armées le 4 janvier que *"les soldats de la France" n'avaient "pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire"*.

"La puissance coloniale, fut-elle quelques décennies en arrière est toujours illégitime à prononcer un jugement sur une affaire intérieure de l'ancienne colonie et vous le savez, et tout le monde le sait...", assurait encore le président français en janvier dernier, pour justifier la non-intervention de la France en Tunisie. (lepost.fr 06.04)

Cacao, seuls les actes comptent ! Les paroles sont faites pour s'assurer le soutien des ignorants ou des crédules, la majorité de la population, quoi.

Vous saviez que l'épouse d'Ouattara était française ? Simple coïncidence évidemment. Avant-hier, j'ai entendu aux infos du soir sur TV5Monde Asie un porte-parole d'Ouattara expliquer que sans le bombardement par la Licorne (sous commandement français) de l'artillerie lourde de Gbagbo, les forces armées d'Ouattara n'auraient pas pu avancer aussi rapidement dans Abidjan et atteindre la résidence de Gbagbo.

2- Libye.

2.1- Les rebelles ont fait état ce mercredi de violents combats avec les forces de Mouammar Kadhafi à une vingtaine de kilomètres à l'est du port pétrolier de Brega, sur la route conduisant à Ajdabiah et à Benghazi, fief de la rébellion. Les combats ont repris à six heures du matin, les soldats de Kadhafi ayant reçu des munitions avant de poursuivre leur progression sur la route côtière.

2.2- Les rebelles ont poursuivi leurs critiques contre l'Otan, accusée de passivité face à la contre-offensive des troupes gouvernementales. À l'entrée occidentale d'Ajdabiah, Hossam Ahmed, un transfuge de l'armée de Kadhafi, s'est plaint de l'inaction des avions de l'Alliance atlantique. *«Il n'y a pas eu de raids aériens. On entend les avions mais ils ne bombardent pas»*, a-t-il dit. *«Que fait l'Otan?»* s'interroge un autre rebelle, Khaled al Obeïdi. *«Qu'est-ce que les Occidentaux attendent ? Nos villes sont en train d'être détruites... Ras Lanouf, Bin Djaouad, Brega et Misrata, dans l'Ouest, que Kadhafi est en train de raser»*, renchérit Embourak, 43 ans, un habitant d'Ajdabiah.

L'Alliance atlantique affirme pour sa part que ses raids n'ont pas baissé d'intensité mais qu'elle doit être prudente dans ses attaques pour ne pas tuer des civils.

Elle accuse Kadhafi d'utiliser des *«boucliers humains»* et de cacher ses canons et ses blindés dans des zones résidentielles afin de provoquer des *«bavures»*. Une porte-parole de l'Otan, Carmen Romero, a de nouveau souligné ce mercredi à Bruxelles que la priorité de l'Alliance était de soulager les forces rebelles à Misrata. *«La situation sur le terrain ne cesse d'évoluer. Les forces de Kadhafi changent de tactique, utilisent des véhicules civils, cachent leurs blindés dans des villes comme Misrata et se servent de boucliers humains pour se protéger»*, a-t-elle dit. Malgré tout cela, *«le rythme de nos opérations ne faiblit pas (...) Misrata reste notre priorité n°1»*, a-t-elle ajouté.

2.3- *«Sur le terrain, la situation militaire est confuse et indécise et le risque d'enlèvement existe»*, a dit le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. (20minutes.fr 06.04)

Hier j'ai fourni une hypothèse en réponse à l'absence des bombardements des forces de Kadhafi les derniers jours à Brega et Misrata, la partition possible du pays en deux, il y en a une autre, justifier une intervention terrestre ou un bombardement similaire à celui qui avait eu lieu en Serbie ou en Irak. Ils ne devaient pas s'attendre non plus à ce que le régime de Saleh au Yémen vacille aussi rapidement ou que la situation se détériore en Syrie. Embourbés en Irak et en Afghanistan, intervenant en Côte-d'Ivoire, leur capacité à intervenir sur plusieurs fronts à la fois semble limitée, sans parler de l'endettement déjà vertigineux de tous les Etats engagés dans ces guerres.

3- Yémen

3.1- Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue mercredi à Taëz et Aden, dans le sud du Yémen,

pour demander le départ du président Ali Abdullah Saleh.

Les commerces et les banques étaient fermés dans le cadre d'une grève générale, et la manifestation était présentée par des militants comme la plus importante à ce jour dans la deuxième ville du pays.

Plus de 120 personnes ont été tuées au Yémen depuis le début du mouvement de contestation contre le président Saleh le 11 février. (AP 06.04)

3.2- Les pays du Golfe espèrent conclure un accord sur le départ du président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, et sur la mise en place d'un conseil de transition réunissant dirigeants politiques et chefs tribaux.

Une proposition de compromis est en train d'être adressée au chef de l'Etat yéménite ainsi qu'à l'opposition, a déclaré mercredi le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassim al Thani.

La répression par Saleh du mouvement de contestation sans précédent de son régime, en place depuis 32 ans, aurait eu raison de la patience des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite.

Selon plusieurs sources, Washington et Ryad seraient disposés à écarter cet allié de longue date dans la lutte contre Al Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa) pour tenter de prévenir l'effondrement du pays. (Reuters 06.04)

Les Etats-Unis ont à nouveau averti leur allié yéménite. *"Les Etats-Unis condamnent fermement l'usage de la violence par les forces gouvernementales yéménites contre des manifestants à Sanaa, Taëz et Hodeïda ces derniers jours, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney. Les Yéménites ont le droit de manifester pacifiquement et nous rappelons au président Ali Abdallah Saleh qu'il est de sa responsabilité d'assurer la sécurité des Yéménites qui exercent leur droit universel d'exprimer leurs opinions politiques"*. (lemonde.fr 06.04)

Social.

1- France

1.1- Il y en a pour lesquels ça roule...

A 62 ans, après seulement quatre ans de bons et loyaux services (juin 2006-mai 2010), Yves-Thibault de Silguy, l'ancien commissaire européen qui fut chargé du passage à l'euro est assuré de toucher une retraite annuelle de 380 000 euros, en sus de sa pension de fonctionnaire. Les conditions de performance requises ont été remplies.

Au cas où cela ne suffirait pas, le diplomate au carnet d'adresses impressionnant garde un pied chez Vinci, comme vice-président administrateur et surtout comme consultant. En échange de ses conseils avisés, sa société YTSeuropaconsultants facture à Vinci 330 000 euros, selon une convention tacitement renouvelable chaque année. (lexpress.fr 06.04)

1.2- ... et d'autres pour lesquels c'est l'inverse, en plus ils se font rouler ou voler !

Le nombre de crédits immobiliers a ainsi progressé de 18% par rapport à 2009 et retrouvé un niveau supérieur aux années qui ont précédé la crise.

Profitant de l'amélioration de la conjoncture et des conditions de taux historiquement basses, 1,38 million de ménages a emprunté en 2010 pour habiter un logement ou l'acquérir pour le mettre en location, et éventuellement pour le rénover.

Paradoxalement, la proportion des ménages français détenant un crédit n'a plus été aussi faible depuis 15 ans. En 2010, 49,5% des ménages détenaient un crédit fin 2010, soit une baisse de 1,3 point par rapport à 2009 et de 3,1 points par rapport à 2008.

Egalement pour la première fois depuis 15 ans, le nombre de ménages détenant un crédit immobilier (30,5%) est supérieur à celui ayant un crédit à la consommation (30,1%). Jamais, depuis 1996, la part des Français ayant un crédit à la consommation n'avait été si basse.

«*Ce recul est essentiellement dû à l'évolution de l'usage du crédit consommation*», a expliqué Michel Mouillart.

La part des ménages ayant recours à un crédit à la consommation pour financer un projet (équipement pour la maison, automobile, travaux d'amélioration du logement) est restée quasiment stable.

Mais, dans le même temps, l'utilisation des crédits à la consommation pour financer des dépenses de loisirs, de vacances, «*voire de consommation*», a fortement reculé (13,8% en 2010, contre 15,8% en 2009).

L'Observatoire relève également le fort recul des cartes de magasins ou de grandes surfaces, que seuls 6,8% des ménages possédaient en 2010 contre 9,6% deux ans plus tôt.

Autre phénomène saillant, l'évolution du comportement des ménages de moins de 30 ans, qui n'ont jamais eu aussi peu de crédit à la consommation depuis le début de l'Observatoire, en 1989. Ils n'étaient plus que 33,8% en 2010, contre 37,2% l'an passé et plus de 40% il y a 5 ans.

Le repli du crédit à la consommation en général aurait même sans doute été plus spectaculaire si les données de l'Observatoire avait intégré le crédit renouvelable, écarté car jugé d'«*une très grande volatilité*» (les données peuvent varier sensiblement au sein même d'une année donnée), selon Michel Mouillart.

En ralentissement continu depuis le début de la crise, le crédit renouvelable a ainsi atteint en 2010 son plus faible niveau depuis 2001. Il reste en retrait sur les premiers mois de 2011, selon l'Association française des sociétés financières (ASF). (20minutes et AFP 06.04)

1.3- Le droit à la santé recule.

Pour la première fois depuis la généralisation du dépistage organisé il y a sept ans, le nombre de femmes testées est en baisse. L'Institut de veille sanitaire (INVS) a rendu publics hier les chiffres de 2009-2010. Ils révèlent que 4,6 millions de femmes se sont fait dépister, contre 4,7 millions sur la période 2008-2009, soit 52% seulement des femmes de 50 à 74 ans concernées.

Les femmes en situation de précarité demeurent sourdes aux messages de prévention, tandis que les plus aisées privilégient la relation avec leur gynécologue à travers le dépistage individuel.

Un paradoxe alors que le dépistage généralisé est non seulement gratuit, mais offre l'avantage d'une double lecture systématique. Un point non négligeable lorsqu'on sait que 7% des cancers échappent à une première lecture. (20minutes.fr 06.04)

Le dépistage est gratuit, mais la prise en charge de l'ensemble du traitement l'est moins.

1.4- Le machiavélisme des trusts pharmaceutiques

On savait que le Distilbène, médicament prescrit aux femmes enceintes pour prévenir des fausses couches et retiré du marché en 1977, avait des effets néfastes sur la santé des mères et de leurs enfants. Ce que l'on ne savait pas encore, c'est que les effets du Distilbène «*se font sentir sur la troisième génération. C'est tout à fait nouveau*», confie le professeur Charles Sultan, pédiatre endocrinologue au CHU de Montpellier, au Parisien. «*On sait aussi maintenant que leurs petits-enfants (des femmes à qui le médicament a été prescrit) ont eux aussi des problèmes de santé importants*», ajoute-t-il.

Et par «*problèmes de santé importants*», le professeur parle de malformation du pénis. Le risque est «*cinquante fois*» plus élevé pour les enfants dont la grand-mère maternelle a pris du Distilbène. Les femmes qui ont suivi ce traitement ont souffert de malformations de l'utérus et leurs enfants des malformations des trompes, des cancers du col de l'utérus ou des malformations des testicules.

Par ailleurs, relève Le Parisien, l'association Hhorages, qui regroupe des victimes de l'hormone de synthèse, a réuni 1.610 témoignages. La plupart des femmes et des enfants présentent des troubles psychiatriques et/ou physiques. Seuls 122 enfants n'ont aucun trouble, relève l'association, qui a transmis à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé. (20minutes.fr.06.04)

2- Inde

Naître, vivre et mourir avec des dettes jusqu'au cou. La malédiction des villageois indiens a été largement documentée. Elle ne date pas d'hier. Les pauvres sont familiers de ce cercle vicieux, surtout dans les campagnes. Ils empruntent pour essayer d'améliorer leur sort, qu'il s'agisse de tenter de nouvelles récoltes sur des sols ingrats, ou de monter un tout petit «business». Les premiers s'endettent pour acheter des semences et des engrais ; les seconds, des «*sans- terres*» pour la plupart, s'essayaient à des commerces lilliputiens. D'autres ont des ambitions plus élevées: avec une machine à coudre, ils espèrent devenir tailleurs ; avec une moto, ils pourraient être livreurs, avec une voiture, faire taxi etc. Il y a des «*success stories*», bien sûr, mais aussi de dramatiques descentes aux enfers.

«Dans les régions les plus pauvres, les gens qui ont recours au crédit sont sur le fil du rasoir. Il suffit de peu de chose pour que leur

vie bascule: un accident, une maladie, une mauvaise mousson, un père de famille qui se met à boire...», confie Venkat Narayana, professeur d'économie à Warangal, dans l'Andra Pradesh (sud-est). Résultat, poursuit-il, «*d'un seul coup, les gens ne peuvent plus rembourser. Ils prennent d'autres emprunts ailleurs pour payer les premiers. Et ils finissent par ne plus pouvoir rien rembourser. Les créanciers les traitent sans ménagement. Certains finissent par se suicider.*» À l'automne dernier, plus de 54 personnes se sont donné la mort dans la région de Warangal. Toutes victimes du surendettement. «*Il arrive qu'une même famille ait 12 emprunts sur le dos. Cela signifie qu'il faut rembourser tous les jours quelques centaines de roupies* », dit-il.

«En Inde, 120 millions de foyers n'ont pas accès aux banques et autres institutions de crédit. Résultat, ils se tournent vers le microcrédit. Les taux d'intérêt sont élevés (entre 24 et 35%), mais beaucoup moins que ceux des usuriers», relève un observateur étranger. Victime de son succès, le secteur a-t-il dérapé? S'il est critiqué aujourd'hui c'est que le microcrédit s'est détourné de son objectif initial. Souvent, il est devenu un crédit à la consommation, alors qu'il avait pour vocation d'encourager la productivité ; et puis les institutions de microfinance se sont «*commercialisées*», cherchant le profit au lieu de se concentrer sur l'aide. (lefigaro.fr 06.04)

Je peux vous fournir les taux officiels des prêts de particulier à particulier.

Jusqu'à 10.000 roupies, 10% par mois, soit 120% par an. Entre 10.000 et 50.000 roupies, entre 5 et 10% par mois, entre 50.000 et 100.000 roupies entre 3 et 5% par mois, au-delà de 100.000 roupies entre 2 et 3% par mois. Je prête depuis 13 ans à une relation de mes beaux-frères qui est devenu riche en partie grâce à l'argent qu'il m'a emprunté, 500.000 roupies à 3% par mois, je lui ai prêté parfois jusqu'à 1,5 million de roupies à 2% par mois, il est aujourd'hui archi millionnaire, mais apparemment en reconnaissance de l'argent que je lui ai prêté en 1997 pour démarrer son business, il continue de me verser des intérêts, c'est la principale source de mes revenus, il achète des terres qu'il aménage et rend constructibles et qu'il revend ensuite sous forme de lots. Précision, cela fait des années que je lui réclame de me rendre mon capital, en vain. Je peux vivre avec les intérêts que me verse la banque, actuellement 9,25% par an pour un petit capital de, attendez je vérifie car je n'ai pas le chiffre en tête, 2,2 millions de roupies (35.000 euros environ) avec les arrhes que m'a versés l'homme d'affaire qui devait acheter ma maison et que j'ai gardé (1 million de roupies), au total la banque me verse 17 343 roupies par mois très exactement (250 euros environ). Il y a trois jours je vous ai décrit les Indiens sous un angle abominable, je n'ai rien exagéré hélas, même entre parents, entre frères ils se prêtent de l'argent à des taux usuraires, c'est pour dire disons 8 ou 9% au lieu de 10 ! Moi, je leur ai toujours prêté de l'argent gratuitement, résultat des courses aucun de mes cinq beaux-frères ne m'a rendu l'argent que je lui avais prêté. Tirez-en la morale ou la leçon que vous voudrez, de mon côté c'est sans appel comme je l'ai dit à Maguewary qui est d'accord avec moi : jamais plus nous ne leur prêterons une roupie.

Personnellement j'ai prêté de l'argent à des dizaines de personnes en 20 ans, essentiellement des patrons (industrie cosmétique, électrique, transport, restauration). J'ai toujours refusé de prêter de petites sommes à ces taux prohibitifs ou usuraires. Par contre, il n'est pas possible de prêter de petites sommes à un taux dérisoire, sinon les gens ne vous remboursent jamais le capital qu'ils vous ont emprunté. Un jour en 1991, un vieil Indien se présente chez moi avec sa pelle à la main, il voulait me la laisser en gage en échange de 50 roupies, je lui ai donné ses 50 roupies et j'ai refusé de lui prendre sa pelle qui devait être aussi son outil de travail, je ne sais même pas s'il m'a remboursé, je ne lui ai rien demandé. A l'époque pour un pauvre c'était déjà une somme, les billets de 500 roupies étaient pratiquement inexistantes, et quant à ceux de 1.000 roupies, je ne sais même pas s'ils existaient à cette époque. Cela ne fait que 20 ans, mais en 20 ans l'Inde a connu de profondes transformations, aujourd'hui les billets de 500 roupies sont aussi courants que ceux de 50 ou 100 roupies. En 1991, 50 roupies c'était le salaire journalier d'un ouvrier, 25 pour les journaliers qui replantaient le riz, aujourd'hui il se situe entre 250 et 300 roupies, à Pondichéry et au Tamil Nadu, dans les autres Etats je n'en sais rien.

En 1997, avec 500.000 roupies on pouvait acheter un terrain d'un demi-hectare environ, aujourd'hui il faut déboursier entre 12 et 14 millions de roupies, cela vous donne une idée de l'évolution économique des 14 dernières années. J'aurais pu devenir très riche, mais je n'étais pas venu en Inde dans ce but, et je préfère encore ma situation à celle de mon emprunteur qui lui l'est devenu. Je suis resté fidèle à mes idées et j'ai la conscience tranquille, c'est l'essentiel.

Syndicat.

1- Quand la "**racaille**" se fait procureur général.

Le comité national fédéral de la fédération des services publics CGT, réuni mercredi 6 avril, a décidé, à l'unanimité de ses membres (58 départements représentés à cette réunion), la désaffiliation du syndicat CGT de la mairie de Nilvange (Moselle).

Cela signifie l'exclusion de fait de Fabien Engelmann, responsable CGT du syndicat des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, qui s'était présenté aux élections cantonales, en mars, sous l'étiquette du Front national.

La décision de la fédération concerne non seulement M. Engelmann mais aussi les 26 syndiqués de sa section syndicale. (lemonde.fr 06.04)

A qui le tour ensuite ? Je propose de virer de la CGT manu militari : les ordures d'anarchistes, des terroristes en puissance,

les salopards de trotskystes dits aussi hitléro-trotskystes, la pourriture de maoïstes, partisan du péril jaune, les connards de guévaristes, de dangereux blanquistes dégénérés, bref, tout ce qui ne voue pas un culte à Staline, Blum ou de Gaulle !

Monsieur Engelmann partageait apparemment la position du FN sur la question de l'immigration tout en étant engagé sur le plan social dans un syndicat ouvrier, dorénavant il n'aura plus aucune raison de ne pas épouser la totalité du programme de ce parti d'extrême droite. Les fossoyeurs du syndicalisme font bien le lit du fascisme.

2- Quand les dirigeants du SNUipp-FSU proposent une action symbolique pour casser la mobilisation contre les suppressions de postes dans l'Education nationale.

Le SNUipp-FSU, premier syndicat des enseignants du primaire, appelle à une journée de mobilisation avec un rassemblement à proximité du ministère de l'Education nationale à Paris, le 18 mai, pour dénoncer les suppressions de postes prévues dans les écoles maternelles et élémentaires à la rentrée de septembre prochain.

"Avec 8.967 suppressions de postes pour 8.300 élèves supplémentaires attendus en septembre prochain, la prochaine rentrée se prépare sous de mauvais auspices. Les mesures de suppressions de postes dans les écoles maternelles et élémentaires sont dévoilées une à une dans les départements", déclare le SNUipp-FSU dans un communiqué diffusé mercredi.

"Un peu partout, enseignants et parents tirent le signal d'alarme. Grèves, manifestations, rassemblements, occupations d'école, les actions se multiplient pour dénoncer l'application de la règle intangible du non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite", ajoute l'organisation syndicale. (AP 06.04)

Economie.

1- Vous êtes trop bon monseigneur ou quand les pilliers renâclent à les lâcher.

L'aide fournie par les 23 pays du Comité d'aide au développement (CAD), qui réunit les principaux Etats bailleurs de fonds, a «atteint 129 milliards de dollars en 2010», selon son bilan annuel.

Il s'agit du «niveau le plus élevé jamais atteint en termes réels» et d'une «progression de 6,5% par rapport à 2009», ajoute le club des pays les plus riches de la planète. En 2010, l'APD représentait 0,32% du revenu national brut (RNB) de ces pays, contre 0,31% l'année précédente.

Au sommet de Gleneagles (Royaume-Uni) en 2005, «les donateurs du G8 avaient envisagé une augmentation de l'APD à destination de l'Afrique de 25 milliards de dollars», rappelle l'organisation. «Or les estimations préliminaires indiquent que l'Afrique n'a reçu que 11 milliards supplémentaires.»

La France, deuxième bailleur mondial en volume avec une aide publique représentant 0,50% de son RNB grâce à une augmentation de 7,3% par rapport à 2009, frôle l'objectif, même si cela est essentiellement dû à une progression des prêts plutôt que des dons. (libération.fr 06.04)

Ils sont généreux, les sommes sont ridicules par rapport aux centaines ou milliers de milliards qu'ils empochent en pillant les richesses des pays dits en voie de développement dans le monde.

Et Sarkozy le pingre, le petit malin, certain disent le nain, mais ce n'est pas très avantageux pour les gens de petites tailles de se retrouver dans la même catégorie que le singe bourré de tiques de Neuilly-sur Seine, il prête plutôt qu'il donne parce qu'il n'y a pas de petits intérêts dans ce bas monde, tout est bon à prendre, y compris sur la misère du monde.

2- Total et le Yémen

Interrogé sur la production de Total au Yémen, Christophe de Margerie a répondu, en marge d'une conférence sur le pétrole : "Pour le moment, elle n'est pas affectée, nous produisons normalement."

La production du groupe au Yémen s'est élevée à 66.000 de barils équivalent pétrole par jour (bep/j) en 2010, pour une production moyenne de liquides et de gaz naturel de 2,378 millions bep/j à travers le monde.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a franchi lundi la barre des 120 dollars pour la première fois depuis août 2008. (Reuters 06.04)

Vous imaginez les profits que se font les actionnaires de Total sur la population du Yémen.

3-Total et Bercy

Total réalise les plus gros bénéfices du CAC40 et ne paie quasiment aucun impôt sur les sociétés.

Selon Les Echos de mercredi, le groupe serait même entrain de négocier avec Bercy la possibilité de réduire à nouveau, voire d'annuler, son imposition d'ici à 2013.

Mais Total bénéficie surtout d'une niche fiscale avantageuse accordée à quelques entreprises tricolores (Total, Essilor, Danone, Saint-Gobain, Schneider Electric): le bénéfice mondial consolidé.

Qu'est-ce que le bénéfice mondial consolidé?

Créé en 1965, ce régime fiscal permet à certains groupes de déduire de leur impôt payé en France les résultats de leurs filiales à l'étranger.

Il est donc surtout intéressant pour les entreprises qui réalisent d'importants bénéfices dans l'Hexagone et sont déficitaires dans les autres pays.

L'agrément est délivré pour une période de cinq ans irrévocable. En cas d'éventuelle demande de renouvellement, la durée du nouvel agrément est de trois ans.

Que demande Total au gouvernement?

Total souhaite bénéficier d'un nouvel agrément jusqu'en 2013. Le groupe rappelle qu'il paye 800 millions d'euros de taxes en France et affirme que le dispositif ne lui a pas profité car il ne réalise pas de bénéfices dans l'Hexagone. Il garde cependant espoir de relancer son activité sur le territoire.

Difficile toutefois de penser que le bénéfice mondial consolidé n'a jamais profité à Total. Comme l'explique aux Echos le président de la commission des Finances, le député socialiste Jérôme Cahuzac, les filiales françaises du groupe pétrolier n'ont pas toujours été déficitaires.

Ce dispositif coûte très cher au budget de l'Etat. Bercy estime que 460 millions d'euros lui seront ainsi consacrés cette année. Un montant sous-évalué, pour Jérôme Cahuzac.

Selon lui, le seul groupe Vivendi aurait reçu 580 millions d'euros l'année dernière en vertu de ce régime avantageux. (20minutes.fr 06.04)

4- Portugal.

La demande du Portugal d'une assistance financière internationale sera traitée le plus vite possible, a indiqué mercredi la Commission européenne.

"La situation est entre les mains du gouvernement portugais (...). Il doit prouver à ses créanciers qu'il prend les bonnes mesures", a déclaré Dominique Strauss-Kahn dans un entretien accordé conjointement au journal El Pais, au Washington Post et à La Repubblica. (Reuters 06.04)

La préoccupation principale de Strauss-Kahn : les intérêts des banquiers, mettre les Etats à leurs bottes. En voilà un programme intéressant pour 2012. Je sens qu'on va réaliser un petit front unique avec cet "affameur" comme dit Mélenchon, cela va parfaitement à Strauss-Kahn, cela lui colle à la peau, on est désolé pour le PS qui passe le fer à repasser pour qu'elle soit bien lisse, presque transparente, en vain, personne n'est dupe de la supercherie. On ne pourra pas dire le voile est tombé parce qu'il est devenu inefficace, il n'existe plus, le PS apparaît à visage découvert tel qu'il est vraiment, il s'inscrit comme un parti de gestion de la société sous le régime capitaliste et le revendique au même titre que l'UMP, au point qu'il s'aligne sur la politique étrangère de Sarkozy en Libye... Les deux doigts de la même main qui frappe les travailleurs en France et dans le monde.

5- My gold !

Vers 07H45 GMT (09H45 à Paris), le prix de l'once d'or s'est élevé jusqu'à 1.459,07 dollars sur le marché au comptant, du jamais vu. (20minutes.fr 06.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 avril

A la mi-journée. Quelques éléments de réflexion.

Extrait du IIe Congrès de l'I.C. - Juillet 1920 : Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales

11. A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales rurales, il convient d'avoir en vue (...) :

Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux - aux points de vue économique, financier et militaire. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un Etat juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétiques.

(On pourrait faire un parallèle avec le Conseil national de transition en Libye qui est manifestement étranger aux intérêts du prolétariat libyen, et dont les intérêts sont dictés par les intérêts de ses dirigeants issus du régime de Kadhafi une fois devenus les vassaux de l'impérialisme français, britannique et américain.

Toutefois, on se gardera bien de confondre cette clique de réactionnaires et les intérêts particuliers qu'elle défend et représente avec le prolétariat libyen qui s'est soulevé contre le dictateur dans la perspective à la fois de conquérir des droits politiques, de briser le carcan de la dictature, et de faire en sorte que l'exploitation des richesses du pays, principalement le pétrole et le gaz, profite effectivement à la classe des producteurs et non à une minorité d'exploiteurs avec à sa tête Kadhafi et son clan, rompant ainsi avec la soumission du pays à un quelconque Etat impérialiste. - note du site)

12. L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de « défense nationale » la défense des « droits » de « sa bourgeoisie » à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme, dans les pays avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et de voir aussi à consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

(Tout devrait être entrepris pour assurer une solidarité sans faille du prolétariat français avec la fraction révolutionnaire du prolétariat libyen qui s'est soulevé courageusement dans des conditions extraordinairement difficiles contre le dictateur Kadhafi, afin que la majorité du prolétariat libyenne trouve la force et l'énergie suffisante pour se joindre à cette révolution. Au lieu de cela, on assiste à une opération qui consiste à briser cette révolution, à ne voir dans la révolution libyenne qu'une tentative de la bourgeoisie de l'est du pays de s'emparer du pouvoir par un coup de force, niant que dès la mi-février c'était dans l'ensemble de la Libye que le prolétariat avait commencé à se soulever contre le régime honni du dictateur, les auteurs de cette version des faits se plaçant résolument au côté du colonel Kadhafi, dans le camp de la contre-révolution, sous prétexte qu'une coalition impérialiste soutiendrait la bourgeoisie installée à Benghazi. - note du site)

La question nationale dans notre programme - Lénine - Publié le 15 juillet 1903 dans le n° 44 de l'Iskra, Œuvres, t. 6, pp. 475-485

La Nouvelle Gazette Rhénane réserva beaucoup de place à la question polonaise, et elle réclama énergiquement non seulement l'indépendance de la Pologne, mais même la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour la liberté de la Pologne. Dans le même temps, cependant, Marx s'en prenait à Ruge qui, s'affirmant pour la liberté de la Pologne au Parlement de Francfort, résolut la question polonaise à l'aide des seules phrases démocratiques bourgeoises sur cette « honteuse injustice », sans faire la moindre analyse historique. Marx n'appartenait pas au nombre de ces pédants et de ces philistins de la révolution qui craignent plus que tout la « polémique » dans les moments historiques révolutionnaires. Marx couvrait de sarcasmes impitoyables l'« humanité » du citoyen Ruge, lui montrant, d'après l'exemple de l'oppression du Sud de la France par le Nord, que toute

oppression nationale n'entraîne pas toujours, du point de vue de la démocratie et du prolétariat, une aspiration légitime à l'indépendance. Marx s'appuyait sur les conditions sociales particulières à la suite desquelles « la Pologne était devenue une partie révolutionnaire de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse... Même la noblesse polonaise, qui se tenait encore en partie sur des assises féodales, se joignit avec une abnégation exemplaire à la révolution démocratique agraire.

(Marx réclamant la guerre de l'Allemagne contre la Russie pour assurer la liberté de la Pologne, il y a des militants qui vont avoir une syncope en lisant ces lignes ! Quant à la seconde partie de ce passage il est intéressant aussi, on pourrait oser un parallèle renversé avec la situation existant à l'est et à l'ouest de la Libye, bien que cela ne reflète pas exactement la situation puisque la classe ouvrière a tenté de se soulever aussi bien dans l'est que l'ouest du pays, on pourrait dire que toute oppression à l'intérieur d'un pays exercée par un dictateur légitime du point de vue de la démocratie et du prolétariat son aspiration à le renverser. Que la révolution libyenne s'avère plus puissante, plus déterminée et mieux armée au fur et à mesure qu'on s'éloigne du siège du pouvoir est semble-t-il logique ou normal pour peu qu'on parvienne à se faire une idée assez précise de ce que signifie vivre sous une dictature impitoyable pendant plus de 40 ans. - note du site)

La causerie du matin.

Je m'excuse pour avoir oublié hier de formater la fin de la rubrique économique des infos en bref. J'ai dû sortir et terminer l'actualisation du site plus tard, du coup cela m'a échappé !

(Hier soir 20h35 en Inde) J'écris simultanément en regardant la télé. Hallucinant, question en direct du journaliste de TV5Monde Asie à un responsable d'ACF (Action contre la faim en Afrique) présent à Duékoué en Côte-d'Ivoire : "*est-ce que vous avez constaté des restes des massacres des derniers jours*", il se reprend "*je veux dire est-ce que vous avez vu des traces de ces massacres, rencontrés des rescapés ?*". Je vais répondre à sa place : Oui, effectivement, j'ai trouvé un morceau de cervelle sanguinolant qui pendait à une branche fraîchement carbonisée, les restes d'un barbecue sans doute, un morceau de bras non identifié dans la gueule d'un chien errant apparemment affamé, la pauvre bête, un gosse au visage hagard qui jouait aux billes avec des yeux de différentes couleurs, à part cela rien à signaler, il est l'heure de déjeuner et tout cela m'a donné une petite faim, ce n'est pas le moment de se laisser abattre...

Plus sérieusement, le journaliste de TVMonde Asie lui a demandé s'il comptait rester en Côte-d'Ivoire, il a répondu bien sûr, pensez donc, se passer d'un tel spectacle, en voilà une vocation pleine de compassion ! A 22h50, on a eu le droit au même reportage avec les mêmes propos du journaliste de TV5Monde Asie, cette petite phrase qui trahissait l'état d'esprit nauséabond du journaliste en moins.

Parole d'internaute.

- "DSK l'hypocrite... Menés aujourd'hui par le "socialiste" Dominique Strauss-Kahn et par Robert Zoellick, deux "philanthropes" accomplis, le FMI et la Banque Mondiale sont toutes deux des organisations sous contrôle des Etats-Unis, et des Occidentaux. Appelons un chat un chat. Ce sont le Fonds Monétaire Occidental et la Banque d'Occident.

Tels sont les termes corrects, que tous les journaux honnêtes devraient utiliser. Ces organismes appliquent des mesures injustes et malhonnêtes à tout le monde (en ce sens, ils sont internationaux, mondial) mais travaillent pour les riches, les 400 milliardaires états-uniens et du reste du monde, un club transnational plus puissant que les gouvernements.

Après s'être occupé de nombreux pays, dont la Grèce récemment, il s'est jeté, tel un vautour affamé, sur le Pakistan déjà durement touché par des inondations...

Toute l'Europe se retrouve à présent dans son collimateur. Les médias occidentaux utilisent, pudiquement, le terme de "réformer" . Entendez par là "baisser les prestations sociales, privatiser les services publics, démanteler le droit du travail". "Réformer" est en fait piller, saigner, dévaliser !

Depuis la fin des accords de Bretton Woods, cette institution, le FMI, pilotée par les Etats-Unis (majoritaires en voix) a systématiquement prôné la privatisation et la suppression des politiques sociales (fin des remboursements des frais de santé, fin des services publics etc...). Il n'a jamais présenté un éventail de remèdes disponibles à chaque pays selon sa situation propre. Les populations sont toujours ressorties appauvries de ces cures d'austérité, et cela a parfois été jusqu'à les priver de ressources vitales ! Ainsi au Ghana au début des années 2000, la privatisation de la compagnie nationale de distribution de l'eau, suite à un ajustement structurel, a contraint de nombreux villageois à devoir choisir entre boire de l'eau potable et manger. L'entreprise nouvellement en charge de la distribution avait doublé les prix, voire triplé ou quadruplé selon les villes.

Systématiquement, l'élite locale s'est enrichie tandis que le peuple s'est appauvri. Cette politique est criminelle lorsqu'elle prive des citoyens de soins, d'eau potable, de nourriture, ou d'éducation.

Le transfert de richesses s'opère des pauvres vers les riches. L'argent prêté par le FMI doit être utilisé suivant les conditions fixées

par l'organisme "international" : constructions de centrales électriques, de routes, de barrages, par des entreprises occidentales, états-uniennes. La guerre économique et la corruption des élites nationales suffisent souvent à l'empire anglo-saxon, qui sert les intérêts du complexe militaro-industriel et du système financier occidental, pour arriver à ses fins. Si le FMI et les "assassins économiques" échouent, alors vient le temps des bombes et des assassinats, après une habile manipulation de l'opinion des masses populaires.

Ce que l'on nomme "mondialisation", à ce titre, n'est pas autre chose que l'expansion de l'Empire, le FMI étant une arme parmi d'autres. Les plans moralisateurs et culpabilisants du FMI, les discours des "experts" chargés de lui préparer le terrain, ne doivent pas faire oublier que c'est la recherche effrénée de profits, sans limites, avec la complicité de certains ministres, qui a mené des banques à la banqueroute, et qu'au lieu de sanctionner les irresponsables, juger les escrocs, responsabiliser les institutions fautives et les impliquer durement dans leur remise à niveau, c'est par un transfert de richesses publiques, appartenant à toute la population, que le sauvetage des banques et des gros actionnaires a eu lieu. Le FMI, toujours aidé par les complices du premier vol, restés en place, parfois récompensés et promus, voudrait nous piller une deuxième fois.

Par ailleurs, alors que le Fonds impose des gels (voire des baisses) de salaire un peu partout, celui de son directeur général, le "socialiste" français Dominique Strauss-Kahn, a connu une hausse supérieure à 7% lors de son arrivée, pour se stabiliser à un demi million de dollars par an. (un peu plus en réalité 650.000 dollars - note du site)

Saviez-vous qu'en Ukraine, parce que le gouvernement de Viktor Iouchtchenko avait voulu augmenter de 20% le salaire minimum misérable de sa population, fin octobre 2009, le FMI avait de suite suspendu son programme de "sauvetage" ?

La Roumanie, l'Islande sont des exemples flagrants, récents, de prédation du FMI. Pour obtenir l'argent du FMI, que celui-ci possède déjà par transfert des richesses des pays pauvres vers les pays riches, il faut augmenter ses impôts, tailler dans les dépenses publiques, diminuer les salaires des fonctionnaires et fermer des dizaines d'écoles et d'hôpitaux...." (20minutes.fr 07.04)

Rien à ajouter à cette analyse.

Politique.

1- France.

L'UMP a volé en éclats.

Jeudi soir, lors de l'émission «*A vous de juger*» sur France 2, Jean-Louis Borloo, le patron du parti radical valoisien, associé jusqu'alors à l'UMP, a annoncé qu'il quitte la majorité présidentielle pour créer un nouveau parti.

Cette «*alliance républicaine, écologiste et sociale*» sera une «*alternative au PS et une alternative à l'UMP*». Cette décision doit être validée mi-mai par un conseil national du parti radical valoisien. Jean-Louis Borloo a appelé les «*républicains sociaux, les écologistes modernes, la gauche moderne*» à le rejoindre.

Jean-Louis Borloo a cité plusieurs hommes politiques qui, selon lui, le suivront dans l'aventure: l'ancien ministre de la Défense Hervé Morin, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette ou encore le sénateur Jean-Marie Bockel (ex-PS). (20minutes.fr 07.04)

La crise des institutions et du régime bla-bla-bla, pardi !

On reviendra sur cette info, toujours est-il que si Sarkozy est le candidat de la dépouille de l'UMP et que Borloo ou d'autres de leur camp se présentent, il ne sera pas au second tour en 2012. Inutile de se demander qui seront les cocus de cette mauvaise farce, les travailleurs encore une fois, comme toujours en pareille circonstance.

L'idéal serait que le PS choisisse Strauss-Kahn comme candidat contre Marine Le Pen. Il serait élu sans doute, mais avec un taux d'abstention record jamais atteint depuis 1962, avec ou sans bataille de partis pour le boycott de ces élections. Les travailleurs sachant à quoi s'en tenir ne seraient pas sonnés, cela ne veut pas dire qu'ils se mobiliseraient pour autant, par contre ils pourraient être portés à chercher une voie en dehors des institutions desquelles ils n'auraient absolument rien à attendre. Et puis, les dirigeants pourris des syndicats et des satellites du PS ne pourraient pas le soutenir trop ouvertement, cela leur poserait un gros problème par rapport à leurs bases compte tenu des idées récatonnaires qu'incarne Strauss-Kahn, inconvenient qui n'existerait pas avec Aubry.

Strauss-Kahn peut très bien être élu président parce que la majorité de la population honnit Sarkozy, mais sans soutien populaire pour autant, il faut bien saisir cette nuance pour comprendre la situation politique après cette élection si ce scénario se produit.

2- Libye.

2.1- Des combats ont éclaté jeudi soir entre rebelles libyens et soldats fidèles à Mouammar Kadhafi sur un axe menant au port de la ville assiégée de Misrata, dans l'ouest du pays, a-t-on appris auprès des insurgés. (Reuters 07.04)

2.2- Le sénateur républicain, John McCain, partisan d'une plus grande implication américaine, a interrogé le général Ham sur les risques de voir le colonel Kadhafi se maintenir au pouvoir.

Prié de dire s'il considérait que la situation en Libye était dans l'impasse, Ham a répondu : *"Je serais d'accord avec (cette analyse) à l'heure actuelle sur le terrain."* Donc, a réagi McCain, *"nous sommes actuellement confrontés au risque d'une impasse, ce qui signifie que Kadhafi reste au pouvoir"*.

"Ce qui signifie par conséquent, a-t-il ajouté, que nous allons nous retrouver dans une situation très grave avec M. Kadhafi à l'avenir s'il reste au pouvoir".

Concernant un éventuel armement des rebelles, Ham a estimé qu'il fallait *"avoir une meilleure connaissance des membres de la force de l'opposition"* avant de prendre une telle décision. (Reuters 07.04)

Social.

France.

1- La chasse aux **"faux"** chômeurs est relancée...

Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi un renforcement des contrôles des chômeurs, invoquant un impératif de *"justice sociale"* vis-à-vis de ceux qui *"travaillent dur"*.

"Puisque nous commençons à sortir de la crise, il va falloir faire des contrôles - je suis désolé de le dire mais je le pense - plus précis et plus exigeants pour les chômeurs qui bénéficient d'allocations et qui refuseraient des offres d'emploi disponibles", a dit le chef de l'Etat.

"C'est un problème de justice, de justice sociale envers les salariés et les ouvriers qui travaillent dur (...) que de s'assurer que celui qui est au chômage et qui a des allocations grâce à la solidarité nationale fera tous ses efforts pour accepter une offre d'emploi ou pour accepter une formation pour s'en sortir", a-t-il ajouté.

"Ne pas contrôler, ne pas exiger des résultats de ce point de vue, me semble-t-il, est injuste", a-t-il encore dit.

Nicolas Sarkozy s'exprimait lors d'une table ronde avec des industriels auvergnats à l'occasion d'une visite dans l'usine d'aluminium Alcan EP d'Issoire, dans le Puy-de-Dôme. (Reuters 07.04)

Objectif de cette campagne scélérate : dresser les différentes couches de la classe ouvrière les unes contre les autres, dresser les couches moyennes et la petite-bourgeoisie contre les couches les plus défavorisées du prolétariat, bref Sarkozy marche sur les pas de Marine Le Pen ou du Maréchal !

2- ...la chasse à l'ISF aussi.

Le seuil d'entrée à l'impôt sur la fortune passerait de 800.000 à 1,3 million d'euros. Les patrimoines compris entre 1,3 et 3 millions d'euros seraient taxés à 0,25 %, et ceux au-delà de 3 millions à 0,5 %, alors que les taux actuels vont de 0,55 % à 1,8 %.

«L'idée de ne pas toucher à l'ISF gagne du terrain», reconnaît un haut fonctionnaire de Bercy. Motif ? «Si nous réformons l'ISF à minima nous ne ferons que des mécontents sans en tirer le moindre bénéfice électoral», justifie un fiscaliste proche de l'UMP.

Ultime avantage de ne rien faire : le gouvernement n'aurait pas à relever d'autres impôts. En effet, réformer l'ISF suppose de trouver 1 à 1,4 milliard de recettes nouvelles en cas d'aménagement, ou 3,2 milliards en cas de suppression.

«On peut se contenter en 2011 d'exonérer les ménages de la première tranche (800 000 à 1,3 million de patrimoine), ce qui coûterait 300 millions. La refonte du barème serait, elle, appliquée en 2012», propose le député UMP Hervé Mariton.

Enfin, en cas d'aménagement de l'ISF, le gouvernement ne peut ignorer les quelques perdants de cette option : les ménages dont le patrimoine est compris entre 1,3 et 1,4 million d'euros. *«On s'achemine pour eux vers un dégrèvement au cas par cas qui*

leur assurerait une stabilité de leur facture d'ISF», explique l'entourage de Gilles Carrez. (lefigaro.fr 07.04)

3- Sarkozy dans le rôle du meilleur dirigeant syndical ouvrier de France.

«Que des actionnaires gagnent de l'argent, tant mieux! Que des entreprises gagnent de l'argent, tant mieux! Mais je ne peux pas accepter que pour les entreprises du CAC 40 on ait pu distribuer plus de 80 milliards d'euros de dividendes pour les actionnaires et que, en même temps, on explique qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires», a-t-il poursuivi.

«La valeur d'une entreprise, c'est (...) son tour de main, c'est la qualité des salariés, des ouvriers des cadres (...) s'ils sont heureux, s'ils sont considérés, respectés, s'ils sentent que quand ça va mieux, eux aussi en profitent, c'est tout bénéfice», a également estimé Nicolas Sarkozy.

«S'ils ont le sentiment que (...) tout va à l'actionnaire et rien au salarié, alors là, on fissure la communauté entrepreneuriale», a-t-il conclu.

Régulièrement critiqué pour n'avoir pas respecté sa promesse électorale d'être le «président du pouvoir d'achat», le chef de l'État s'est inquiété début mars de la faible évolution des salaires, comparée aux montants importants des dividendes, versés par les entreprises à leurs actionnaires. (lefigaro.fr 07.04)

Les salariés de la plupart des entreprises du CAC 40 ont des rémunérations et des avantages en nature très nettement au-dessus de la moyenne des autres salariés, qui lorsqu'ils ont un salaire mensuel net de 1.000 euros par 13 peuvent déjà s'estimer heureux par rapport aux millions de travailleurs qui perçoivent au mieux le Smic brut sans aucun avantage en nature à côté, pas de primes, pas de CE, etc.

Il ne vous aura pas échappé que le discours de Sarkozy en direction des salariés des entreprises du CAC 40 tranche avec son refus d'augmenter plus fortement le Smic, la chasse aux faux chômeurs et aux fraudes aux allocations familiales qui visent les travailleurs les plus pauvres, ceux-là il les matraque sans cesse. Sarkozy ne hait pas la classe ouvrière, il hait les plus pauvres qu'il considère comme responsable de leur situation, la lie de la société en quelque sorte.

Les syndicats devraient travailler à la solidarité et la fraternité entre toutes les couches du prolétariat, mais cela ne les intéresse pas, unir le travail contre le capital, vous n'y pensez pas, seule leur boutique compte à leur yeux.

Maintenant se battre inlassablement pour la hausse des salaires dans toutes les entreprises est indispensable car elle contribue à la hausse générale des salaires, pas toujours mais c'est un autre problème. Ce qui ne va pas dans les combats menés pour des augmentations de salaire ou d'autres revendications relatives à l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs, c'est qu'ils poursuivent systématiquement et uniquement un objet immédiat totalement coupé de la perspective d'en finir avec le capitalisme, le plus souvent isolés, ils ne sont pas organisés, et donc vécus par les travailleurs, comme un maillon, un moment ou une étape du combat de l'ensemble de la classe contre le capital, ils ne sont qu'une suite d'abstractions, ce sont des actions sans lendemain, de telle sorte qu'il est impossible aux travailleurs d'en tirer des leçons et ainsi de faire progresser leur compréhension des rapports sociaux et de la société pour leurs combats futurs.

Après certains feignent de s'étonner ou découvrent que la conscience politique des travailleurs régressent ou n'a pas progressé d'un millimètre au cours des dernières décennies. Normal, tout a été fait méticuleusement et systématiquement pour qu'il en soit ainsi.

4- Mobilisation à EDF et GDF Suez.

Les salariés et les retraités d'EDF et GDF Suez se sont mobilisés en masse jeudi un peu partout en France pour défendre leurs tarifs préférentiels d'électricité et de gaz remis en cause par le patronat, un avantage dont bénéficient près de 300.000 agents et retraités.

La mobilisation des électriciens-gaziers a été très forte, avec près de 80% de grévistes, selon les cinq fédérations syndicales de l'énergie (CGT, Force ouvrière, CFDT, CFE-CGC et CFTC) qui appelaient à des actions et des rassemblements dans toutes les grandes villes de France.

Cet avantage permet aux électriciens et gaziers de payer entre cinq et 10% de la facture d'un particulier. Ils ne paient ni taxes d'énergie, ni abonnement. (liberation.fr 07.04)

Société.

Il y a moins de musulmans aujourd'hui qu'en 1905. Un rapide calcul l'illustre: le recensement de 1906 se base sur une population française de moins de 40 millions d'habitants, dont 10% de confession musulmane, soit environ 4 millions. Le ministère

de l'Intérieur avance 5 à 6 millions de musulmans sur près de 67 millions d'habitants, soit, environ 8 à 9% de la population totale.

Et de l'aveu même du ministère, seuls 33% de ces cinq à six millions se déclarent croyants et pratiquants. Soit 1,9 million, l'équivalent du chiffre de l'enquête Insee/Ined d'octobre 2010. A noter que les musulmans qui se définissent comme tels se divisent en trois catégories: 33% de croyants et pratiquants, 38% de croyants non-pratiquants, et 28% d'origine musulmane.

Lu sur Le Figaro.fr, Le Monde diplomatique. (Slate.fr 17.04)

Economie.

1- France.

1.1- Les flambeurs ou comment ils piquent dans la caisse, qui est vide évidemment quand il s'agit de l'école ou de l'hôpital...

1.1.1- Matignon a accordé une aide de 550 millions d'euros au fabricant d'hélicoptères, indique La Tribune. Un coup de pouce pour permettre le lancement du successeur du Dauphin. (jdf.fr 07.04)

1.1.2- D'après un rapport publié par Challenges, l'organisation du sommet de l'Otan à Strasbourg en 2009 a coûté 50 millions d'euros. (jdf.fr 07.04)

1.2- Le déclin est irréversible.

Le déficit commercial s'est creusé pour le quatrième mois consécutif à 6,55 milliards d'euros, un niveau jamais atteint auparavant, après 6,12 milliards en janvier, ont annoncé jeudi les Douanes. Du coup, le déficit cumulé des douze derniers mois plonge à 57,11 milliards.

Selon Alberto Balboni, du cabinet Xerfi, «*la facture énergétique, qui a déjà été le principal facteur responsable de la dégradation du déficit commercial de la France en 2010, contribuera certainement à plomber davantage les comptes extérieurs hexagonaux en 2011*».

En outre, ajoute cet économiste, l'ensemble des matières premières «est actuellement concerné par une envolée des cours».

«*Si l'on considère les échanges de la France en faisant abstraction des hydrocarbures, ceux-ci restent déficitaires de 1,35 milliard d'euros*», explique Juliette Hubert du cabinet Asterès, notant qu'il «s'agit là encore d'un déficit historiquement fort».

L'industrie française, dont les exportations ne progressent que très légèrement, a donc également contribué à la dégradation de la balance commerciale. Et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar risque de handicaper les exportations françaises vers les autres continents. (liberation.fr 07.04)

1.3- Gaz de schiste.

Le gouvernement va déclarer l'urgence pour que soit examinée par l'Assemblée nationale la proposition de loi, déposée par le président du groupe UMP Christian Jacob, sur l'interdiction de toute exploration et exploitation concernant les gaz de schiste. (l'express.fr 07.04) Mais peut-être que sous le contrôle de l'Etat le POI n'y verrait pas d'inconvénients, comme pour le nucléaire, les OGM, etc.

2- Fusions acquisitions

Au premier trimestre 2011, les rapprochements entre sociétés ont affiché des niveaux record depuis trois ans, les volumes frôlant 800 milliards de dollars. (jdf.fr 07.04)

3- Pétrole

Les cours du pétrole vont dépasser les 130 dollars le baril d'ici fin 2011, montre une enquête Reuters publiée mercredi, et un trader sur cinq prévoit même un baril à 150 dollars cette année, ce qui, selon certains économistes, pourrait provoquer une récession.

Le ministre saoudien du Pétrole, le cheikh Zaki Yamani, a dit à Reuters mardi que les cours atteindraient 200 à 300 dollars le baril en cas de troubles politiques en Arabie saoudite. (Reuters 07.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 avril

Sous prétexte qu'il n'existerait actuellement aucune solution politique satisfaisante ou véritablement conforme aux intérêts des travailleurs engagés dans le combat contre des dictatures en Libye ou ailleurs, comment pourrait-il en être autrement en l'absence d'un parti ouvrier socialiste et révolutionnaire ou quand on sait que les dirigeants du moindre parti d'opposition sont menacés, pourchassés, enlevés, torturés, massacrés, disparaissent ou sont voués à l'exil, vaudrait mieux encore que ces régimes honnis des masses de ces pays déjà sous la coupe des différents impérialistes demeurent en place, voilà en résumé la position de nos braves révolutionnaires de salon. Honte à eux ! Ah oui, pour le coup camarades, on a vraiment envie de se démarquer d'eux par crainte que par une terrible méprise des militants ou des travailleurs nous confondent avec eux, c'est même un devoir !

Ainsi ils confirment la caractérisation que j'en ai donné depuis déjà plusieurs années au-delà de tout ce qu'on pouvait espérer, on savait que l'heure viendrait où les intentions de chacun seraient mises à jour, où les faits viendraient infirmer ou confirmer le bien-fondé des positions défendues par les uns et les autres sans avoir besoin de recourir à des procédés malhonnêtes, lesquels d'entre eux auront le courage et l'honnêteté de reconnaître qu'ils se sont fourvoyés, notre propos n'étant pas de les juger mais juste de rétablir la vérité des faits.

Camarades, on vous manoeuvre, on vous manipule, nous avons osé affirmer que cela dure depuis la disparition de Trotsky, apparemment sans rencontrer d'écho jusqu'à présent ou de façon isolée, vous en avez la preuve sous le nez quotidiennement dorénavant.

Plus loin j'aborde la question de la partition de la Libye qui pourrait solder provisoirement le soulèvement révolutionnaire dans ce pays. Récemment un autre pays africain a fait l'objet d'une partition, le plus grand pays d'Afrique en superficie (2,5 millions de km², 5 fois la superficie de la France pour une population d'environ 35 millions d'habitants, le Soudan.

Là encore nos opportunistes professionnels se sont illustrés d'une bien triste manière en hurlant au crime parce que cette partition était organisée sous l'égide de l'impérialisme et de l'ONU, c'était inévitable et la moins pire des solutions, selon eux il était encore préférable que la population du sud Soudan continue de se faire massacrer par le régime dictatorial de Khartoum, après des décennies de guerres civiles qui se sont soldées par plus de 300.000 morts et plus de 3 millions de déplacés dans la région du Darfour sans parler de la famine, des viols et toutes de sévices atroces qu'a subit cette population littéralement martyrisée.

Voyez-vous camarades, la réalité et l'issue de la lutte des classes partout dans le monde devrait être conforme à la description qu'en font nos grands révolutionnaires, marxistes, trotskystes, à leur conception de la lutte des classes qui reflètent peut-être leurs désirs mais qui n'a pas grand chose à voir avec la réalité et ce que les peuples peuvent en attendre dans l'immédiat à défaut de mieux, puisque y compris dans ce domaine, l'idéal peut être formulée mais demeure à l'état de devenir et risque de le rester encore longtemps en s'y prenant de la sorte ou se transformer en utopie s'ils persistaient dans cette voie.

La partition de la Libye (1,7 million de km²) serait un crime. Et la partition de l'Europe ? Comment s'est constituée chaque nation en Europe ? Comment ont été établies leurs frontières ? A l'issue de guerres le plus souvent, de tractations dans le dos des peuples scindés en deux des deux côtés d'une frontière tracée arbitrairement, il existerait même des pays ou des principautés indépendantes dont on peut se demander comment ils ont pu exister un jour et survivre jusqu'à nos jours, notamment le Liechtenstein, le Luxembourg, la Suisse, la Belgique, le Portugal, Malte, Chypre, sans parler d'Andorre ou de Monaco, etc. On pourrait aussi lister les pays en Europe qui ont une superficie ridicule par rapport à la moitié du Soudan ou de la Libye : Danemark (43 098 km²), Pays-Bas (41 526 km²), Belgique (30 528 km²), Suisse (41 285 km²), laissons de côté les pays issus de l'éclatement de l'URSS, de la Tchécoslovaquie ou de la Yougoslavie, dont la superficie de la plupart n'atteint pas 100.000 km², le cinquième de la France ou environ la superficie de la Bretagne et du Val de Loire. On pourrait dresser le même constat en Asie et en Amérique centrale et bien sûr en Afrique ou au Moyen et Proche-Orient. Ces pays sont-ils pour autant invivables ou voués à vivre sous une dictature, dans tous ces pays est-ce que le prolétariat ne pourrait lutter pour son émancipation du capital, pour le socialisme ? Etrange conception en vérité de la lutte des classes.

Evidemment que nous n'avons jamais souhaité l'émiettement de l'humanité, la division des peuples emprisonnés derrière des frontières, soumis à des institutions toutes plus ou moins démocratiques ou pas du tout dans le cas des dictatures ou des régimes autocratiques. Cependant il nous faut bien faire avec, c'est dans ce cadre (national) que la classe ouvrière s'organise et mène son combat pour conquérir des droits sociaux et politiques, ce qui n'empêche pas de lui donner un contenu international. Des Etats se sont constitués et existent dans la forme où nous les connaissons aujourd'hui plus tôt que d'autres, plus ou moins dans la douleur comme nous l'avons dit précédemment. Parce qu'ils ne correspondraient pas à la conception théorique que nous avons d'un Etat ou à l'objectif du combat que nous livrons et dont la finalité est l'extinction des classes et des Etats, des frontières à la surface de la terre, on devrait s'opposer à un processus conduisant à la formation de nouveaux Etats là où ils existaient des Etats dirigés par des dictateurs pour ne prendre que le cas du Soudan ou de la Libye, de nouveaux Etats où les travailleurs pourront s'organiser plus facilement pour lutter contre le pouvoir en place.

Oui, mais ces Etats seront soumis à une pression permanente et insupportable des Etats dominants, pourrait-on objecter. Certes, tout comme l'Etat français avec ses 500.000 km² et ses 67 millions d'habitants qui se retrouve aujourd'hui livrer à la domination de l'impérialisme américain, ses agences de notation, Wall Street, la Fed, le FMI, l'UE et la BCE, la Banque mondiale, l'OCDE, etc., cet argument n'est donc pas valable pour peu qu'on veuille bien faire preuve d'un peu d'honnêteté intellectuelle.

Quel est l'intérêt des peuples et plus particulièrement des masses exploitées de ces pays-là dans la perspective de leur combat pour se libérer du capitalisme, sachant qu'une telle émancipation ne se réalisera qu'à l'échelle mondiale, car voilà la seule question qui devrait nous aider à déterminer notre orientation politique et à définir notre stratégie. Le combat de ces peuples passera forcément par des étapes intermédiaires qu'ils n'auront pas forcément recherchées encore moins souhaitées, écoutez donc ce que disent les révolutionnaires libyens, ils ne veulent pas entendre parler de la partition de la Libye, pour le moment, et pourtant c'est bien ce qui risque de se produire et ce sera certainement un moindre mal pour eux que de rester sous l'emprise de Kadhafi, espérons qu'ils sauront tirer profit de la formidable expérience qu'ils sont en train de vivre et dont ils sont les principaux acteurs, même s'ils ne sont pas maîtres de leur destin puisqu'ils n'ont pas acquis un degré de conscience politique suffisant pour pouvoir le prétendre, cela semble inéluctable, ni vous ni moi n'y pouvons rien, ainsi va la lutte des classe du prolétariat dans cette région du monde et ailleurs, chaotique, débordante d'énergie et à la fois pleine d'illusions, immature certes, mais oh combien faisant preuve d'un courage et d'une détermination extraordinaires.

Nous ne sommes pas plus comptables que les révolutionnaires libyens du cours de leur révolution et de ce qu'il en ressortira, ils se battent à armes inégales contre le dictateur Kadhafi et de notre côté notre voix est ultra minoritaire, étouffée, inaudible, censurée, y compris dans notre propre camp, etc. soutenons-les contre toutes les forces de la réaction coalisées contre eux, y compris contre l'impérialisme qui s'est placé à leur côté dans un but intéressé, ce qui ne leur a certainement pas échappé, plus loin ils pourront conduire leur révolution et moins l'impérialisme et ses alliés du CNT n'auront d'emprise sur eux, plus ils devront concéder des droits politiques et sociaux à la classe ouvrière, c'est donc notre devoir absolu de les soutenir le plus longtemps possible, au nom du principe de l'internationalisme prolétarien qui nous anime et dont nous ne nous sommes jamais écartés un instant, c'est à eux seuls que revient le droit de décider à quel moment ils décideront de cesser le combat...

Politique.

1- France

1.1- L'Etat français en guerre contre la Côte-d'Ivoire

Des hélicoptères français de la force Licorne ont pilonné vendredi soir le secteur de la résidence du président sortant ivoirien Laurent Gbagbo à Abidjan, ont rapporté des témoins. (Reuters 08.04)

1.2- Les impérialismes français et italien violent l'espace maritime tunisien avec l'accord du gouvernement tunisien illégitime.

L'Italie et la France sont convenues ce vendredi de patrouiller ensemble au large des côtes tunisiennes pour contenir l'afflux de migrants vers l'Europe, a annoncé le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, à l'issue d'une réunion à Milan avec son homologue français, Claude Guéant. (20minutes.fr 08.04)

1.3- Le gang du 92 à nouveau sur le banc des prévenus.

Onze personnes, dont les anciens ministres André Santini et Charles Pasqua, ont été renvoyées en correctionnelle pour des détournements de fonds publics présumés de près d'un million d'euros en 2002 et 2003 dans un projet de fondation d'art contemporain.

L'affaire concerne des fonds publics versés par le conseil général des Hauts-de-Seine et la ville d'Issy-les-Moulineaux, dont André Santini est député-maire, à une société chargée du gardiennage et de l'entretien des oeuvres d'art d'un promoteur immobilier, Jean Hamon.

Une structure publique, le Syndicat mixte de l'île Saint-Germain (SMISG), avait été créée en 2001 par les deux collectivités territoriales pour accueillir la donation de ses oeuvres d'art et pour construire et animer un centre d'art contemporain, qui n'a jamais vu le jour.

Dans son ordonnance, la juge d'instruction Nathalie Andreassian conclut que cette structure était une "*coquille vide*" destinée à recevoir frauduleusement des fonds sans contrepartie, ce que contestent les principaux élus mis en cause, qui parlent de négligence et disent avoir été trompés.

L'instruction retient contre Charles Pasqua 750.000 de détournements de fonds et 740.000 contre André Santini. (Reuters 08.04)

1.4-Un "**secret de Polichinelle**" enfin dévoilé

La direction nationale du PCF a exprimé, vendredi 8 avril, sa préférence pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) à la présidentielle de 2012, mettant fin à un secret de Polichinelle qui courait depuis plusieurs mois. Dans son rapport devant le conseil national à huis clos, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, explique : "*Je pense que la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires*" du Front de gauche. Cet accord doit "*garantir le respect d'engagements collectifs à la hauteur des enjeux*", "*la diversité de notre rassemblement et la place de notre parti*", notamment dans l'accord pour les législatives, selon lui.

Ce qui fait figure de marathon de désignation pour Jean-Luc Mélenchon se poursuivra lors d'une conférence nationale des délégués PCF (4-5 juin). Puis c'est aux militants PCF que reviendra la décision finale par un vote du 16 au 18 juin. L'autre prétendant à l'investiture du Front de gauche, le député PCF André Chassaigne, a assuré qu'il ne se présenterait pas devant les militants si M. Mélenchon était choisi par la conférence nationale dans un "*vrai processus démocratique*". Deux autres candidats PCF, le député "*orthodoxe*" André Gerin et l'"*identitaire*" Emmanuel Dang Tran, militent eux pour une candidature du seul Parti communiste. (lemonde.fr 08.04)

Ils ont raison, ils ont de la suite dans les idées à la direction du PCF, si Mélenchon se ramasse une grosse gamelle, ce sera de sa faute, pas celle du PCF, vaut mieux prévenir que guérir !

2- Danemark

Les étrangers vivant au Danemark pourraient dans un avenir proche avoir à payer leur droit aux prestations sociales, éducation ou soins par exemple, à la différence des Danois. Cette proposition, faite fin mars par le premier ministre libéral danois Lars Løkke Rasmussen, est largement soutenue par une majorité des Danois. Selon un sondage publié par le quotidien Berlingske, 59% des Danois sont de cet avis.

Selon des informations recueillies par le journal Berlingske, le plan pourrait signifier entre autres que les étrangers devraient avoir une assurance privée pour couvrir leurs soins de santé les quatre premières années de leur séjour.

La proposition du premier ministre est soutenue par son parti libéral et par l'extrême-droite. Mais l'autre parti du gouvernement, le parti conservateur, est sceptique, à l'instar du patronat. Il craint que cette discrimination ne décourage les étrangers de venir travailler au Danemark et que cela cause du tort aux entreprises danoises qui auront du mal à recruter la main d'œuvre dont elle a besoin.

Mais depuis l'entrée de l'extrême-droite au parlement danois en 1998, et son soutien au gouvernement minoritaire libéral-conservateur depuis 2001, c'est une grande partie de la société danoise qui a durci son discours vis-à-vis des étrangers, même si ces derniers sont relativement peu nombreux.

La dette publique est en forte augmentation, même si elle demeure très raisonnable comparée aux autres pays de l'Union européenne. Mais la croissance danoise a aussi été parmi les cinq plus basses des pays de l'OCDE, ces dix dernières années. Et le poids du secteur public, et son coût, sont largement en cause.

"62 % des Danois sont soit employés dans les services publics ou dépendent des allocations chômage ou maladie. Cela laisse très peu d'employés du secteur privé pour financer l'Etat-providence", note Mads Lundby Hansen, économiste et vice-président du Cepos, un groupe de réflexion libéral qui prône une réforme de l'Etat-providence.

Ces dernières années, la période d'indemnisation chômage a déjà été réduite de quatre à deux ans pendant la crise financière et les chèques-enfants sont désormais réservés aux gens vivant au Danemark depuis au moins deux ans.

Le gouvernement voudrait aussi supprimer la pré-retraite et augmenter l'âge de la retraite. Les mesures restrictives concernant l'accès aux services sociaux pour les étrangers vont être discutées dans les mois à venir alors que des élections législatives doivent se tenir au plus tard en novembre prochain. (lemonde.fr 08.04)

Le "*modèle social*" du capitalisme vole en éclat... A relier avec mon analyse plus loin à propos du Portugal et plus généralement du capitalisme mondial. Comme quoi nous sommes bien en phase avec la réalité, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont déclaré vendredi qu'il était impossible à ce stade de prévoir si les soulèvements démocratiques qui secouent depuis janvier le monde arabe s'enracineront dans la réalité de ces pays.

Dans son rapport 2010 de 7.000 pages sur l'état des droits de l'homme dans 194 pays, le département d'Etat américain ne revient pas en détail sur les révolutions qui ont renversé les régimes d'Hosni Moubarak et de Ben Ali en Egypte et en Tunisie au début de l'année et qui font chanceler le régime à Bahreïn, en Libye, au Yémen et dans d'autres pays arabes comme la Syrie.

"Les Etats-Unis continueront à suivre de près la situation dans ces pays, en sachant que la démocratie n'est pas automatique et que cela demandera du temps et une très grande attention." (Reuters 08.04)

Un tantinet embarrassantes ces révolutions, qui valaient bien euphémisme pour camoufler que l'impérialisme américain est opposé au développement d'une démocratie même partielle ou limitée dans ces pays. Mais il n'a pas indéfiniment le pouvoir de l'empêcher de naître dans tous les pays.

4- Libye

4.1- Le seul front actif de la guerre, qui englobe les villes de Brega et d'Ajdabiah le long du Golfe de Syrte, est dans l'impasse depuis une semaine. Les deux camps opèrent des percées le jour avant de se replier sur des lignes sûres la nuit.

Le général Carter Ham, chef du haut commandement américain pour l'Afrique, a estimé jeudi que le conflit était dans une impasse et qu'il était peu probable que les rebelles parviennent à atteindre Tripoli pour y renverser Kadhafi.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, s'est exprimé dans le même sens que le général Ham vendredi. *"Il n'y a pas de solution militaire seule. Il nous faut une solution politique"*, a-t-il déclaré à la chaîne de télévision Al Djazira.

Oana Lungescu, porte-parole de l'Otan, a tenu des propos analogues en soulignant les difficultés rencontrées pour faire face aux troupes de Kadhafi sans faire de victimes civiles:

"Le fait est qu'ils utilisent des boucliers humains et placent des chars près des mosquées et des écoles, il est donc très délicat de prendre pour cible du matériel militaire en évitant de faire des victimes civiles."

Les rebelles excluent des pourparlers de paix avec Kadhafi.

Les observateurs s'attendent à ce que le conflit perdure et à ce qu'il débouche sur une séparation de l'Est et de l'Ouest.

"Les forces de l'opposition sont insuffisantes pour sortir de cette impasse et, telles que les choses se présentent, la marche sur Tripoli n'aura pas lieu", estime John Marks, président du groupe britannique Cross Border Information. (Reuters 08.04)

4.2- L'aviation de la coalition a bombardé aux premières heures de vendredi des dépôts d'armes des forces fidèles à Mouammar Kadhafi près de Zentane, dans l'ouest de la Libye, a rapporté un habitant.

Zentane, situé dans l'intérieur des terres, se trouve à 160 km au sud-ouest de la capitale Tripoli, est l'une des rares villes tenues par les insurgés dans l'Ouest libyen.

Les forces de Kadhafi sont cantonnées dans les environs de Zentane, d'où elles lancent périodiquement des attaques contre la ville, a expliqué cet habitant.

Les frappes aériennes de l'Otan ont visé les dépôts d'armes des forces de Kadhafi vers 00h30 GMT ce matin. Ces arsenaux se trouvent à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Zentane.

Tout comme les insurgés de la ville de Misrata, encerclée par les forces de Kadhafi, Abdourahman a réclamé une intervention plus énergique de la part de l'Otan.

"Elles (les forces de l'Otan) auraient pu par exemple frapper les forces de Kadhafi qui sont toujours stationnées à l'est des dépôts", a-t-il suggéré.

"Je vous garantis que je parle au nom de l'ensemble des habitants de Zentane - nous craignons que s'il (Kadhafi) ne part pas et que l'Otan interrompt ses opérations, il reprendra les villes tenues par les insurgés. Et alors, des massacres adviendront", a-t-il continué. (Reuters 08.04)

Des camarades en France vous enverront de jolies petites lettres de condoléances... Au fait, on nous disait que Misrata était la seule ville de l'ouest aux mains des insurgés...

Quant à l'hypothèse de la partition en deux du pays, on y reviendra plus tard, ce ne serait pas un horrible drame ! J'ai commencé à préparer un article sur ce sujet en prévision, je ne vous en dis pas plus pour le moment, comptez donc le nombre de pays sur chaque continent, prenez en compte la superficie de chaque pays, comment et sur quelles bases leurs frontières ont été constitués, quand et dans quelles conditions, après nous pourrons aborder sereinement cette question au lieu de se balancer à la figure des arguments à l'emporte-pièces. (Rectification : en fait, l'introduction à la causerie d'aujourd'hui écrite plus tard dans l'après-midi remplacera provisoirement cet article.)

5- Syrie.

Des manifestations contre le régime du président Bachar al Assad ont éclaté vendredi à travers la Syrie, où au moins 17 personnes ont été tuées dans la ville méridionale de Deraa, épicentre du mouvement de contestation.

Dans l'Est, des milliers de Kurdes ont de nouveau réclamé des réformes en dépit de la promesse faite par Assad d'assouplir les règles en vigueur qui empêchent nombre de Kurdes de prétendre à la citoyenneté syrienne.

A Kamishli, dans le nord-est du pays, de jeunes Kurdes scandaient : *"Pas de Kurdes, pas d'Arabes. Le peuple syrien est un. Nous saluons les martyrs de Deraa."*

A Deraa, où les troubles avaient commencé le 18 mars, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des milliers de manifestants selon des habitants. Les protestataires ont incendié un bâtiment du parti Baas au pouvoir et déboulonné une statue du défunt frère du président, Basil.

Selon une liste de noms citée par un bénévole de l'hôpital de Deraa et un militant, 17 personnes ont été tuées. Ce chiffre porte à plus de 90 morts le bilan de trois semaines de troubles.

Des groupes armés ont tué 19 policiers et en ont blessé 75 à Deraa, a affirmé pour sa part la télévision d'Etat syrienne.

Des manifestations ont aussi éclaté à Homs, dans le centre du pays, au nord de Damas.

A Hama, où des milliers de personnes avaient été tuées en 1982, les forces de sécurité ont fait usage vendredi de canons à eau et de bombes fumigènes pour disperser une manifestation d'environ 2.000 personnes, ont dit des habitants.

Selon ces derniers, la manifestation se déroulait dans l'ancien quartier de la ville, qui fut rasé par les forces de sécurité lors du soulèvement de 1982.

Des militants ont par ailleurs fait état de coups de feu vendredi à Harasta, faubourg de Damas. A Douma, autre banlieue de la capitale qui a connu de grandes manifestations ces jours derniers, le réseau téléphonique était hors d'usage vendredi.

A Damas, un Occidental habitant le quartier de Kfar Souseh a dit que la police et les partisans d'Assad avaient attaqué et matraqué des manifestants à la sortie de la mosquée Rifai. (Reuters 08.04)

Dites-donc cela fait beaucoup *"d'agents de la CIA"* ! De *"miliciens"* monsieur Gauthier, non ? (son article infâme sur la Libye dans IO)

6- Yémen

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé vendredi à Sanaa, la capitale du Yémen, lors de deux manifestations rivales, l'une de soutien au président Ali Abdallah Saleh, l'autre réclamant son départ.

Dans la ville de Taz, dans le sud du Yémen, des témoins ont affirmé que la police avait ouvert le feu, tiré des gaz lacrymogènes et frappé des manifestants qui suivaient les cercueils de victimes d'une manifestation de la semaine dernière. L'un des contestataires a été tué d'une balle dans la tête et plusieurs autres ont été blessés, dont trois gravement, selon le Dr Sadek al-Shuga, qui dirigeait un hôpital de campagne non loin. (AP 08.04)

7- Bahreïn

Le prince héritier de Bahreïn a prévenu qu'il n'y aurait *"aucune clémence"* pour ceux qui cherchent à diviser le royaume du Golfe, secoué depuis la mi-février par un vaste mouvement de contestation.

Cheikh Salman Ben Hamad Al Khalifa, considéré comme un réformateur modéré au sein de la famille régnante, s'est exprimé, jeudi soir 7 avril, à la télévision bahreïnie. *"Dans ce moment important du développement de notre pays, je continuerai (...) à*

rester ferme sur le principe selon lequel il ne peut y avoir aucune clémence pour quiconque cherche à diviser notre société en deux", a-t-il dit.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a dénoncé vendredi des arrestations arbitraires à Bahreïn et fait état de témoignages d'abus contre des détenus. *"La loi d'urgence n'autorise par les autorités à piétiner les droits humains fondamentaux"*, a déclaré Joe Stork, directeur adjoint de HRW pour le Moyen-Orient. (lemonde.fr 08.04)

8- Egypte.

Jusqu'à 200.000 Egyptiens sont retournés vendredi place Tahrir, au Caire, pour réclamer des poursuites judiciaires contre Hosni Moubarak et reprocher aux autorités militaires leur lenteur dans leur lutte contre la corruption.

"Oh maréchal, nous avons été très patients", ont-ils scandé à l'adresse du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui a pris les commandes du pays après le départ de Moubarak, le 11 février.

"Si Moubarak n'est pas poursuivi, nous irons à Charm el Cheikh", pouvait-on lire sur une banderole brandie au milieu de drapeaux égyptiens. L'ex-président s'est réfugié dans cette station balnéaire sur la mer Rouge.

En fin d'après-midi, la foule place Tahrir était estimée à 200.000 manifestants, soit l'une des principales mobilisations depuis la chute du raïs, au terme de dix-huit jours de contestation.

Avocats et juges ont organisé une parodie de procès de Moubarak et d'anciens proches collaborateurs, poursuivis pour *"avoir corrompu l'Egypte, politiquement et économique, commis la torture et privé le peuple de ses droits"*.

Les manifestants ont réclamé en outre la destitution de responsables encore en poste nommés sous Moubarak. Ils ont aussi pris pour cible la justice égyptienne et ses *"procureurs endormis"*.

"C'est un message fort, le signal que la révolution n'est pas encore terminée, qu'elle se poursuit et qu'elle ne calmera pas tant que ses objectifs n'auront pas été atteints", a estimé Hassan Nafaa, professeur de science politique et figure de proue du mouvement réformateur.

Les collectifs formés de jeunes cyberactivistes, à la pointe de la révolution égyptienne, avaient appelé à cette nouvelle manifestation contre la corruption dans le cadre d'un *"Vendredi de la purification et des responsabilités"*. (Reuters 08.04)

9- Arabie Saoudite

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans deux localités chiites de l'est de l'Arabie saoudite, a annoncé vendredi un militant saoudien des droits de l'homme. Lire la suite l'article

Ibrahim Almuqaiteeb, de la Human Rights First Society, précise que les deux rassemblements ont réuni principalement de jeunes hommes dans la ville de Qatif et le village voisin d'al-Awamiya.

Les manifestants ont demandé la libération de dizaines d'hommes arrêtés lors de précédentes manifestations, a-t-il indiqué.

Ils ont également réclamé le retrait des troupes saoudiennes déployées à Bahreïn, où elles sont à la tête d'une force militaire des pays du Golfe de 1.500 hommes destinée à aider la monarchie sunnite bahreïnie à faire face à un mouvement de contestation majoritairement chiite.

Les deux manifestations se sont déroulées pacifiquement. (AP 08.04)

10- Emirats arabes unis

Les autorités des Emirats arabes unis (EAU) ont arrêté le blogueur Ahmed Mansour, qui avait signé des pétitions pour demander un Parlement élu et des libertés politiques dans cet Etat du Golfe arabo-persique, a-t-on appris vendredi.

Il a été arrêté vendredi à son domicile de Dubaï, ont déclaré à l'Associated Press son épouse et un autre militant politique.

Dix policiers ont effectué une perquisition à son domicile, saisissant deux ordinateurs portables et plusieurs documents, selon son épouse, Nadia. Celle-ci précise que les policiers ne lui ont pas permis de parler à son mari pendant qu'ils se trouvaient dans la maison et ont refusé de lui dire où ils l'emmenaient.

Le militant politique et avocat émirati Mohammed al-Mansouri a également fait état de l'arrestation.

Les libertés politiques font l'objet de sévères restrictions dans les EAU, fédération de sept émirats, où il n'existe pas d'opposition officielle et où les partis politiques sont interdits.

Le Parlement actuel des EAU, basé à Abu Dhabi, est une instance consultative dont les 40 membres sont désignés directement par les cheikhs au pouvoir ou sont élus par de grands électeurs. (AP 08.04)

Syndicat.

Des carriéristes à la direction d'un syndicat qui n'a d'étudiant que le nom.

Emmanuel Zemmour, 23 ans, seul candidat en lice, doit être élu samedi président de l'UNEF, lors du 82e congrès du principal syndicat étudiant qui se tient à Montpellier depuis jeudi. Il prendra la suite de Jean-Baptiste Prévost.

Emmanuel Zemmour est étudiant en master d'économie à l'Ecole normale supérieure, et élu au Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (CNESER). Il est également vice-président de l'UNEF.

Jean-Baptiste Prévost compte désormais "se consacrer" à son "mandat au Conseil économique, social et environnemental" où il a été nommé en novembre 2010, et "passer des concours administratifs", a-t-il confié à l'Associated Press.

Le prédécesseur de Jean-Baptiste Prévost, Bruno Julliard, est maintenant chargé de la Jeunesse auprès du cabinet du maire de Paris Bertrand Delanoë et secrétaire à l'Education au PS. (AP 08.04)

Belle carrière en perspective, à peine la vingtaine d'années et leur avenir est assuré !

Social

Burkina Faso

Plusieurs milliers de personnes ont défilé vendredi dans la capitale Ouagadougou et dans plusieurs autres villes du Burkina Faso pour "exiger des mesures vigoureuses contre la vie chère".

La Coalition nationale contre la vie chère, organisatrice de la marche, a également appelé à une grève générale qui a perturbé l'activité dans la capitale.

Les établissements d'enseignement, des services du public et du privé et les commerces étaient fermés à Ouagadougou.

Les manifestants, dont le cortège s'étirait sur plusieurs kilomètres à travers les artères de la capitale, brandissaient des pancartes et scandaient des slogans dénonçant la flambée des prix des produits de première nécessité.

"La vie chère, c'est devenu grave. L'alimentation de base, le mil, le riz, le maïs, tout a augmenté. C'est tout le pays qui souffre. Moi, je suis enseignante et je peux vous dire que quand les enfants ne mangent pas bien, ils ne peuvent pas apprendre leurs leçons", affirme Marie Noélie Yameogo, professeur de lycée.

Entre autres revendications, la coalition exige par ce mouvement le relèvement des salaires et des pensions de tous les agents du public et du privé, mais elle revendique également des mesures contre l'impunité et pour les libertés.

"Nous avons tenu aussi à exprimer, en sortant massivement à travers tout le pays, notre mécontentement quant aux agressions contre les libertés démocratiques. Nous disons que le peuple a faim, mais il n'a pas faim seulement de riz et de haricot, il a faim et soif aussi de liberté", a affirmé le président de la Coalition contre la vie chère, Tollé Sagnon. (Reuters 08.04)

Il y a déjà eu le Togo et le Sénégal dans une moindre mesure récemment, à qui le tour, ce n'est qu'un début, surtout si les prix du pétrole et des matières premières continuent de flamber, on va assister à une explosion sociale à l'échelle mondiale, on en a rêvé en se disant que c'était impossible, mais toutes les conditions sont en train d'être réunies pour qu'elle ait lieu plus tôt qu'on ne le pensait.

Economie.

1- France

L'État compense financièrement le départ de ses militaires. Pour aider les collectivités locales à pallier les déménagements de l'armée dans le cadre de la réforme de la carte militaire, engagée en 2008 par le ministre de la Défense d'alors Hervé Morin, 320 millions d'euros seront investis d'ici à 2014. (lefigaro.fr 08.04)

320 millions d'euros qui permettront à des entreprises privées de s'installer tranquillement au frais du contribuable, pendant qu'une partie de cette somme sera partie dans la poche des élus locaux.

2- Portugal. L'union nationale ou de la dictature de l'industrie financière à la dictature tout court.

Les autorités de la zone euro ont précisé, que le plan d'assistance financière du Portugal qui devrait s'étendre sur trois ans, pourrait représenter environ 80 milliards d'euros et que l'Union européenne en prendrait comme pour la Grèce et l'Irlande les deux tiers à sa charge, le reste incombant au Fonds monétaire international.

Ce dernier a fait savoir vendredi qu'il avait reçu une demande d'assistance financière du Portugal. *"Nous sommes prêts à agir avec diligence concernant cette demande et à tenir rapidement des discussions avec le gouvernement portugais, ainsi qu'avec la Commission européenne et la Banque centrale européenne, sur un programme économique soutenu par les principaux partis politiques"*, a dit le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn dans un communiqué.

Le programme reposera sur trois piliers : un plan d'ajustement budgétaire ambitieux ; des réformes structurelles visant à restaurer la compétitivité de l'économie portugaise accompagnées d'un programme de privatisations ; des mesures pour assurer la liquidité et la solvabilité du secteur financier.

"Les préparatifs vont débiter immédiatement pour parvenir à un accord interpartis permettant que le programme d'ajustement soit adopté à la mi-mai et mis en oeuvre de manière rapide après la formation d'un nouveau gouvernement", est-il indiqué dans un communiqué des ministres des Finances de la zone euro.

Des élections législatives sont prévues le 5 juin mais des échéances de refinancement importantes en avril et juin, ainsi que la pression des banques nationales, ont finalement convaincu le gouvernement en affaires courantes à demander une aide à l'UE et au Fonds monétaire international.

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a indiqué que les discussions allaient commencer immédiatement avec tous les partis portugais.

"Il est essentiel qu'au Portugal un accord entre tous les partis soient trouvé afin d'assurer que le programme puisse être adopté en mai", a-t-il dit, avant de signaler que l'objectif était de parvenir à un accord lors d'une réunion des ministres des Finances le 16 mai. (Reuters 08.04)

Avez-vous noté le timing ?

1- Les marchés financiers font tomber le gouvernement ;

2- Ils imposent à l'Etat portugais un prêt de 80 milliards d'euros aux conditions qu'ils vont fixer eux-mêmes par la voix de l'UE, privatisations, coupes sombres dans les budgets sociaux de l'Etat, remise en cause d'autres droits ou acquis sociaux des travailleurs ;

3- Une fois ceci acquis avec l'accord des principaux partis politiques, celui de l'ordre et ses complices dits de gauche, sera organisé un simulacre d'élections législatives, qui n'auront rien de démocratiques puisque aucun parti susceptible de remettre en cause cet accord entre l'Etat portugais et l'aristocratie financière ne sera en mesure de faire entendre sa voix ou de l'emporter à ces élections, ces élections ont donc pour seul objectif de légitimer la dictature du capitalisme financier dirigée depuis Washington et Bruxelles pour le compte des banquiers qui de fait contrôlent l'économie mondiale, d'imposer le joug du talon de fer du capitalisme financier au prolétariat portugais.

On aura compris que ce qui est en train de se réaliser au niveau de l'ensemble des pays de l'UE, car la Grèce, l'Irlande et le Portugal n'est qu'un début, est une copie conforme de ce qui existe déjà depuis plusieurs décennies aux Etats-Unis, c'est-à-dire la mise sous tutelle des Etats sous la coupe des banquiers et des rentiers de l'aristocratie financière.

Pour expliquer cette situation, on pourrait évoquer la féroce concurrence que se livrent les principaux Etats impérialistes de la planète, les Etats-Unis, le Japon, la Chine, la Russie, le Brésil et les pays les plus riches de l'UE, pour conserver ou conforter leur place sur le marché mondial, mais cette explication est très insuffisante.

C'est la phénoménale disproportion, la gigantesque contradiction qui existe entre la raison d'être du capitalisme, accumuler toujours plus de capital, donc maintenir des taux profits élevés, accroître toujours plus la productivité, l'exploitation, et l'évolution de la démographie mondiale des 6 dernières décennies qui se traduit par de gigantesques besoins sociaux à satisfaire, concernant une population toujours plus nombreuses, mieux éduquées, dont la patience est à bout, qui refuse de nouveaux sacrifices ce que manifestent actuellement les insurrections en Afrique du Nord et les régions limitrophes, bref, ce sont directement les fondements du capitalisme, les rapports de production ou sociaux sur lesquels repose le système économique actuel qui sont en cause, car ils conduisent infailliblement à une situation intenable à terme, à des relations entre les classes ne vont cesser de se tendre, à l'éclatement du marché mondial, à la guerre et à la révolution.

Ils ont déjà sacrifié des peuples entiers, une grande partie de l'Afrique qu'ils ont maintenue dans un état d'indigence permanent, dans la pauvreté extrême ou pire conduit à la famine, sans parler des guerres et des génocides qu'ils ont orchestrés, ils n'ont cessé de piller systématiquement ses ressources en en tirant des profits gigantesques, mais cela ne suffit plus, ils ont dans le même temps surexploité dans des conditions abominables des centaines de millions de travailleurs en Asie, en Chine, Inde, Indonésie, Sri Lanka, Bangladesh, etc, sans oublier le Japon, mais cela ne suffit plus, il leur faut maintenant appliquer les mêmes méthodes sur tous les continents et dans tous les pays où les travailleurs par leur lutte de classe au cours du XXe siècle ont conquis des droits sociaux et politique, en Europe et en Amérique Latine et du Sud principalement, mais aussi aux Etats-Unis et en Corée du Sud.

Ils en sont arrivés au point où ils sont obligés de rémunérer des centaines de millions de travailleurs (avec leurs familles) à travers le monde qu'ils ont mis eux-mêmes au chômage, de dépenser des sommes colossales pour survenir aux besoins sociaux d'une population toujours plus importantes qui ne produit rien, aucune richesse, donc pas de plus-value ou profit, qui leur coûtent des centaines, voire des milliers de milliards de dollars par an pour simplement ne pas les laisser crever comme des chiens et éviter que la situation sociale ne dégénère en révolution sociale et politique, pour finalement uniquement assurer la survie du capitalisme tandis que ses représentants continuent de s'enrichir toujours plus. C'est cette contradiction qui à terme est intenable, explosive sur le plan économique et politique.

L'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui coïncidait au début du XXe siècle avec la fusion de l'industrie et de la banque sous le contrôle de celle-ci, a atteint ses limites avec la prise de contrôle des Etats par les banquiers, signifiant par là que la démocratie devait s'effacer ou disparaître face aux exigences grandissant du capital. La démocratie est devenue incompatible avec la satisfaction des besoins de l'infime minorité de rentiers qui contrôlent l'économie mondiale et qui doivent malgré eux pourvoir à la survie de milliards de travailleurs pauvres à travers le monde, d'où la nécessité impérieuse de soumettre tous les Etats à leur dictature.

Pourquoi dit-on que ce sont les fondements du capitalisme qui sont directement en cause ?

Parce qu'ils conduisent à la paupérisation une masse grandissante de travailleurs à travers le monde, dans des proportions inégalées dans le passé ou à une échelle gigantesque, aucun pays n'est épargné, parce qu'ils sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations élémentaires de l'ensemble des masses laborieuses.

Le développement exponentiel de la population mondiale et des forces productives est plus que jamais incompatible avec l'existence du mode de production capitaliste, du coup, les capitalistes détenant toujours le pouvoir, il leur faut détruire toujours plus de forces productives, ce qu'ils savent très bien faire en recourant à la guerre, mais cela ne suffit plus, car ce n'est qu'un aspect de la contradiction qu'ils doivent affronter, il leur faut également endiguer ou contenir la formidable pression, le danger que représente sur leurs profits l'augmentation de la population mondiale et ses besoins attendants, il leur faudrait détruire cette énorme masse potentielle de forces productives qui aujourd'hui leur est inutile et qu'ils doivent entretenir à rien faire, un paradoxe insupportable pour un rentier qui ne vise qu'à exploiter ceux qui ne possèdent rien et s'enrichir sur leur dos.

En résumé, on pourrait affirmer que c'est l'existence de plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants improductifs qui leur pose un réel problème, parce qu'ils n'ont aucune solution pour satisfaire leurs besoins ou pour les liquider tout simplement, les faire disparaître. Il ne leur reste comme ultime recours pour gagner du temps, que de prendre la direction des différents Etats, la principale mission de l'Union européenne en Europe, afin de soumettre le prolétariat à sa dictature. Et ils comptent pour y parvenir sur la soumission des différents partis se réclamant de la classe ouvrière et des dirigeants syndicaux, ce qui est en bonne voie. La chasse aux sorcières engagée par le gouvernement Sarkozy-Fillon pour débusquer les "*faux*" chômeurs ou les "*fraudeurs*" aux allocations familiales sont les derniers témoignages en date qui confirment ce qui a été dit plus haut.

Dès lors, on aura compris qu'il nous faut impérativement lier le combat pour l'abolition du capitalisme au combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, et que l'on ne peut concevoir le moindre compromis ou la moindre conciliation avec une quelconque institution du capital en France, en Europe ou dans le monde.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 avril

Pas vraiment le temps de causer ou de se détendre, je n'ai même pas trouvé le temps de connecter le portable à l'ordinateur, ni même de changer une ampoule sur la moto ! Tenez à ce propos, j'ai enfin reçu mon nouveau permis de conduire, au bout de trois mois et 20 jours et 14 visites exactement au bureau des transports à Pondichéry, j'ai battu le record de Mageswary qui était allée 10 fois au bureau d'immigration pour le renouvellement de son permis de résident.

Quant au problème que j'ai à régler avec le fisc indien depuis la mi-décembre, toujours en attente d'un règlement, je viens de les envoyer chier, disons sur un ton ironique, pour un peu il faudrait que je prenne un avion et que j'aille à Delhi, à plus de 3.000 kms de chez moi pour essayer de leur faire comprendre qu'un Français à deux prénoms mais qu'on n'en utilise qu'un seul en réalité. Vive les pays immenses où l'on n'a aucun recours où l'arbitraire de l'Etat ou du gouvernement central règne en maître absolu, pour ainsi dire impossible à renverser... !

Il fait plus de 40°C à l'ombre ici. Maintenant ils ne coupent plus le courant entre 6 et 8h du matin, ils font plus fort, de 6 à 9h ou de 8 à 10h, cela dépend des jours, plus quelques heures l'après-midi histoire de bien crever de chaud, le ventilateur brasse de l'air chaud...

Philippe, ton chèque est bien arrivé chez Mageswary, merci encore et porte-toi bien ! Les courriels du dénommé Coquéma partent dorénavant directement à la poubelle sans les ouvrir, donc ne perdez pas votre temps à m'insulter ou me calomnier, vous vous userez avant moi je vous assure, je suis blindé et je résisterais même aux obus de Kadhafi, vous voyez de qui je veux parler, n'est-ce pas ?

S'il n'y a pas d'infos urgentes lundi, je n'actualiserai pas le site, il faut bien que je fasse un break et que je m'occupe un peu de mes affaires. J'ai oublié de vous dire qu'il y avait des élections générales fin avril en Inde, mais cela ne présente aucun intérêt. Mageswary, qui regarde la télévision indienne en France, m'a appris qu'il y avait de nombreuses manifestations en Inde contre la hausse des prix, je n'étais pas au courant, je ne décolle pas de l'écran, je vais essayer de penser à acheter des journaux indiens. Vous aurez constaté que j'utilise aussi le site comme mon propre journal, ce n'est pas forcément passionnant, vous pouvez zapper.

Bon dimanche à tous. Passons aux choses sérieuses.

Il est vrai que la révolution libyenne n'a pas démarré dans les meilleures conditions possibles, c'est d'ailleurs généralement rarement le cas il faut rappeler, pour ainsi dire sans véritable organisation, sans préparation politique ou militaire, sans orientation politique ou stratégique. Mais pouvait-il en être autrement sous un régime entre les mains d'un tyran au pouvoir depuis 42 ans, et soutenu par les différents impérialistes qui commerçaient avec lui, déroulaient le tapis rouge sous ses pieds ou satisfaisaient ses caprices les plus extravagants ?

Rappelons encore une fois que les partis politiques et les syndicats étaient interdits en Libye, que toute manifestation de contestation du pouvoir en place était systématiquement féroce réprimée, que depuis le milieu des années 90, des milliers d'opposants ont été arrêtés, enlevés, torturés puis exécutés sans procès, quand ils n'ont pas tout simplement disparu sans laisser de traces. Essayons de nous mettre un instant à la place des travailleurs libyens qui se sont engagés sincèrement et en toute indépendance dans cette révolution. On comprend pourquoi ceux qui se sont soulevés malgré tout n'ont pas envie que Kadhafi demeure au pouvoir demain, pourquoi ils refusent catégoriquement tout compromis avec son régime, car ils savent très bien le sort qui les attend, arrestation, torture, assassinat, et cette fois ils savent aussi qu'ils ne pourront compter sur personne pour leur sauver la mise.

Le régime de Kadhafi est un régime policier, c'est-à-dire que la population est muselée, fichée, cataloguée, surveillée de près en permanence par un système complexe quasi militaire quadrillant l'ensemble du pays, elle est soumise au contrôle de commissaires politiques sévissant dans chaque quartier de chaque ville du pays, d'un réseau d'indicateurs, de policiers en civil, sans oublier la délation, encouragée, récompensée... Au passage, j'ai oublié de vous signaler que Kadhafi avait offert une prime de 1.500 euros à tout insurgé tué ou capturé. Maintenant il est clair que si ce contrôle policier s'étendait effectivement à tout le pays, la répression méthodique des précédents soulèvements le prouve amplement, il était plus lâche ou poreux à l'est du pays, au fur et à mesure qu'on s'éloignait du quartier général du régime, de la capitale Tripoli. Sans aller chercher bien loin, on en a eu la démonstration à travers des soulèvements qui se sont produits dans des villages isolés situés dans des zones désertiques de l'ouest du pays.

Dès lors que les villes de l'ouest et notamment Tripoli n'étaient pas parvenues à se soulever contre le dictateur au point d'entraîner la majorité de la population dans le combat pour le renverser, contrairement à celles de l'est du pays, il aurait fallu décider de remettre à plus tard l'assaut contre le régime. Mais, les insurgés de l'ouest soutenus par la majorité de la population, qui manifestement étaient prêts à combattre jusqu'au bout pour abattre le régime tyrannique de Kadhafi qui les étouffait depuis des décennies, ont dû être encouragés à poursuivre leur lutte sans tenir compte des conditions défavorables exposées précédemment par les potentats locaux de Benghazi, qui en coulisse avaient déjà lié des contacts avec des représentants de l'impérialisme français qui leur auraient promis de les soutenir politiquement et militairement s'ils avançaient vers Tripoli...

Voilà quelques éléments qui permettent de comprendre pourquoi cette insurrection avortée à l'ouest de la Libye s'est malgré tout poursuivie jusqu'à présent. Il faut aussi avoir à l'esprit qu'au départ une révolution n'entraîne qu'une minorité de la classe ouvrière, ses couches les plus déterminées, et que pour vaincre elle doit impérativement parvenir à entraîner la majorité ou l'ensemble de la classe.

Maintenant on a voulu nous faire croire qu'il serait agi d'un coup de force d'une minorité d'excités originaires de Benghazi tous inféodés à l'impérialisme français, on a voulu réduire cette révolution à l'est du pays, pour ainsi dire à une seule ville, Benghazi, et près de deux mois après les premières manifestations, on constate que des villes et des villages de l'est résistent toujours aux forces de Kadhafi où les combats font rage jour et nuit, où la population dresse des barricades de fortunes, creuses des tranchées, etc.

On se dit alors que la population est véritablement excédée et que ce n'est pas une vue de l'esprit, qu'elle n'en peut plus de ce régime pour résister avec une telle hargne, pour risquer sa peau armée de pelles, de bâtons ou de simples fusils contre une armée professionnelle et des mercenaires disposant de chars ou de lance-roquettes, car c'est plus que du courage qu'il faut pour avoir envie de se battre dans de telles conditions, c'est la force du désespoir qui vous y conduit, portée par un objectif que l'on veut absolument atteindre pour tourner la page de décennies de dictature. Combat d'un courage exceptionnel comme nous l'avons déjà souligné ailleurs, qui malheureusement s'accompagne de nombreuses illusions dans la capacité de vaincre Kadhafi, et dans une certaine mesure dans les dirigeants qui ont pris la direction de cette révolution, sur ce point précis, nous ne sommes pas actuellement en mesure de savoir avec précision quelles sont les forces qui suivent aveuglément le CNT et celles qui n'ont aucune confiance dans ses dirigeants, d'ex-représentants du régime principalement.

On sait aussi que les masses ont une mémoire, qu'elles connaissaient parfaitement les faits d'arme de l'ex-ministre de la justice de Kadhafi qui est à la tête du CNT ou les militaires qui le composent, et qui il y a peu les terrorisaient ou leur tiraient dessus. On sait également que les masses engagées dans cette révolution et qui gardent leur distance avec le CNT ne sont pas organisées politiquement ou pas suffisamment, c'est leur principal point faible. On sait aussi que les dirigeants du CNT ne peuvent pas se passer d'elles, que s'ils prenaient le pouvoir en Libye ou sur l'est du pays au détours d'une partition, ils devraient forcément composer avec elles, leur accorder des concessions politiques et sociales pour se maintenir au pouvoir. Ce sont ces masses qui refusent catégoriquement toutes interventions au sol des troupes de l'Otan, qui se montrent les plus anti-impérialistes tout en ayant été obligées d'admettre la nécessité des bombardements de l'artillerie lourde de Kadhafi par la coalition impérialiste pour pallier la faiblesse de leur armement, et avoir ainsi la possibilité de mener leur combat dans de meilleures conditions pour avoir une chance de vaincre le dictateur.

Doit-on les juger et juger leur soulèvement uniquement sur ce dernier point et nier la situation qui prévalait en Libye il y a encore deux mois, de quel droit pourrait-on se le permettre ? Qu'ils aient commis des erreurs, c'est indéniable, qu'ils aient été en partie manipulés, on peut l'admettre aussi, mais peut-on les abandonner en cours de route et les laisser se faire massacrer par Kadhafi, est-ce que ce ne serait pas le meilleur service à rendre à tous les dictateurs, en Syrie, au Yémen, à Bareïn, mais aussi au gouvernement égyptien et tunisien ou encore au gouvernement algérien et bien d'autres en Afrique, sans oublier la Chine, qui n'attendent que cette occasion pour écraser dans un bain de sang les soulèvements ou les mouvements de contestation de leurs peuples ?

On doit analyser sereinement la situation et les rapports qui existent en Libye ou ailleurs en Afrique, au Moyen ou au Proche-Orient. On ne peut que constater que les conditions sont très difficiles pour parvenir à un changement de régime dans ces pays-là, compte tenu notamment du poids ou du rôle de l'armée, sans oublier les interférences des différents impérialistes qui compliquent encore les choses, qu'il est pratiquement du domaine de l'exploit que ces peuples parviennent à faire chuter des dictateurs et à instaurer un régime plus démocratique qui sera loin d'être satisfaisant sur de nombreux points, on ne doit pas le nier, c'est inévitable en l'absence d'un parti révolutionnaire dans ces pays-là, parfois en l'absence de véritables syndicats indépendants de l'Etat, de tout parti ouvrier digne de ce nom, il s'agira certes d'un petit pas, d'une première étape vers leur émancipation complète du capital, mais il permettra dans les mois et les années à venir à la lutte des classes dans ces pays de s'exprimer avec plus de force que jamais, au prolétariat de s'organiser, etc., alors qu'hier c'était totalement impossible, elle était quasi inexistante du fait de la dictature ou immédiatement réprimées...

Ce sont toutes ces raisons qui nous amènent à soutenir inconditionnellement tous ces soulèvements ou mouvements révolutionnaires, même s'ils n'empruntent pas forcément les mêmes formes ou qu'ils ne passent pas par les mêmes étapes que les révolutions que nous avons connues jusqu'à présent, de la même manière finalement que nous ne sommes pas maîtres des rythmes et des délais dans lesquels le prolétariat de chaque pays sur chaque continent prendra son destin en main pour avancer vers le socialisme, le communisme et enfin aboutir au règne de la liberté.

A une autre époque, n'a-t-on pas soutenu des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires que l'on savait perdus d'avance, la Commune de Paris, en Allemagne en 1918, etc. Les choses se passent rarement comme on les aurait souhaitées, encore moins comme on les avait programmées, cela mérite qu'on y réfléchisse à deux fois. Quand chez nous en France on voit où nous en sommes, on ferait mieux de faire preuve de davantage de circonspection au lieu de se hâter de tourner le dos à la révolution libyenne, au nom d'un principe qui lorsqu'il est mal appliqué ou employé sans discernement peut se transformer en son contraire.

Quoi qu'il arrive dorénavant, et si dans le pire des cas la révolution libyenne débouchait sur une partition du pays, la situation ne sera plus jamais comme avant en Libye. Et si un régime plus démocratique voyait le jour uniquement à l'est de la Libye, Kadhafi dans son nouvel Etat réduit à la région ouest de la Libye actuel, aurait beaucoup de mal à contenir très longtemps les aspirations démocratiques de la classe ouvrière. Ajoutons qu'à Benghazi, après les sacrifices immenses qu'ont consenti les travailleurs et la jeunesse en particulier pour conquérir leur liberté, comme au lendemain de la seconde guerre mondiale en France et en Europe, on ne voit pas trop comment l'impérialisme français et américain pourraient s'y prendre pour leur confisquer, sauf à leur imposer une nouvelle dictature, ce qui conduirait l'ensemble des peuples en Afrique à rejeter encore plus résolument la domination de l'impérialisme sur leur propre pays, alimenterait la lutte anti-impérialiste dans le monde.

Les travailleurs révolutionnaires libyens ne sont pas des socialistes ou des communistes, ce qu'on a tendance à perdre de vue, l'impérialisme lui le sait très bien, il sait qu'ils se satisferont de la liberté d'expression qui leur sera accordée ainsi que quelques droits démocratiques bourgeois, quelques concessions ou avantages sociaux pour améliorer leurs conditions de vie, tandis que les affaires reprendront sous un régime qui restera capitaliste... Les uns auront obtenu en partie satisfaction à défaut de prétendre à mieux dans un premier temps, et les impérialistes continueront d'exploiter le pétrole et le gaz libyen dont ils ont tant besoin, à quelles conditions est une autre affaire que les travailleurs libyens doivent régler au mieux de leurs intérêts, plus à leur avantage que par le passé pour financer le développement du pays et leurs besoins sociaux, cette question ne pourra être définitivement réglée de manière satisfaisante que lors de leurs futurs mobilisations, ne nous faisons pas d'illusions, n'emboîtons pas le pas aux gauchistes, ils ne vont pas passer par on ne sait quel miracle du régime (capitaliste) de la terreur sous Kadhafi au socialisme !

Parole d'internaute.

(à propos de la grève massivement suivie chez Carrefour)

- "Bénéfice net en 2010 : 382 millions d'euros pour Carrefour. Comment est-il utilisé ? Une partie pour agrandir le groupe, une partie pour augmenter le salaire du PDG (275 000€/mois, soit 13 400€/jour, ou 1 916€/heure!!!), et une partie pour les actionnaires. Et les salariés qui font marcher l'entreprise ? Payés au SMIC ou presque. Cherchez l'erreur !"

- " On a là une idée des emplois de la restauration , de la boulangerie, de la grande distribution et autres , des métiers payés (à la ramasse) , et c'est bien pour cette raison qu'il y a tant de demandes d'emplois dans ces métiers, et que personne ne se bouscule pour les exercer."

Politique.

1- France

1.1- L'UMP entre tension et tentation. Le mur se rapproche !

1.1.1- Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a lancé samedi à Arcachon (Gironde) un appel «*au rassemblement*» à «*toute la famille de la droite et du centre droit*», et a ironisé sur «*le bal des prétendants*» à l'approche de l'élection présidentielle de 2012, précisant que «*La division est toujours suicidaire, la division est toujours synonyme d'échec*».

«*Je respecte les ambitions (...), je ne m'attaque à aucune personne. Mais je fais un appel quand même à toute la famille de la droite et du centre droit: ne nous divisons pas, gardons notre cohésion. Si nous multiplions les candidatures au 1er tour*» en 2012, «*nous sommes sûrs d'une chose: c'est que nous irons dans le mur*», a-t-il affirmé.

«*Il faut faire l'union autour de celui qui sera notre prochain candidat à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, autour du gouvernement et du Premier ministre François Fillon*», a-t-il encore affirmé. (20minutes.fr 09.04)

Voilà qui est bien dit !

1.1.2- Le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers menace de ne pas soutenir Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012 «*si la composante souverainiste de la majorité n'est pas davantage prise en compte*».

"*Si, au cours des prochains mois, ces valeurs ne sont pas réaffirmées sans ambiguïté et si la composante souverainiste de la majorité n'est pas davantage prise en compte, nous ne pourrons plus, dans la perspective des échéances électorales de 2012, apporter notre soutien à Nicolas Sarkozy*", ajoute-t-on.

Le parti créé par Philippe de Villiers en 1994 ajoute toutefois être prêt au dialogue. (Reuters 09.04)

1.2- Propagande du capital et conditionnement des masses.

Une très large majorité de Français (88%) pensent que des hausses d'impôts auront lieu après l'élection présidentielle de 2012, quel que soit le candidat élu, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche.

Selon l'Ifop, « ces chiffres massifs et sans équivoque dénotent en creux la maturité de l'opinion sur les questions économiques et fiscales mais également un relatif pessimisme ambiant ». Une large majorité de Français « appréhende l'hypothèse d'une hausse des impôts avec fatalité, conscients (...) de l'état des finances publiques et soucieux de voir la dette diminuer », analyse l'institut de sondage même s'« il ne semble faire aucun doute qu'une part de résignation apparaît à travers » les résultats de l'enquête.

La question, pour les candidats, portera donc « sur qui produira l'effort fiscal supplémentaire » plutôt que sur la légitimité d'une hausse des prélèvements, relève l'Ifop. (20minutes.fr 09.04)

Donc, si vous êtes contre toute hausse d'impôt qui frappera de préférence comme d'habitude la majorité de la population, donc les masses laborieuses, vous savez ce qu'il vous reste à faire en 2012 : boycott des élections présidentielles et législatives puisque celui et ceux qui seront élus seront favorables à une hausse des impôts ou taxes.

Il n'est pas sûr que les conclusions que tirent à la hâte les économistes de l'Ifop de "la maturité de l'opinion sur les questions économiques et fiscales" coïncident vraiment avec celles des travailleurs qui finiront bien par refuser de se sacrifier plus longtemps pour sauver le régime capitaliste au bout du rouleau.

1.3- Manifestation à Lyon contre l'extrême droite.

Environ 2.000 personnes ont manifesté samedi après-midi à Lyon contre "l'extrême droite" et "le fascisme", à l'appel de partis, associations et syndicats de gauche et d'extrême gauche. Objectifs principaux : dénoncer la "recrudescence des agressions fascistes à Lyon" et l'implantation d'un "local néo-nazi" dans le quartier du stade de Gerland.

Dans le cortège flottaient des drapeaux ou des banderoles de la CGT, de SUD, du NPA, du PCF, de la Gauche unitaire, d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), de la Fédération syndicale étudiante (FSE) ou encore de mouvements anarchistes.

Les manifestants, jeunes pour la plupart, se sont dispersés en fin d'après-midi. "Il n'y a pas eu d'incident", a indiqué la police.

"Pas de fascistes dans nos quartiers, pas de quartier pour les fascistes" et "c'est pas les sans-papiers, c'est pas les ouvriers, c'est les nazis qu'il faut viser", ont notamment chanté les manifestants. "A bas le Front national!", ou bien encore "le fascisme, c'est la gangrène", ont-ils également scandé.

Organisée par le Collectif de vigilance contre l'extrême droite du Rhône, qui regroupe plusieurs dizaines d'organisations politiques, syndicales et associatives, cette manifestation visait à dénoncer en particulier la "recrudescence des agressions fascistes à Lyon" et l'implantation d'un "local néo-nazi" dans le quartier de Gerland.

"Ce local doit être fermé et ses occupants doivent passer sous le coup de la loi" après notamment diverses agressions en région lyonnaise attribuées à des groupuscules d'extrême droite, a déclaré à l'AFP l'un des organisateurs, le conseiller régional Front de gauche Armand Creus. (AFP et libelyon.fr 09.04)

Je préfère ne pas vous dire ce que je pense d'une telle initiative car la plupart des militants ne le comprendraient pas, une initiative conduite par les mêmes qui refusent obstinément de réaliser l'unité pour dresser la classe contre le régime, régime qui de ce fait ils soutiennent.

Une façon comme une autre de se donner bonne conscience sur la misère du monde en évoquant les sans-papiers, par ceux qui sont également responsables de la montée du FN pour la raison évoquée au paragraphe précédent. "A bas le Front national!", ajoutons A bas l'opportunisme, "le fascisme, c'est la gangrène", ajoutons, le réformisme, c'est la gangrène qui ronge lentement mais sûrement le mouvement ouvrier !

2- Egypte

Des manifestants qui ont résisté à l'intervention de l'armée égyptienne dans la nuit de vendredi à samedi sur la place Tahrir, au Caire, ont réclamé samedi que les militaires rendent le pouvoir à la société civile et exigé le procès de Hosni Moubarak.

Des centaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées la veille sur la place devenue le symbole de la révolution égyptienne pour réclamer des poursuites judiciaires contre l'ancien président et reprocher aux autorités militaires, qui ont pris les rênes du pays, leur lenteur dans la lutte contre la corruption.

Dans la soirée, des incidents ont éclaté alors que les forces de sécurité intervenaient, tirant en l'air et faisant usage de pistolets paralysants et de matraques, pour disperser les derniers manifestants et faire respecter le couvre-feu, en vigueur entre 02h00 et 05h00.

Mais plusieurs centaines de militants sont restés sur les lieux, défiant les forces de l'ordre. Plusieurs véhicules de l'armée ont été incendiés et des pierres ont été lancées par les manifestants.

De sources médicales, on indique que deux hommes ont succombé à des blessures par balles après l'intervention de l'armée.

Celle-ci a démenti avoir tiré à balles réelles sur les manifestants qui refusaient de partir et affirme que son intervention n'a entraîné aucune mort d'homme.

Quoiqu'il en soit, ces incidents illustrent le ressentiment croissant d'un noyau dur de la révolution à l'égard des forces armées, soupçonnées de collusion avec les derniers réseaux du régime de Moubarak.

"Le conseil militaire fait partie intégrante du régime corrompu. Il est constitué de chefs militaires qui ont tiré profit de Moubarak et de ses trente années de vol au détriment du peuple égyptien", dénonçait samedi matin Abdallah Ahmed, 45 ans, croisé place Tahrir.

En début de matinée, samedi, aucun signe de présence de l'armée n'était plus visible autour de la place. *"Grâce à Dieu, nous leur avons tenu tête et nous sommes toujours là"*, a dit un manifestant.

De plusieurs centaines, le nombre de manifestants a augmenté dans la matinée. A la mi-journée, ils étaient plus de 2.000 sur la place-symbole de la contestation qui a abouti au départ du raïs après dix-huit jours de mobilisation. La participation à la manifestation de vendredi organisée par les collectifs formés de jeunes cyberactivistes, à la pointe de la révolution égyptienne, dans le cadre d'un *"Vendredi de la purification et des responsabilités"*, en fait l'une des plus importantes depuis la chute de Moubarak.

"Nous resterons ici tant que Moubarak n'aura pas été jugé", a promis Mahmoud Salama, qui travaille dans une agence de voyage.

D'autres réclamaient la démission du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, inoxydable ministre de la Défense sous Moubarak qui dirige aujourd'hui le Conseil suprême des forces armées.

"Soit le maréchal Tantaoui traduit ces gens - Moubarak, son fils Gamal et les autres - en justice, soit il quitte son poste et laisse quelqu'un d'autre le faire. Car la lenteur du processus rend les gens soupçonneux à l'égard du commandement militaire", résume Achraf Abdel-Aziz, un commerçant de 36 ans. (Reuters 09.04)

3- Libye.

3.1- Un responsable de l'Otan a annoncé dans la soirée que, vendredi et samedi matin, 15 chars des forces gouvernementales avaient été détruits dans ces attaques près de Misrata et deux autres au sud de Brega, sur le front oriental. C'est apparemment le bilan le plus lourd subi par les soldats de Kadhafi depuis que l'Otan a pris effectivement le contrôle des opérations en Libye le 31 mars.

A Misrata, les forces de Kadhafi ont lancé samedi une offensive sur trois axes, faisant au moins 30 morts parmi les défenseurs, a déclaré un porte-parole des insurgés en citant les témoignages d'habitants et de secouristes. L'attaque des troupes gouvernementales a été repoussée, a-t-il ajouté. (Reuters 09.04)

Malgré l'appui de l'aviation occidentale, les insurgés libyens ont subi un nouveau revers samedi. Alors qu'ils s'étaient rapprochés dans la matinée à quelques dizaines de kilomètres de Brega, ils ont essuyé des tirs d'obus et de roquettes qui les ont obligés à battre en retraite vers l'est et Ajdabiya, à 80 km.

En fin de journée, les insurgés contrôlaient toujours l'est d'Ajdabiya. (lefigaro.fr 09.04)

3.2- La rébellion a par avance rejeté toute idée d'un cessez-le-feu impliquant le maintien au pouvoir de Mouammar Kadhafi ou de ses fils. *«Nous savons exactement ce que nous voulons. S'ils pensent qu'il peut y avoir une période de transition avec Kadhafi ou ses fils, alors ils doivent se rendre à Misrata (ville théâtre de violents affrontements, ndr) où des femmes et des enfants ont été violés et leur dire ça»*, a averti Moustapha Gheriani, un porte-parole de la rébellion. (lefigaro.fr 09.04)

Dites-le à B-H L. qui doit se rendre à Brega et Adjabia selon libération.fr, vous nous rendrez un service au passage dès fois qu'un sniper de Kadhafi croise son chemin !

4- Yémen

Samedi soir se sont produits à Sanaa de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont ouvert le feu et tiré des grenades lacrymogènes. Des dizaines d'opposants ont été blessés et de nombreux autres ont été incommodés par les gaz, ont rapporté des témoins.

Une marche réunissant des dizaines de milliers de manifestants à Taïz, dans le sud du pays, s'est déroulée dans le calme.

Les unités militaires du général Ali Mohsen, qui s'est rallié aux manifestants, s'étaient placées entre la foule et la police pour empêcher tout affrontement, ont rapporté des témoins.

Mais la situation a dégénéré plus tard, lors d'une autre manifestation qui a rassemblé des centaines de personnes. Les forces de sécurité ont ouvert le feu et ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des protestataires qui tentaient de forcer le cordon de sécurité.

A Aden, dans le Sud, des centaines de jeunes ont défilé dans les rues de la ville, bloquant le trafic et demandant aux commerçants de baisser leur rideau pour protester contre le régime de Saleh. Selon des habitants, la police a tiré en l'air pour disperser les manifestants. (Reuters 09.04)

5- Syrie

Des milliers de personnes ont participé samedi à des funérailles à Deraa (sud), épice de la contestation en Syrie, où les forces de l'ordre ont de nouveau tiré sur des manifestants, faisant au moins deux blessés, selon un militant des droits de l'Homme.

Les manifestants, qui portaient dix dépouilles, se sont dirigés de la mosquée al-Omari vers le cimetière de la ville en scandant des slogans hostiles au régime, et rendant hommage aux «*martyrs*», a indiqué ce militant à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

Dans un autre quartier de ville, à Al-Joumrouk, les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants. Ces tirs ont fait deux blessés légers, a-t-il dit.

Dans le nord du pays, les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles dans les premières heures de samedi pour disperser une centaine de manifestants pro-démocratie dans le quartier de Sleibeh, un quartier sunnite de Lattaquié.

Selon un témoin, des camions à eau ont également été employés par les forces de l'ordre pour déloger des manifestants.

"*On ne peut pas faire deux pas dans la rue sans courir le risque d'être arrêté. Il est difficile de savoir s'il y a eu des morts mais nous avons entendu des tirs d'AK-47*", a indiqué un habitant. "*Une chose est sûre. Le régime voyou montre ses crocs. Il ne connaît que la brutalité.*"

Le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem, cité par l'agence officielle Sana, a assuré samedi que «*la Syrie respecte le droit à manifester pacifiquement*» mais que des «*saboteurs*» s'étaient «*infiltrés dans les rangs des manifestants*» et avaient «*ouvert le feu sur les manifestants et sur les agents de sécurité*».

Allant dans le même sens, le ministère de l'Intérieur avait parlé auparavant de «*comploteurs, poussés par des parties étrangères*» derrière les heurts, assurant qu'il allait désormais agir fermement.

Les défenseurs des droits de l'Homme contestent la version officielle. «*Ceux qui connaissent la Syrie savent qu'il n'y a pas de bandes armées (...)* Le pays est tenu depuis 50 ans par un seul parti, gouverné par l'état d'urgence et possède 17 services de sécurité», a affirmé M. Qurabi.

Les protestataires réclament notamment l'abrogation de la loi d'urgence qui réduit sensiblement les libertés.

Selon les militants des droits de l'homme, ce communiqué montre que les autorités syriennes ont l'intention d'intensifier la répression des manifestants.

"*Nous craignons qu'après ce communiqué, l'oppression en Syrie (s'intensifie) contre les citoyens sous prétexte d'affronter les groupes armés*", a déclaré Ammar Qurabi, chef de l'organisation nationale des droits de l'homme en Syrie, à Reuters.

M. Mouallem a souligné samedi le caractère «*légitime des demandes populaires*», affirmant que la Syrie allait adopter «*un programme de réformes économiques, politiques et judiciaires*» et entendait «*lutter contre la corruption*».

Les diverses annonces de réformes formulées ces derniers jours par le régime n'ont cependant pas entamé la détermination des manifestants.

L'une des figures du mouvement d'opposition et chef de la plus grande tribu du pays, Nawaf Al-Bachir, a lancé une virulente attaque contre le régime, l'appelant à engager un dialogue national sans tarder au lieu «*de s'obstiner à faire couler le sang du peuple syrien*». (liberation.fr et Reuters 09.04)

Question : qui va dénoncer la version officielle contestée pour le moment par les dirigeants du vieux monde, qui la soutiendra si demain ces mêmes dirigeants lançaient une action militaire contre le régime en soutien aux manifestants pour des motifs tout aussi condamnables en soi qu'en Libye ? Une question d'actualité, n'est-ce pas ? C'est mon côté provocateur à destination des bénis oui-oui, et ils ne manquent pas apparemment ! On se détend comme on peut que voulez-vous.

Social.

Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro ont défendu samedi les mesures d'austérité prises dans plusieurs pays de l'Union européenne, tandis que les syndicats européens manifestaient contre ces mêmes politiques de rigueur.

"Les gens doivent comprendre que nous ne faisons pas des économies pour les ennuyer, mais pour pouvoir financer l'investissement dans les politiques sociales à l'avenir", a pour sa part affirmé le ministre du Luxembourg Luc Frieden. *"Il est assez clair que le modèle social européen est protégé"*, a estimé de son côté le Suédois Anders Borg. (AP 09.04)

Quand on voit le gouffre qui existe et qui ne cesse de s'approfondir entre leurs discours et la réalité de la situation sociale à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs avec leurs familles dans chaque pays, on se dit que forcément il arrivera un moment où le prolétariat demeurera sourd à tout discours, descendra dans la rue et se ruera à l'assaut des régimes en place pour les renverser, c'est inéluctable.

Reste à savoir quand et par quel pays cela commencera, par le maillon le plus faible, celui où la crise du régime et la crise sociale est la plus avancée, où la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie auront été le plus durement frappées, l'Irlande, la Grèce, le Portugal, la France on n'a que l'embarras du choix pour le moment... En fait, une explosion sociale incontrôlable peut désormais se produire dans n'importe quel pays sans qu'on puisse précisément la prévoir.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril

Compte tenu de l'actualité, j'ai brièvement actualisé cette rubrique.

Il y en a qui doivent se demander d'où je sors la position que je défends sur la Libye. Je vous avouerais franchement au risque de vous décevoir que je n'en sais rien, je me suis moi-même posé la question, et en y réfléchissant hier soir en dégustant les deux petits plats que je m'étais cuisiné dans l'après-midi, dans le silence ou presque, on entendait uniquement le ronronnement du compresseur du réfrigérateur et le ressac des vagues sur le rivage, je me suis dit que j'avais dû reprendre inconsciemment la méthode de Lénine dont je m'inspire si souvent, car elle est véritablement une source intarissable d'inspiration pour peu qu'on l'ait étudiée sérieusement. Je ne prétends pas pour autant la maîtriser parfaitement, loin de là malheureusement. Aussitôt après l'être fait cette réflexion inattendue, il m'est revenu spontanément à l'esprit un chapitre de la révolution de 1905 en Russie.

Ceux qui se sont connectés au site au cours des derniers mois de 2010 comprendront assez facilement de quoi je veux parler, quant aux autres militants, je les invite à télécharger les différents textes relatifs à la révolution russe de 1905 afin de pouvoir suivre le développement de ma pensée qui m'a amené à la position que je défends sur la question libyenne.

Sans entrer dans les détails, au début de la révolution d'octobre 1905 en Russie, le prolétariat russe avança des revendications sociales dont la journée de travail de 8 heures et des objectifs politiques. Il se trouva que l'un de ces objectifs politiques était commun à la fois au prolétariat et à la bourgeoisie russe, il concernait l'adoption d'une constitution qui permettrait aux différentes classes de mener le combat à armes égales pour faire bref. Du coup, une alliance s'opéra entre le parti ouvrier social-démocrate de Russie et le principal parti de la bourgeoisie contre le tsar, alliance de circonstance, temporaire et circonscrite à cette question uniquement, l'un et l'autre conservant sa liberté de parole et d'action.

Tandis que la bourgeoisie menait son combat politique contre Nicolas II, de son côté le prolétariat créera son premier soviet sur

la base de ces revendications sociales et politiques. Une grève entre-temps avait éclaté et prenait chaque jour un peu plus d'ampleur, des rassemblements, puis des meetings et enfin des affrontements de plus en plus violents se produisaient avec les représentants de l'ordre, le soviét se renforçait et devenait l'organe de direction de la révolution, les ouvriers commencèrent à imposer dans certaines entreprises la journée de 8 heures... Jusque là, l'espèce de front unique politique constitué entre la bourgeoisie et le prolétariat tint bon, non sans quelques inquiétudes et coups tordus de la part des patrons pour lesquels l'instauration de la journée de 8 heures passait mal. En fait d'alliance politique, il s'agissait plutôt d'une sorte d'accord tacite pour faire front commun contre le tsar.

Puis vain le moment où le tsar fragilisé fit part de son intention de satisfaire l'une de leur principale revendication politique. Aussitôt, il exigera la fin de la grève générale qui commençait à s'essouffler, accentuera la répression et dénoncera la journée de 8 heures, la bourgeoisie saisira la balle au bon et menacera de recourir au lock-out ou de licencier les ouvriers qui ne voulaient pas travailler plus de 8 heures, elle exigera le retour à la situation qui prévalait avant la grève générale, elle demandera au tsar d'envoyer la troupe pour rétablir l'ordre... Constatant que dans de nombreuses entreprises les travailleurs reprenaient le travail, le soviét appellera temporairement à la fin de la grève et à continuer le combat pour obtenir satisfaction sur cette revendication des 8 heures et la chute du tsar...

Je vous raconte cela de mémoire. C'était juste pour vous montrer que des alliances tout à fait inattendues peuvent se conclure et se défaire au cours de la lutte des classes sans pour autant y perdre son âme, pour peu qu'on ne renie pas ses principes et qu'on ne s'écarte pas de l'objectif qu'on s'était fixé, ce qui n'est manifestement pas le cas lorsque des représentants de la bourgeoisie et des dirigeants du mouvement ouvrier participent de manière permanente à des organismes de collaboration de classes comme il en existe tant aujourd'hui et cela depuis de nombreuses décennies, ce que nous dénonçons et combattons sans relâche.

Les dirigeants de la social-démocratie russe n'ont jamais eu l'intention d'essayer de convaincre ceux de la bourgeoisie du bien-fondé de leurs positions, ils ne leur ont rien demandé, c'est la bourgeoisie russe qui a estimé qu'elle avait tout intérêt à soutenir la lutte politique du prolétariat contre le tsar sur une revendication précise, estimant que de son côté elle pourrait aussi en tirer avantage pour continuer son combat à la fois contre le tsar et le prolétariat, tandis que de leur côté les dirigeants ouvriers ont estimé que cette opportunité leur permettrait d'accentuer la pression sur le régime afin de pouvoir conquérir de nouveaux droits politiques qui leur permettraient de continuer le combat à la fois contre Nicolas II et la bourgeoisie.

Finalement, chacun de son côté comptait tirer avantage de la nouvelle situation politique pour continuer son combat dans de meilleures conditions. On a envie d'ajouter : et que le plus fort gagne, la bourgeoisie étant incapable de constituer une alternative au pouvoir féodal et autocratique en place, la classe ouvrière avait tout intérêt à ce genre d'accord dont elle était en droit d'espérer tirer le meilleur parti dans la perspective de la lutte pour la prise du pouvoir qui demeurerait son objectif, et ironie de l'histoire, ce ne fut pas vraiment le cas puisque en grande partie la réforme promise par Nicolas II resta lettre morte, par contre cette expérience eut le mérite de démontrer aux ouvriers et aux militants qu'ils n'avaient rien à attendre du côté de la bourgeoisie qui en dernier ressort se placerait toujours au côté du régime par crainte de la révolution et de tout perdre.

En Libye, les révolutionnaires espéraient tirer le meilleur parti des divisions des différents impérialistes sans pour autant leur concéder leur pétrole ou la souveraineté de leur pays, c'était un choix tactique et non stratégique, maintenant quand on confond les deux, il est évident qu'on adoptera une position erronée. Il est facile de prétendre que c'était un pari risqué, à vrai dire, compte tenu de la faiblesse de leur armement face à l'armée de Kadhafi, ils n'avaient pas réellement le choix, c'était simplement une option, une opportunité à saisir pour tenter de chasser le dictateur au pouvoir, sans que l'on puisse dire à l'avance lesquels entre les révolutionnaires et les impérialistes qui bombardent l'armée de Kadhafi tireraient le meilleur parti de cette alliance en principe contre nature.

Quand on observe la tournure que prennent les événements en Tunisie et en Egypte, on peut se dire que quelque part les mêmes impérialistes doivent se mordre les doigts pour ne pas avoir consolidé plus tôt les régimes de Ben Ali et Moubarak dans la perspective d'une insurrection qu'ils auraient peut-être pu affronter dans de meilleures conditions et mâter à défaut de pouvoir l'éviter. En avaient-ils les moyens, cela se discute, pour peu que les dictateurs y mettent les formes et qu'ils lâchent quelques concessions au peuple, il est relativement facile de le manoeuvrer et de faire tenir un régime pourri bien au-delà de ce qui est logiquement concevable ou théoriquement admis, ce ne sont pas les exemples qui manquent dans le monde pour le prouver, par exemple tous les régimes issus de l'éclatement de l'URSS en Asie centrale.

Et bien que les conditions soient sensiblement différentes, aux dictatures en Espagne et en Amérique latine ont succédé des régimes aux contours démocratiques sans passer par des révolutions et sans que les intérêts de la classe dominante ne soient remis en cause, mieux encore, la plupart des institutions qui existaient à l'époque de la dictature existent toujours, les institutions franquistes en Espagne par exemple ou les Constitutions antidémocratiques en Amérique latine, ce qui est normal puisque c'est toujours la même classe qui détient le pouvoir, tandis que des majorités dites de gauche détiennent le pouvoir politique et gèrent le pays pour le compte des capitalistes et des grands propriétaires terriens.

Politique.

1- Islande

Le "non" l'a emporté pour la deuxième fois en Islande lors d'un référendum sur l'accord conclu par le gouvernement pour rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas à la suite de la faillite de la banque en ligne Icesave en 2008.

Après dépouillement d'environ 169.000 bulletins de vote, le "non" est en tête avec près de 60% des suffrages, selon les derniers résultats officiels relayés dimanche matin par la télévision islandaise et portant sur cinq des six circonscriptions électorales.

L'Islande compte 230.000 électeurs et on ignore le taux de participation à cette consultation.

Les électeurs de l'île étaient appelés à se prononcer sur un accord portant sur 3,5 milliards d'euros, la somme déboursée par Londres et Amsterdam pour indemniser leurs ressortissants ayant déposé de l'argent sur la banque en ligne gérée par Landsbanki, un des trois établissements du pays emportés par la crise financière.

Le gouvernement islandais assurait que le nouvel accord Icesave avait été mieux négocié qu'un autre arrangement rejeté par un précédent référendum en mars 2010, mais la population refuse d'être mise à contribution pour la faillite de banques jugées irresponsables.

Avec le rejet de l'accord, le dossier Icesave devrait se retrouver devant une cour européenne, une solution qui pourrait coûter davantage au pays, assurent des économistes.

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont fait part de leur déception face à un résultat qui, selon le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager, n'est *"bon ni pour l'Islande, ni pour les Pays-Bas"*.

"Le temps des négociations est terminé, l'Islande demeure dans l'obligation de rembourser, la question relève désormais des tribunaux", a-t-il ajouté dans un communiqué.

"Nous respectons naturellement la volonté du peuple islandais sur ce sujet et nous allons devoir à présent discuter avec nos partenaires internationaux (...) Il semble désormais que ce processus finira devant les tribunaux", a réagi de son côté le ministre britannique du Budget, Danny Alexander, au micro de la BBC. (Reuters 10.04)

La population n'a pas à rembourser les dettes d'une banque privée.

2- Cote-d'Ivoire. Troupes française et de l'ONU : dehors !

Des hélicoptères de la force française "Licorne" et de l'Onuci (Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire) ont ouvert le feu dimanche sur la résidence de Laurent Gbagbo et le siège de la radio-télévision ivoirienne à Abidjan, ont rapporté des témoins.

Selon un porte-parole du président sortant ivoirien, la résidence de Gbagbo dans le quartier de Cocody a été partiellement détruite lors de ces raids. Il n'a pas dit si Laurent Gbagbo se trouvait sur place au moment de l'attaque.

"Des hélicoptères français et de l'Onu continuent de tirer sur la résidence du président Gbagbo qui est partiellement détruite", a précisé par téléphone à Reuters Houa Don Mello. (Reuters 10.04)

3- Libye

3.1- Des avions de l'Otan ont détruit dimanche des chars de l'armée libyenne aux abords d'Ajdabiah, dans l'est du pays, contribuant à briser une importante offensive des forces de Mouammar Kadhafi contre cette ville stratégique contrôlée par les rebelles. L'Otan a déclaré avoir neutralisé onze chars à la périphérie d'Ajdabiah, que les combattants du guide libyen menaçaient de reprendre, et quatorze autres à Misrata, bastion rebelle assiégé depuis six semaines dans l'ouest du pays. (20minutes.fr 10.04)

3.2- *"Nous espérons que la médiation débouchera sur un dialogue constructif, sur une solution politique de la crise basée sur les aspirations du peuple libyen"*, a indiqué le chef de l'État mauritanien, le président Mohamed Ould Abdel Aziz, dans un communiqué publié avant le départ du comité pour Tripoli.

"Le frère dirigeant a accepté la feuille de route que nous lui avons présentée. Nous devons laisser une chance à l'instauration d'un cessez-le-feu", a déclaré dimanche soir à Tripoli le président sud-africain Jacob Zuma au nom des médiateurs de l'Union africaine. (Reuters 10.04)

«Il n'y a pas d'autre solution que la solution militaire, car le langage de ce dictateur est l'anéantissement et que les gens qui pratiquent ce langage n'en comprennent pas d'autre», a déclaré le porte-parole des insurgés, Ahmad Bani à la chaîne Al-Jazira. (20minutes.fr 10.04)

Le dictateur Libyen est ton "frère", pour le peuple révolutionnaire libyen il est l'ennemi à abattre. Quant aux "aspirations du peuple libyen", c'est qu'il n'y aura pas de solution politique tant que Kadhafi (ou ses fils) restera au pouvoir.

4- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté dimanche dans les rues de Sanaa, la capitale du Yémen, pour exiger le départ du président Ali Abdallah Saleh. Parallèlement, les ministres des Affaires étrangères du Golfe étaient réunis en Arabie saoudite pour tenter de relancer les efforts de médiation.

Dimanche, les manifestants avaient prévu de défiler vers le siège de la mission des Nations unies dans le pays, non loin du palais présidentiel, mais se sont ravisés par crainte d'une répression violente des autorités.

Le port d'Aden était, lui, paralysé pour la deuxième journée consécutive. Les offices gouvernementaux, les écoles et de nombreux commerces étaient par ailleurs fermés suite à un appel de l'opposition à la désobéissance civile. (AP 10.04)

5 Egypte

5.1- Plus de 1.000 manifestants ont bravé dimanche l'ordre de l'armée égyptienne d'évacuer la place Tahrir, dans le centre du Caire, pour réclamer une transmission rapide du pouvoir à la société civile et une purge des dirigeants corrompus pour le troisième jour consécutif.

Des fils de barbelés bloquaient les rues menant à la place symbole de la révolution qui a renversé le président Hosni Moubarak le 11 février dernier.

"Révolution! révolution!", "Nous voulons un conseil civil", "Renversons le ministre de la Défense", ont scandé les manifestants qui ont brandi une effigie du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, le ministre de la Défense qui dirige le conseil militaire au pouvoir en Egypte.

Dans des scènes renvoyant aux manifestations qui ont eu raison de l'ancien chef d'Etat, les soldats et les policiers ont utilisé des tasers et de bâtons pour tenter d'évacuer de la place Tahrir les manifestants.

N'y parvenant pas, l'armée s'est finalement retirée de la place. (Reuters 10.04)

5.2- L'ancien président égyptien Hosni Moubarak a démenti avoir abusé de son autorité pour accumuler biens et richesses, dans un message audio diffusé dimanche par la chaîne Al-Arabiya.

Hosni Moubarak, dans son message, a assuré ne posséder qu'un seul compte dans une banque égyptienne, et des biens immobiliers seulement en Egypte. (AP 10.04)

6- Syrie

Cinq personnes ont été blessées par balle dimanche matin devant une mosquée dans la ville côtière de Banias, dans le nord-ouest de la Syrie, selon un témoin qui a attribué les tirs à "des sbires du régime". Dans l'après-midi, les forces de sécurité ont ouvert le feu dans le quartier sunnite de Ras al-Nabee, selon des témoins, faisant au moins trois morts.

Un militant des droits de l'Homme, Mazen Darwich a indiqué que les forces de sécurité avait déployé au moins quatre blindés dans la ville, sans doute pour protéger la raffinerie locale. Il s'exprimait également sur la base de témoignages d'habitants.

Ces informations étaient difficiles à confirmer, les lignes téléphoniques, Internet et l'électricité étant coupées à Banias.

Un peu plus tôt, l'opposant Haitham el-Maleh avait affirmé que l'armée avait installé des barrages routiers aux entrées de la ville. (AP, Reuters et leexpress.fr 10.04)

Economie.

Banques. Les "tests de résistance" ou l'engrenage infernal qui conduit à la révolution.

La solidité des banques est devenue la préoccupation numéro un des gouvernements en Europe.

Et de trois. L'Europe se prépare à soumettre ses banques à un troisième round de tests de résistance. L'objectif est toujours le même: rassurer les marchés sur la solidité du système bancaire européen. Et donc permettre à ce dernier de se financer sans le secours de la Banque centrale européenne.

Il s'agit cette fois pour les 91 banques européennes soumises au «check-up» de franchir une barre plus élevée de 5% de fonds propres «durs», même en cas de tempête sur l'immobilier, de remontée brutale des taux ou encore d'augmentation des coûts de financement. En juillet dernier, les investisseurs avaient jugé les stress tests peu crédibles. D'ailleurs, quatre mois après avoir vu leur bulletin de santé tamponné par la BCE, deux banques irlandaises avaient appelé au secours.

L'an dernier, les tests de résistance avaient mis en lumière un besoin de fonds propres de seulement 3,5 milliards d'euros. Depuis, les Deutsche Bank, BBVA et autres Standard Chartered ont augmenté leur capital de 10,5 milliards, en partie pour financer des acquisitions, en partie pour se préparer aux exigences accrues de Bâle 3. Mais on est toujours loin du compte. En additionnant le «trou» de 24 milliards d'euros des banques irlandaises, les 50 milliards que pourraient coûter les «cajas» en Espagne, les 20 milliards estimés sur les banques italiennes, et même les 11 milliards annoncés la semaine dernière par Commerzbank, la barre des 100 milliards d'euros de besoins de fonds propres est franchie allègrement.

Les annonces se succèdent. Outre Commerzbank, l'italien Intesa a dévoilé la semaine dernière son intention de lever 5 milliards.

Les marchés veulent croire que, quatre ans après l'explosion de la bulle du crédit subprime aux États-Unis, le Vieux Continent est en passe de contenir la contagion. Les gouvernements, en effet, ont commencé à se préoccuper de la solidité de leur système bancaire. La perméabilité entre les banques et les États n'a jamais été aussi manifeste. L'hiver dernier, les déboires des Anglo Irish Bank et autres Bank of Ireland contraignaient l'Irlande à demander l'aide de l'Europe et du FMI. Inversement, c'est sous la pression de ses propres banques, étranglées par la dégradation du risque souverain portugais, que Lisbonne a été contraint, la semaine dernière, à accepter la bouée de sauvetage.

Alors, renforcer les fonds propres jusqu'où? Le fossé se creuse entre, d'un côté, les ratios de solvabilité élevés - au-dessus de 10% - fixés par le régulateur suisse, auquel le britannique pourrait emboîter le pas et, de l'autre, les allemands et les français, qui mettent en garde contre le risque de surenchère. Le débat est loin d'être achevé. (lefigaro.fr 10.04)

Analyse.

Le capitalisme se développe et ne peut survivre que grâce au crédit, à l'endettement des banques et des industriels avec l'accord de l'Etat.

Une banque qui prête à ses clients 100 milliards d'euro est tenue au mieux de disposer d'un capital en fonds propres correspondant à 5% de cette somme, soit 5 milliards d'euros. Comme garantie annexe ou fond de roulement ou trésorerie en caisse, elle dispose de l'argent des épargnants qui ont placé leur argent en banque. Les banques empruntent aussi de l'argent à d'autres banques ou institutions financières dont les fonds appartiennent à de riches épargnants.

Elles font de l'argent avec l'argent des autres, la différence entre les taux d'intérêts auxquels elles octroient leurs prêts et ceux auxquels elles empruntent de l'argent constituent leurs profits, s'y ajoute la spéculation sur les marchés financiers de la planète, les actions, les produits dérivés et toute une panoplie de transactions financières plus ou moins opaques, sans oublier les monnaies.

Que survienne une crise et qu'elles doivent soudainement rembourser leurs créanciers et elles en sont incapables évidemment, il en a toujours été ainsi, donc rien de nouveau de ce côté-là. En revanche ce qui est nouveau, c'est qu'ils prétendent qu'il serait possible d'éviter une telle situation, ce qui est impossible et s'inscrit en contradiction avec le fonctionnement même du capitalisme qui par nature comme nous l'avons dit au départ vit, se développe et survit uniquement grâce au crédit qu'il s'accorde à lui-même.

Dès lors on comprend qu'il n'y aura jamais de fin à leurs "tests de résistance" des banques, c'est un engrenage infernal qu'ils ont mis au point et auquel les banques devraient se soumettre pour assurer la stabilité financière des marchés et des Etats, alors qu'en réalité c'est uniquement un prétexte pour exiger des Etats qu'ils saignent à blanc les travailleurs, qu'ils taillent en pièces leurs droits sociaux et privatisent, aux profits de l'aristocratie financière qui exige toujours plus de garanties de solvabilité de la part des banques auxquelles ils prêtent de l'argent, sachant très qu'il sera toujours impossible aux banques de remplir cette condition.

Ils en sont à 5%, il leur reste donc encore pas mal de marge avant de parvenir à 100%, donc ce chantage inique à la crise et au chaos n'est qu'à son début.

L'aboutissement de ce processus est connu d'avance et infaillible : à force de conduire une masse toujours plus grande de la population à la pauvreté, donc à l'insolvabilité pour rembourser ses crédits, à force de pousser la marchandisation de la société à l'extrême jusqu'à inclure les besoins les plus élémentaire de la population, à force d'imposer des conditions de travail de plus en plus insupportables aux travailleurs, car pour survivre ils vont leur imposer des conditions d'exploitation toujours plus intenable,

ils préparent les conditions nécessaires à une révolution socialiste qui aura pour tâche principale de liquider les fondements du capitalisme et les institutions politiques qui servent uniquement à les légitimer.

On est donc en droit d'affirmer que la théorie marxiste qui repose sur l'effondrement du capitalisme et la lutte de classe du prolétariat pour s'emparer du pouvoir se trouve (une nouvelle fois) confirmée par les faits. Ce que nous aurons maintenant rapidement la possibilité de vérifier.

Il ne reste plus à la classe ouvrière qu'à s'organiser et à construire dans chaque pays un parti basé sur cette perspective, sur le marxisme, et une Internationale ouvrière pour éradiquer de la planète le capitalisme. Place au pouvoir des travailleurs, place au pouvoir des producteurs, place à la révolution mondiale et au socialisme !

[Haut de page ↗](#)

Le 12 avril

Dites-nous, c'est quoi votre position ?

Comme chacun sait ou devrait le savoir, l'opposition yéménite est infiltrée par Al-Qaida, l'opposition libyenne est dirigée par d'ex-membres du régime infréquentables et également infiltrée par Al-Qaida et d'autres organisations terroristes.

Yémen.

L'opposition yéménite a rejeté lundi le plan de sortie de crise présenté la veille par les pays du Golfe, que le président Ali Abdallah Saleh a pour sa part accepté.

L'opposition a annoncé qu'elle rejetait ce plan, estimant qu'il garantissait au président l'immunité. (Reuters 11.04)

Libye.

Les révolutionnaires libyens ont rejeté le plan de médiation de l'Union africaine (UA).

« *Le peuple réclame le départ de Kadhafi et de ses fils* », a déclaré Moustapha Abdeljalil, le chef du Conseil de transition (CNT) à l'issue de la réunion avec les représentants africains. « *Toute initiative ne tenant pas compte de cette demande n'est pas digne de considération* », a-t-il ajouté.

La délégation de l'Union africaine arrivait directement de Tripoli où, trop heureux de l'aubaine, Kadhafi avait aussitôt accepté la veille le cessez-le-feu et le plan de médiation. (lefigaro.fr 11.04)

Saleh et Kadhafi sont raisonnables, leurs opposants non, ce sont des extrémistes manipulés... A tout hasard, prépareraient-ils ainsi ce qu'on appelle l'opinion publique à assister à leur massacre ?

Au Yémen, les masses qui se sont soulevées devraient accepter ce plan, donc capituler afin que la vie puisse continuer comme avant, ce serait la solution du moindre mal, et en Libye les masses révolutionnaires devraient accepter ce plan afin que Kadhafi ou ses fils demeurent au pouvoir pendant encore quelques décennies et les massacre discrètement ou non au passage dans l'indifférence générale comme les fois précédentes, ainsi la vie pourrait reprendre son cours comme avant, comme si finalement rien ne s'était passé dans ces deux pays depuis près de deux mois, la vie y était si agréable avant ces foutus soulèvements, quelle idée franchement de risquer sa peau pour si peu, pour en arriver là, honte à ceux qui ont osé défier ces régimes qui sont des exemples de démocratie.

Vous avez le choix entre soutenir cette thèse ou soutenir inconditionnellement les peuples révolutionnaires au Yémen et en Libye qui affrontent héroïquement leurs dictateurs dans des conditions qu'ils n'ont finalement pas choisies, élément qui apparemment a échappé à de nombreux militants. De notre côté, nous continuons de les soutenir.

Eh oui camarades, dans la vie les choses ne se passent pas souvent, pour ne pas dire rarement, comme on le souhaiterait, malheureusement ou heureusement, cela dépend des cas ! Il en va ainsi également en politique ou au cours de la lutte des classes.

Si vous ne l'avez pas encore fait, je vous invite vivement à lire les derniers articles que j'ai mis en ligne sur la situation en Libye,

dont celui d'un journaliste indépendant qui se trouvait à Tripoli au milieu du mois de février. Son témoignage apporte peut-être des réponses aux questions que vous vous posez, notamment celle qui consiste à savoir si la majorité de la population était prête à descendre dans la rue ou soutenait le régime du dictateur.

Politique.

1- Islande.

L'Islande sera en mesure de payer toute somme qui pourrait être imposée par une décision de justice dans le dossier de la faillite de la banque en ligne Icesave en 2008, a déclaré lundi le gouverneur de la banque centrale.

Le produit de la vente d'actifs Landsbanki servira à rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas dans les prochains mois.

Il reviendra à l'autorité de surveillance de l'Association européenne pour le libre-échange (ESA), l'organisation européenne dédiée au commerce supervisant les coopérations de l'Islande avec l'Union européenne, de décider si les contribuables islandais devront compléter la facture.

"Je m'attends à ce que l'Islande soit en mesure de payer (...) dans l'hypothèse que le tribunal estime qu'il y a une dette", a dit Mar Gudmundsson. (Reuters 11.04)

Vous avez dit "non" deux fois, nous ne paierons pas pour les banksters, peu importe, nous allons demander à l'Union européenne de vous forcer à payer, ainsi va la dictature de l'UE qui se confond avec celle du capital.

2- Etats-Unis. Une démocratie ? Laquelle, pour qui ?

«Est-ce que ça va?» Cette phrase, Bradley Manning doit y répondre toutes les 5 minutes, le jour, et chaque fois que son geôlier ne voit pas son visage, la nuit. C'est le seul contact humain que ce jeune soldat américain de 23 ans, suspecté d'être à l'origine des fuites diplomatiques de WikiLeaks, a depuis neuf mois. Parmi les soutiens du jeune homme, qui dénoncent les conditions inhumaines de sa détention, d'éminents juristes américains, dont un ancien professeur de Barack Obama.

Le traitement «*dégradant et inhumain*» de Bradley Manning est «*illégal, inconstitutionnel et pourrait même être assimilé à de la torture*», dénonçant dans une lettre ouverte plus de 290 spécialistes, dont Laurence Tribe, qui a enseigné le droit constitutionnel au président américain. «Si Manning est coupable d'un crime, qu'il soit jugé, condamné et puni conformément à la loi. Mais son traitement doit être conforme à la Constitution et au Bill of Rights», réclament les signataires.

Bradley Manning est détenu depuis juillet sur la base des marines de Quantico, isolé dans une cellule dont il n'est autorisé à sortir qu'une heure par jour. Durant cette heure, le suspect est autorisé à marcher en rond, seul, dans une autre pièce. Selon ses soutiens, le «*fuiteur*» présumé a même été contraint la semaine dernière de dormir nu, sans être autorisé à s'habiller lors des inspections de sa cellule.

Des conditions drastiques pour un détenu qui n'a pas encore été jugé. L'administration justifie le placement de Bradley Manning sous le régime de haute sécurité et sa surveillance spéciale par un risque de suicide, alors que les psychiatres ont émis un avis contraire. Quant à la nudité forcée, le porte-parole de la base a refusé de la commenter, arguant qu'il s'agirait là d'«*une violation de la vie privée de Manning*». (20minutes 11.04)

Obama a annoncé qu'il allait se présenter pour un second mandat. On a appris par ailleurs que ses généreux donateurs de Wall Street auraient déjà mis 1 milliard de dollars sur la table pour financer sa campagne électorale. Il n'a pas fermé la prison de Guantanamo et il poursuit la guerre en Afghanistan et en Irak, et évidemment il n'a satisfait absolument aucune des revendications des travailleurs depuis son élection.

Je vous invite à relire attentivement les articles des journaux des différents partis ouvriers parus avant et juste après son élection qui faisaient la part belle aux illusions de l'électorat noir et des syndicats aux Etats-Unis sur le candidat Obama sans dénoncer parallèlement et vigoureusement la formidable manipulation que constituait cette candidature et l'énorme machine de propagande qui allait se mettre en branle pour accréditer l'idée qu'il constituait une alternative démocratique à Bush, alors que le même lobby militaro-financier finançait sa campagne, la campagne de leur candidat, le noir et le blanc étant finalement les deux faces de la même pièce, tous les deux ayant été désignés par leurs pairs comme les meilleurs candidats du capital. Relisez ces articles, vous y verrez avec quelle complaisance le candidat a été présenté à leurs lecteurs et militants, le tout assaisonné du double langage habituel pour que les militants ne se rendent compte de rien.

Se placer sur le terrain des illusions des masses pour soi-disant mieux les combattre et les aider à s'en délivrer est une véritable escroquerie politique qui consiste en réalité à la fois à entretenir ces illusions et à refuser de les combattre en ne disant pas la vérité en face aux travailleurs. A bas Bush, A bas Obama les deux candidats de Wall Street était le seul mot d'ordre conforme

aux intérêts des travailleurs américains. Cette théorie opportuniste a pour qualité ou défaut selon qu'on est pour ou contre, de ne pas poser les véritables questions que se posent les travailleurs et surtout de ne pas y répondre dans le sens de leurs intérêts. Observez et analysez attentivement la méthode et les arguments employés par nos détracteurs sur la question libyenne, ce sont exactement les mêmes.

3- Libye

3.1- Les forces gouvernementales libyennes ont à nouveau bombardé lundi Misrata (ouest).

3.2- Les révolutionnaires libyens ont rejeté le plan de médiation de l'Union africaine (UA). *«L'initiative qui a été présentée aujourd'hui est dépassée. Le peuple réclame le départ de Kadhafi et de ses fils»*, a déclaré Moustapha Abdeljalil, le chef du Conseil de transition (CNT) à l'issue de la réunion avec les représentants africains. *«Toute initiative ne tenant pas compte de cette demande n'est pas digne de considération»*, a-t-il ajouté.

La foule rassemblée devant l'Hôtel Tibesti, lors de l'arrivée à Benghazi des chefs d'État de l'UA, manifestait dès le début de la rencontre la méfiance des insurgés à l'égard d'un plan dont le premier effet aurait été de permettre à Kadhafi de se maintenir au pouvoir, au moins pendant une période de transition. *«Médiation entre qui et qui? Entre un assassin et ses victimes?»*, demande un manifestant. *«On ne négocie pas avec Kadhafi et sa famille»*, disent les pancartes.

«On ne négocie pas avec ce genre d'individus», dit Moustapha Gheniani, l'un des porte-parole des révolutionnaires. *«On sait très bien que Kadhafi est prêt à signer n'importe quoi pour gagner du temps. Puis, lorsque la zone d'exclusion aérienne sera levée, il va faire deux choses. La première, ce sera d'aller tranquillement, et un par un, arrêter les responsables du soulèvement, et leur faire payer très cher leurs actes. La seconde sera de se venger des Occidentaux. Vous pouvez en être sûrs, c'est comme cela que fonctionne Kadhafi, c'est dans sa mentalité.»*

La délégation de l'Union africaine arrivait directement de Tripoli où, trop heureux de l'aubaine, Kadhafi avait aussitôt accepté la veille le cessez-le-feu et le plan de médiation. Pourquoi pas? Ayant manqué de peu d'être renversé par une révolte populaire qui avait gagné les rues de Tripoli après avoir soulevé tout l'est du pays, le colonel Kadhafi a montré qu'il était plus coriace qu'on ne l'aurait cru. Depuis l'intervention aérienne de l'Otan, n'importe quelle solution qui lui permettrait de rester au pouvoir serait pour lui une victoire.

L'Union africaine n'a pas très bonne presse, ces jours-ci, à Benghazi. *«Vous voyez cette image?»* dit Nasser al-Cheikh, un ingénieur rallié à la révolution, en montrant une coupure de 20 dinars libyens. Sur le billet, on voit Kadhafi en compagnie d'un groupe de chefs d'État arabes et africains. *«Cette image vous rappelle qu'il a acheté tous les chefs d'État de l'Union africaine. Tous ont reçu des valises de billets et en recevront d'autres encore pour l'avoir sauvé. Mais ce plan est un piège. Kadhafi a annoncé clairement dès ses premiers discours qu'il ne nous laissait qu'une alternative: soit je vous dirige, soit je vous tue.»*

«Lui et sa famille n'ont aucune légitimité. Ils se sont emparés du pouvoir par la force et s'y sont maintenus par les mêmes moyens. Après ce qu'ils ont fait ces dernières semaines, ils n'ont aucun droit de rester au pouvoir dans ce pays», dit le Dr Iman Bugaighis, l'un des porte-parole des révolutionnaires, qui vient de quitter son poste pour s'occuper de la *«société civile»*.

Si la Ligue arabe n'a aucune sympathie pour Kadhafi, qui a personnellement insulté ou presque chaque chef d'État du monde arabe, l'Union africaine ne nourrit aucun grief particulier pour le généreux pétromonarque libyen. Ses valises de billets sont allées aider bien des dirigeants africains, alors qu'ils étaient dans l'opposition, ou en panne de liquidités. Ses congrès panafricains de Syrte, tous frais payés, étaient des réunions courues. Et ses tournées en Afrique subsaharienne des événements pittoresques.

Sur un continent où les dirigeants élus régulièrement ne sont pas majoritaires, on n'est pas non plus très favorable à ce que l'Occident s'arroge le droit de chasser par la force les autocrates qui ont cessé de plaire. Bref, que Kadhafi trouve une porte de sortie arrange beaucoup de monde. Sauf bien sûr les révolutionnaires de Benghazi, qui savent très bien qu'ils ont tout à perdre dans des négociations léonines. Que Kadhafi se maintienne au pouvoir d'une façon ou d'une autre, et c'est la révolution qui échoue. Sans parler du risque de voir la répression s'abattre sur les régions rebelles dès que l'attention de la communauté internationale se sera détournée. (lefigaro.fr 11.04)

4- Yémen

L'opposition yéménite a rejeté lundi le plan de sortie de crise présenté la veille par les pays du Golfe, que le président Ali Abdallah Saleh a pour sa part accepté.

Ce plan mis au point dimanche à Ryad par les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui réunit l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, Bahreïn, le Qatar et les Emirats arabes unis, prévoit un transfert des pouvoirs de Saleh à son vice-président Abd Rabbou Mansour Hadi et la création d'un nouveau gouvernement dirigé par l'opposition.

L'opposition a annoncé qu'elle rejetait ce plan, estimant qu'il garantissait au président l'immunité.

"Qui serait assez fou pour offrir des garanties à un régime qui a tué des manifestants pacifiques ? Notre principale exigence est que Saleh quitte le pouvoir avant tout", a dit l'un de ses porte-parole.

La présidence yéménite, pour sa part, a accepté le document.

"La présidence accueille les efforts de nos frères du Conseil de coopération du Golfe visant à résoudre la crise actuelle au Yémen", a-t-elle annoncé dans un communiqué. "Il (Saleh) n'a aucune réserve sur une transition pacifique du pouvoir dans le cadre de la constitution."

Lundi, des milliers de personnes ont manifesté à Sanaa, la capitale, à Houdaïda, à Ibb et dans la province d'Hadramau, dans le sud-est du pays, pour dénoncer l'initiative du CCG, ont rapporté des témoins.

Le général Ali Mohsen, dont les unités ont pris la défense des manifestants et assurent leur protection à Sanaa, a fait savoir par son porte-parole qu'il acceptait, comme le président, le plan des Etats du Golfe. (Reuters 11.04)

5- Syrie

A Damas, la capitale syrienne, des centaines d'étudiants ont manifesté sur le campus de la faculté des sciences. Un militant pro-démocratie dit avoir reçu un SMS indiquant qu'un étudiant avait été tué par les forces de l'ordre qui encerclent la faculté dans le centre-ville, information qui n'a pu être vérifiée.

Au lendemain d'une fusillade au cours de laquelle au moins quatre manifestants anti-gouvernementaux ont été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés, des soldats syriens sont entrés lundi dans la ville côtière de Baniyas (nord-ouest), ont raconté des témoins. Plusieurs milliers de personnes ont participé aux funérailles des quatre victimes de la veille.

"Les 'chabbiha' sont descendus des montagnes voisines. Les habitants de Baniyas savent qu'il s'agit de voyous agissant sur ordre et que des divisions confessionnelles conduiraient à des destructions pour tout le monde", a dit un défenseur des droits de l'homme, selon lequel des sunnites comme des alaouites ont participé aux dernières manifestations en faveur de changements démocratiques à Baniyas.

"Les rues de la ville se sont vidées après ces meurtres. Les gens ont peur. Les chabbiha tirent de manière aveugle et on peut voir les impacts de balles sur les bâtiments", a-t-il ajouté.

"Baniyas est une ville de 50.000 personnes. Nous nous connaissons tous et nous le saurions s'il y avait des agents infiltrés", a dit un professeur d'université.

Un autre militant des droits de l'homme a déclaré que les routes menant à Baniyas étaient bloquées.

"Nous avons essayé de rejoindre Baniyas à partir de l'autoroute longeant la côte mais la police secrète bloquait la sortie principale et forçait les voitures à faire demi-tour. Les routes voisines étaient également bloquées", a-t-il dit.

"L'électricité est coupée depuis hier, les gens sont terrifiés", a déclaré par téléphone à Reuters Anas al Choughri, l'un des organisateurs des manifestations. *"L'armée est déployée dans les rues et il y a des barrages dans tout le secteur."* (Reuters et AP 11.04)

6- Tunisie.

Le secrétaire général de l'ancien parti au pouvoir en Tunisie, Mohamed Ghariani, a été arrêté et incarcéré lundi, a annoncé l'agence officielle TAP.

L'ancien patron du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) du président déchu Zine El Abidine Ben Ali a fait l'objet d'un mandat de dépôt émis par le juge d'instruction près le tribunal de première instance de Tunis, ajoute l'agence, qui ne précise pas les chefs d'accusation retenus contre l'inculpé.

Cette arrestation intervient au lendemain de celle d'un frère de l'ancien président tunisien, Slah Ben Ali, annoncée dans un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Ce dernier a été arrêté dimanche soir dans une maison à Sousse, à 150 km au sud-est de Tunis, par les unités de sécurité nationale, après trois mandats d'amener lancés contre lui. (AP 11.04)

7- Egypte

Quelques centaines de manifestants refusaient lundi de quitter la place Tahrir du Caire, malgré l'appel de l'armée à évacuer le haut lieu de la "révolution du Nil". Lire la suite l'article

Ces Egyptiens, des jeunes pour la plupart, affirment qu'ils ne partiront pas tant que le conseil militaire au pouvoir n'aura pas transmis les rênes du pays à un gouvernement civil ni procédé à la purge des dirigeants de l'ancien régime soupçonnés de corruption.

Ils bloquent les accès à la place avec du fil barbelé depuis vendredi, jour d'une des plus grandes manifestations depuis le départ il y a deux mois du président Hosni Moubarak, sorti dimanche de son silence.

L'armée reste à distance des contestataires depuis qu'elle a échoué vendredi soir à évacuer la place. Des militants des droits de l'homme l'accusent d'avoir fait, à cette occasion, un usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques.

Rien ne laissait entrevoir une nouvelle intervention de l'armée égyptienne lundi matin. Une vingtaine de militaires ont demandé aux manifestants de quitter les lieux mais leur appel n'a pas été entendu.

"Le défi, c'est d'occuper la place jusqu'à vendredi. L'opposition a prévenu qu'elle manifesterait place Tahrir ce vendredi donc nous ne sommes pas inquiets", a dit Ismaïl Ahmed, un manifestant.

Les occupants attendent le renfort d'étudiants dans la journée mais s'inquiètent d'être infiltrés par des "voyous". (Reuters 11.04)

Social.

Inde

Près de 500.000 étudiants indiens se sont affrontés le week-end dernier pour 10.000 places à pourvoir au sein du réseau d'universités le plus prestigieux du pays, selon les chiffres publiés lundi qui soulignent la difficulté d'accéder à l'enseignement supérieur.

Selon les organisateurs, l'examen d'entrée aux Instituts indiens de technologie (IIT) a réuni 485.262 étudiants dont 113.926 filles, mais seuls environ 2% d'entre eux seront finalement reçus.

Les IIT, créés en 1950 et spécialisés dans les sciences, les technologies et l'ingénierie, sont les universités de l'élite indienne.

Selon le gouvernement, l'Inde aura besoin d'ouvrir 1.000 universités supplémentaires d'ici 2020 pour répondre à la demande. Le taux de jeunes indiens poursuivant leurs études devraient passer de 12% à 30% d'ici 2020.

Le Premier ministre, Manmohan Singh, avait proposé l'an dernier un projet de loi permettant aux universités étrangères d'implanter des campus en Inde dans le cadre de l'ouverture du système éducatif indien aux facultés du monde entier. Le texte est encore soumis à l'approbation du parlement.

Près d'un Indien sur trois au sein de la population de 1,21 milliard d'habitants est âgé de moins de 14 ans. (20minutes.fr 11.04)

Syndicat.

Les syndicats CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa, qui avaient défilé ensemble le 1er mai 2010, appellent à de nouvelles manifestations unitaires lors de la prochaine Fête du Travail.

Les organisations entendent notamment exprimer leur soutien aux peuples arabes "*qui se soulèvent pour la dignité et la liberté*", et dénoncer "*les politiques imposées par les Etats membres de l'Union et les institutions européennes pour 'assainir' les dépenses publiques*".

"*En France, le 1er mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale*", ajoutent les syndicats dans un communiqué.

Ils renouvellent leur appel à mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, à privilégier des mesures en faveur des jeunes, à améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, et à lutter contre les discriminations visant les travailleurs migrants. (Reuters 11.04)

Le 13 avril

Je réfléchis à nouveau à alléger le contenu du site, l'actualisation quotidienne me prend trop de temps. Deux sujets de causerie.

Ce qui gêne le plus certains élus ou dirigeants qui quittent l'UMP, ce n'est pas la course de Sarkozy derrière le FN comme ils le prétendent (le sénateur Le Grand), mais l'absence de politique sociale qui est le résultat de la crise du capitalisme et qui va de paire avec l'absence de résultats sur le plan sécuritaire : la violence individuelle étant le produit du chômage, de la précarité et de la pauvreté, des inégalités grandissantes dans le pays dont l'Etat est responsable.

Bref, après avoir accentué la décomposition de tous les rapports dans la société, c'est la dégénérescence du régime qui est mise à nu et qu'ils ne supportent plus. Ils commencent par fouler aux pieds le peu de droits démocratiques dont disposait encore les travailleurs, jusque là ils n'y trouvent rien à redire, et pour affronter les conséquences inévitables qui en résultent sur le plan social, ils recourent à des lois de plus en plus liberticides ou répressives, après s'en être pris aux jeunes, aux chômeurs, aux handicapés, aux vieux travailleurs, aux retraités, etc. pour finir, ils désignent des boucs émissaires qui seraient responsables de cette situation les immigrés, les Roms, les sans-papiers, les étrangers en général.

Les travailleurs au chômage veulent profiter des allocations chômages jusqu'au bout ou du RSA sans travailler, quand ils ne bossent pas au noir, car ce sont des fainéants et des profiteurs qui refusent des emplois précaires, déqualifiés, payés avec un lance-pierres, parce qu'ils sont responsables du chômage et non les capitalistes ; les jeunes qui traînent les rues ou squattent les cages d'escaliers des HLM, qui s'emmerdent à longueur de temps, qui sont victimes de discriminations, brûlent des bagnoles ou agressent les forces de l'ordre, dealent, se droguent, picolent, volent ou se livrent à toutes sortes de trafics sont des fainéants, des voyous qui refusent d'entrer en apprentissage, en stage où ils seraient amenés à fournir le même travail qu'un salarié pour des clopinettes, pas les actionnaires du CAC 40 qui engrangent des milliards d'euros de profits en dormant ; les familles qui profitent indûment de certains droits sociaux pour simplement survivre, qui profitent des failles de l'administration pour récupérer ce que l'Etat ou les patrons leur ont volé, appartiennent à cette espèce de délinquants qu'il faut envoyer derrière les barreaux, pas les Servier, les Pasqua ou les Dumas ; les vieux travailleurs usés jusqu'à la corde parfois arrivés à la cinquantaine et qui ont cotisé toute leur vie prétendent prendre leur retraite avant de devenir impotent, quelle prétention grotesque, encore des fainéants ; les mêmes prétendent aussi accéder aux soins dont ils ont absolument besoin et qui coûtent une fortune à la collectivité, qu'ils prennent donc sur eux-mêmes et changent de régime alimentaire au lieu de gaspiller les maigres ressources de la Sécu, pendant que les patrons que les patrons sont exonérés de charges sociales, etc.

Qu'est-ce que c'est que cette plèbe infâme qui prétend avoir des besoins, pire encore, des droits sociaux, qui revendique, se met en grève, manifeste, et puis quoi encore, qu'elle s'estime heureuse du sort que leur réserve l'impérialisme français qui dans son extrême bonté ne les laisse pas crever comme des chiens...

Travailleurs ou jeunes, jeunes ou vieux travailleurs, retraités, handicapés ou immigrés sans-papiers, pour l'UMP vous êtes tous des saloperies de parasites qui voulez ruiner notre pays, mettre à genou son économie, vous n'avez pas honte d'agir ainsi, vous ne savez pas quelle chance de vivre dans un tel pays... L'esclavage, les privations, les frustrations, les multiples souffrances que vous endurez et la dictature que nous vous imposons sont votre lot quotidien, il faut vous y faire, c'est la fatalité, c'est pour votre bien, c'est encore un moindre pire que le socialisme ou le communisme, même le PS et ses satellites l'affirment, les religions aussi, le capitalisme est indépassable, pour l'éternité.

Oui une véritable chape de plomb pèse sur le prolétariat et le mouvement ouvrier, un complot ourdi contre les travailleurs et jeunes par les représentants du capital et leurs valets qui parlent en leur nom et agissent pour le compte des exploités.

Il est impossible d'aborder la moindre question sociale ou de société sans se positionner à partir des besoins de l'une ou l'autre classe en présence, or on constate que pratiquement aucun parti ou aucune formation politique ne prend en compte les besoins des exploités, au mieux quand ils y font référence c'est pour immédiatement en appeler aux PS et ses satellites qui eux se positionnent résolument dans le camp de la réaction, sur toutes les questions nationales ou internationales, du coup les travailleurs ont légitimement l'impression ou la conviction qu'il n'existe plus aucun parti politique dans ce pays pour représenter leurs intérêts, qu'ils sont tous de mèche pour leur faire suer eau et sang jusqu'à la dernière goutte.

Les écologistes soi-disant de gauche sont subordonnés au capitalisme et le revendique, le PS qui se dit socialiste défend des dictateurs en Afrique et exige que les travailleurs paient les dettes des banquiers, le PG et le Front de gauche qui se disent à la gauche du PS s'alignent sur l'UMP, le PS et l'ONU contre la révolution libyenne, refusent de rompre avec le capitalisme et l'UE, l'avant-garde de la classe ouvrière qui se dit socialiste prend la défense du nucléaire et des OGM notamment, etc. bref, après on s'étonne que travailleurs et jeunes vomissent littéralement la politique et tous les partis, mais ils ont raison en l'état actuel des choses.

Du coup, un certain nombre d'entre eux s'abstiennent de plus en plus souvent aux différentes élections, d'autres ou parfois les mêmes basculent ou lorgnent vers l'extrême droite ou se reconnaissent dans certaines idées xénophobes ou ouvertement racistes développées par l'UMP Guéant, Besson, Hortefeux, Sarkozy, etc. La page des faits divers et des crimes atroces ou crapuleux n'a jamais été aussi bien fournie que ces derniers temps. Certains quartiers sont devenus des Etats de non-droit où un climat de violence permanent s'est instauré avec la complicité de l'Etat et des différents partis institutionnels. Le fanatisme religieux et les sectes multiplient leur nombre d'adeptes qui perdent ainsi le peu d'indépendance d'esprit qu'il leur restait, ce sont des masses manipulables à souhait prêtes à se transformer en chaire à canon, à grossir les rangs du lumpenprolétariat. Les médias aux mains de multinationales de la désinformation, la plupart des artistes et des intellectuels qui ne peuvent pas s'en passer pour exister constituent de leur côté des relais utiles pour distiller la propagande du gouvernement ou plutôt de l'Etat. Ils disent parfois qu'ils ne sont rien sans leurs spectateurs, auditeurs ou lecteurs, pure flatterie à deux balles, ils ne sont rien avant tout sans les capitalistes et les banquiers qui produisent leurs spectacles, leurs émissions, leurs films, leurs disques ou leurs livres. On peut dire la même chose de la plupart des associations qui ont cru bon de se substituer aux partis ouvriers et qui sont en fait subventionnées par l'Etat. Que tout ce beau monde vienne à ruer dans les brancards et les robinets seront fermés ! Corruption ou faiblesse des esprits, crasse ignorance, lâcheté et hypocrisie en tous genres rythme la décadence de leur société pourrie.

Tenez, un dernier mot, dans un court métrage tourné au Québec, en voyant des images d'un élevage intensif de porcs, j'ai été pris du même malaise qu'en voyant Ayrault quelques minutes plus tôt, à ceci près que j'ai éprouvé de la pitié pour ces pauvres bêtes et une haine indescriptible envers ce mauvais acteur. Comment peut-on justifier d'infliger à des animaux de tels traitements ? Pour nourrir cette espèce qui chaque jour dans l'indifférence générale nous fait la démonstration de ses qualités si peu humaines. Heureusement qu'il y a encore des peuples qui se soulèvent pour nous rappeler que l'homme est appelé à connaître un grand destin, car en observant son comportement au quotidien on aurait plutôt tendance à en douter ou à l'oublier.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, dans les couloirs de l'Assemblée nationale j'ai vu Jean-Marc Ayrault (PS) apprêté comme un vieux beau du quartier Latin, maquillé semble-t-il comme un acteur de théâtre s'apprêtant à rentrer sur scène pour jouer un personnage mondain dans une pièce de boulevard, d'un air détaché et hautain comme à son habitude, entendre ce philistin au visage lisse et laiteux réaffirmer héroïquement que le PS avait totalement soutenu l'engagement de la France en Côte-d'Ivoire, ce sont ses termes. C'était renversant et tellement pitoyable à la fois que j'ai bien cru un instant sentir l'épaisse crème déglouinant de ce masque cynique me tomber sur les pieds et souiller le sol de mon bureau, et dire qu'il y en a qui appellent au front unique avec cette pourriture, ne riez pas, pour les démasquer, alors qu'ils clairoignent sur tous les toits que c'est leur état naturel, leur masque ne servant pas à camoufler leur imposture puisque ce n'est même pas nécessaire de leurs propres aveux, ils sont comme Narcisse qui a besoin d'un support qui lui renvoie son image pour se sentir exister, une marre ou un miroir, la crème de jour dont ils se parent les protège de toute déformation ou interprétation douteuse qui viendrait ternir leur image qui doit demeurer immuable à leurs yeux. (Au lieu de perdre mon temps à actualiser ce site, je ferais peut-être mieux de me lancer dans l'écriture...)

Le gang du Fouquet's a son candidat écolo : monsieur Hulot, pas celui de Tati hélas ! Un pur produit marketing fabriqué par les médias.

Il est engagé comme photoreporter de 1975 à 1979 par Göksin Sipahioglu, le célèbre fondateur de l'agence de presse Sipa.

Il est journaliste à France Inter de 1978 à 1987 et fait ses débuts à la télévision en 1980 dans une émission pour enfants «Les visiteurs du mercredi». Il rejoint ensuite TF1 comme animateur de l'émission «Ushuaïa, le magazine de l'extrême» sur TF1, qui devient «Ushuaïa Nature», dont il sera en 1998 l'animateur et le producteur et animateur. C'est aussi lui l'inspirateur de la nouvelle chaîne Ushuaïa TV lancée sur le câble en 2005 appartenant au groupe TF1.

La fondation Nicolas Hulot pour la nature et les hommes est sponsorisée par Bouygues, l'Oréal et notamment EDF, le producteur national d'électricité qui possède des centrales nucléaires. La SNCF a aussi participé au financement de son film Le naufrage du Titanic. Nicolas Hulot gagne 30.000 euros par mois à TF1.

(grand ami de Chirac et Sarjkozy) il est décrit comme «le Dominique Strauss-Kahn des écologues» (slate.fr 12.04)

Politique

1- France

1.1- Honte d'être Français quand on est expatrié ou exilé.

"Je suis fier que la France ait participé à la défense de la démocratie en Afrique", a déclaré mardi le Premier ministre François Fillon lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, au lendemain de l'arrestation de Laurent Gbagbo à Abidjan. (AP 12.04)

1.2- Grandes manoeuvres. L'UMP c'est fini, vive l'UMP !

Cinq jours après que ce dernier a annoncé son départ de l'UMP, l'ancien ministre de la Défense a reçu mardi le soutien unanime du bureau politique du Nouveau Centre (NC) pour la création d'une nouvelle confédération centriste avec les amis de Jean-Louis Borloo.

Les deux formations ont été rejointes depuis par l'Alliance centriste du sénateur Jean Arthuis et la Gauche moderne de l'ancien secrétaire d'Etat à la Justice Jean-Marie Bockel. (Reuters 12.04)

2- Libye

2.1- Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé mardi que l'Otan ne jouait pas suffisamment son rôle en Libye.

"Il faut que l'Otan joue pleinement son rôle. L'Otan a voulu prendre la direction militaire des opérations, nous l'avons accepté, elle doit jouer son rôle aujourd'hui, c'est-à-dire éviter que Kadhafi n'utilise des armes lourdes pour bombarder des populations", a-t-il dit sur France Info.

Sur le front dans l'est du pays, l'artillerie de Kadhafi a bombardé mardi en milieu de journée l'entrée ouest d'Ajdabiah, sur la route de Benghazi.

Interrogé sur BFM-TV, Saïf al Islam, fils du dirigeant libyen, a jugé ridicule toute idée de départ de son père.

"Le départ du Guide ne changera rien car le peuple libyen ne permettra pas à ces bandes terroristes de diriger la Libye", a dit Saïf al Islam.

Amnesty International a accusé les troupes kadhafistes d'avoir commis des crimes de guerre. Des corps de combattants rebelles ont été découverts avec une balle dans la tête, les mains liées dans le dos. Les troupes de Kadhafi ont en outre délibérément attaqué des protestataires sans armes et des civils fuyant les combats, affirme l'ONG. (Reuters 12.04)

2.2- C'est l'histoire de Abdul Hakim Hasadi, un Libyen de 42 ans, monté au front contre le colonel Kadhafi depuis le début des soulèvements en Libye. Un «*homme râblé à la longue barbe noire*» (la barbe des islamistes... radicaux ! - Note du site), raconte le journaliste du Daily Beast en Libye. Abdul Hakim Hasadi est un combattant zélé aux commandes d'un groupe d'environ 200 combattants, à l'est du pays.

«Lorsque les protestations débutèrent le 16 février, Hasadi a rejoint la foule, en espérant que le pays pourrait insuffler des changements à l'image de ceux qui s'opéraient en Tunisie ou en Egypte (...) Lorsque le régime envoya 500 hommes en renfort sur une base aérienne à 15 km de Darnah (...) Hasadi a réalisé que l'opposition aurait besoin d'une force de frappe organisée et efficace», rapporte le Daily Beast. (tiens donc, il était inspiré au départ par les révolutions libyenne et égyptienne, un aveu ou un argument suspect ? - Note du site)

Il a alors mis sur pieds un camp d'entraînement dans sa ville d'origine, Darnah, réputée l'une des plus pieuses de tout le pays, rapporte le New York Times. Ici, les hommes étaient familiarisés au maniement de l'AK-47 pour qu'ils puissent ensuite être envoyés sur le terrain chaud de Benghazi. Abdul Hakim Hasadi a alors acquis une certaine réputation. (le New York Times qui ne tient pas ses informations de la CIA ou du Pentagone est très bien informé sur tout ce qui se passe et se trame jusque dans le moindre recoin du désert, évidemment on doit le croire sur parole. - Note du site)

Sufian Bin Qumu, ancien détenu de Guantanamo

Mais au travers de cette histoire individuelle, c'est plus largement celle du parcours et du «background» des rebelles que le Daily Beast met en lumière. Car Abdul Hakim Hasadi est un fervent pratiquant de l'islam rompu aux techniques de l'affrontement armé après un stage de cinq ans dans les camps d'entraînement d'al-Qaida, en Afghanistan. (Il y en a mais ils sont minoritaires, pas de quoi monter cela en épingle, tout dépend ce que l'on veut démontrer aux lecteurs, comment orienter leur jugement. - Note du site)

«Les religieux ne sont pas nombreux parmi les rebelles, mais la présence d'hommes comme Hasadi ayant reçu une formation militaire dans les camps afghans pose la question du passé de ceux qui combattent le régime de Kadhafi», souligne le Daily Beast. (Ils sont obligés de l'avouer, ils sont peu nombreux. - Note du site)

Un des camarades de Hasani, toujours selon le Daily Beast, n'est autre que Sufian Bin Qumu, un ancien détenu de Guantanamo. Il est aujourd'hui chargé du recrutement et de l'entraînement des volontaires, sous l'oeil de l'état-major américain. (Tiens donc ! Paraît-il que la CIA et Al-Qaida c'est du pareil au même, au fait qui a dit cela, un provocateur ou un illuminé ou il y aurait du vrai là-dedans ? - Note du site)

Dans un récent témoignage, le commandant des forces de l'Otan en Europe, James Stavridis, évoque d'ailleurs des «*souppçons*» quant à une probable présence de djihadistes parmi les combattants libyens, rapporte le Wall Street Journal. Des soupçons confirmés.

Ceux-là même que Kadhafi évoquait dans une allocution du 2 avril. Lors de cette prise de parole, il accusait l'organisation d'Oussama Ben Laden –al-Qaida– d'avoir donné des drogues hallucinogènes aux jeunes manifestants libyens, accusant également de «*petites cellules dormantes d'al-Qaida*» d'avoir déclenché les soulèvements. (Nous y voilà, le brave colonel-dictateur ne dit pas que des conneries. N'était-ce pas pour cette raison en grande partie fabriquée que l'impérialisme américain soutenait Kadhafi il y a peu de temps encore - Note du site)

Sohaib Mahmoud, professeur d'étude islamique à l'université Ghar Younis de Benghazi et spécialiste des mouvements islamistes en Libye explique que les religieux «*rejoindront probablement le parcours des groupes modérés de la région tels que les frères musulmans en Egypte*». (Slate.fr 12.04)

3- Tunisie

3.1- Pendant les troubles qui ont précédé la chute de son régime le 14 janvier dernier, l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali aurait donné des ordres de bombarder la cité Ezzouhour, dans la ville de Kasserine (centre-ouest), pour mater la révolte populaire.

C'est ce qu'a révélé mardi le président de la commission d'investigation sur les violations et les abus commis pendant cette période, Me Taoufik Bouderbala, lors d'une conférence de presse. (AP 12.04)

3.2- La purge visant les figures de l'ancien régime tunisien balayé par la "*Révolution de jasmin*" a enregistré un coup d'accélérateur après l'adoption lundi soir d'un décret-loi relatif à l'élection de l'assemblée constituante prévue le 24 juillet prochain.

La principale tâche de ce corps consistera essentiellement à élaborer une nouvelle Constitution devant remplacer l'actuelle loi suprême plusieurs fois amendée "*sur mesure*" par l'ex-président Zine el-Abidine ben Ali.

Intervenant après l'incarcération de plusieurs hauts responsables et les poursuites judiciaires engagées pour "*corruption*" contre les proches de Ben Ali et de son épouse Leïla Trabelsi, ce décret a été adopté au terme d'un débat parfois houleux, à la majorité des 155 membres de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique.

Cette commission "*indépendante*" présidée par le juriste Yadh ben Achour a été mise en place au lendemain de la chute du régime Ben Ali. Elle doit proposer de nouveaux textes législatifs devant régir la vie politique et baliser la voie à ce scrutin que les responsables du gouvernement transitoire et les acteurs de la scène politique ambitionnent d'en faire "*le premier réellement libre, honnête et transparent dans l'histoire de la Tunisie*".

En vertu de ce décret-loi qui doit être promulgué par le président par intérim Fouad Mébazzaâ, toutes les personnes ayant occupé, durant les 23 dernières années, soit durant l'ère Ben Ali, des postes de responsabilité au sein du gouvernement ou des structures de l'ex-parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), sont désormais interdites de candidature à la future constituante. Sont également déclarés inéligibles ceux ayant appuyé le président déchu pour la présidentielle initialement prévue en 2014.

Autre point fort du décret-loi, l'exigence de la parité homme-femme parmi les candidats. Comme certains autres membres de la Haute instance, la juriste Zouhour Kourda y a mis néanmoins des réserves. Elle considère que cette condition risque de pénaliser les partis politiques qui ne disposent pas d'un effectif féminin suffisant et pourraient, le cas échéant, être astreints à "*faire du remplissage*" en faisant appel à des "*candidates de décor*".

Quant au mode électoral convenu, l'instance s'est prononcée pour un scrutin à la proportionnelle, qui rompt avec le mode de listes majoritaires prévalant auparavant et qui favorisait le puissant ex-parti au pouvoir. Le nouveau mode de scrutin bénéficiera donc aux petits partis, dont la plupart des plus de 50 formations que compte le nouveau paysage politique tunisien. (AP 12.04)

4- Egypte

Des soldats et des policiers égyptiens sont intervenus mardi sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, pour en évacuer les manifestants qui l'occupaient depuis cinq jours en réclamant un gouvernement civil et un jugement rapide de responsables du régime précédent. (Reuters 12.04)

5- Syrie

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu, mardi 12 avril, à Baïda, un village proche de la ville de Baniyas, dans le nord-ouest de la

Syrie, encerclée par l'armée depuis trois jours et complètement coupée de l'extérieur, après des affrontements meurtriers au cours du week-end.

"Il y a une pluie de tirs, deux personnes au moins ont été blessées", a affirmé à l'AFP un témoin. "Les forces de sécurité ont pénétré dans le village et mènent des perquisitions dans les maisons", a-t-il ajouté. Un militant des droits de l'homme a ajouté que tous les jeunes hommes de Baïda étaient extraits manu militari des maisons avant d'être arrêtés. "L'objectif de l'attaque est probablement l'arrestation de Anas Al-Chouhri", l'un des chefs de file du mouvement de contestation, a indiqué un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 12.04)

6- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté mardi dans les principales villes du pays pour protester contre la proposition du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui accorderait l'immunité au président Ali Abdullah Saleh en échange de son départ.

"L'initiative ne mentionne pas clairement le départ immédiat du chef du régime et n'évoque pas le sort de ses parents qui sont aux commandes d'organismes militaires et sécuritaires qui continuent à tuer des manifestants pacifiques", a déclaré dans un communiqué l'"Alliance civile de la révolution de la jeunesse", une coalition anti-gouvernementale qui regroupe une trentaine de mouvements de jeunes.

Selon cette coalition, les propositions du CCG visent à faire échouer la révolution pacifique.

Les manifestants ont brandi mardi des banderoles indiquant qu'"après avoir fait couler le sang, Saleh doit être jugé". Plusieurs centaines de militaires et d'officiers de sécurité en uniforme, qui ont pris fait et cause pour les manifestants, ont participé au mouvement. (AP 12.04)

7- Algérie

La marche de milliers d'étudiants, mardi 12 avril, dans les rues d'Alger, a 'tourné au bain de sang'. Selon un journaliste d'El-Watan présent sur place, l'intervention des forces de l'ordre pour disperser la manifestation aurait fait une cinquantaine de blessés chez les étudiants, tandis que d'autres ont été arrêtés. 'Les forces de sécurité ont usé de la matraque jusqu'à mettre en danger la vie de plusieurs étudiants qui se sont retrouvés avec de graves blessures à la tête,' raconte le journaliste. Entre 2 000 et 3 000 étudiants protestaient dans la capitale, où les manifestations de rue sont interdites, contre un nouveau système de délivrance des diplômes et le mauvais fonctionnement de l'université. Lire la suite l'article

Freinés dans leur progression vers la résidence du président Bouteflika, les étudiants ont dû se replier vers la place de la Grande Poste, point de départ du rassemblement dans la matinée. Plus tôt dans la journée, ils avaient en vain forcé plusieurs cordons de policiers déployés dans le centre de la capitale. Venus de plusieurs wilayas du pays (départements), ils s'étaient dirigés vers le palais du gouvernement, où se trouve le premier ministre, mais toutes les ruelles y conduisant avaient été bloquées par un impressionnant dispositif policier.

Les manifestants scandaient des slogans anti-pouvoir, notamment 'y en a marre du ministère, y en a marre de la misère' ou encore 'Harroubia [ministre de l'enseignement supérieur], dégage !' (LeMonde.fr avec AFP 12.04)

Social

1- France

1.1- La dictature du CAC 40, suite.

Interrogé dans l'édition de mardi du Parisien pour savoir si un super à deux euros le litre était inéluctable, le PDG de Total, Christophe de Margerie a répondu: "Cela ne fait aucun doute". (Reuters 12.04)

1.2- Les vrais profiteurs sont les salauds de chômeurs.

Laurent Wauquiez (UMP) a annoncé mardi 12 avril dans Le Figaro le dépôt prochain par des parlementaires de son groupe, 'la droite sociale', d'une proposition de loi permettant d'expérimenter un RSA accompagné d'une contrepartie.

Ce texte prévoirait 'qu'en contrepartie du RSA [revenu de solidarité active] soit expérimentée dans des départements la possibilité de demander chaque semaine 5 heures de service social : accueil dans les services publics, nettoyage des rivières, surveillance aux abords des écoles...', a expliqué le ministre des affaires européennes.

Laurent Wauquiez justifie ce principe 'donnant-donnant' dans Le Figaro : '*N'ayons pas la contrepartie honteuse. On ne peut pas donner le sentiment que les gens peuvent tirer des traites sur l'argent public sans un minimum de coresponsabilité*'. (LeMonde.fr 12.04)

Ils vont rétablir le STO, mais dans chaque pays, il y a Cayenne aussi... Je sens que ceux qui se réclament de la Révolution française de 1789 après avoir abandonné la révolution d'Octobre, vont bientôt en appeler à Spartacus !

1.3- Consensus des maquereaux-racketteurs à l'Assemblée nationale, suite.

Prenant l'exemple de la Suède, des députés proposent de créer un délit pour réprimer le recours à la prostitution. Avec un tel délit, les clients des prostituées pourraient être sanctionnés de six mois de prison et d'une amende de 3 000 euros, dans un rapport parlementaire qui sera publié mercredi 13 avril.

Selon la présidente de la mission d'information, la députée (PS) Danielle Bousquet, le rapport devrait déboucher sur une proposition de loi UMP-PS. (lemonde.fr 12.04)

Jusqu'à présent la prostitution n'était pas un délit en France. On peut donc parler de la criminalisation de la prostitution, une nouvelle loi liberticide et répressive, une de plus.

2- UE

Le commissaire européen à la fiscalité, Algirdas emeta, a annoncé lundi un projet de directive européenne qui va mettre en place une taxe carbone minimum dans les 27 pays de l'UE.

Semblable dans son fonctionnement à la TVA, cette taxe doit, si elle est votée, entrer en vigueur le 1er janvier 2013: chaque Français la paiera un peu à chaque achat.

La taxe sera essentiellement visible sur les prix à la pompe. L'électricité, comme les autres énergies, serait taxée. Le charbon qui produit beaucoup de CO2 par rapport à l'énergie qu'il produit serait beaucoup plus taxé.

La commission doit proposer mercredi un document afin de permettre aux 27 de discuter du projet. Mais des pays comme le Royaume-Uni ou l'Irlande y sont d'ores et déjà opposés. (20minutes.fr 12.04)

Economie

France.

«*La France doit rompre définitivement avec la dérive des comptes publics afin d'éviter que la stabilité macroéconomique ne soit menacée.*» L'étude de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), présentée lundi, livre un verdict sans appel: Paris n'a plus le choix, c'est désormais une question d'équilibre et de crédibilité.

L'OCDE livre sa propre recette: l'effort de réduction du déficit devra porter en priorité sur les dépenses, «*en rendant les administrations publiques plus efficaces et en maîtrisant mieux les dépenses liées au vieillissement*». Côté recettes, il faut continuer d'élaguer les «*niches*» fiscales et sociales inefficaces et «*envisager de relever les impôts les moins nocifs, notamment les taxes sur les externalités environnementales, la propriété et la TVA*», préconise le rapport. Lequel précise que les taux réduits de TVA pour les biens et services (restauration, bâtiment...) ont un coût avoisinant 15 à 20 milliards et qu'il serait bienvenu de les relever.

Pour éviter toute dérive budgétaire, l'OCDE recommande d'inscrire une «*règle d'or*» dans la Constitution - une règle sur laquelle le gouvernement travaille actuellement, mais qui a peu de chance de voir le jour dans la mesure où toute modification constitutionnelle nécessite une adhésion du Parlement aux trois cinquièmes.

Par ailleurs, l'Organisation recommande d'améliorer le fonctionnement du marché du logement mais aussi de poursuivre la réforme du marché du travail «*dans un pays qui souffre d'un fort déficit d'emplois pour les moins de 25 et les plus de 55 ans*». Ces tranches d'âge accusent un déficit de 1,5 million d'emplois par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Une amélioration sur ce front «*soulagerait grandement les finances publiques, renforcerait la cohésion sociale et le niveau de vie*», plaide l'organisation.

Elle préconise notamment de «*continuer à s'inspirer de l'expérience danoise de flexicurité*» - des prestations chômage généreuses et un accès renforcé à la formation et à l'aide à la recherche d'emploi, en échange d'une protection de l'emploi limitée et d'une obligation stricte à accepter des offres valables d'emploi. (lefigaro.fr 11.04)

Ben voilà, quand le gouvernement actuel ou le prochain appliquera les recommandations de l'OCDE, il y en aura encore pour déclarer : c'est un coup de l'OCDE, du FMI, de l'UE, de la Banque mondiale, de Washington, de Wall Street, de la Fed, etc, entendez par là, le gouvernement est pris au piège le malheureux, que le gouvernement soit dirigé par l'UMP ou le PS notez bien, autrement dit c'est une façon comme un autre de le soutenir et de colporter des illusions à la fois dans l'UMP et dans le PS... Discrètement, l'air de rien, et le pire c'est que ça marche à merveille, leurs militants n'y voient que du feu et approuvent ! C'est à se demander parfois si le mouvement ouvrier mérite bien son nom, tellement il est subordonné au capital, non ?

[Haut de page ↗](#)

Le 14 avril

"*Travailler plus pour gagner plus*", et c'est reparti !

Tom Pouce y croit tellement qu'il a cru bon d'affirmer devant les députés de l'UMP à propos de son hypothétique réélection en 2012 : «*La situation, je la sens bien*», l'immense majorité des travailleurs beaucoup moins, en tout cas pas dans le sens où il l'entend !

Maintenant, qu'est-ce qui permet à Sarkozy de jouer les pères fouettards des patrons qui s'engraissent sur le dos des travailleurs dont certains peuvent à peine survivre avec leur salaire ?

Comment comprendre que les syndicats avancent des revendications salariales misérables entre 3 et 5%, 5% exceptionnellement, tandis que Baroin évoque une prime de "1.000 euros minimum", qui certes n'est pas une augmentation de salaire ?

Comment comprendre que les partis ouvriers et les syndicats n'osent même pas avancer la revendication du Smic ou de la retraite minimum à 1.600 euros net par mois, en dehors peut-être accessoirement du NPA ? Ne parlons pas du PS qui se situe ouvertement dans le camp de la réaction.

En même temps, ne nous y trompons pas, selon "*un rapport de l'INSEE, à peine la moitié des grandes entreprises (plus de 5000 salariés) rémunère ses actionnaires. Et seule une PME sur six verse des dividendes, alors que c'est là que travaillent les trois-quarts des actifs*" (liberation.fr 13.04). Sarkozy ne veut pas se couper de l'aristocratie ouvrière dont les voix sont nécessaires pour assurer la stabilité du régime, indispensables aux syndicats qui le soutiennent pour assurer leur propre stabilité politique.

Mais il prend là un gros risque, car de nombreux travailleurs peuvent interpréter cette dernière sortie du ministre du Budget comme une reconnaissance de la légitimité de leurs revendications salariales et les conduire à lever les hésitations qui jusqu'à présent les avaient retenues de ce mobiliser : si on a le feu vert du chef de l'Etat pour réclamer des augmentations de salaires, alors allons-y ! Ils peuvent l'interpréter comme un soutien à leurs revendications salariales.

Sarkozy joue là exactement sur le même registre que l'extrême droite qui fustige les capitalistes qui se goinfrent pendant que les ouvriers pleurent misère ou hurlent aux inégalités, tout cela pour recueillir leur voix et demeurer au pouvoir uniquement. Hitler et son parti encore minoritaire en Allemagne au début des années 30 tiendra le même discours face aux réformistes et aux staliniens qui refuseront de s'attaquer résolument au capitalisme, offrant ainsi un boulevard aux nazis auxquels pour ainsi dire ils remettront le pouvoir et fraieront la voie à la seconde guerre mondiale.

A propos de la question libyenne.

En toile de fond, la Libye est le théâtre d'une guerre inter-impérialistes qui ne veut pas dire son nom et dont le peuple libyen constitue la chaire à canon. Elle est le point culminant à ce jour de la concurrence acharnée que se livrent les différents Etats impérialistes pour contrôler les ressources de la planète afin de conserver leur place sur le marché mondial ou s'accaparer les matières premières dont ils ont impérativement besoin pour assurer leur développement.

D'un côté, les intérêts des impérialismes russe, chinois et indien coïncident avec le maintien au pouvoir de Kadhafi, et de l'autre, les intérêts des impérialismes français, britannique, italien, allemand et américain coïncident avec sa chute et l'arrivée au pouvoir des représentants du Conseil national de transition (CNT) installé à Benghazi.

Concrètement, en faisant régner un régime de terreur, le dictateur Kadhafi peut s'appuyer sur la population qu'il a prise en otage dans son fief à l'ouest de la Libye, tandis que le CNT se livre à un chantage sur les masses révolutionnaires inorganisées qui demeurent malgré tout mobilisées à l'est du pays, dans les deux cas on aura compris que ce sont les intérêts de l'ensemble du peuple libyen qui risquent d'être sacrifiés inutilement.

Ironie du sort, avant-hier le CNT a chargé un premier tanker de pétrole avec l'aide du Qatar à destination... de la Chine, comme quoi les choses sont plus compliquées qu'on nous les présente.

Pour ne pas être accusés de soutenir Kadhafi et les impérialismes dont ils représentent les intérêts, les opposants forcenés au bombardement de son artillerie vont jusqu'à éviter soigneusement de prononcer son nom à l'heure qu'il est (1 fois en passant page 7 IO n°144) pour ne pas à avoir à évoquer la terreur policière qu'il fait régner dans les villes qu'il contrôle, par contre ils sont particulièrement en verve pour rappeler son alliance passée avec les impérialistes qui le combattent aujourd'hui, vous pouvez le vérifier facilement.

De la même manière, ceux qui sont prolixes pour décrire sous un angle peu avantageux les principaux dirigeants du CNT, à juste titre d'ailleurs, se montrent particulièrement silencieux sur la féroce répression avec laquelle Kadhafi avait réprimé les précédentes tentatives de soulèvements contre son régime et qui s'étaient soldés par plus de 1000 morts, dont la plupart étaient des travailleurs et des jeunes et non des agents à la solde de Paris ou Washington.

Quand ils évoquent à longueur de colonnes le passé peu glorieux au côté de Kadhafi et les intentions douteuses des dirigeants du CNT, on a envie de dire aux dirigeants du POI qui comptent dans les instances dirigeantes de leur parti d'ex-responsables ou élus ou militants qui sont restés de longues décennies au PS, à soutenir sa politique et ses dirigeants, qui n'étaient pas sans savoir le rôle infâme qu'a joué le PS depuis un certain 4 août 1914, son implication sanglante dans les deux guerres mondiales, dans la guerre d'Algérie et d'Indochine, sa trahison constante de la classe ouvrière, etc. qu'ils feraient mieux de se taire parfois, car leurs arguments pourraient se retourner contre eux, surtout quand ces responsables du POI rappellent régulièrement qu'ils n'ont pas rompu avec l'idéologie qu'ils soutenaient quand ils étaient au PS, notamment leur rejet de la révolution... Pour notre part, nous ne reprochons pas à ces militants du POI leur passage par tel ou tel parti ni ne préjugeons de leurs intentions, nous les jugeons à leurs déclarations, leurs actes ou leurs engagements présents seulement.

Les discours qui consistent sciemment à réduire ou à identifier la révolution libyenne au CNT, font volontairement l'impasse sur les intérêts fondamentaux du prolétariat libyen qui n'ont rien à voir avec Kadhafi ou le CNT, pour ainsi dire, ils font passer à la trappe la révolution libyenne sous prétexte qu'une coalition impérialiste soutiendrait un des deux belligérants, sans évidemment jamais abordé la question du sort des travailleurs et des jeunes engagés dans cette révolution, ni celui du peuple libyen si Kadhafi se maintenait au pouvoir, pour leurs auteurs, le sort du peuple libyen est déjà réglé, il doit demeurer sous le joug du dictateur et il faut laisser ses opposants se faire massacrer par le tyran de Tripoli. Ils ne leur demandent d'ailleurs pas leur avis, ils ont décidé une fois pour toute qu'il devait en être ainsi.

Pour notre part, nous n'avons pas à prendre position pour l'une ou l'autre coalition impérialiste représentée par Kadhafi ou le CNT, soutenir les bombardements de l'artillerie de Kadhafi signifierait que les travailleurs libyens sont en droit d'attendre quelques choses des impérialistes français, britannique, américain, etc. et s'y opposer signifierait qu'ils sont en droit d'attendre des jours meilleurs sous le règne du dictateur soutenu par Moscou, Pékin et Delhi.

Nous nous rangeons derrière le prolétariat révolutionnaire libyen qui entend poursuivre le combat par tous les moyens à sa disposition jusqu'à la chute du dictateur, sachant qu'il a pris le risque de voir sa révolution confisquée, et nous osons défendre cette position en nous appuyant sur l'hypothèse ou la perspective, qu'à l'instar des prolétariats tunisiens et égyptiens, il trouvera les moyens pour renverser un à un les obstacles que les dirigeants du CNT et l'impérialiste dresseront sur son chemin pour le privé des droits politiques et sociaux pour lesquels il combat et s'est soulevé.

Nous ne suivons pas les donneurs de leçons qui l'appellent à cesser le combat, à déposer les armes, à se rendre, à se livrer à leur bourreau qui exterminera minutieusement tous ceux qui ont osé braver son régime dictatorial.

Les prolétariats français, libyen ou des autres pays impérialistes qui sont indirectement partie prenante de cette guerre inter-impérialiste n'ont absolument aucun intérêt à voir triompher le camp de l'une ou l'autre coalition impérialiste. Par contre, aucun d'entre eux et le prolétariat mondial n'ont aucun intérêt à ce que la révolution libyenne se termine par un bain de sang sous la botte du dictateur Kadhafi, ce serait une nouvelle défaite pour le prolétariat mondial, qui servirait d'exemple et encouragerait d'autres dictateurs à recourir de la répression sanglante pour mâter féroceement les soulèvements en cours dans leur propre pays.

On ne sait que trop bien quelles en seraient les terribles conséquences pour la classe ouvrière et son combat dans ces pays-là : des longues années supplémentaires de dictature, si ce n'est des décennies, une fois l'opposition à ces dictatures décapitée. Les prolétariats espagnol et chilien qui sont passés par là peuvent en témoigner, et à ce jour ils ne s'en sont toujours pas remis, puisque l'avant-garde révolutionnaire est quasi inexistante dans ces pays. Cette situation prévaut également dans tous les pays en Afrique soumis à des dictatures depuis de longues décennies. On pourrait ajouter la Russie et tous les pays de l'ex-URSS ou encore ses ex-satellites des pays de l'Est ou l'opposition est moribonde, demain la Chine qui vit sous une dictature depuis 1949.

Pour l'heure, nous privilégions le sort du prolétariat libyen aux manoeuvres et aux intérêts des différents impérialistes impliqués directement ou indirectement dans cette guerre, sachant que quelle que soit l'issue de la révolution libyenne, les différents impérialistes continueront leur guerre sous une forme ou une autre sans demander l'avis d'aucun peuple, et de notre côté nous continuerons la lutte de classe pour les abattre tous.

Le meilleur moyen d'aider le prolétariat libyen sans donner l'impression que l'on soutiendrait Sarkozy, c'est de continuer le combat à la fois pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et avec toutes les formes d'opportunismes. C'est d'expliquer aux travailleurs français (et libyens) qu'ils n'ont absolument rien à attendre de bon de Sarkozy, qu'il faut le chasser du pouvoir, pas en 2012, mais tout de suite. La bataille contre sa réforme constitutionnelle pour l'abrogation de la Constitution, et non pour la conserver en l'état, incarne aujourd'hui ce combat en France. Le combat pour refonder la société sur les bases du socialisme.

Pour compléter cet article, je vous propose un extrait de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* Lénine. Il traite justement de la question du pétrole et des monopoles :

- "L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage.

Le marché mondial du pétrole, écrivait en 1905 Jeidels, est aujourd'hui encore, partagé entre deux grands groupes financiers : la "Standard Oil Cie." de Rockefeller et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés, mais, depuis, plusieurs années, leur monopole est menacé par cinq ennemis " : 1) l'épuisement des ressources pétrolières américaines; 2) la concurrence de la firme Mantachev de Bakou; 3) les sources de pétrole d'Autriche et 4) celles de Roumanie; 5) les sources de pétrole d'outre-Océan, notamment dans les colonies hollandaises (les firmes richissimes Samuel et Shell, liées également au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises sont liées aux grandes banques allemandes, la puissante "Deutsche Bank" en tête. Ces banques ont développé systématiquement et de façon autonome l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir "leur propre" point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers investis dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions de provenance allemande.

On vit alors débiter ce qu'on appelle, dans la littérature économique, une lutte pour le "partage du monde". D'une part, la "Standard Oil" de Rockefeller, voulant tout avoir, fonda en Hollande même une société filiale, accaparant les sources pétrolières des Indes néerlandaises et cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la "Shell". De leur côté, la "Deutsche Bank" et les autres banques berlinoises cherchèrent à "garder" la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina effectivement en 1907, par la défaite totale de la "Deutsche Bank", qui se trouva placée devant l'alternative de liquider ses "intérêts pétroliers" en perdant des millions, ou de se soumettre. C'est cette dernière solution qui l'emporta; il fut conclu avec la "Standard Oil" un contrat fort désavantageux pour la "Deutsche Bank" par lequel cette dernière s'engageait à "ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains"; toutefois, une clause prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la "comédie du pétrole". Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la "Deutsche Bank", déclenche par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne pour le monopole des pétroles. L'appareil formidable de la grande banque berlinoise, avec ses vastes "relations", est mis en branle; la presse, délirante, déborde de clameurs "patriotiques" contre le "joug" du trust américain et, le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de monopole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée "populaire", et la "Deutsche Bank", qui voulait duper son associé américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui devaient ne le céder en rien à ceux des sucriers russes... Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin, et la "Disconto-Gesellschaft" dévoila les visées intéressées de la "Deutsche Bank"; ensuite, le gouvernement eut peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne pût réussir à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913) le crédit d'un milliard destiné aux préparatifs de guerre de l'Allemagne fut accordé et le projet de monopole se trouva reporté. La "Standard Oil" de Rockefeller sortait momentanément victorieuse de la lutte.

La revue berlinoise Die Bank disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre la "Standard Oil" qu'en instituant le monopole du courant électrique et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché. Mais, ajoutait l'auteur de l'article, "le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les "consortiums" privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces "consortiums" se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché; il faudra une fois de plus les remettre à un "monopole privé contrôlé par l'Etat", l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses; il en est ainsi de celui du pétrole; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente ".

Le texte intégral est disponible dans le site à la page *Défense du marxisme*.

Politique.

1- France

La présidente du Front national, Marine Le Pen, a jugé mercredi le projet de l'écologiste Nicolas Hulot compatible avec celui de son propre parti.

Pour la dirigeante d'extrême droite, le Pacte écologique élaboré par l'animateur de télévision, désormais en lice pour l'élection présidentielle de 2012, est beaucoup plus proche du FN que d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). (Reuters 13.04)

2- Italie

La Chambre italienne des députés a voté mercredi une loi réduisant les délais de prescription judiciaire, mesure qui, si elle est adoptée par le Sénat, aura pour effet d'éviter au président du Conseil Silvio Berlusconi un procès pour subornation de témoin.

Il aurait pour effet d'abrégé de huit mois le procès Mills, du nom de l'avocat britannique David Mills auquel le Cavaliere est accusé d'avoir donné 600.000 dollars en échange d'un faux témoignage. Berlusconi s'en défend, mais il est désormais improbable qu'un verdict puisse intervenir avant que l'action soit éteinte. (Reuters 13.04)

3- Libye

3.1- La pression doit être maintenue sur Mouammar Kadhafi pour qu'il quitte le pouvoir et il faut fournir une aide matérielle aux rebelles qui se battent contre lui depuis deux mois, ont estimé mercredi les ministres des Affaires étrangères du "groupe de contact" sur la Libye.

"Kadhafi et son régime ont perdu toute légitimité et il doit quitter le pouvoir pour permettre au peuple libyen de décider seul de son avenir", dit un communiqué final au ton très ferme dont Reuters s'est procuré une copie.

Ce communiqué, qui marque un succès pour la France et la Grande-Bretagne, souligne que le CNT, *"par contraste avec le régime actuel, est un interlocuteur légitime, représentant les aspirations du peuple libyen."*

Les membres du groupe se sont aussi entendus avec les représentants du CNT pour réfléchir à la mise en place d'un *"mécanisme de financement temporaire"* pour aider les rebelles à administrer la région orientale qu'ils contrôlent.

Le groupe préconise un règlement politique devant être déterminé par le peuple libyen, l'arrêt des attaques visant des civils et le retrait forces gouvernementales des villes qu'elles occupaient ou assiégeaient, notamment Misrata dans l'Ouest.

Il compte apporter un *"appui matériel"* aux insurgés. Le texte ne donne pas de précisions, mais des diplomates estiment que certains pays pourraient interpréter cette formule comme la fourniture d'armes, objet d'une requête centrale des rebelles.

Le Premier ministre du Qatar, Hamad bin Djassim al Sani, a déclaré à la presse que l'appui matériel pouvait répondre à *"tous les autres besoins, matériels de défense compris"*. Le Qatar est un actif partisan arabe du soulèvement libyen.

De leur côté, en Libye, les rebelles ont indiqué qu'ils souhaiteraient exporter davantage de pétrole pour financer des approvisionnements en vivres et en médicaments.

"Nous faisons face à une situation épouvantable dans l'Est. Manque de nourriture, de carburant, il n'y a aucune source de revenus mis à part le pétrole", a dit à Reuters un représentant des rebelles chargé de coordonner les livraisons de l'étranger.

3.2- A Ajdabiah, sur le front oriental, les rebelles ont dit être engagés dans des duels d'artillerie avec les forces de Kadhafi à partir d'un secteur situé à 40 km environ à l'est du port de Brega, contrôlé par le gouvernement. Ils ont signalé un raid aérien de l'Otan sur les kadhafistes au nord de la ville.

Les insurgés ont aussi fait état d'intenses combats dans plusieurs secteurs de Misrata, leur unique bastion dans l'Ouest, mais en disant progresser et repousser les kadhafistes vers l'ouest. Il était impossible de vérifier ces informations.

La télévision libyenne a dit que les avions de l'Otan avaient bombardé la rue de Tripoli à Misrata et tué des civils, sans donner de précisions. Elle a ajouté que l'aviation avait aussi attaqué Syrte, ville natale de Kadhafi à l'est de Misrata.

Par ailleurs, les insurgés ont repoussé des unités kadhafistes dans une région montagneuse de l'Ouest à majorité berbère en faisant sept morts dans leurs rangs, a annoncé un autre porte-parole. (Reuters 13.04)

4- Yémen

Des affrontements entre factions rivales de l'armée ont fait deux morts mercredi à Sanaa, la capitale yéménite, a-t-on appris de source militaire.

D'autres heurts entre forces de l'ordre et manifestants ont fait deux morts à Aden et un autre à Yafié, dans le sud du pays, ont rapporté des témoins.

A Sanaa, des soldats fidèles au général Ali Mohsen, chef de la 1^{re} division blindée passé le mois dernier du côté des opposants au président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, ont affronté l'armée régulière.

A Sanaa, la situation reste très tendue près du casernement des forces d'Ali Mohsen, qui ont décidé d'assurer la protection des manifestants antigouvernementaux près de l'université.

Un proche du général Mohsen a dit que les soldats pro-Saleh avaient tiré au lance-grenades et au fusil d'assaut sur les hommes de la 1^{ère} division blindée près d'un barrage routier. Les soldats de Mohsen ont riposté et les tirs ont duré environ une heure, avant que les partisans du président ne se retirent.

A Aden, la police a tiré sur des manifestants, faisant deux morts, ont dit des témoins. Un peu plus tard, les forces de l'ordre appuyées par des tireurs postés sur les toits ont repoussé une foule qui voulait prendre d'assaut un commissariat de police, a rapporté un opposant. Des tirs sporadiques se sont poursuivis à travers la ville.

A Taïz, ville industrielle au sud de la capitale, huit soldats ont été blessés quand leur véhicule a été touché par une roquette, selon l'agence de presse officielle.

A Ibb, également au sud de Sanaa, des policiers en civil ont ouvert le feu sur des manifestants, faisant dix blessés parmi des étudiants qui s'étaient joints au mouvement, rapportent des témoins.

Dans la province méridionale de Lahedj, où opèrent des islamistes d'Al Qaïda et des groupes séparatistes, un homme a été tué alors qu'il tentait d'empêcher un commando de voler des armes à un point de contrôle dans la ville de Yafié. (Reuters 13.04)

5- Syrie

Près de 500 étudiants ont manifesté mercredi à la faculté de lettres de la ville d'Alep, deuxième ville de Syrie et carrefour commercial stratégique à proximité de la Turquie. *'Les forces de l'ordre ont dispersé par la force cette manifestation d'étudiants en faveur de la liberté, qui ont exprimé leur solidarité avec les victimes de Deraa et de Baniyas'*, a indiqué à l'AFP Radif Moustapha, président du Comité kurde pour les droits de l'homme (Rased). *'Les forces de sécurité et les étudiants en sont venus aux mains. Quatre étudiants ont été arrêtés'*, selon le militant.

A Damas, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté mercredi à la faculté de droit, scandant des slogans pour la liberté, selon le président de la Ligue syrienne de défense des droits de l'homme, Abdel-Karim Rihaoui. *'Les forces de l'ordre sont intervenues rapidement pour les disperser en les frappant avec des bâtons. Il y aurait des arrestations parmi les étudiants'*, a-t-il affirmé. (lemonde.fr 13.04)

6- Egypte

Hosni Moubarak a été placé en détention pour 15 jours, a annoncé mercredi la justice égyptienne. La veille, victime d'une «crise cardiaque» au cours d'un interrogatoire, l'ex-chef d'Etat égyptien avait été hospitalisé dans une unité de soins intensifs, avait rapporté la télévision publique. L'ancien «*raïs*», âgé de 82 ans, avait été admis dans un hôpital de Charm el-Cheikh, ville du sud du Sinaï où il est assigné à résidence depuis son renversement du 11 février dernier. Selon l'agence officielle Mena, qui cite une source médicale à l'hôpital, son état de santé serait «*instable*».

Mercredi, les deux fils de l'ex-président, Alaa et Gamal, ont également été placés en détention pour 15 jours dans le cadre de l'enquête sur l'usage de la violence contre les manifestants pendant le soulèvement de janvier et février, a annoncé la télévision d'Etat. Ils sont accusés d'avoir incité à tirer sur les manifestants. Près de 800 personnes sont mortes pendant le soulèvement. (lefigaro.fr 13.04)

7- Swaziland

Un appel au goût amer. Mercredi 13 avril, en milieu de journée, les opposants au roi Mswati III du Swaziland ont appelé à cesser le mouvement de protestation. En cause, la répression subie depuis la veille par les militants pro-démocratie dans ce petit royaume de 1,2 million d'habitants, coincé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique.

"L'Etat a réagi avec une brutalité extrême et les gens ne se sentent pas en sécurité", a expliqué, à l'AFP, le secrétaire général du syndicat des fonctionnaires, Vincent Dlamini. "Dès qu'il y a deux ou trois personnes dans les rues, elles se font arrêter", a-t-il ajouté, avant de promettre : "nous serons bientôt de retour".

Prévu pour durer trois jours, le mouvement de contestation n'a jamais vraiment pu prendre son envol, tué dans l'œuf par un régime qui craint pour sa survie en ces temps troublés pour les dictateurs du monde entier.

Avant la manifestation annoncée sur le réseau social Facebook, mardi, 38 ans jour pour jour après que le père du roi actuel eut banni les partis politiques, les autorités avaient méthodiquement pris leurs précautions. La manifestation avait été interdite. Plusieurs responsables d'associations et de syndicats avaient été arrêtés préventivement.

C'est à l'aide de matraques, de canons à eau et de gaz lacrymogène que les forces de l'ordre ont ensuite dispersé les quelques centaines de manifestants qui tentaient tout de même de se rassembler. La police aurait répondu à des jets de pierres, selon les autorités.

Au pouvoir depuis l'âge de 18 ans, le roi Mswati III, 42 ans, fait face, depuis le début de l'année, à un important mouvement de contestation. Le 18 mars, plusieurs milliers de manifestants s'étaient retrouvés à Mbabane, la capitale de la dernière monarchie absolue d'Afrique.

En raison d'une chute des recettes de l'union douanière régionale, le gouvernement swazi est au bord de l'asphyxie budgétaire. Il a dû faire appel au FMI qui lui a conseillé de dégager des économies. Les autorités ont ainsi proposé de baisser les salaires des fonctionnaires de 5 % à 10 %, puis de les geler pendant trois ans.

Scandalisés, les syndicats exigent que le roi réduise d'abord son train de vie et répartisse les richesses nationales. Mswati III aime les voitures de luxe, et a l'habitude d'emmener ses 13 femmes faire des emplettes, en Asie et dans les pays du Golfe. Le roi disposerait d'un trésor personnel accumulé de 100 millions de dollars (70 millions d'euros).

Près de 20 000 personnes avaient été priés d'assister, le 19 avril 2005, au 37e anniversaire du roi Mswati III dans le stade de Manzini. Les festivités avaient coûté 1,2 millions d'euros à un pays dont 65 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Dans ce pays, 10 % de la population, essentiellement des membres de la famille royale, possèdent 60 % de la richesse du pays, alors que 69 % des Swazis vivent avec moins d'un dollar par jour. En raison du très haut taux de sida, on meurt en moyenne à l'âge de 32 ans au Swaziland.

Les syndicats swazis sont soutenus par leurs voisins sud-africains de la Cosatu (Congrès des syndicats sud-africains) qui réclame la chute du régime. Mais son allié actuellement au pouvoir, l'ANC (Congrès national africain), et le président sud-africain, Jacob Zuma, demeurent sourds à cet appel. (lemonde.fr 13.04)

8- Afrique du Sud. A qui a profité principalement la fin de l'apartheid ?

Cyril Ramaphosa, nouveau propriétaire des 145 restaurants McDonald's d'Afrique du Sud pour les vingt prochaines années, est certes un homme d'affaires comblé, mais reste un politicien et révolutionnaire frustré.

Directeur exécutif de Shanduka, l'un des plus grands fonds d'investissement sud-africains, il possède des actions dans le secteur de l'énergie, des mines, de l'immobilier, des banques, des assurances et des télécommunications. De plus, son adhésion à la Coca-Cola Company faisait de lui un candidat de choix pour leur partenaire McDonald's.

Cyril Ramaphosa n'était pas vraiment disposé à devenir millionnaire —encore moins à s'engager dans les restaurants McDonald's, symbole du capitalisme à l'américaine. Grande figure de la lutte contre l'apartheid, il combat l'injustice sociale et raciale d'abord en tant qu'avocat, puis au sein de l'African National Congress (ANC) comme leader du syndicat national des mineurs (NUM). «*Socialiste convaincu*» autoproclamé, il a gagné le respect et le soutien du parti communiste. Favori de Nelson Mandela qui voit en Ramaphosa «*un homme capable de diriger le pays*», c'est lui qui organise sa sortie de prison en février 1990.

Mais la libération de Nelson Mandela révèle toutes les tensions entre les membres de l'ANC. Les anciens exilés reviennent au pays avec un certain mépris pour ceux restés sur place, et chacun veut sa part du gâteau dans la nouvelle démocratie. Thabo Mbeki, Chris Hani et Cyril Ramaphosa rentrent en course pour la présidence de 1999, avant même que Mandela ne commence

son mandat en 1994. Chris Hani, ardent défenseur de la cause noire et considéré trop à gauche, est assassiné par un extrémiste blanc dans des circonstances douteuses en 1993. Ramaphosa, lui, se voit offrir de nombreuses opportunités financières, via la politique de Black Empowerment Economy (BEE).

Le BEE est un système de quotas qui oblige (entre autres) toutes les entreprises sud-africaines ou qui investissent en Afrique du Sud à avoir des actionnaires non-blancs dans son conseil d'administration. De nombreuses figures politiques en bénéficient encore aujourd'hui et sont devenues millionnaires en quelques années. Le principe, louable, voulait former une élite financière plus «mixte» après cinquante années d'apartheid. Dans les faits, le BEE bénéficie trop souvent aux mêmes, politiquement liés à l'ANC.

Cyril Ramaphosa est le symbole de cette «nouvelle lutte capitaliste», comme la désigne son biographe Anthony Butler. Reconverti en homme d'affaires, il oublie peu à peu ses ambitions présidentielles. Ramaphosa se console dans ses millions. (sateafrique.com 13.04)

Economie.

1- FMI. Concentration du capital. Eliminer les banques les plus vulnérables.

Le FMI a calculé que l'État japonais devra cette année emprunter sur les marchés l'équivalent de 56 % de son PIB pour refinancer la dette publique qui vient à échéance en 2011. Le Trésor américain arrive en second avec un besoin de financement égal à 29 % du PIB, suivi par la Grèce, l'Italie, la Belgique, le Portugal et la France dont les programmes d'émissions publiques dépassent 20 % de leur PIB.

Du côté des banques aussi, les besoins sont énormes. Les refinancements venant à échéance sur les deux prochaines années s'élèvent à 3600 milliards de dollars.

Mais, dans le monde, «30 % des banques examinées par le FMI ont des ratios de fonds propres inférieurs à 8 % (de leur bilan), note José Vinals. En Europe, presque tous les établissements en Grèce, en Irlande, au Portugal, de nombreuses petites caisses en Espagne, quelques banques régionales en Allemagne ont perdu l'accès aux marchés. J'attends beaucoup des 'stress tests' qui seront lancés en juin. J'espère qu'ils seront suffisamment crédibles et stricts. Les banques qui ne sont pas viables ne devront plus exister sous leur forme actuelle».

Le Fonds n'est en revanche pas trop inquiet des conséquences sur le système financier mondial des séismes au Japon. De même, les risques géopolitiques dans les pays arabes auraient des effets limités. L'exposition des banques américaines, européennes et japonaises est «d'environ 330 milliards de dollars», pas plus. Avec cette précision pour les banques françaises, «exposées à hauteur de 12 milliards de dollars dans les Émirats arabes, 22 milliards au Maroc, 19 milliards en Arabie saoudite et 17 milliards en Égypte». (lefigaro.fr 13.04)

2- Numéro d'illusionnistes.

Un millier d'économistes de 53 pays ont écrit aux ministres des Finances du G20 pour réclamer la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, a indiqué mercredi l'ONG Oxfam France.

"Même à des taux très bas de 0,05% ou moins, cette taxe pourrait collecter des centaines de milliards de dollars chaque année et tempérer les excès spéculatifs", indiquent ces économistes dans cette lettre, selon un communiqué de l'organisation non gouvernementale.

Quelques pays européens, dont la France et l'Allemagne, sont favorables à l'instauration d'une telle taxe, dont les recettes sont évaluées à quelque 200 milliards d'euros par an dans la seule Union européenne. (20minutes.fr 13.04)

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis ont accusé un déficit budgétaire de 188 milliards de dollars en mars, a annoncé le Trésor mardi.

Le déficit du premier semestre de l'exercice budgétaire 2011, débuté le 1er octobre dernier, atteint le record de 829 milliards de dollars, soit 16% de plus que la période comparable du précédent exercice. (Reuters 13.04)

[Haut de page ↗](#)

Infos personnelles. J'ai enfin obtenu hier le document du fisc indien pour ne pas payer de taxes sur les intérêts de mon modeste capital placé dans une banque d'Etat, j'avais engagé cette démarche à la mi-décembre ! En fait les élections locales et législatives ont eu lieu avant-hier au Tamil Nadu, je ne sais pas quels autres Etats étaient concernés, les résultats seront connus le 30 mars. Hier c'était férié également pour cause de Nouvel An au Tamil Nadu.

Chronique.

1- Les petites phrases de Sarkozy hier lors de la visite d'un établissement de réinsertion scolaire, à Bagnères-de-Luchon.

Démantèlement de l'Education nationale :

- *«Il faut aussi laisser faire confiance aux équipes pédagogiques, en introduisant de la liberté»*, a déclaré le chef de l'État, confirmant sa volonté d'aller vers une autonomie plus large des établissements scolaires, fer de lance des réformes engagées par son ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel. (lefigaro.fr 14.04)

Une fatalité qu'il faut accompagner :

- *«Je veux que les enseignants ne perdent pas confiance dans leur mission. C'est un métier magnifique dont on a besoin.» «Il ne faut pas avoir peur du changement. Face à des élèves qui changent, nos méthodes doivent changer. Il n'y a aucun avenir possible dans l'immobilisme.»* (lefigaro.fr 14.04)

2- Les petites phrases jeudi du ministre du Budget, François Baroin.

- Il fallait oser le dire : *«La priorité du gouvernement, c'est améliorer le pouvoir d'achat des Français»*. (liberation.fr 14.04)

3- Les petites phrases de Dominique Strauss-Kahn jeudi lors de la réunion annuelle du FMI à Washington.

Poursuivre l'offensive contre le prolétariat mondial :

- *«Le plus important est de faire attention à ne pas se reposer sur ses lauriers»*, car *«la crise n'est pas finie»*, ce qu'on avait plutôt tendance à croire en observant comment les actionnaires des différentes places boursières se sont goinfrés en 2009 et 2010 et depuis le début de l'année 2011.

Vous avez raison monsieur Strauss-Kahn, la crise n'est pas finie, la preuve :

- JPMorgan Chase & Co a annoncé mercredi une hausse plus forte qu'attendue de son bénéfice net au premier trimestre, 5,6 milliards de dollars. (Reuters 13.04)

L'impérialisme américain a les mains libres pour agir à sa guise...

- Il a jugé *«tout à fait bienvenu»* l'annonce avant-hier d'Obama d'assainir les finances publiques américaines. (lefigaro.fr 14.04), bref qu'il fasse comme il l'entend, le FMI ne lui imposera rien, n'est-il pas à son service ? Une dette abyssale de 14.400 milliards de dollars, qu'est-ce que c'est franchement, un détail, et pour cause...

... ce qui n'est pas le cas des Etats de l'Union européenne :

- Concernant l'Europe, il considère que les stress tests sur les banques, qui seront organisés en juin prochain, *«devront être suivis de recapitalisations»*. (lefigaro.fr 14.04), il en connaît le résultat avoir qu'ils aient eu lieu, ce qui montre bien que tout cela est savamment orchestré pour ensuite justifier les coupes sombres dans les budgets sociaux de tous les Etats. Inutile de poser la question, qui va encore casquer, on connaît nous aussi déjà la réponse.

Et pour conclure sur une affirmation qui ne manque pas de cynisme :

- La Grèce devrait *«s'en sortir»*, les banquiers quoi, dont le PS est également le représentant.

4- Tous les arguments sont bons pour laisser le dictateur Kadhafi massacrer son peuple et rester au pouvoir.

- Interview de Ted Knight, syndicaliste à Unite (IO n°144 page 7) : *"L'objectif est de mettre en place un gouvernement qui permettra l'exploitation sans restriction des ressources pétrolières du pays et imposera l'économie de marché."*

Mais qu'a donc fait Kadhafi jusqu'à présent ? Voyez-vous camarades, dans cet immense pays faiblement peuplé, 6,5 millions d'habitants environ, jusqu'à hier Kadhafi dans son extrême bonté a favorisé le développement social de son pays car il aime son peuple par dessus tout, si, si, c'est vrai puisqu'on vous le dit. Non, non, il ne se serait pas mis dans la poche quelque 70 milliards de dollars comme certains l'affirment, les profits de sa rente pétrolière et gazière, et puis vous savez, c'est un socialiste, oui, oui, comme Ben Ali, mais attendez là vous êtes rancunier, pourquoi ne pas avoir rappelé que Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie, le 8 mai 45, là vous faites dans la manipulation, c'était de l'histoire ancienne, bien sûr quelques décennies plus tard il a continué à entretenir des relations avec tous les dictateurs africains, mais c'était évidemment encore pour la bonne cause...

Kadhafi et ses rejetons ont toujours confondu les caisses de l'Etat avec leur propre compte en banque, mais bon on peut lui passer ce petit caprice, vous savez il est malade, la mégalomanie ne se soigne pas si facilement... Face à ce genre d'arguments, on reste bouche bée !

5- Le POI au chevet du capitalisme en Tunisie.

"Pour la première fois au sein de ces comités, le mot d'ordre de « congrès national des comités locaux de protection de la révolution » prend forme. Il établit le diagnostic que les seules forces politiques à même de porter les revendications révolutionnaires devant l'Assemblée constituante ne pourront venir que des comités locaux de protection de la révolution et des syndicats de l'UGTT. Car la souveraineté de la nation exige la satisfaction des revendications ouvrières (titularisations, renationalisations, salaires, emplois) qui sont contradictoires avec l'accord d'association avec l'Union européenne et les plans du FMI."

Non, *"la satisfaction des revendications ouvrières* nécessite l'expropriation des capitalistes, la prise de contrôle des secteurs clés de l'économie par les travailleurs eux-mêmes, la création d'un Etat ouvrier dont les comités locaux de protection de la révolution seraient les piliers. Le cours actuel de la révolution tunisienne et la radicalisation de son avant-garde permette d'avancer cette revendication. Ce n'est apparemment pas l'analyse que font le POI et évidemment les dirigeants de l'UGTT.

L'UGTT contre la remise en cause des fondements du capitalisme. Que dit dans une interview Hacine El Abassi, secrétaire général adjoint de l'UGTT : *"la mobilisation des travailleurs de l'hôtel Méridien, qui se prolonge depuis près de trois mois parce que le patron de cette entreprise refuse toute négociation et pose même l'exigence du licenciement d'une partie du personnel, dont les délégués syndicaux."*, et bien, il n'y a qu'à avancer la nécessité de le mettre dehors et déclarer que l'hôtel Méridien est la propriété de l'ensemble des travailleurs de ce pays... Non, non, on ne touche pas à la propriété privée des moyens de production, vous n'êtes pas fou, une telle perspective est suicidaire... Et le POI qui laisse dire, mieux qui acquiesce par son silence.

L'UGTT appelle à s'en remettre au gouvernement pour ensuite prétendre le combattre, un double langage qui masque mal la trahison de ses dirigeants et leur subordination au capitalisme : *"Ce que nous disons, c'est que le gouvernement doit prendre la véritable mesure des revendications formulées, revendications légitimes de statut, de salaires et s'orienter à les satisfaire, faute de quoi nous sommes disposés à prendre nos responsabilités, toutes nos responsabilités."*

Ben voyons, ce gouvernement à la solde du capital et de l'impérialisme pourrait prendre les mesures que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire seraient à même de décider ! Ces dirigeants de l'UGTT que le POI encense sont des loques humaines, des agents du capital et rien d'autres, il faut les virer aussi, eux aussi ils ont été élus à leur poste sous Ben Ali !

Parole d'internaute.

(à propos du "revenu citoyen" de 850 euros par mois proposé par de Villepin)

- aujourd'hui :

RSA célibataire non SDF = 410€
APL (ville moyenne) = 248€
TOTAL REVENUS = 658€

demain : REVENUS CITOYEN + 850€

amélioration survie 850 - 658 = 192€

Réaction d'un internaute : cette mesure ne profiterait pas particulièrement aux plus pauvres.

Ajoutons, surtout qu'il envisage de leur faire payer des impôts et d'augmenter la TVA !

Politique.

1- France

De Villepin torpillé !

Le jour où l'ex-Premier ministre présente son projet pour 2012, le porte-parole de son mouvement "République solidaire" démissionne.

"Ce qui m'a amené à prendre cette décision, c'est les conditions dans lesquelles Dominique de Villepin a préparé le projet qu'il a présenté aujourd'hui", a expliqué le député de Dordogne. "Je regrette que sur ces dispositions qui posent de vraies questions de fond, il n'y ait pas eu la possibilité d'en débattre. Et, cela je ne peux pas l'accepter", a précisé Daniel Garrigue. (lepost.fr 14.04)

2- Bahreïn

Le gouvernement de Bahreïn a annoncé jeudi avoir engagé des procédures judiciaires pour faire interdire les deux principaux groupes d'opposition chiites.

"Le ministère de la Justice et des Affaires islamiques fait savoir qu'il a engagé une action en justice en vue de la dissolution du parti Action islamique et du groupe Wefak", dit un communiqué repris par l'agence de presse officielle de Bahreïn.

"Cette action est dictée par des infractions majeures à la Constitution et aux lois du royaume, aux activités entreprises pour porter atteinte à la paix sociale, à l'unité nationale et pour inciter au non-respect des institutions constitutionnelles", ajoute le communiqué gouvernemental. (Reuters 14.04)

3- Yémen

L'opposition yéménite a annoncé jeudi son refus d'aller à Ryad négocier un transfert du pouvoir et a exigé le départ du président Ali Abdallah Saleh dans un délai de deux semaines.

De sources proches de l'opposition, on disait, avant cette réunion, que des discussions pourraient s'ouvrir au plus tôt samedi à Ryad.

Mais l'un des chefs de l'opposition, Mohammed al Moutawakki, a douché ces espoirs de reprise du dialogue en annonçant qu'aucun représentant de son camp ne se rendrait dans la capitale saoudienne.

"Nous soulignons une fois encore la nécessité d'accélérer le processus afin qu'il (le président Saleh) parte dans les deux semaines. En conséquence, nous n'irons pas à Ryad", a-t-il dit.

"Nous avons constaté que les éclaircissements fournis par les ambassadeurs étaient incompatibles avec notre exigence d'un départ immédiat (de Saleh)", a-t-il ajouté.

"Il n'y avait rien de nouveau dans ce que nous ont dit les médiateurs du Conseil de coopération du Golfe", a-t-il précisé.

Selon plusieurs analystes, Saleh, qui a perdu ses précieux alliés qu'étaient les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, croit encore à sa survie politique malgré les manifestations quotidiennes contre son régime.

"Mon analyse de la stratégie de Saleh est que chaque jour de plus qu'il passe au pouvoir lui permet d'affaiblir ceux qui lui ont fait défaut ou l'opposition", estime Sarah Phillips, professeur à l'université de Sydney.

"Des Yéménites, en particulier ceux qui sont très vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés locaux, préféreront peut-être le statu quo à la promesse d'une agitation prolongée", ajoute la chercheuse, qui prédit que Saleh va "probablement essayer d'exacerber cette peur".

"Toutefois, je suppose que plus il persistera dans cette voie, plus il suscitera de l'animosité." (Reuters 14.04)

Social.

1- France

1.1- Le Medef ou le vrai visage du capitalisme.

1.1.1- Jeudi, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a jugé que la proposition du gouvernement de contraindre les entreprises distribuant des dividendes à verser une prime de 1.000 euros à leurs salariés était «*incompréhensible*» et «*dangereuse pour l'emploi*».

«Je ne sais que dire tellement ces propos sont incompréhensibles», a déclaré Mme Parisot, soulignant: «On ne sait pas très bien de quel projet il s'agit».

Les problèmes de pouvoir d'achat «relèvent de la responsabilité des partenaires sociaux», a ajouté la responsable patronale, qui a dit souhaiter «*aller plus loin*» sur les salaires.

«*Dans chaque entreprise, chaque année, c'est obligatoire, c'est la loi, il y a des négociations entre les syndicats et les représentants du personnel (...) et la direction de l'entreprise. A l'issue de cette discussion, il y a dans la plupart des cas un accord (...) qui donne les grandes lignes en matière d'augmentation de salaires*», a-t-elle rappelé.

Laurence Parisot a notamment estimé qu'une telle mesure serait «*anti PME et anti TPE*» (très petite entreprise), estimant par exemple que pour une PME de 300 personnes, 300.000 euros représentaient souvent l'intégralité de son bénéfice. (liberation.fr 14.04)

Argument fallacieux, pour preuve, un rapport de l'INSEE rappelle qu'à peine la moitié des grandes entreprises (plus de 5000 salariés) rémunère ses actionnaires. Et seule une PME sur six verse des dividendes, alors que c'est là que travaillent les trois-quarts des actifs.

Et s'il n'y a pas davantage de grèves, c'est parce que ces "*négociations*" servent à légitimer des augmentations de salaires misérables, qu'ensuite les dirigeants syndicaux dénoncent, cherchez l'erreur. Si vous vous demandiez d'où provient le projet de "*réforme constitutionnelle*" de Sarkozy, vous avez ici une grande partie de la réponse. Ce n'est pas Sarkozy le fossoyeur des syndicats, mais bien les dirigeants syndicaux et ceux qui les soutiennent, d'ailleurs si vous observez attentivement, dans leur littérature vous cherchez en vain cette argumentation.

Je suis pour la liquidation de ce qu'ils appellent la "*politique contractuelle*" qui n'est qu'une politique de collaboration de classe entre le syndicat et le patronat au profit du capital. La preuve, une de plus.

Pierre-Yves Chanu, conseiller à la CGT : «on attend de voir», et d'ajouter «si le gouvernement se contente d'incitations, d'appels à négocier, les chances que ce dispositif échoue sont très grandes». Donc il est favorable à ce "*dispositif*". Alors que Christine Lagarde a indiqué la veille que, «*évidemment*», le gouvernement réfléchit «à des mécanismes d'incitation sur le plan fiscal et sur le plan des charges sociales»... pour compenser cette prime que les malheureux millionnaires ou milliardaires du CAC 40 ne pourraient pas supporter sans courir tout droit à la banqueroute !

Parmi les réactions des dirigeants syndicaux, la palme revient à FO qui dit redouter un "*effet d'aubaine*" qui permettrait aux employeurs de substituer cette prime à d'éventuelles augmentations de salaires. (Reuters 14.04) Parce que voyez-vous, ils avaient l'intention d'augmenter les salaires, sans même qu'on leur demande, sans la moindre grève, sans la moindre occupation d'usines, oh la vilaine chose que voilà ! De toutes petites miettes dont se satisfont les dirigeants syndicaux... pas les travailleurs.

C'est comme la tarte à la crème de ceux qui veulent taxer davantage le capital au lieu de combattre pour son abolition... Ceux qui disent non au projet de "*réforme constitutionnelle*" de Sarkozy parce qu'il vaudrait mieux conserver la Constitution telle qu'elle existe aujourd'hui, car c'est ainsi que les travailleurs l'interprètent, ceux qui veulent "*interdire les licenciements*" mais qui dans le même temps n'avancent pas la nécessité d'exproprier les capitalistes quand cette question est à l'ordre du jour de la lutte de classe, expropriation qui ne pourrait se produire qu'une fois que la classe aurait pris le pouvoir ; ceux qui veulent "*renationaliser*" l'EDF pour que cette entreprise soit gérée par l'Etat pour le compte des capitalistes, alors que la "*renationalisation*" d'EDF pour que la classe ouvrière en ait vraiment le contrôle et le bénéfice ne devrait se concevoir que dans la perspective d'un Etat ouvrier, ne devrait voir le jour que sous la direction d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, etc. Dans chaque cas, cela s'appelle accompagner le capitalisme et non le combattre, la gangrène du réformisme à l'oeuvre quoi ! Camarades, interdisons le voile des illusions dans le capitalisme dans le mouvement ouvrier !

1.1.2- Sur Canal+, la présidente de l'organisation patronale Medef Laurence Parisot a volé jeudi au secours du PDG de Total Christophe de Margerie, estimant que ses propos, critiqués par le chef de l'Etat, sur le litre de carburant à deux euros se voulaient un «*signal d'alarme*». (liberation.fr 14.04)

1.2- Mouvements sociaux en cours.

Depuis mardi, l'usine française de Ferrero à Villers-Ecalles (Seine-Maritime) est à l'arrêt. Plus aucun produit chocolaté ne sort de l'établissement, qui produit normalement 800.000 pots de Nutella et 1,2 million de barres Kinder Bueno.

Néanmoins, bloquer les lignes de production n'est pas anodin. D'autant plus qu'il s'agit là de la première grève depuis trente-sept ans chez Ferrero, de mémoire de syndicaliste. «*Au départ, nous n'avions pas prévu un mouvement dans la durée. Mais la plupart des salariés nous ont soutenus, parce qu'ils ont vraiment besoin d'une augmentation, alors on poursuit le mouvement*», concède Fabien Lacabanne, délégué syndical de Forces Ouvrières.

Les salariés demandent principalement une augmentation de 90 euros par mois et par personne, ce que l'entreprise a, pour l'instant, refusé. Après avoir proposé une augmentation d'1,2%, elle a avancé une hausse de 2% pour ceux qui gagnent plus de 22.500 euros par an, et une hausse de 50 euros brut pour ceux qui gagnent moins. Mais les syndicats tiennent à voir les salaires augmenter plus que les prix à la consommation, qui croissent de 2% en France à cause notamment de la flambée du prix du pétrole. Ils poursuivent donc ce mouvement, radical, de blocage de la production, pour obtenir gain de cause.

Un peu partout en France, de mêmes conflits touchent les usines françaises pour tenter d'obtenir des augmentations de salaires. Le chantier du grand stade de Lille a été arrêté car les salariés de la société de construction Eiffage souhaitent une augmentation de 85 euros net, contre 25 euros proposés par la direction. Les salariés de l'Usine Toyota d'Onnaing sont en grève depuis douze jours pour demander une prime de 800 euros et un treizième mois. (20minutes.fr 14.04)

1.3- Complément. Quelques mouvements sociaux du 8 mars au 11 avril.

LO pousse un cri de consternation : "*Les médias nationaux ne mentionnent pratiquement pas la grève des travailleurs de Toyota Onnaing, qui a démarré il y a douze jours, pour de meilleures salaires, et encore moins celles qui ont lieu dans de plus petites entreprises*". (11.04)

Ah ben ça alors, nous non plus on n'en revient pas !

Quelques mouvements sociaux du 8 mars au 11 avril (<http://www.clicbox.com>). La plupart des articles sont extraits du journal *L'Humanité*, on a envie de dire ironiquement : le principal journal ouvrier qui informe les ouvriers dans ce pays !

- À compter du lundi 11 avril 2011, les avocats du Barreau de la Seine Saint-Denis seront en grève du secteur aidé

- Argentine. Grève dans tous les hôpitaux publics de Buenos Aires ce vendredi 8 avril 2011. Les médecins municipaux de la capitale argentine ne protestent pas contre la politique de santé ou des réductions budgétaires. Victimes d'un conflit entre le gouvernement et la mairie, sur fond d'élections, ils réclament plutôt le retour des forces de sécurité devant les centres de santé.

- Aujourd'hui 6 avril, à 9h, les agents de Prévention Sécurité de l'entreprise SECURITAS travaillant sur le site du Conseil de l'Europe à Strasbourg se sont mis en grève à l'appel d'une intersyndicale C.G.T., UNSA, FO, C.F.D.T. et C.F.T.C. Les agents revendiquent des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail. Ce mouvement a été initié après communication par M. Mathieu, PDG de SECURITAS, le 17 février dernier dans la presse, sur la bonne santé de l'entreprise...

- 25/03. Paris : Grève et mobilisation devant le siège de l'AP-HP (CGT-FO-CFTC-Sud Santé)

Dans le cadre de la loi HPST, de la création des groupes hospitaliers, de la réorganisation des hôpitaux de l'APHP, déjà des hôpitaux ferment (Jean Rostand, Broussais, St-Vincent-de-Paul). De nouvelles fermetures sont annoncées et programmées (Hôtel Dieu, A.Chenevier, G.Clémenceau, C.Foix), ainsi que la vente du patrimoine de Fernand Widal et du Siège de l'APHP. L'objectif affiché : supprimer des milliers d'emplois à l'AP-HP. C'est un véritable plan social «de licenciements...

- 24/03. La grève continue au centre de tri de Rennes Airlande (Ille et Vilaine) : 3ème jour de grève... (Fapt-cgt-35) Rassemblés en assemblée générale hier soir les postiers du centre de tri de Rennes Airlande ont décidé de poursuivre leur mouvement. Ils ont tous voté une motion s'adressant à la direction qui demande des réponses écrites et concrètes sur au moins 2 points...

- 23/03. Aujourd'hui nous sommes au 3ème jour de grève. La mobilisation est toujours aussi importante (90% du personnel distribution, cabine, motorisation...). LA POSTE a mis en place un centre parallèle à quelques mètres du centre courrier. Ceci afin de casser le moral des collègues, mais cela a eu l'effet inverse et les renforce dans leur conviction (LA POSTE est capable de trouver des fonds pour payer des vigiles, des intérimaires et un local). Sur le piquet de grève il y a une bonne ambiance.

- 23/03. Les personnels contractuels de l'Ecole normale supérieure (ENS) en grève

Depuis le 10 janvier les personnels contractuels de cuisine de l'Ecole Normale Supérieure sont en grève pour l'obtention à la fois

de meilleures conditions de travail mais aussi pour leur titularisation. A ce jour, malgré les interventions de la CGT auprès du Ministre de la Fonction Publique et la promesse d'ouverture de négociations, la Directrice de l'ENS Ulm refuse de recevoir les personnels. C'est pourquoi ces derniers ont décidé de se remettre à nouveau en grève et occupent...

- 22/03. Grève Genlis : la Cgt & l' Ugict-Cgt SigmaKalon France appellent à la solidarité avec les grévistes

En grève depuis le 7 mars 2011, les salariés grévistes de Genlis ont entamé hier matin (21 mars) leur 3ème semaine de grève. Depuis ce jour, ils se battent pour ne pas être tondus comme des moutons par un repreneur peu scrupuleux des droits collectifs conventionnels et autres dispositions sociales des accords collectifs d'entreprise et d'établissement qu'ils ont pu acquérir depuis leur embauche dans l'entreprise ; ID LOGISTICS ayant pour objectif à 9 ans de « ramener le coût de la...

- 09/03. Fin de la grève des salariés à Prisma Presse

Les salariés de Prisma Presse (Geo, Capital, Gala Voici, VSD), ont mis fin mercredi 9 mars à la grève qu'ils avaient entamée il y a près d'une semaine, après avoir approuvé les nouvelles propositions de la direction.

- 09/03. Equipementier - Des bénéfiques pour Valeo, un site en grève

Alors que l'équipementier français affiche des résultats en progression, un mouvement social a démarré à Amiens

- 08/03. Négociations salariales chez Decaux : des établissements touchés par une grève nationale

Plusieurs établissements de la société d'affichage JC Decaux ont été touchés mardi par une grève, au terme de négociations salariales qui ont débouché sur des propositions jugées insuffisantes par les syndicats, a-t-on appris de sources syndicales et auprès de la direction. "La mobilisation est très forte, dans des établissements en province comme Marseille, Lyon, Bordeaux ou Toulouse, ainsi qu'à Paris", a déclaré Thierry Bertrand, délégué FO. Elle touche surtout l'exploitation,...

[Haut de page ↗](#)

Le 16 avril

Politique

1- France

1.1- L'UMP se délite

Le député-maire de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), René Couanau, a annoncé vendredi qu'il quittait à la fois l'UMP et le groupe UMP de l'Assemblée nationale pour rejoindre les non-inscrits.

"A un moment il faut être clair. Je ne peux pas continuer à faire semblant d'approuver des choses que je n'approuve pas", a-t-il poursuivi en faisant référence au débat sur la laïcité ou bien encore au projet de loi visant à inscrire dans la Constitution la "règle d'or" de maîtrise des déficits publics.

Pour lui, ce texte "aura pour effet de ligoter les gouvernement à venir". (Reuters 15.04)

Il "ligotera" celui qui acceptera d'être ligoté par lui !

1.2- Le PS ou l'épouvantail pour dégoûter les jeunes de la politique.

Entendu lors de la conférence « Conscience Politique et modes d'actions chez les jeunes » du vendredi 15 avril au TNB, avec comme animateurs Rama Yade, ambassadrice de la France à l'UNESCO et Najat Vallaud-Belkacem, secrétaire national au PS.

Question posée par une personne dans la salle : la possibilité d'instaurer un tirage au sort des députés.

Réponse de Vallaud-Belkacem : « Il ne faut rien s'interdire ». (liberation.fr 15.04)

Puisqu'il ne "*faut rien s'interdire*", allons-y, j'ai une proposition à vous faire monsieur Vallaud-Belkacem : la roulette russe ! Attention le chargeur est plein, j'allais oublier de vous le préciser.

2- Algérie

Dans un discours très attendu, le président algérien Abdelaziz Bouteflika a annoncé vendredi soir une prochaine révision de la constitution en vue de «*renforcer la démocratie*». «*Pour couronner l'édifice institutionnel visant à renforcer la démocratie, il importe d'introduire les amendements nécessaires à la Constitution*» de 1996, a affirmé Abdelaziz Bouteflika dans ce discours à la nation de 20 minutes.

«*J'ai exprimé, à maintes reprises, ma volonté de faire réviser la Constitution et j'ai réaffirmé cette conviction et cette volonté à plusieurs occasions*», a rappelé le chef de l'Etat algérien en annonçant la création d'une commission constitutionnelle «*à laquelle participeront les courants politiques agissants et des experts en droit constitutionnel*».

La commission «*me fera des propositions dont je m'assurerai de la conformité avec les valeurs fondamentales de notre société, avant de les soumettre à l'approbation du parlement ou à vos suffrages par la voie référendaire*», a-t-il expliqué.

Abdelaziz Bouteflika a également annoncé une révision de la loi électorale et de la loi concernant les partis politiques. (lefigaro.fr 15.04)

3- Libye.

3.1- Les forces du colonel Mouammar Kadhafi ont de nouveau pilonné ce vendredi les rebelles libyens retranchés à Misrata, dans l'ouest du pays, où la bataille pour le contrôle du port de la ville assiégée fait rage.

D'autres affrontements ont eu lieu dans l'est de la Libye, à un kilomètre de l'entrée ouest d'Adjabiah. De son côté, l'aviation de l'Otan a mené des raids sur Syrte. (20minutes.fr 15.04)

3.2- Dans un appel commun vendredi, Barack Obama, David Cameron et Nicolas Sarkozy affirment que l'avenir de la Libye ne peut être envisagé avec Kadhafi.

3.3- Rony Brauman, l'ex-président de Médecins sans frontières s'insurge contre le «*coup d'Etat humanitaire*» d'une guerre légale mais illégitime.

Un mois après le début des frappes aériennes contre l'armée de Kadhafi, Rony Brauman était vendredi l'invité de L'Info.com, une émission commune de France Info et de Rue89, animée par Mireille Lemaesquier.

Professeur à Sciences-Po Paris et à l'université de Manchester, Rony Brauman critique vertement l'action de l'Otan pourtant autorisée par le conseil de sécurité de l'ONU :

«*Le conseil de sécurité étant la source de la loi internationale, cette guerre est légale. Je ne la trouve pas légitime pour autant, je ne la trouve pas utile pour autant et je ne la trouve pas gagnable pour autant.*»

«*Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs*»

Rony Brauman s'explique :

«*J'aurais très bien compris que l'on exerce une pression autour de Benghazi par une pression militaire, par des survols, par une attitude extrêmement active et déterminée dès lors qu'il s'agissait de prévenir un massacre à Benghazi. L'argument selon lequel cette tuerie était imminent est recevable.*

On parle aujourd'hui de "dizaines de milliers de morts évités", ce qui me semble relever du registre de la propagande, mais la menace du massacres préférés par Kadhafi était à prendre au sérieux, et je comprends très bien que dans le contexte des révoltes arabes, dans le périmètre géographique où cela se situait, il y avait quelque chose à faire.

Mon opposition n'était donc pas à "faire quelque chose", mais au "quelque chose" qui a été décidé. Et cette décision a été de protéger la population libyenne dans son ensemble. Ça n'était plus briser le siège de Benghazi, mais étendre son autorité sur l'ensemble du pays.

Pour moi, cela signifiait le renversement du régime – et je n'ai aucun attachement au régime de Kadhafi –, ce qui signifiait

déclencher une situation politique, une réaction en chaîne sur laquelle on n'avait plus aucun contrôle. D'autant plus que c'était fait à partir des airs.

On entrain dans une guerre – car renverser un régime par la force, c'est un acte de guerre – avec les mains liées dans le dos mais en donnant des coups de pieds partout. C'est-à-dire, en étant sûrs de provoquer un chaos partout, sans pour autant se donner les moyens d'atteindre l'objectif.

Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs. Je pense que l'époque où il était envisageable d'aller révoquer des dirigeants pour les remplacer par d'autres, de choisir les régimes qui convenaient aux puissants est révolue.

Elle n'est pas seulement révolue sur le plan moral, sur le plan politique, elle est aussi révolue sur le plan pratique. Car le niveau de violence qu'il faut utiliser pour imposer sa volonté est désormais interdit. »

« **La position que je défends est difficile** »

« La position que je défends est difficile. Mais nous n'avons le choix qu'entre des positions difficiles : ne rien faire du tout, faire un peu, ou faire trop.

- Ne rien faire du tout, c'était extrêmement coûteux, moralement, politiquement ;

- faire un peu, c'était le compromis qui aurait été à mon avis souhaitable, c'est-à-dire affirmer un soutien politique et donner au rapport de force en faveur des insurgés une réalité un peu plus substantielle ;

- entrer dans une guerre, qui est, qu'on le veuille ou non, d'agression, une "guerre juste" au titre de la "responsabilité de protéger" des Nations unies. Je suis de ceux qui critiquent ce mécanisme car plutôt que de "protéger", on devrait plutôt parler de "coup d'Etat humanitaire". »

« **Donner un peu d'air aux Libyens et éviter un massacre** »

« Quand on s'insurge, quand on se soulève, on prend des responsabilités, et il faut être capable de les assumer. Lorsqu'on lutte contre un pouvoir, avec l'idée naturellement de le renverser, il faut se donner un rapport de force interne, il faut le construire. S'il s'agit de s'appuyer sur des forces extérieures, là on rentre dans les rapports entre la minorité et les empires qui a caractérisé l'époque impériale, et on va droit à la catastrophe.

Je ne crois pas que cela soit un service durable à une insurrection que de venir avec les gros sabots des armées étrangères pour en assurer la consistance militaire.

Notre responsabilité est celle d'intervenant extérieur, de spectateur, de voisin aussi, ce qui n'est pas indifférent. Il fallait faire quelque chose de ponctuel, pour leur donner un peu d'air et éviter un massacre. Mais pour le reste, il fallait assumer publiquement que le renversement de Kadhafi était l'affaire des Libyens et pas celle des puissances étrangères. »

L'Afghanistan, scénario catastrophe de la Libye ?

« L'intervention d'Afghanistan, il y a dix ans, avait un but irrécusable et accepté par tous, qui était de détruire les bases à partir desquelles l'attaque du 11-Septembre avait été lancée. Ça, personne ne le contestait.

Ensuite, il s'est agi de détruire le régime, et ensuite de construire une nation, puis de construire la paix, de protéger la population contre les talibans... Et ça donne la guerre la plus longue dans laquelle sont engagés les Etats-Unis.

Nous menons là-bas une "guerre des droits de l'homme" qui se solde par des milliers et des milliers de morts, et des bavures, une haine croissante contre les forces d'occupation étrangères, 200 000 hommes au sol, des milliards de dollars dépensés en pure perte, un régime accusé de corruption, redevenu le premier producteur de drogue au monde.

Bien sûr qu'il ne fallait pas aller en Afghanistan ! Il faut d'ailleurs s'habituer à l'idée que le monde ne nous demande pas comme shérifs, que nous ne sommes pas le juge de la planète, que cette époque est révolue, pour le meilleur et parfois pour le pire.

Je suis scandalisé, révolté, de voir que Obama, Cameron, et Sarkozy, peuvent publier une tribune expliquant que Kadhafi doit partir. De quel droit peuvent-ils dire ça ? Du droit du plus fort ? » (Rue89 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- "Une position intelligente, motivée, argumentée.

J'ai lu beaucoup de tribunes sur l'impérialisme occidental, le Sarkozy va-t'en-guerre... Mais assez peu avec un point de vue constructif et posé. C'est ici le cas.

Le problème majeur vient finalement du fait que les insurgés sont trop faibles. Ils semblent donc incapables d'incarner une alternative politique crédible rapidement, et de vaincre l'armée libyenne par les armes.

Et c'est bien là le problème. Si on laisse Kadhafi en place alors que les insurgés ne sont pas totalement organisés, on peut imaginer le sort qu'il leur réservera à plus ou moins long terme.

Intervenir de façon très modérée peut permettre un status-quo, mais ne permet pas un règlement du conflit, alors que Kadhafi et les insurgés ne vont rien lâcher.

Finalement, la position des grandes puissances n'est pas vraiment légitime, mais la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit..."

Commentaire.

Je ne partage évidemment pas toutes les positions de Mr Brauman, loin de là, par contre il a raison de condamner la déclaration commune d'Obama, Cameron et Sarkozy ou d'affirmer que le renversement de Kadhafi est exclusivement l'affaire du peuple libyen lui-même. Par ailleurs, libre à lui de s'identifier aux gouvernements français qui se sont succédés depuis 10 ans quand il dit "*nous menons là-bas*", comme si ces gouvernements avaient eu une quelconque légitimité du point de vue des intérêts de la majorité de la population en France, ce que nous récusons, ils ne représentent que les intérêts du capital, donc ceux d'une infime partie de la population, à ce titre ils étaient antidémocratiques et celui de Sarkozy-Fillon encore plus que ses prédécesseurs...

Il a raison de dire qu'on aurait pu accepter un "*compromis*" qui aurait consisté à ne pas condamner une intervention militaire ponctuelle, afin d'empêcher que la population libyenne qui s'était soulevée contre Kadhafi ne se fasse massacrer, c'est la position que je défends également.

Ce qu'il n'a pas compris, semble-t-il, bien qu'il l'évoque, c'est que c'était prendre le risque de mettre le doigt dans l'engrenage d'une guerre sans fin, sans en mesurer les conséquences au niveau des destructions et des morts qu'elle causerait inévitablement. Il ne tient pas compte non plus que ce soulèvement ne s'est pas réduit à l'est de la Libye, même s'il a été largement étouffé à Tripoli et sa région, tandis que les va-t-en guerre occidentaux avaient misé sur un soulèvement général qui ne s'est pas produit, non pas que la population y était opposée, mais parce qu'elle n'y était pas préparée politiquement, ajoutons militairement puisqu'elle devait affronter une dictature militaire dirigée par un despote qui n'hésiterait pas à la réprimer férocement et la mitrailler à la première tentative de manifestation, pacifique ou désarmée, ce qui s'est d'ailleurs produit à Benghazi à la mi-février et a signifié le début de ce soulèvement.

Mr Brauman fait peut-être preuve d'un certain courage en développant une analyse qui va à contre-courant des positions défendues par ceux qui soutiennent cette intervention militaire et ceux qui y sont farouchement opposés, mais il ne va pas jusqu'au bout. Il ne tient pas compte non plus de la personnalité du dictateur au pouvoir, il ne mentionne pas, dans sa déclaration dont je n'ai eu que des extraits je préfère le préciser, que ce n'est pas la première fois que le peuple libyen tente de se soulever pour renverser Kadhafi et qu'à chaque fois, cela s'est terminé par des milliers d'arrestations ou enlèvements, et que les opposants ou déclarés comme tels par le régime, ont été torturés, puis liquidés froidement ou ont disparu à jamais, sans qu'ait eu lieu le moindre procès, il ne s'est même pas donné la peine de monter un simulacre de procès pour les juger, non, il les a abattus comme des chiens atteints de la rage.

Effectivement nous sommes face à un dilemme, et l'attitude la plus confortable consiste à se ranger dans le camp de ceux qui soutiennent cette intervention militaire ou celui de ceux qui y sont farouchement opposés, dans les deux cas au nom de principes et sans tenir compte de la complexité de la situation sur le terrain. Cet internaute a raison de dire que "*la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit*" parce qu'il ne va pas au bout de son analyse ou parce qu'il ne prend pas en compte la totalité des facteurs qui composent la situation en Libye et la manière dont ils peuvent évoluer ainsi que leurs rapports.

Soit Mr Brauman connaît mal Kadhafi et son régime, soit il parle à la légère. Il n'a pas condamné le soulèvement du peuple libyen contre le dictateur, mais il ne semble pas comprendre que la seule réponse qu'y apporterait Kadhafi serait forcément une répression féroce et sanglante, sans qu'il soit nécessaire ici d'évoquer une intervention militaire extérieure, par ce seul fait, que la population de l'est de la Libye réussisse cette fois à se soulever en masse contre le dictateur, ce que personne ne nie il faut préciser, ne pouvait se terminer de deux manières possibles : soit Kadhafi envoyait son armée pour écraser ce soulèvement et on n'en parlait plus, soit il ne parvenait pas à l'écraser et le pays se retrouvait divisé entre deux entités : à l'ouest, la Tripolitaine où règne Kadhafi et son clan, à l'est, la Cynéraiïque où le soulèvement de la population a été général, avec

Benghazi comme capitale.

En résumé.

Nous ne sommes ni favorable à une intervention militaire extérieure, nous ne sommes pas davantage favorable à une partition de la Libye, mais nous ne sommes pas non plus favorable à l'écrasement de se soulèvement révolutionnaire par le dictateur Kadhafi. Maintenant compte tenu de la personnalité de Kadhafi, de ses "glorieux" faits d'arme passés contre son peuple, de la dictature qu'il lui impose depuis 42 ans, il paraissait évident que la partition du pays était inscrite dès le premier jour comme la conséquence inévitable du soulèvement à l'est de la Libye, à partir du moment où les insurgés conserveraient le contrôle de cette région.

Par contre, nous sommes contre la poursuite des bombardements à l'ouest de la Libye, parce qu'ils sont les préludes et le prétexte à une escalade militaire de la part de l'OTAN dont la population civile sera la principale victime, de la même manière que nous condamnons la déclaration d'Obama, Cameron et Sarkozy. Par conséquent les forces révolutionnaires présentes à l'ouest de la Libye doivent abandonner leurs positions à Misrata et se replier sur Ras Lanouf ou au-delà de cette ville située à proximité de Syrte, un des bastions de Kadhafi, sur une ligne coïncidant avec le passage en territoire Cyrénaïque.

On peut maintenant extrapoler ou refaire l'histoire et regretter que la population de l'ouest de la Libye n'ait pas trouvé la force de se soulever en masse contre le dictateur, nous avons déjà expliqué pourquoi en détails à maintes reprises pour ne pas y revenir ici ; Kadhafi et son clan tenant d'une main de fer son fief, où se trouve la capitale Tripoli, le siège de son pouvoir et le gros de son armée, la population privée de partis politiques, donc pas préparée politiquement à affronter Kadhafi, il était pratiquement inévitable que le dictateur garde la main sur son fief et c'est ce qui s'est produit.

Une dernière chose.

On a le choix entre analyser la situation en Libye en prenant en compte la totalité des facteurs et des acteurs en présence, soit l'analyser à partir d'a priori, de partis pris ou d'idées préconçues, de principes élevés au rang de dogmes, ajoutons y des exemple tirés du passé ou des situations jugées similaires et qui ne le sont pas vraiment, ou de se livrer à des comparaisons pas toujours très judicieuses ou carrément fallacieuses.

On peut aussi analyser la situation en Libye à partir des intentions affichées, supposées ou camouflées des différentes parties en présence ou qu'on leur prête, leur accorder consciemment ou non une prépondérance sur les faits, toujours est-il et quelles que soient les manoeuvres et les efforts déployés par les uns ou les autres pour que la situation évolue dans un sens ou un autre, ce sont finalement les masses qui décident en dernière instance du sort de leur révolution, avec leurs convictions, leur faiblesse politique, et bien sûr leurs illusions.

Cela étant dit, nous refusons de nous substituer aux masses révolutionnaires libyenne et de décider à leur place de quelle manière elles peuvent mettre fin à cet affrontement armé contre Kadhafi, nous refusons de porter un jugement sur les moyens qu'elles comptent employer pour éviter de se retrouver encore pendant de longues années sous le joug du dictateur et en proie à sa terrible vengeance si elles se rendaient, et nous refusons de condamner toute issue politique qui leur permettrait de conserver leur dignité et leur donnerait la possibilité de conquérir des droits politiques et sociaux, les mettant toutefois sérieusement en garde envers les dirigeants du Conseil national de transition (CNT) qui siègent à Benghazi, car c'est à elles seules que revient le droit de former leur propre gouvernement et Etat éventuellement, si la partition du pays devenait effective. Sur la question précise du CNT, on est en droit de faire preuve d'un optimisme mesuré, si on ne surestime pas le niveau de conscience politique des travailleurs et jeunes engagés dans cette révolution, on ne doit pas non plus les sous-estimer et les prendre pour des demeurés, les éléments qui nous sont parvenues sur les dirigeants du CNT, leur passé au côté de Kadhafi, ces travailleurs et jeunes les ont à l'esprit en permanence et les connaissent beaucoup mieux que nous. La même réflexion vaut sur l'idée qu'ils se font des intentions de la coalition impérialiste qui bombarde l'artillerie de Kadhafi ou sur Al-Qaïda

Faisons confiance aux masses, plaçons-nous résolument à leur côté, de toutes manières que vous le vouliez ou non, il est impossible de revenir en arrière, il n'y a que les poltrons, les hypocrites et les crétins pour ne pas en convenir.

4- Yémen

Cent chefs appartenant aux deux tribus les plus importantes et influentes du Yémen ont appelé vendredi le président Ali Abdullah Saleh, contesté depuis deux mois par la rue, à quitter immédiatement le pouvoir et à retirer à son fils le contrôle des forces de sécurité.

Cette annonce confirme l'effritement des soutiens dont bénéficie le chef d'Etat yéménite, au pouvoir depuis 32 ans, après des semaines de manifestations pour réclamer son départ.

Des manifestations anti-gouvernementales ont à nouveau eu lieu vendredi, réunissant des centaines de milliers de personnes après

la prière devant l'université de Sanaa. Des manifestations massives ont également eu lieu dans les villes de Taëz et Aden (sud) et dans la province d'Hadramawt (est).

De son côté, Saleh a rassemblé des dizaines de milliers de partisans près de son bureau, déclarant à la foule que leur présence témoignait de sa légitimité et d'un "rejet du chaos". (AP 15.04)

5- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont fait usage vendredi de bâtons et de grenades lacrymogènes pour empêcher des milliers de manifestants venus des faubourgs de marcher sur la place des Abbassides de Damas.

"J'ai compté 15 bus transportant des 'moukhabarat' (police secrète). Ces derniers ont été déployés dans les ruelles situées au nord de la place pour traquer les manifestants. Ils hurlaient 'espèce de maquereaux, espèce d'infiltrés. Vous voulez la liberté, on va vous la donner!'", a raconté un témoin.

D'après un autre témoin qui a accompagné la foule venue des banlieues de la capitale, ils étaient des milliers à scander *"le peuple veut la chute du régime"*.

La foule a déchiré de nombreux posters du président Bachar al Assad placardés sur les murs. (Reuters 15.04)

6- Tunisie

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés vendredi devant l'ambassade d'Arabie Saoudite à Tunis pour réclamer l'extradition de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali.

A lui seul, l'ancien chef d'Etat fait l'objet de 18 affaires pour *"complot contre la sûreté de l'Etat, homicides volontaires, détention et écoulement de drogue"*.

Des pancartes brandies par les manifestants appelaient les autorités saoudiennes à *"respecter la volonté du peuple tunisien"* et à *"livrer l'ancien président pour qu'il soit traduit devant la justice pour les crimes qu'il a commis"*. (AP 15.04)

7- Burkina Faso

Le chef de l'Etat burkinabé, Blaise Compaoré, qui résiste depuis février à des mouvements de colère multiples, dont ceux de soldats, a été confronté, jeudi et vendredi, à une nouvelle mutinerie de sa propre garde présidentielle, qui s'est étendue à d'autres militaires. Cette mutinerie a entraîné, vendredi 15 avril, la dissolution du gouvernement dirigé par le premier ministre Tertius Zongo, et le limogeage du chef d'état-major des armées, le général Dominique Djindjéré, remplacé par le colonel-major Honoré Nabéré Traoré.

Le mouvement de révolte avait commencé jeudi soir, et a pris fin dans la journée de vendredi après que les soldats eurent finalement reçu le paiement d'une indemnité de logement et d'alimentation qu'ils réclamaient.

Le mouvement avait débuté jeudi dans une caserne située dans le périmètre d'une vingtaine d'hectares du palais présidentiel, les soldats tirant en l'air pendant plusieurs heures. Il s'était ensuite étendu à une deuxième caserne. Le domicile du général Dominique Diendiéré, chef d'état-major particulier du président Compaoré, situé dans cette caserne, avait été saccagé, selon une source militaire.

Il ne s'agit pas du premier mouvement de protestation de militaires. Fin mars, des militaires en colère, qui protestaient contre la condamnation et l'emprisonnement de certains de leurs camarades inculpés dans des affaires de mœurs et de viols, s'étaient emparés d'armes de guerre dans des garnisons de plusieurs villes.

La révolte de ces soldats avait été précédée par un mouvement de contestation de jeunes étudiants à la suite de la mort, fin février, d'un des leurs, tué lors d'une manifestation. D'autres manifestations s'étaient ensuivies dans tout le pays, faisant au moins six morts, dont quatre étudiants. Cette double protestation, des militaires et des jeunes, avait constitué l'une des plus graves crises qu'ait connues le régime du président Compaoré, un ancien militaire arrivé au pouvoir il y a vingt-quatre ans à la faveur d'un coup d'Etat contre son ancien compagnon Thomas Sankara, figure emblématique de l'émancipation africaine. (lemonde.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- Soupçonné d'avoir trempé dans l'assassinat de Thomas Sankara, M.Compaoré est un grand démocrate à n'en pas douter et très aimé de son peuple puisque maintes fois réélu avec plus de 80% des voix. C'est sans doute pourquoi notre président-

guerrier-justicier ne cherche pas à guerroyer contre lui ni à le déposer, au contraire, ayant en outre un point commun: ils ont tous les deux aidé à l'installation d'Ouattara en Côte d'Ivoire.

Social

France

1- Quand le voleur crie aux voleurs.

Vendredi, le ministre du Travail : l'Etat se montrera intransigeant avec la fraude sociale. «*Les contrôles des arrêts de travail ont permis d'économiser plusieurs centaines de millions d'euros*», a précisé Xavier Bertrand.

«*Il faut appliquer et alourdir les pénalités existantes*», qui actuellement ne sont pas mises en œuvre partout, a-t-il expliqué lors d'un déplacement à Rennes. «*Elles doivent être appliquées par toutes les branches*». «*Passer à travers les contrôles va devenir mission impossible*», a-t-il plaidé. (lefigaro.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- Claude Brémond le directeur de la CPAM de Nantes a démissionné en 2007, écoeuré, après avoir soulevé le lièvre et découvert de vastes systèmes de fraudes impliquant entre autres le corps médical...on lui avait fait comprendre qu'il ne fallait pas faire de vagues...

2- Pour **Les Echos**, la hausse de 2% du Smic va être un "**choc**" pour les entreprises.

D'après le quotidien économique Les Echos, le Smic pourrait être augmenté de 2% d'ici à cet été. Cela concerne 2,3 millions de salariés.

En cause, la hausse des prix. Lorsqu'elle atteint 2%, le Code du travail prévoit que le salaire minimum doit être automatiquement revalorisé. Et ce, dès le premier jour du mois suivant la publication de cette hausse. D'après l'Insee (Institut national des statistiques et des études économiques), cette augmentation ne serait pas mise en œuvre avant le 1er juin.

"*Le choc serait cette fois-ci plus important pour des entreprises déjà confrontées à la hausse des matières premières*" précise le quotidien.

Actuellement, le SMIC horaire brut est de 9 euros, pour un brut mensuel de 1.365 euros. (AP et leexpress.fr 15.04)

Mais qu'ils s'estiment encore heureux de ne pas subir l'électrochoc de leur expropriation ! Pas encore.

3- Sarkopy et Guéant toujours en "**croisade**" !

«*Aujourd'hui il y a à peu près 200.000 étrangers supplémentaires (par an) qui sont autorisés à séjourner en France (...) Mon objectif, c'est de réduire ce nombre de 20.000, c'est-à-dire de passer de 200.000 à 180.000, dans un premier temps*» a déclaré le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, vendredi soir à TF1.

«*Il faut savoir*», a-t-il ajouté, «*que 24% des étrangers non européens qui se trouvent en France sont des demandeurs d'emploi. C'est presque trois fois plus que le taux (de chômage) national*».

Dans un rapport remis cette semaine au Premier ministre, François Fillon, le président du Haut conseil à l'intégration (HCI), Patrick Gaubert, estime que «l'intégration à la française, ça marche».

«*Si l'on considère des indicateurs tangibles comme le niveau de diplôme des générations suivantes, la mobilité sociale ou les mariages mixtes, la majorité s'intègre*», a-t-il ajouté.

Au total, 11,5 millions d'immigrés ou enfants d'immigrés résident en France, soit 19% de la population et près de 180.000 personnes arrivent dans l'Hexagone chaque année, selon des chiffres du HCI. (20minutes.fr 15.04)

Depuis la fin décembre 2010, le consul de France à Pondichéry n'a par répondu à ma requête en faveur de la demande de visa de mon beau-frère qui avait été rejetée, sans motif puisqu'ils ne sont pas obligés d'en fournir un, c'est la loi, la loi de l'arbitraire !

Economie.

1- Grèce. A vendre au plus offrant, on brade !

1.1- Le premier ministre grec a présenté vendredi les grandes lignes de son programme budgétaire 2012-2015.

Papandréou a ainsi prévenu que de nouvelles mesures d'austérité seraient prises, qui seront détaillées après les congés de Pâques. Elles comprendront des coupes salariales, le renforcement des contrôles des comptes, notamment dans les hôpitaux, et un coup de frein sur les embauches. L'État grec espère ainsi économiser près de 23 milliards d'euros pour arriver à réduire ses dépenses à environ 44 % du PIB.

Malgré les tensions sociales et l'annonce de nouvelles manifestations début mai, le gouvernement a décidé de lancer au plus vite un large programme de privatisation de 50 milliards d'euros d'ici à 2015. (lefigaro.fr 15.04)

1.2- Sans attendre, l'Etat grec a annoncé, vendredi 15 avril, qu'il allait réduire sa part dans le capital de l'opérateur d'électricité DEI.

Autre mesure qui doit prendre effet dès 2011, la baisse de 20 % de la participation de l'Etat dans l'opérateur téléphonique OTE, dont l'actionnaire principal est Deutsche Telekom. L'Etat veut également privatiser partiellement Trainose, la société d'exploitation des chemins de fer.

La compagnie de Gaz Depa sera également partiellement privatisée dans le courant de l'année, l'Etat ne conservant qu'une minorité de blocage de 34 %.

En 2012, l'Etat entend aussi vendre des parts de la caisse des dépôts et "d'ici 2013" réduire sa participation dans la banque postale. Les casinos, usines d'armement, ports et aéroports figurent aussi dans le catalogue des ventes d'ici 2013, avec notamment en 2012 l'extension prévue de la concession actuellement gérée par le groupe allemand Hochtief de l'aéroport d'Athènes, où la participation de l'Etat sera encore revue à la baisse. Au total, les cessions doivent rapporter entre 12 et 16,5 milliards d'euros d'ici 2013 : 2 à 4 milliards d'euros en 2011, 5,5 à 7 milliards en 2012, et 4,5 à 5,5 milliards en 2013.

En matière de réduction des dépenses, les mesures prévues, qui doivent être détaillées après Pâques, incluent le passage aux quarante heures dans la fonction publique, contre 37,5 heures actuellement, des baisses de salaire dans les grandes entreprises publiques, et des coupes dans les dépenses de santé et de défense, précise le document. (lemonde.fr 15.04)

Commentaire d'un internaute

- A 18H00 HEC (16H00 GMT), les taux grecs à 10 ans grimpaient à 13,712 %, contre 13,156 % la veille à la clôture. Les taux portugais à 10 ans montaient pour leur part à 8,868 %, contre 8,767 % la veille. "De plus en plus de personnes très écoutées par les marchés évoquent une restructuration de la dette pour plusieurs pays de la zone euro", a commenté Patrick Jacq, stratège obligataire chez BNP Paribas. Ainsi, pour Mohamed El-arian, PDG de Pacific Investment Management Company (PIMCO), le plus gros fonds de gestion obligataire au monde, une restructuration des dettes grecque, portugaise et irlandaise est inévitable, alors que l'Espagne devrait être épargnée, selon un entretien accordé jeudi soir à la chaîne américaine CNBC. Portugal : taux des obligations à 10 ans : 8,997 %. Irlande : taux des obligations à 10 ans : 9,709 %. Le plus hallucinant, c'est la Grèce : Grèce : taux des obligations à 2 ans : 18,504 %. Grèce : taux des obligations à 5 ans : 15,696 %. Grèce : taux des obligations à 10 ans : 13,826 %.

2- Irlande

L'agence de notation Moody's a abaissé vendredi de deux crans la note de l'Irlande, la plaçant au plus bas niveau des emprunteurs fiables. La menace d'une restructuration de la dette irlandaise enfle. (lefigaro.fr 15.04)

3- Etats-Unis

La Chambre des représentants américaine a adopté vendredi un projet de budget pour 2012 qui s'en prend violemment aux grands programmes sociaux de l'Etat providence américain pour tenter de résoudre la question des déficits à long terme.

Le projet de budget républicain pour 2012 présenté par le président de la commission du Budget, Paul Ryan, économiserait selon l'élu 4.400 milliards de dollars sur les dix prochaines années et s'efforcerait de diminuer les régulations qui selon les conservateurs entravent la croissance économique.

Le plan appelle à des réductions d'impôts pour les entreprises et les Américains le plus riches, tout en préconisant la maîtrise des dépenses de santé, en réformant les programmes d'assurance-maladie pour les personnes âgées (Medicare) et pour les plus démunis (Medicaid).

Le Medicare serait réformé pour inclure le choix d'une couverture privée. Les prestations du Medicaid seraient transformées, adaptées en fonction des «besoins» des différents Etats.

Sur la Social Security (assurance sociale contenant des prestations retraite et pour les handicapés) les républicains prévoient de forcer le président et le Congrès à garantir la solvabilité du dispositif. (20minutes.fr 15.04)

4- Chine

Le produit intérieur brut (PIB) chinois a augmenté de 9,7% au premier trimestre par rapport à l'année précédente, après avoir progressé de 9,8% au quatrième trimestre 2010.

Les prix à la consommation ont enregistré leur plus fort rythme de croissance depuis juillet 2008, progressant de 5,4% en mars sur un an.

Les prix agricoles ont été le principal moteur de l'inflation, les prix de l'alimentation progressant de 11,7% en mars sur un an.

Ces chiffres montrent par ailleurs que la consommation locale progresse, contribuant à la croissance à hauteur de 5,9 points de pourcentage au premier trimestre, et l'investissement à hauteur de 4,3 points de pourcentage.

Toutefois, le président chinois Hu Jintao a estimé que la croissance économique chinoise était toujours déséquilibrée.

"Dans les cinq prochaines années, la Chine fournira d'importants efforts pour soutenir la demande locale, notamment la consommation des ménages", a-t-il déclaré.

De janvier à mars, la Chine a par ailleurs enregistré un déficit commercial de 1,02 milliard de dollars (700 millions d'euros), son premier déficit commercial trimestriel depuis 2004. (Reuters 15.04)

5- Zone euro

Eurostat a annoncé vendredi une inflation annuelle de 2,7% le mois dernier. (Reuters 15.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 avril

Politique

1- France

1.1- Par nature... au-delà des mots, n'en déplaise à Hollande.

Le président du Parti radical, qui a annoncé le 7 avril que sa formation se séparait de l'UMP et qu'il se tenait prêt pour une éventuelle candidature à la présidentielle de 2012, a participé à un débat sur la laïcité organisé par le PRG.

Le président du PRG, Jean-Michel Baylet, y a vu une possible convergence entre le parti radical et sa formation.

"Nous nous sommes déjà par nature rapprochés en étant ensemble (dans le débat sur la laïcité de samedi-NDLR), nous allons voir si nous avons davantage à faire ensemble", a-t-il déclaré après le débat qui s'est tenu à Paris.

François Hollande, qui participait au débat organisé par le PRG, a estimé que ce parti faisait partie de la famille de la gauche, une manière de mettre en garde contre une alliance avec Jean-Louis Borloo.

"Je sais que l'ancrage des radicaux de gauche, comme leur nom l'indique d'ailleurs, est à gauche", a-t-il déclaré sur I>Télé. (Reuters 16.04)

1.2- Toujours plus minoritaire... et illégitime : dehors !

Au total, 28% des Français approuvent l'action de Nicolas Sarkozy comme président de la République, soit un point de moins qu'en mars. A l'opposé, 72% désapprouvent l'action du chef de l'Etat, ce qui représente une hausse d'un point par rapport au mois précédent, selon le baromètre Ifop pour "Le Journal du dimanche". (AP 16.04)

1.3- L'UMP se délite, suite.

Les 2.000 jeunes du parti radical ont annoncé ce samedi leur départ de l'UMP et leur engagement dans la future confédération de Jean-Louis Borloo. (lefigaro.fr 16.04)

2- Egypte

Un tribunal administratif égyptien a ordonné samedi 16 avril la dissolution du Parti national démocrate (PND), ancien parti au pouvoir, et la saisie de ses avoirs, selon des sources judiciaires. *'Son siège et ses bâtiments seront transférés au gouvernement*, a précisé cette source.

Nombre de ses anciens cadres font l'objet d'enquêtes pour corruption, et plusieurs sont déjà derrière les barreaux. (lemonde.fr 16.04)

3- Libye.

Après quatre jours de frappes aériennes de l'OTAN, et des combats avec les forces de Moammar Kadhafi, les troupes de l'insurrection se trouvaient samedi à proximité des installations pétrolières de Brega, a déclaré le colonel Hamid Hassy.

Il ajouté que les insurgés avaient également tenu pendant quatre jours leurs positions autour de la ville d'Ajdabiya, à une cinquantaine de kilomètres, permettant aux frappes aériennes de l'OTAN d'affaiblir les forces gouvernementales.

Le colonel Hassy a indiqué que les insurgés étaient accompagnés d'ingénieurs pour réparer d'éventuels dégâts causés par les combats sur les raffineries et le terminal pétrolier de Brega, ville qui a déjà changé plusieurs fois de camp depuis le début du soulèvement en Libye.

Plus à l'ouest, les forces de Moammar Kadhafi poursuivaient samedi leur nouvelle offensive sur Misrata. (AP 16.04)

4- Bahreïn

Les autorités bahreïniennes ont arrêté samedi un avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme et deux médecins dans le cadre de la campagne de répression du mouvement de contestation.

Pour l'opposition, l'arrestation de médecins représente une tentative des autorités d'intimidation du personnel de santé pour le dissuader de soigner les manifestants blessés. (Reuters 16.04)

5- Syrie

Bachar el-Assad a annoncé samedi que son gouvernement allait abroger la semaine prochaine au plus tard les lois sur l'état d'urgence instaurées il y a près de 50 ans. Mais le président syrien a averti qu'il n'y aurait ensuite plus d'"*excuse pour organiser des manifestations en Syrie*" à la contestation qui secoue le pays depuis un mois. *"Après ça, nous ne tolérerons aucune tentative de sabotage"*, a-t-il prévenu.

Le président a ajouté que le nouveau gouvernement allait entre autres faire adopter une nouvelle loi autorisant la formation de partis politiques et combattant la corruption. Tout cela *"contribuera à mon avis à augmenter la participation tout en étendant les libertés en Syrie"*, a-t-il assuré.

"Il y a un fossé entre les institutions gouvernementales et le peuple", a lancé Bachar el-Assad au nouveau gouvernement. *"Ce fossé doit être comblé, nous devons ouvrir de nouveaux canaux entre le peuple et nous et cela ne peut se faire qu'en construisant la confiance"*, a souligné le chef de l'Etat.

Samedi, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau manifesté dans la ville portuaire de Baniyas (nord-ouest) à l'occasion des funérailles d'un manifestant tué la semaine dernière par les forces de l'ordre au cours d'un précédent défilé, selon des témoins. (AP 16.04)

Traduction, le dictateur entend légaliser les partis qui devront lui accorder leur confiance et qui profiteront de la levée de

l'état d'urgence pour ne plus manifester dans la rue. Autant dire que l'état d'urgence persistera, il sera simplement allégé. Dans son esprit, les partis qui seront autorisés devront jouer le même rôle que ceux qui étaient légaux en Tunisie et en Egypte et qui soutenaient Ben Ali ou Moubarak, qui leur ont permis de tenir quand même quelques décennies au pouvoir.

Erreur monsieur le tyran, car ces partis en rendant allégeance à votre majesté seront (immédiatement) rejetés par la majorité de la population, et ce n'est pas le jeu minable de partis politiques qui remplira des ventres vides ou comblera les aspirations à la démocratie et la liberté la jeunesse et tout un peuple. Les travailleurs syriens veulent un changement de régime et Assad n'a pas sa place dans le régime qu'ils veulent instituer, ce qu'il ne peut pas concevoir ni accepter évidemment, donc seule une révolution prolétarienne peut le chasser du pouvoir...

6- Yémen

Des milliers de femmes ont manifesté samedi à Sanaa ainsi que dans d'autres villes du Yémen contre des propos du président Ali Abdallah Saleh leur reprochant de participer aux côtés des hommes aux manifestations contre son régime en place depuis 32 ans.

Quelque 5.000 manifestantes ont été recensées à Sanaa et un nombre équivalent à Taëz. (Reuters 16.04)

7- Serbie

Quelque 50.000 personnes se sont rassemblées samedi à Belgrade pour réclamer des élections anticipées, à l'appel du principal parti d'opposition, le Parti progressiste serbe (SNS, nationaliste). (AP 16.04)

Social

France

La coordination nationale des collectifs opposés au gaz et à l'huile de schiste organise depuis vendredi et jusqu'à dimanche une série de rassemblements dans le Sud et l'Est, ainsi qu'en région parisienne, dans des zones où le gouvernement a délivré des permis d'exploration ou en a étudié la possibilité.

Quelque 4.000 personnes, selon la gendarmerie et les organisateurs, ont manifesté à Donzère (Drôme), dont le maire est le ministre de l'Energie, Eric Besson.

A Meaux (Seine-et-Marne), ils étaient entre 1.500 selon la police et 2.000 selon les organisateurs. Des rassemblements ont également eu lieu à Rousson (Gard) avec 200 à 300 personnes selon les organisateurs, à Marseille où une cinquantaine de manifestants ont défilé de la préfecture jusqu'au Vieux-Port.

A Lons-le-Saunier (Jura), ils étaient 200 selon des organisateurs et 120 selon la police.

Des rassemblements ont eu lieu vendredi à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) et à Brignoles (Var).

Dimanche, ce sera au tour de Cahors (Lot), Blyes (Ain) et Nant (Aveyron). (liberation.fr 16.04)

Nous sommes évidemment contre l'exploitation du gaz de schiste. Lire dans les archives des articles de presse d'avril un article exploisif sur cette question.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 avril

A propos du projet de "*réforme constitutionnelle*".

Je n'ai pas encore développé cette argumentation, mais je pense qu'elle mérite réflexion : la question est-elle de savoir si les représentants du capitalisme pourraient dans certaines conditions mettre en oeuvre une autre politique moins antisociale, ou si la politique qu'ils s'appêtent à mettre en oeuvre ou qu'ils entendent approfondir, généraliser, correspond à une nécessité pour assurer la survie du capitalisme compte tenu du degré atteint par ses contradictions internes de fonctionnement au stade actuel de son évolution ?

Si l'on privilégie la première question, on se situe sur le terrain du réformisme, de l'adaptation au capitalisme. Cette politique réactionnaire serait le produit d'une volonté politique et non d'une nécessité économique impérieuse. C'est nier le développement historique du capitalisme qui conduit à son effondrement et à la paupérisation grandissante dans le monde, c'est le produit d'une analyse idéaliste ou non scientifique de ce processus dialectique

Si l'on privilégie la seconde, on se situe sur le terrain du socialisme, considérant que les capitalistes ne peuvent pas se payer le luxe de mener une autre politique pour préserver leurs privilèges et leur système économique, que c'est une question de vie ou de mort pour eux, et que cette politique ne peut de toutes manières conduire qu'à une nouvelle crise ou un effondrement de l'ensemble du système capitaliste, ce qu'ils savent, mais ne peuvent éviter, ils peuvent tout au plus retarder le moment où il interviendra.

Les contradictions du capitalisme ne sont pas le produit de la malformation du cerveau des capitalistes ou leurs représentants, ils sont le fondement même sur lequel repose l'ensemble de ce système économique. Dès lors, ce n'est pas seulement leurs représentants qu'il faut virer du pouvoir pour en mettre d'autres à la place, le PS et ses satellites à tout hasard, c'est le système lui-même qui doit disparaître. C'est la seule vraie question qui mérite d'être posée et discutée avec les travailleurs et les militants pour les aider à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques. C'est sur cette base que le parti doit se construire.

Rompre avec le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, la BCE, l'OCDE, l'ONU, l'UE et j'en passe, qu'est-ce qu'on en a à foutre franchement, si l'on ne rompt pas avec le capitalisme et que l'on conserve la même base idéologique, celle du capital. (A suivre et compléter)

Un autre sujet

Côté jardin.

Le 16 mars le POI flattait le régime algérien qui pour un peu serait socialiste, entre nous, il pouvait dire exactement la même chose du régime de Kadhafi qui a nationalisé le pétrole... pour son propre compte et non celui de son peuple, une précision qui leur a semble-t-il échappé, à moins qu'il ne s'agisse encore d'une manipulation :

IO n°143 page 13 : *"Algérie : 16 milliards de dollars pour relancer l'industrie publique.*

L'Etat algérien va consacrer 1 100 milliards de dinars, soit 16 milliards de dollars, pour restructurer et relancer le secteur industriel public, a déclaré le ministre algérien de l'Industrie, Mohamed Benmeradi. « Le gouvernement a essayé depuis trois ans de mettre de l'ordre dans le secteur industriel public », a-t-il dit, alors que le poids de ce secteur dans l'économie a chuté ces dernières années à moins de 5 % du PIB.

Les grandes institutions financières internationales pressent au contraire les autorités algériennes de développer le secteur privé, et surtout industriel."

Vous aurez compris que le "bon", c'est celui qui favorise le public, et le "méchant" c'est celui qui favorise le privé, voilà où ils en sont arrivés au POI, pitoyable ! Peu importe que le "bon" confisque les profits pour satisfaire ses propres besoins ou ceux de l'armée.

Au POI il s'en foute, la plupart de leurs militants et dirigeants sont des fonctionnaires, ils pratiquent le culte du capitalisme d'Etat et s'en portent très bien apparemment. Dès lors, pourquoi voudriez-vous que ce journal et ce parti s'adressent à d'autres couches de la classe ouvrière ? De quoi cause un fonctionnaire qui rencontre un autre fonctionnaire, d'histoires de fonctionnaires !

Et la Syrie, cela vous dit-il quelque chose ?

Toutes les citations qui suivent sont extraites des infos en bref des mois de mars et avril du site, chacun peut le vérifier puisqu'elles sont en ligne.

Côté cour.

Je suis remonté jusqu'au numéro 136 du 17 février pour voir s'ils avaient évoqué la Syrie, même le mot Syrie sera banni d'*Informations ouvrières* jusqu'au numéro paru mercredi dernier (n°144), à l'exception dans le n°140, en citant au passage un extrait d'un communiqué du RCD algérien.

Pas un mot sur ce qui se passe en Syrie, alors que la première manifestation a eu lieu le 15 mars 2011 à Damas, suivie d'une autre plus importante dès le lendemain. Nous sommes mi-avril, soit un mois plus tard. Pour le POI, il ne faut pas parler de ce qui se passe en Syrie, comme pour le soulèvement en Libye, ils doivent y voir la main du Mossad ou de la CIA. Nous fournissons

une explication plus sérieuse plus loin.

Le 17 mars des manifestations se déroulaient dans deux autres villes dont Deraa.

Le 20 mars, une foule de manifestants a mis le feu dimanche au siège du Parti Baas à Deraa. (Reuters 20.03), le POI reste résolument muet et il est loin d'être le seul, il est vrai que c'est tous les jours que l'on peut voir des manifestants un peu excités foutre le feu aux locaux du parti de l'ordre, au point qu'on n'y fait même plus attention, pas de quoi relater cette information.

Le 21 mars, les manifestations continuent.

Le 22 mars, elles s'étendent aux villes de Naoua, Jasim et Inkhil.

Le 23 mars, au moins quinze personnes ont été tuées mercredi à Daraa (Libération.fr et AFP 23.03). Le numéro 141 d'Informations ouvrières sort le lendemain, pas un mot, c'est délibéré.

Le 24 mars, on compte déjà entre 100 et 150 morts, plus de 20 000 personnes ont participé jeudi à des funérailles à Deraa. (lepoint.fr 24.03) Le numéro 142 d'Informations ouvrières restera encore muet sur ces événements qui ont pourtant un rapport avec les révolutions ou soulèvements en cours. Il ne doit pas y avoir encore assez de sang versé et de manifestants pour qu'on en parle et en faire un papier.

Le 25 mars, des dizaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays. (AP 25.03)

J'écrivais ceci dans ma causerie du 27 mars :

L'article d'aujourd'hui sur la Syrie est particulièrement intéressant. Il montre bien que les masses se soulèvent spontanément encouragées par les révolutions et soulèvements révolutionnaires en cours, elles se soulèvent en dehors de toute structure, de manière anarchique, sans dirigeants et sans programme. J'ai noté les précisions suivantes :

1- Les masses se mobilisent "*sans direction revendiquée ou clairement identifiée*".

2- "*Aucun de ces responsables (de la contestation de 2005) n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays*".

3- Il s'agit d'un "*mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre*".

Ceci pour tordre le cou à l'intox selon laquelle ce soulèvement en Syrie serait téléguidé par l'impérialisme américain ou l'Etat sioniste d'Israël.

Le 27 mars, les manifestations de vendredi ont fait entre 13 morts et 25 morts. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, Sanamein, Lattaquieh, Tafa, Deraa. Les affrontements à Deraa et dans sa région, près de la frontière jordanienne, ont fait au moins 61 morts en une semaine. (Reuters et AP 26.03)

Le 28 mars, lundi, à Deraa, les forces de l'ordre auraient lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser quelque 4.000 manifestants. Ces scènes inhabituelles à Lattaquieh, ville balnéaire il y a peu encore hautement touristique, semblaient donner la mesure de l'anarchie en train de s'emparer de la Syrie. (AP 28.03) Au POI ils sont aveugles !

Le 29 mars, le gouvernement a démissionné mardi. (lepoint.fr 29.03) En voilà une affaire, comme chacun sait, cela arrive tous les mois en Syrie !

Le 30 mars, les troupes syriennes ont ouvert le feu mercredi lors d'une manifestation dans la ville portuaire de Lattaquié. (AP 30.03) C'est rangaine à la fin !

Le 1er avril, pour la première fois, des défilés se sont déroulés dans la région à majorité kurde du Nord, à Qamishli, Amouda et Hassaké. (lemonde.fr 01.04) Ca devait être un poisson d'avril pour les dirigeants du POI !

Le 2 avril, les manifestations s'étendent à toutes les couches d'exploités, dans la cité agricole de Douma (15 km au nord de Damas), où une manifestation s'est terminée vendredi dans le sang avec au moins huit morts, et dans la ville industrielle de Homs (à 160 km au nord), où des manifestations ont également eu lieu. (lemonde.fr 02.04) Ah ben alors, si même la plèbe s'emmêle, il va bien falloir qu'on en parle un jour de ce qui se passe en Syrie. Raté, il n'y aura pas un mot dans le IO n°143 paru le 7 avril.

Le 3 avril, même Al-Watan, quotidien privé proche du pouvoir, a reconnu l'importance du mouvement. (lemonde.f 03.04) Mais pas le POI qui garde obstinément le silence.

Le 8 avril, des manifestations ont lieu dans tout le pays, on compte environ 90 morts et des centaines de blessés. (Reuters 08.04)

Le 9 avril, nouvelles manifestations dans plusieurs villes du pays. (liberation.fr et Reuters 09.04)

Depuis les manifestations se succèdent chaque jour touchant de nouvelles villes, tout le pays en somme.

Etrange silence du POI sur la situation en Syrie, non ?

Par contre ils ont fait fissa sur la Libye, ils ont écrit dans le IO n°137 paru le 24 février, soit environ une semaine après les premières manifestations : *" Au moment où nous écrivons, le régime Kadhafi s'est lancé dans une violence sans commune mesure contre la population : snipers, mercenaires, tirs d'obus sur les foules, bombardements par avion. En même temps, la crise du régime s'est ouverte, des généraux se sont démarqués, des chefs de tribu appellent au départ du « Guide suprême », de nombreuses villes ne sont plus sous contrôle du régime."*

En Syrie le dictateur n'a pas encore eu recours aux obus et aux bombes contre ses opposants, bon, on attendra qu'il y pense pour lire un article sur la situation en Syrie dans *Informations ouvrières...*

Peut-être de la même manière qu'ils identifient abusivement le Conseil nationale de transition à la révolution libyenne, ou encore qu'ils se livrent à un amalgame entre le bombardement de l'artillerie de Kadhafi et le bombardement de l'ensemble du pays sans distinction, comme en Serbie ou en Irak dans le passé, peut-être estiment-ils délicat de s'en prendre au régime dictatorial d'Assad parce qu'il soutient le Hezbollah au Liban et certaines fractions armées dans les territoires palestiniens, s'attaquer à Assad reviendrait à affaiblir la lutte des Palestiniens, allez savoir jusqu'à quel point ils sont capables d'aller au POI pour couvrir ou soutenir une dictature, discrètement, disons silencieusement !

Tenez, à propos du Conseil nationale de transition installé à Benghazi, j'ai lu quelques articles de presse qui en précisait la composition et j'ai constaté qu'il était très hétérogène en réalité, on y trouve des opposants provenant de villes de l'ouest et de l'est du pays, y compris de Tripoli, ensuite sur le plan sociologique, il y a des enseignants, avocats, architectes, médecins, journalistes, techniciens ou cadres, etc, donc pas seulement d'anciens militaires ou d'ex-ministres de Kadhafi, j'ai constaté également que parmi ceux qui avaient servi le régime et qui figuraient dans cet organisme, il y en avait qui s'en étaient écartés depuis plusieurs années, parfois depuis de nombreuses années, certains ont même été emprisonnés par le régime avant d'être réhabilités, quand ce ne sont pas des membres de leurs familles qui ont été exécutés par Kadhafi.

Ceci juste pour rappeler que les choses ne sont pas aussi simplistes qu'on nous les présente pour nous forcer à adhérer par des moyens malhonnêtes à une position politique, car il est parfaitement clair, que sans une certaine expérience du maniement de la dialectique, sans un minimum d'esprit critique, sans avoir l'habitude (ou le temps) de se poser de nombreuses questions, la plupart des militants tomberont forcément dans le panneau qu'on leur tend, tout est soigneusement fait pour qu'il en soit ainsi.

Ce que je viens de dire du CNT, c'est qu'il est lui-même traversé par des contradictions, certains de ses membres sont totalement subordonnés à l'impérialisme français notamment et sont prêts à lui obéir aveuglément, d'autres seront sans doute plus nuancés à son égard, peut-être parce qu'ils sont plus proches du prolétariat et de la jeunesse libyenne. L'impérialisme français est lui aussi en proie à de terribles contradictions, on les minimise, on les fait volontiers passer au second plan, on les évoque pour la forme et puis basta, c'est si facile.

Sarkozy a fait une énorme connerie en lâchant Kadhafi après s'être compromis avec lui, il s'est foutu dans une sacrée merde entre nous et cela nous réjouit, cela va finir par lui péter à la gueule, certains dans les sphères dirigeantes le pensent tout bas, d'autres commencent à l'évoquer publiquement, on en reparlera bientôt. Qu'il ait agi sur incitation de l'impérialisme américain, on veut bien le croire, il n'en demeure pas moins qu'il va bientôt apparaître comme le dindon d'une mauvaise farce, il en sera d'autant plus affaibli politiquement, on n'en demande pas davantage...

Pour revenir sur la manière fallacieuse de présenter les choses ou de ne rien en dire.

J'avais consacré mes premières causeries de 2008 à cette question précise, d'une part pour expliquer ma méthode, d'autre part parce que j'estimais qu'il existait de nombreuses manières de tromper les militants à leur insu, le non-dit en est une et la plus courante ; rapporter des faits ou citations volontairement tronqués ; relater certains faits mais pas d'autres qui contrediraient votre position politique ; partir d'une affirmation pour échafauder une théorie ou justifier une position, sans vérifier au préalable que cette affirmation était correcte, le coup le plus classique est celui du syllogisme foireux, etc.

Vous aurez constaté que j'ai agi exactement à l'inverse de ces méthodes détestables, je me suis appliqué à mettre en ligne tous

les documents qui allaient à l'encontre de ma position, afin de laisser aux militants la possibilité de se faire leur propre idée sur une question précise.

J'ai consacré des pages et des pages à cette question parce qu'elle me semblait déterminantes pour mes rapports avec mes lecteurs, en précisant bien et en rappelant sans cesse que même si nous faisons preuve d'une honnêteté irréprochable, en aucun cas on devait avoir une confiance aveugle envers quiconque, car on peut toujours commettre des erreurs.

A ce propos j'en ai détecté une dans mon argumentation sur l'Iran, quand il y eut la polémique sur la question de savoir si l'Iran pouvait ou non se doter de l'énergie nucléaire civil, j'ai répondu favorablement, or en dehors de l'énergie nucléaire à usage strictement médical, l'énergie nucléaire civil ou militaire devrait être banni de la planète, il fallait donc être plus circonspect et précis sur cette question. A vouloir absolument prendre le parti d'un pays dominé en toutes circonstances contre les prétentions des pays dominants, on en arrive parfois à adopter des positions erronées.

On peut avoir des principes, c'est même franchement recommandé, mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir et parfois si nécessaires de modifier ou amender nos principes...

Politique

1- Finlande

Le Parti de la Coalition nationale (centre droit) a remporté les élections législatives de dimanche en Finlande avec 20,4% des voix, a annoncé la télévision publique YLE après dépouillement de l'ensemble des bulletins.

Le scrutin a été marqué par la forte poussée du Parti des "Vrais Finlandais", eurosceptique et populiste, arrivé en troisième position, avec 19,00%, talonnant les sociaux-démocrates (19,1%)

Le Parti du Centre, principale composante du gouvernement sortant, n'obtient que 15,8% des suffrages.

Le chef des Vrais Finlandais, Timo Soini, a déjà fait savoir qu'il voulait modifier les modalités du plan de sauvetage du Portugal.

Le Parlement finlandais, à la différence d'autres pays de la zone euro, a le droit de se prononcer sur les demandes de fonds de financement de plans de sauvetage de l'Union européenne. (Reuters 17.04)

2- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont tiré à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants dimanche à Sanaa alors que des centaines de milliers de personnes, dont de nombreuses femmes, défilaient dans tout le pays pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh et dénoncer ses propos envers les femmes participant à la contestation.

Cette forte participation laisse penser que l'opposition a su tirer parti de l'indignation suscitée par les récentes déclarations d'Ali Abdallah Saleh. Vendredi, ce dernier avait jugé que la mixité lors des manifestations violait les lois islamiques.

A Sanaa, la capitale, les autorités ont tiré à balles réelles sur les manifestants et procédé à des jets de gaz lacrymogène, selon des témoins. Mohammed el-Abahi, médecin-chef à l'hôpital de campagne installé par les manifestants, faisait état d'au moins 30 blessés, dont deux par balles.

A Damar, dans le sud du pays, au moins 18 personnes ont été blessées dans des accrochages avec les forces de sécurité, selon des sources médicales.

Ailleurs, plus de 100.000 personnes ont défilé dans les rues de Taiz, l'un des foyers de la contestation, et des manifestations ont été organisées dans le port d'Aden et plusieurs autres villes du pays.

Un mouvement de jeunesse en tête de la contestation contre le président avait appelé à des manifestations de masse dimanche, pour une journée de "*l'honneur et de la dignité*".

Si une jeune femme avait pris la tête des manifestations contre le chef de l'Etat sur un campus universitaire fin janvier, les femmes yéménites n'ont rejoint en nombre le mouvement qu'à partir de début mars. Leur participation marquait une évolution notable dans un pays où les traditions conservatrices musulmanes restent profondément ancrées.

Mais le président yéménite s'est accroché au pouvoir malgré des manifestations quasi-quotidiennes et la défection de nombre de

ses alliés clé au sein de l'armée, du corps diplomatique et de puissantes tribus yéménites. (AP 17.04)

3- Syrie

Au lendemain de la promesse du président Bachar al Assad de lever l'état d'urgence la semaine prochaine, des manifestations appelant à la démocratisation du régime se sont poursuivies dimanche en Syrie, cette fois-ci à Soueida, dans le sud du pays, selon un témoin.

"Dieu, Syrie, liberté, c'est tout", a scandé la foule des manifestants. Ils ont également scandé "*Même pas peur*" ainsi que d'autres slogans soutenant les habitants de Deraa.

A Deraa, les manifestants étaient des dizaines de milliers à parcourir les rues de cette ville agricole du sud du pays devenue le foyer de la contestation contre le régime syrien, d'après des témoins joints par téléphone. Ils ont rapporté que la foule scandait: "*Celui qui tue son propre peuple est un traître!*" ou "*Le peuple veut renverser le régime*".

A Hiraq, 33 km au nord-est de Deraa, ville de l'extrême-sud du pays d'où est partie il y a un mois la contestation du régime, des milliers de manifestants ont crié: "*Liberté! Liberté! Bachar dehors!*", ont rapporté par téléphone des participants.

A Talbiseh, entre les villes centrales de Homs et de Hama, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur une foule participant aux funérailles d'un homme tué la veille par des hommes du régime, faisant trois nouveaux morts, rapportent des témoins.

A Baniyas, dans l'ouest, quelque 1.500 manifestants sont descendus dans les rues, confirmant que l'agitation qui touche la Syrie, un des pays les mieux "*verrouillés*" de la région, ne s'essouffle pas.

A Alep, deuxième ville du pays située dans le nord-ouest, plusieurs centaines de personnes ont scandé dimanche "*Le peuple veut la liberté*" sur la tombe du leader indépendantiste Ibrahim Hananou, selon un militant des droits de l'homme présent sur les lieux.

Cette cité - l'une des plus anciennes au monde, située à l'un des principaux carrefours de l'Orient pendant 4.500 ans - a été jusqu'ici relativement épargnée par le vent de révolte qui souffle actuellement sur la Syrie.

L'agitation persiste donc en dépit du discours prononcé la veille par le président Assad promettant la levée de l'état d'urgence dès la semaine prochaine au profit d'une législation antiterroriste qui ne laissera aucune liberté d'action "*au chaos et aux saboteurs*".

Le chef des services de renseignement allemands, Ernst Uhrlau, a déclaré au journal Hamburger Abendblatt que la longévité de la dynastie Assad - Hafez al Assad a régné 30 ans sur son pays - montrait que le régime syrien était peu susceptible de tomber aussi aisément que ceux de Tunisie ou d'Egypte.

Il a rappelé notamment que Hafez al Assad n'avait pas hésité à écraser dans le sang une révolte islamiste en 1982 à Hama, dans le centre du pays, au prix de quelque 30.000 morts. (Reuters et AP 17.04)

Soueida, Deraa, Hiraq, Talbiseh, Baniyas, Alep, personne ne pourra dire ensuite que les manifestations en Syrie n'auraient concerné qu'un foyer d'opposants retranchés dans une ville isolée du reste du pays qui soutenait Assad.

4- Bahreïn

Plus d'une centaine de fonctionnaires du ministère de l'Education ont été limogés de façon sommaire à Bahreïn pour avoir participé aux protestations anti-gouvernementales, rapporte dimanche l'agence de presse officielle.

Ces employés vont aussi être poursuivis pour "*violations flagrantes*" de la législation sur le service public, rapporte l'agence qui ajoute la grève du syndicat des enseignants le mois dernier avait des motivations politiques et était destinée à désorganiser les écoles. (AP 17.04)

Social

France

"*L'Education Nationale n'a pas de problèmes de moyens*", a affirmé Luc Chatel, ministre de l'éducation, dimanche matin sur Europe 1.

Pourtant, entre 1500 et 3000 classes de maternelle et primaire sont menacées par les nouvelles cartes scolaires. L'estimation haute est fournie par les syndicats d'enseignants, l'estimation basse par le ministère.

Toujours est-il que 8967 emplois vont être supprimés à l'Education nationale, annonce *Le Journal du Dimanche* qui consacre sa une au problème.

Mais pour Luc Chatel, ce n'est pas un problème de chiffres. Lui veut miser sur le "qualitatif" plutôt que le quantitatif. "*Est-ce que cette fuite en avant de "toujours plus de moyens" a obtenu des résultats ? La réponse est non ! La France - cinquième puissance mondiale - est entre la 22e et la 26e place dans les classements éducatifs*", a-t-il argumenté sur Europe 1.

Il a également regretté que le coût moyen par élève ait fortement augmenté depuis les années 1980 alors que "*le nombre d'élèves qui accèdent au baccalauréat n'augmente plus*".

Quoi qu'il en soit, sur le terrain, élus et parents d'élèves s'organisent pour faire pression sur les rectorats. A Ecole-Valentin (Doubs), par exemple, où 2 classes sont menacées de fermeture. Même le maire, pourtant UMP, est entré dans la bataille. "*On touche à l'avenir de nos enfants, à nos tripes*", explique une mère de famille.

Dans le Doubs, 35 classes devraient être fermées. La mobilisation dure depuis des semaines. Le 12 avril, enseignants et parents d'élèves ont organisé une "manif à reculons" pour protester.

"*Localement, le rapport de force peut éviter la fermeture d'une classe... au détriment d'un autre territoire pour lequel personne ne se mobilise*", affirme Claude Lelièvre, historien de l'éducation, interviewé par Le JDD. Il estime que ces suppressions de postes mettent "*en péril le principe d'égalité des chances*". (lepost.fr 17.04)

Le ministre de la Justice avait tenu exactement les mêmes propos face aux magistrats qui s'étaient mobilisés récemment, *La justice n'a pas de problèmes de moyens*", idem pour le Ministre de l'Intérieur, etc.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril

Au tour du Burkina Faso et de l'Ouganda de s'enflammer...

A quoi bon causer... dans le vide apparemment. On se lasse à répéter toujours les mêmes choses, en vain. Je vous laisse à vos certitudes solidement établies. L'heure de la confrontation générale approche et comme chaque fois nous l'aborderons dans les pires conditions qui soient...

Parole d'internaute.

(A propos de la situation en Syrie)

- "Ce n'est pas une conspiration de l'étranger, mais une révolution ! Croire que des dizaines de milliers de Syriens vont ... obéir à un "mot d'ordre" venu de l'étranger, pour protester contre la dictature en place à Damas relèvent de la fantasmagorie conspirationniste... (liberation.fr 18.04)

Politique

1- Hongrie

Le Parlement hongrois, dominé par une majorité de droite conservatrice emmenée par le Fidesz, a adopté lundi une nouvelle Constitution susceptible, selon des défenseurs des droits de l'homme et la société civile, d'affaiblir l'état de droit dans le pays. (Reuters 18.04)

2- Ouganda

Pour la deuxième semaine consécutive, la police ougandaise a arrêté, lundi 18 avril, les principaux dirigeants de l'opposition et tentait ainsi d'étouffer dans l'œuf des "*marches*" contre la vie chère, susceptibles de se transformer en manifestations hostiles au régime. Kizza Besigye, leader du Forum pour le changement démocratique, (FDC, coalition d'opposition), a été condamné pour comportement insurrectionnel et incitation à la violence devant un tribunal lundi. Il avait été interpellé par la police alors qu'il sortait de chez lui.

Au moins dix-sept responsables de l'opposition ont été arrêtés dans les mêmes circonstances aux premières heures de la matinée, dont Norbert Mao, leader du Parti démocratique, et Olara Otunnu, le dirigeant du Congrès du peuple ougandais (UPC), selon l'opposition. Leur arrestation n'est pas liée à leur participation à des manifestations, mais a eu lieu dans le cadre "*de plusieurs enquêtes en cours*" contre M. Besigye, a affirmé un porte-parole de la police.

Les forces de l'ordre ont également fait usage de gaz lacrymogènes et de tirs à balles réelles pour disperser des protestataires qui tentaient d'ériger des barricades sur une avenue du nord de Kampala et jetaient des pierres. Deux personnes ont été hospitalisées dans ces affrontements, selon la Croix-Rouge ougandaise.

M. Besigye avait été déjà interpellé le 11 avril à la sortie de son domicile et inculpé "*d'incitation à la violence*", après avoir annoncé son intention de "*marcher*" contre l'augmentation des prix des denrées de base. Devant la pression d'un régime toujours prompt à interdire toute manifestation "*illégal*", il s'agissait pour l'opposition de tester une nouvelle tactique de "*happening*" politique : appeler les Ougandais à se rendre au travail à pied, en une "marche" de protestation contre la vie chère. (lemonde.fr 18.04)

3- Burkina Faso.

Le mouvement de colère des soldats au Burkina Faso semblait s'étendre lundi à l'est et au nord du pays, selon les témoignages d'habitants.

Les soldats protestent pour obtenir leur indemnité de logement et leur prime journalière d'alimentation.

Anatole Kiema, un professeur de la ville de Kaya, au nord de Ougadougou, a ainsi affirmé que les écoles de la région étaient restées fermées après une manifestation de soldats qui ont tiré en l'air une partie de la nuit.

Tassere Koanda, un habitant de Tenkodogo, une ville à l'est de la capitale, a également rapporté que des soldats avaient tiré en l'air dimanche soir, avant de rentrer à leurs casernes. Les soldats ont également volé des téléphones portables.

Ancien capitaine, Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir en 1987 au Burkina Faso lors d'un coup d'Etat sanglant contre son frère d'armes, Thomas Sankara. Il a été largement réélu en novembre dernier lors d'un scrutin contesté par l'opposition, qui a dénoncé des fraudes. (AP 18.04)

4- Syrie

4.1- Au lendemain de violences meurtrières en Syrie, plus de 5.000 manifestants se sont installés lundi sur la place centrale de Homs, troisième ville du pays, déterminés à occuper le site jusqu'à ce que le président Bachar el-Assad quitte le pouvoir.

A Homs, après les funérailles, plusieurs milliers de personnes se sont dirigées vers la principale place de la ville, la place Sa'a Jadida (place de la Nouvelle horloge), où ils ont scandé "*le peuple veut faire chuter le régime*" et "*pacifique, pacifique*", selon des témoins.

"*Un sit-in jusqu'à la chute du régime*", lançaient les manifestants. Comme en écho à ceux qui, campant pendant 18 jours sur la place Tahrir du Caire, finirent par obtenir la démission du raïs égyptien Hosni Moubarak. Selon des témoins, les protestataires comptaient installer des tentes sur la place et certains habitants ont fait don d'eau et de nourriture. (AP 18.04)

4. 2- Des câbles diplomatiques américains diffusés par le site WikiLeaks montrent que le département d'Etat a secrètement financé des groupes d'opposition syriens, rapporte ce lundi le Washington Post.

Selon ces notes, Washington a fourni jusqu'à six millions de dollars depuis 2006 à un groupe d'exilés syriens pour qu'il gère une chaîne de télévision privée par satellite basée à Londres, Barada TV, et finance des activités à l'intérieur de la Syrie.

Un financement commencé sous Bush, poursuivi sous Obama. (20minutes.fr 18.04)

Ils pratiquent de la même manière dans tous les pays où les régimes ne favorisent pas leurs intérêts économiques. Et dans les pays dominants concurrents des Etats-Unis, ils financent depuis 1945 la propagande en direction des intellectuels et de représentants de partis pourris dits de gauche, genre PS et Kouchner, des médias, etc.

5- Yémen

La police a ouvert le feu à balles réelles et tiré des gaz lacrymogènes lors d'une manifestation lundi dans le sud du Yémen, faisant 45 blessés, selon un militant yéménite.

Les violences se sont produites dans la ville côtière d'Hodeïda, sur la mer Rouge, où des milliers de personnes s'étaient rassemblées pour demander le départ du président Ali Abdullah Saleh.

A Sanaa, plusieurs personnalités et députés, dont bon nombre d'anciens membres du Congrès populaire général, le parti de M. Saleh, ont créé lundi un nouveau parti d'opposition, le "*Bloc justice et construction*", et publié un communiqué demandant que le départ du président yéménite.

Mohammed Abulahoum, un des dirigeant de la puissante tribu Bakil, la deuxième du pays, figure parmi les membres fondateurs, de même que Khaled al-Wazir, ex-ministre des Transports ayant fait défection.

La nouvelle formation comprend également plusieurs femmes, dont Huda al-Ban, qui a démissionné le mois dernier de son poste de ministre des Droits de l'homme. Le Bloc justice et construction dit vouloir "*créer une société civile fondée sur la démocratie, le transfert pacifique du pouvoir et le respect des autres*". (AP 18.04)

6- Libye

Trois responsables sécuritaires libyens ont fait défection et sont arrivés en Tunisie, a rapporté lundi l'agence officielle tunisienne TAP.

Selon l'agence, il s'agit d'un colonel, d'un capitaine et d'un sous-officier appartenant au corps de la sécurité intérieure arrivés dimanche au port d'El Kef de la localité de Ben Guerdane proche de la frontière libyenne.

La TAP avait fait état vendredi de l'arrivée dans le même port de cinq officiers de l'armée libyenne qui se sont réfugiés en Tunisie en compagnie de 13 de leurs compatriotes. (AP 18.04)

Social

1- France

1.1- Participation. Prime à la subordination au capital.

Selon un rapport de l'Insee publié en 2006, seuls 16,4% des PME versent des dividendes, contre 30,6% des entreprises de taille intermédiaires (entre 250 et 5.000 salariés) et 41% des entreprises de plus de 5.000 salariés. En calculant selon les dernières données disponibles, environ 700.000 salariés de PME, 920.000 salariés d'établissements de taille intermédiaire, et 1,35 million de salariés de grandes entreprises sont potentiellement visés. Soit près de 3 millions de personnes, et plus de 10,5% de la population active. (20minutes.fr 18.04)

Je propose qu'en cas de pertes subies par une entreprise, les salaires des travailleurs de ces entreprises soient amputés d'autant. Je plaisante bien sûr. La subordination du travail au capital pour le meilleur et pour le pire. Tout est fait pour maintenir la paix sociale dans ce pays... et assurer la stabilité politique du régime.

1.2- Un gel pour un dégel social ?

Le ministère des finances devrait annoncer, mardi, la poursuite du gel des salaires dans la fonction publique en 2012, selon des informations publiées, lundi 17 avril, par *Les Echos*.

"*Bercy va annoncer la poursuite en 2012 du gel du point d'indice [base de calcul du salaire des agents] déjà acté pour 2011*", lors du "*rendez-vous salarial annuel*" de la fonction publique qui réunira le ministre du budget, François Baroin, le ministre de la fonction publique, Georges Tron, et les syndicats, révèle le quotidien économique.

Le coût budgétaire d'une hausse du point d'indice est évalué à 900 millions d'euros par an par point supplémentaire pour les trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), qui totalisent 5,2 millions d'agents, selon la même source.

Pour arrondir les angles, Bercy pourrait proposer aux partenaires sociaux la perspective d'un nouveau "*point d'étape*" en fin d'année, avec l'éventualité d'un "*geste futur*", si la croissance a bondi, "*ou si, à l'approche de l'élection présidentielle, l'urgence politique fait bouger les lignes*", écrit le quotidien économique. (lemonde.fr 18.04)

1.3- Pourquoi des centaines de milliers de demandes d'emploi ne sont pas satisfaites, alors qu'il y aurait 7 millions de chômeurs dans le pays?

Le ministre du Travail a annoncé dimanche son intention de réduire la liste des métiers autorisant le recours à la main d'oeuvre étrangère en raison des difficultés de recrutement, estimant prioritaire de *"former les demandeurs d'emplois pour occuper ces postes"*.

Un arrêté de janvier 2008 fixe une liste de trente *"métiers en tension"*, dont les difficultés de recrutement justifient un recours à des ressortissants de pays tiers, sans que la situation de l'emploi soit opposable.

"Vous ne pensez pas que ma responsabilité, c'est plutôt de former les demandeurs d'emploi pour occuper ces postes ?", a déclaré Xavier Bertrand, citant comme exemple la profession de conducteur de travaux du BTP, lors de l'émission Le Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. Précisant que *"l'immigration liée au travail"* représentait *"à peu près 20.000 personnes"*.

Plus du tiers (37,6%) des prévisions d'embauche butent sur des difficultés de recrutement, selon l'enquête annuelle de Pôle emploi, l'agence nationale pour l'emploi, publiée début avril. *"La façon dont je veux réorienter l'action de Pôle emploi et de tous les acteurs de l'emploi, c'est justement de travailler sur ces métiers en tension"*, a souligné le ministre, qui estime *"possible de réduire l'immigration légale, notamment liée au travail"*.

CFDT et FO dénoncent un discours anti-immigration du ministre du Travail. Le PS s'insurge. (lepost.fr 18.04)

Son discours est politique évidemment, il marche sur les traces de Le Pen avec 2012 en perspective, mais il pose en même temps une question qui ne manque pas d'intérêt dans un pays qui compte des millions de chômeurs désespérément à la recherche d'un emploi fixe et "correctement" rémunéré.

Encore un sujet tabou, sensible, qui fera le bonheur des dogmatiques de tous poils et des tiers-mondistes à la petite semaine, on leur laissera cet os à ronger, ils nous donnent la nausée par les temps qui courent...

Quant aux dirigeants syndicaux, ils feraient mieux aussi de la fermer, car ils participent aux organismes paritaires dédiés à la formation professionnelle, ils sont donc coresponsables de la situation actuelle, des millions de chômeurs d'un côté, 150 000 postes de travail non pourvus de l'autre (Chèreque hier).

1.4- Guaino s'érige en **«juge de gouvernement»**.

La nouvelle prise de parole d'Henri Guaino, dimanche, lors de l'émission politique Dimanche+ sur Canal+, a suscité une réaction quasi-épidémique de la part de certains magistrats. Le conseiller spécial du président de la République a déclaré, sur l'affaire d'un automobiliste qui a tué trois personnes samedi soir à Chelles (Seine-et-Marne), que cet homme ne *«devrait jamais sortir de prison s'il est avéré qu'il conduisait sans permis et en état d'ivresse, et qu'en plus, il avait récidivé dans ce domaine»*.

Cette dernière déclaration a fait bondir le Syndicat de la magistrature: dans un communiqué publié sur son site ce lundi, le syndicat s'émue qu'*«il y a tout dans ce "jamais!"*»: le vol de la souffrance et de la parole des victimes, immédiatement dépossédées de leur histoire par les professionnels du storytelling répressif et réduites au rang de prétextes; le vieux fantasme de l'élimination des *"irrécupérables"*.

Pour ces magistrats, *«le message est passé: honte et gare aux juges qui – pour des raisons obscures aux yeux d'un conseiller de l'Elysée – ne prononceraient pas le maximum»* de la peine. Ils estiment qu'Henri Guaino s'érige en *«juge de gouvernement»*, avant d'indiquer qu'il *«n'en est pas à son coup d'essai: en novembre 2008, il avait qualifié de «parfaitement incongrue, scandaleuse, moralement inacceptable»* la décision du tribunal de Paris déboutant Nicolas Sarkozy qui demandait l'arrêt de la commercialisation d'une poupée vaudou à son effigie. (20minutes.fr 18.04)

Sans doute encore un pauvre type pas maître de ses actes et conduit inconsciemment à commettre un acte irréparable qu'il regrettera le restant de ses jours. C'est leur société pourrie qui conduit à ce genre de drames, c'est elle qu'il faut commencer par juger, donc Guaino. A bas le capitalisme !

2- Grèce.

La plus grande organisation syndicale du secteur privé grec a lancé lundi un mot d'ordre de grève générale de 24 heures pour le 11 mai afin de protester contre les mesures d'austérité et le plan de privatisation du gouvernement Pasok.

Le 23 février, quelque 100.000 personnes, dont de nombreux retraités touchés par le *"tour de vis"* du gouvernement, avaient défilé dans les rues d'Athènes pour dénoncer la politique d'austérité. (Reuters 18.04)

Economie

1- La "**catastrophe**" annoncée.

1.1- Grèce

1.1.1- La Grèce a une nouvelle fois déclaré lundi qu'elle n'avait aucune intention de restructurer sa dette, le gouverneur de la banque centrale jugeant une telle éventualité catastrophique.

Soumise à la pression croissante des marchés, Athènes a démenti les informations publiées par le quotidien Eleftherotypia, qui rapporte lundi que la Grèce a demandé en début de mois à l'Union européenne (UE) et au Fonds monétaire international (FMI) de restructurer sa dette.

Le journal grec indiquait également que le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, avait dit au ministre grec des Finances George Papaconstantinou qu'une restructuration de la dette de son pays serait nécessaire.

Des sources gouvernementales allemandes considèrent cependant que la Grèce ne passera pas l'été sans une restructuration de sa dette.

Le gouverneur de la banque centrale grecque George Provopoulos estime, dans un rapport destiné aux actionnaires, qu'une restructuration serait préjudiciable aux banques et aux fonds de pension.

"La Banque de Grèce explique avec clarté depuis octobre dernier qu'une telle option n'est ni nécessaire ni souhaitable", écrit-il. "Cela aurait des conséquences catastrophiques".

Faisant écho au gouverneur de la banque centrale grecque, la ministre française de l'économie Christine Lagarde a dit ce même lundi qu'une restructuration de la dette grecque, ou encore irlandaise ou portugaise, serait "**catastrophique**".

La Commission européenne pour sa part a déclaré qu'il n'y avait aucune discussion en cours sur une restructuration. (Reuters 18.04)

1.1.2- «*C'est une voie sans issue*», affirme Takis Kamboureas, le président de la banque agricole (ATE) qui expose le dilemme: «*Si les mesures d'austérité continuent, les Grecs, déjà saignés à blanc, vont arrêter de travailler par contestation. Mais si on restructure, c'est la faillite du pays et une catastrophe pour le système bancaire grec*», affirme-t-il. Et pour cause, les banques grecques, principales détentrices de titres de dette grecque aujourd'hui, seront les premières touchées par une restructuration. Très exposées à la dette grecque en 2010, les banques françaises et allemandes notamment auraient profité du plan de sauvetage international pour se débarrasser de leurs titres de dettes. Giorgos Provopoulos, gouverneur de la Banque de Grèce, en convient: une restructuration serait d'abord une «*catastrophe pour le système*» financier grec, avant de contaminer le reste de la zone euro.

«*C'est un faux problème, estime, de son côté, Alexandros Paparsenos, le président du Fonds hellénique de développement. Si les déficits grecs restent dans le rouge, on aura beau restructurer, la dette augmentera encore: ce sera le tonneau des Danaïdes!*» (lefigaro.fr 18.04)

1.2- Le Fonds monétaire international prévient que la réponse apportée par les pays émergents aux afflux de capitaux auxquels ils sont confrontés est insuffisante au risque de provoquer un atterrissage en catastrophe de leurs économies. (Reuters 18.04)

Haut de page ↗

Le 20 avril

Service minimum.

Politique

1- France

Négociateur, c'est mieux que se mobiliser, encore mieux que se soulever.

"Le partage de la valeur, j'y tiens parce que c'est une question de justice", a déclaré M. Sarkozy un peu plus tôt dans la matinée lors d'une visite dans une usine des Ardennes, La Fonte ardennaise, appartenant au réseau OSEO excellence. Il a ensuite insisté

de nouveau sur l'importance de la "*valeur travail*", reprenant un leitmotiv de sa campagne de 2007, lancée à l'époque dans les Ardennes.

"*Quand il y a la reprise, j'affirme qu'il est normal que les salariés et les ouvriers à qui on a demandé des efforts pendant la crise bénéficient de la reprise, c'est un principe sur lequel je ne céderai pas*", a-t-il affirmé. "*Dans les grandes entreprises, s'il y a une forte augmentation des dividendes, il faudra que les salariés en aient une partie et il faut obliger ces entreprises à négocier*", a ajouté Nicolas Sarkozy.

"*Et, dans les petites entreprises où il n'y a pas de distribution de dividendes, si ça va mieux, si le carnet de commandes se remplit, l'entreprise pourra faire une prime aux salariés qui sera exonérée de cotisations*", a-t-il encore indiqué. (lemonde.fr 19.04)

Aucune exigence salariale de la part des travailleurs du secteur privé ou public, aucune revendication ne devrait passer par des "négociations" dès lors que le patronat a manifesté son intention de s'y opposer, immédiatement il faudrait appeler à la mobilisation dans la perspective de la grève (illimitée) et l'occupation jusqu'à satisfaction.

Il est démontré que c'est la détermination des syndicats à aller jusqu'au bout de ce combat qui détermine à son tour le degré de mobilisation des travailleurs et renforce leur unité et leur détermination.

2- Yémen

Les forces de sécurité yéménites ont ouvert le feu mardi sur des manifestants à Sanaa, la capitale, et à Taiz, la deuxième ville du pays, faisant au moins trois morts, selon des militants et des sources médicales.

Des milliers de personnes défilaient mardi à Taiz, dans le sud du Yémen, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu.

Plus tard dans la journée, à Sanaa, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont également manifesté, alors que des milliers d'autres défilaient à Aden, Ibb, Al-Hudaïdah et d'autres villes où la plupart des magasins avaient été fermés en signe de soutien aux protestataires.

A Sanaa, la manifestation a pris une tournure violente quand les forces de sécurité ont ouvert le feu et fait usage de gaz lacrymogènes contre des protestataires qui essayaient d'accéder à la principale artère de la capitale.

Khaled al-Ansi, un organisateur de la manifestation, a affirmé pour sa part qu'une soixantaine de personnes avaient été blessées. Des policiers qui avaient rejoint les rangs des manifestants font partie des blessés, selon des témoins. (AP 19.04)

3- Syrie

Le gouvernement syrien a adopté mardi un projet de loi abrogeant l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, mais une nouvelle législation réglera "*le droit à manifester pacifiquement*".

Peu après l'annonce de cette mesure, une nouvelle manifestation en faveur de la démocratie a éclaté à Baniyas, dans l'ouest du pays. "*Ni salafiste, ni Frère musulman. Nous voulons la liberté*", ont scandé des centaines de personnes.

Selon un juriste international, la nouvelle loi régulant les manifestations, qui étaient interdites sous l'état d'urgence, signifie qu'il sera toujours "*nécessaire de demander l'autorisation de la famille Assad pour manifester*".

Les forces de sécurité ont ouvert le feu mardi contre des manifestants anti-gouvernementaux à Homs, importante agglomération du centre du pays où 17 personnes avaient été tuées dimanche soir par des tirs des forces syriennes.

Des militants des droits de l'homme ont rapporté qu'au moins trois autres manifestants avaient été tués par balles mardi matin. Selon Sana, quatre personnes, deux policiers et deux individus armés, ont été tuées dans des affrontements dans la ville.

A l'Ecole de médecine de Damas, des dizaines d'étudiants ont manifesté mardi pour réclamer "*la fin du massacre*" mais, selon des opposants, les forces de sécurité sont intervenues pour mettre fin à la manifestation.

A Deraa, les habitants rapportent que les forces de sécurité, absentes des rues ces derniers jours, ont fait mardi leur réapparition.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur invite les Syriens à "*éviter de prendre part à des défilés, manifestations et protestations*", conformément à l'état d'urgence. (Reuters 19.04)

4- Cuba

Le Parti communiste cubain, réuni en congrès pour la première fois depuis 1997, a officialisé mardi l'accession du chef de l'Etat Raul Castro à sa tête, après avoir avalisé de profondes réformes économiques.

Si le choix de Raul Castro, âgé de 79 ans, était attendu pour succéder à son frère aîné Fidel, l'élection au poste de n°2 du parti d'un communiste de la vieille garde, José Machado Ventura, 80 ans, risque de décevoir nombre de Cubains qui espéraient voir de nouvelles têtes au sommet du pouvoir.

Machado Ventura, qui fait partie des guérilleros qui se sont battus pour la révolution castriste de 1959 ayant renversé le régime de Fulgencio Batista, est considéré comme un idéologue communiste pur et dur.

Médecin de formation, il a rejoint les frères Castro au tout début de leur guerre de maquis dans la Sierra Maestra. En sa qualité de premier vice-président du Conseil d'Etat, il succéderait automatiquement à Raul Castro dans l'hypothèse où ce dernier quitterait le pouvoir.

Cela n'a pas empêché l'adoption de plus de 300 réformes, comme prévu, bien que plusieurs soient déjà en vigueur.

Elles visent à relancer une économie étatique croulant sous l'endettement et marquée par une faible productivité, et dont Raul Castro souligne qu'elle a conduit le communisme cubain au bord de l'abîme.

Ces changements incluent des coupes claires dans les effectifs de la fonction publique, les subventions et les dépenses et une ouverture accrue au secteur privé, dont la possibilité pour les petites entreprises d'embaucher leurs propres salariés.

La fin des rations alimentaires distribuées chaque mois aux Cubains depuis plusieurs décennies est un symbole de l'abandon progressif du système paternaliste. Raul Castro a décrit samedi cette ration comme un "*fardeau insupportable*" pour le gouvernement cubain.

Autre réforme radicale, les Cubains vont pouvoir acheter et vendre maisons et voitures, ce qu'ils réclamaient très largement, même si des restrictions accompagneront probablement ce changement. (Reuters 19.04)

5- Egypte

Au moins 846 personnes ont été tuées lors du soulèvement populaire en Egypte qui a conduit à la chute du président Hosni Moubarak, selon la mission d'information du gouvernement égyptien.

Selon le rapport, les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles, posté des tireurs sur les toits et utilisé des véhicules pour faucher les manifestations.

Le rapport fait état de plus de 6.400 blessés. (AP 19.04)

Social

1- France

1.1- "**Une charge de travail inhumaine**"

Jean-Marc Hubert dirige un magasin depuis 30 ans à Lamballe, dans les Côtes d'Armor. Il constate que les cas de troubles musculo-squelettiques se sont multipliés chez ses salariés et que "*la direction impose une charge de travail inhumaine*".

Malade de devoir répercuter les consignes de la direction nationale de Lidl sur son personnel, il a décidé de faire grève. "*On nous demande une charge de travail insoutenable, on est toujours dans l'urgence*", a-t-il expliqué à Europe 1. "*De plus en plus de gens disent 'on en a marre'. On prend une tournure qui devient à mes yeux dangereuse. J'espère qu'on n'arrivera pas jusqu'aux suicides mais il y a des risques*". (lepost.fr 19.04)

1.2- Fonctionnaires.

Conformément aux informations divulguées dès lundi par Les Echos, le gouvernement a annoncé, mardi 19 avril, le gel de l'indice salarial des fonctionnaires en 2012, pour la seconde année d'affilée. Les syndicats en ont été informés lors d'un rendez-vous à Bercy en présence du ministre du budget, François Baroin, et du secrétaire d'Etat à la fonction publique, George Tron. Déçues

par cette annonce, les organisations syndicales ont quitté prématurément la réunion.

"Il n'y a pas eu ce matin l'ombre d'une négociation", a déploré Brigitte Jumel, pour la CFDT. "Nous savons que les personnels sont très déçus et nous ne pourrions pas ne pas être à la hauteur de la déception", a-t-elle prévenu. Jean-Marc Canon, de la CGT s'est dit lui "profondément mécontent" de cette annonce, évoquant "une mesure sans précédent depuis la Libération". Selon lui, le gouvernement n'a annoncé "aucune mesure qui soit réellement intéressante" et "n'entend pas ce que lui disent toutes les organisations syndicales".

De son côté, François Baroin a promis que "le gouvernement va continuer en 2011 et 2012 à assurer une progression raisonnée du pouvoir d'achat des fonctionnaires", tout en arguant que "le point d'indice n'est [qu'] un élément parmi d'autres de l'augmentation du pouvoir d'achat".

Le point d'indice sert de base au calcul des salaires des 5,2 millions d'agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière). Il a été relevé pour la dernière fois le 1er juillet 2010, de 0,5 %. Cette mesure, accompagnée d'un relèvement du minimum de traitement des fonctionnaires (à 1 365,94 euros bruts), avait représenté un effort d'1 milliard d'euros. Le gouvernement avait ensuite annoncé le gel du point d'indice pour 2011.

En octobre, la Cour des comptes avait estimé que le gel "jusqu'à fin 2013" semblait "techniquement nécessaire" pour "respecter l'objectif global de maîtrise des dépenses publiques". (lemonde.fr 19.04)

2- Espagne

"Nous avons beaucoup amélioré notre image sur les marchés au cours des derniers mois en raison des réformes majeures que nous avons menées, et ce trimestre sera également un trimestre de réformes", a déclaré la ministre espagnole des Finances, Elena Salgado sur la radio Cadena Ser.

La ministre a précisé que le gouvernement dévoilerait au cours des deux prochains mois des réformes pour réduire le marché noir en Espagne, libéraliser les heures d'ouverture des commerces et modifier le système de retraite des fonctionnaires. (AP 19.04)

3- Inde

Une foule en colère s'en est pris à un hôpital et a incendié des autobus mardi pour protester contre un projet de centrale nucléaire dans l'ouest de l'Inde.

Au moins 20 personnes ont été blessées dans les troubles, rapporte la police. Lundi, déjà, un militant avait été tué dans des tirs de la police.

Les manifestations, dont des hommes politiques de l'opposition avaient pris la tête, ont entraîné la paralysie de plusieurs villes, dont celle de Ratnagiri, proche du site prévu pour la future centrale de 9.900 mégawatts à Jaitapur dans l'Etat de Maharashtra.

"La situation est très tendue ici", a déclaré à Reuters l'un des dirigeants des manifestants. Ces derniers ont attaqué et endommagé un hôpital afin d'empêcher une autopsie du militant tué lundi. Selon eux, cette autopsie n'aurait pas été impartiale. Parmi les blessés se trouvent au moins six policiers, a déclaré le chef de l'administration de Ratnagiri.

Dans le secteur de Jaitapur, la colère engendrée par les expropriations s'est intensifiée depuis la catastrophe nucléaire survenue en mars à Fukushima.

La semaine dernière, le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh, a réaffirmé l'intention de New Delhi de procéder à la construction de six réacteurs sur le site, pour un coût de 10 milliards de dollars, ce qui en fera le plus grand complexe nucléaire au monde.

En décembre, le groupe français Areva a signé deux accords visant la fourniture d'au moins deux réacteurs nucléaires de type EPR à l'Inde ainsi que du combustible pour 25 ans.

L'Inde souffre d'une pénurie d'électricité à l'heure de pointe, qui freine son économie et provoque des coupures dans une bonne partie du territoire.

Le pays dispose pour l'heure de 20 réacteurs nucléaires, la plupart de petite taille, répartis dans six centrales. D'ici 2032, le pays compte se doter de près de 30 autres réacteurs. (Reuters 19.04)

Il y a eu des élections législatives dans plusieurs Etats dont le Tamil Nadu où j'habite, les résultats seront publiés à la fin du

mois. Avant ces élections tous les matins le courant était coupé entre 6h et 9h ou entre 8h et 10h, or depuis étrangement plus de coupures de courant.

Mon explication : ici c'est déjà l'été et on crève de chaud, à l'heure où j'écris ces lignes, assis face à l'écran à 7h30 du matin, j'ai une serviette pour m'éponger le visage et le ventilateur fonctionne, il fait plus de 30°C, la situation est habituellement, plutôt quotidiennement et en permanence tendue du fait des problèmes récurrents que rencontre la population, on vit sur les nerfs et cela peut dégénérer en émeute à la moindre étincelle, une coupure de courant et les esprits s'échauffent, les autorités craignent des émeutes à l'annonce des résultats de ces élections, alors ils ne procèdent pas à des coupures de courant en espérant qu'entre temps les esprits se seront refroidis, voire apaisés...

Economie.

1- France

Le ministère de la Défense revoit à la hausse son budget 2011 pour les opérations extérieures. De 700 millions d'euros, il devrait passer à 900 millions, pour cause d'opérations en Libye et en Côte d'Ivoire. L'ONU ne rembourse que 10 % des missions réalisées dans le cadre des résolutions votées... (lexpress.fr 19.04)

2- My gold !

Les cours à terme de l'or ont touché mardi en séance 1.500 dollars l'once, soit le plus haut niveau jamais atteint par le métal jaune, en raison de la faiblesse du dollar et des inquiétudes persistantes autour de la crise de la dette en Grèce. (Reuters 19.04)

3- Ils baignent dedans.

Le groupe britannique de luxe Burberry a annoncé mardi un chiffre d'affaires de 390 millions de livres (445 millions d'euros) au cours du trimestre de janvier à mars. Vers 10h30 GMT, le titre Burberry progresse de 4,89%.

Au même moment, le titre du géant mondial du luxe LVMH, prenait 3,74%, après l'annonce lundi soir d'une forte accélération des ventes au premier trimestre. (Reuters 19.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 avril

J'ai rompu le service minimum, j'ai failli me mettre en grève ! Hier après-midi et aujourd'hui j'ai mis de nouveaux documents en ligne dans la rubrique *Documents*.

Puisque vous ne voulez pas me faire part de vos réflexions politiques, sans doute parce que vous estimez que c'est inutile, comme vous avez estimé qu'il n'était pas utile de donner suite à mes diverses propositions, c'est votre droit, permettez-moi de mon côté de vous demander mais qu'est-ce qui est utile finalement, pas grand chose si l'on devait porter un constat sur l'état du mouvement ouvrier et le niveau de conscience politique de la classe ouvrière, on serait même porté à condamner la conception de la lutte de classe qui prédomine, y compris celle de l'avant-garde au regard des résultats auxquels ils sont parvenus, aucun parti ou aucune formation politique ne peut affirmer qu'ils ont aidé la classe à rompre avec le capitalisme, à en mieux comprendre le fonctionnement, idem pour les institutions. Fatalité, pas vraiment, un faux argument, vous n'avez jamais entendu vos dirigeants dire que l'action de leur parti pesait sur le cours des choses, allez un peu de mémoire, soyez honnête, je m'en souviens encore parfaitement.

L'activisme de certains militants, les diffusions, les tracts et les journaux, les discussions, les réunions, les meetings et les manifestations, ils ont servi à quoi ? A rien du point de vue de l'objectif final de notre combat. A maintenir des acquis, soyez honnêtes, n'oubliez pas tous ceux qui ont déjà été perdus et cela va continuer ; à conserver des syndicats indépendants, soyez honnêtes et convenez qu'ils ont surtout servi à assurer la stabilité politique du régime, des syndicats corrompus jusqu'à l'os ; à améliorer les conditions de vie et de travail, sans doute pour ceux qui ont la chance d'avoir un boulot où ils s'épanouissent, ils ne doivent pas être très nombreux les travailleurs dans ce cas, sans doute les millions qui ont un salaire ou une retraite de misère, allez donc leur raconter vos salades, vous serez bien accueillis, à croire qu'aucun d'entre vous ne se trouve dans cette situation-là ou ne l'a connu un jour.

Il n'existe même pas de parti révolutionnaire digne de ce nom dans ce pays, ne parlons pas de l'Internationale, vous avez entendu parler d'une action coordonnée des sections d'une Internationale dans le monde au cours des dernières décennies,

non, parce qu'en réalité il n'existe pas d'Internationale, même pas un embryon, pas plus de IVe Internationale version CCI-POI que NPA ou d'Entente internationale soi-disant présente dans 70 pays. Le problème n'est pas trop qu'elle n'existe pas que de faire croire qu'elle existe alors que c'est une pure invention. Pourquoi, je vous laisse y réfléchir.

Si l'on comprend bien, du fait que la majorité des travailleurs disposeraient de conditions de vie relativement confortables ou qu'ils tireraient des avantages substantiels de la survie du capitalisme, ils seraient incapables de réfléchir et de comprendre comment fonctionne la société pour la changer, dans ce cas-là il faut aller au bout de ce raisonnement et en tirer les conclusions qui s'imposent, aller un peu de courage et regardons la réalité en face, autrement dit, l'un des principaux facteurs sur lequel repose le socialisme et qui finalement s'avère déterminant pour envisager de vivre dans une société débarrassée du règne de l'exploitation et de l'oppression serait erroné, bref, le socialisme serait une utopie, aucun ou peu d'entre vous y croiraient encore, ce qui expliquerait très bien qu'il ne faille rien changer à votre conception de la lutte de classe, ce qui inclut de suivre aveuglément des dirigeants qui portent la responsabilité de la situation actuelle ou de continuer à "avaler des couleuvres" sans rien dire pour parodier un militant du POI (CCI), c'est politiquement suicidaire. Le socialisme serait une utopie parce que les travailleurs ne parviendront jamais à comprendre les rapports sociaux sur lesquels repose la société capitaliste. Nous nous sommes d'affreux utopistes et nous estimons qu'en y mettant les moyens on peut les aider à y parvenir.

Cela donne bonne conscience de militer, ne sommes-nous pas des socialistes, des communistes ou des trotskystes, de grands révolutionnaires anticapitalistes, nous ne sommes parvenus à rien, peu importe, comme disait Coubertin à propos des Jeux Olympiques, le principal c'est d'y participer, à la lutte des classes, pour le reste, pour le reste nous imitons les ignorants qui s'en remettent à celui qui cause le mieux ou le plus fort, alors que notre seule chance de nous en sortir est de briser cette spirale infernale, ce n'est pas facile ou donner à tout le monde, certes cela nécessite beaucoup d'efforts, de la volonté et de la persévérance, mais parmi les milliers de militants et cadres il s'en trouve bien qui ont les capacités de comprendre qu'on n'a pas cessé de se fourvoyer depuis la mort de Trotsky, quand on n'a pas été littéralement trahi par nos dirigeants.

Comment peut-on prétendre assurer la continuité du marxisme, alors que manifestement on n'en a pas les capacités, je ne prétends pas les avoir non plus loin s'en faut, je dis seulement que ceux qui l'ont prétendu depuis 1940 nous ont conduit dans une impasse, pire, ils ont institué une sorte de pouvoir héréditaire au sein de leurs partis calqué sur les monarchies en désignant à l'avance leur dauphin que personne ne conteste d'ailleurs sous peine d'exclusion. Notez bien que cela vaut également pour de toutes petites formations politiques. C'est à la fois effrayant et désespérant, décourageant parfois il faut bien l'avouer.

Des militants sont portés à penser que nous sommes des gauchistes parce que nous sommes intransigeants sur certains principes, parce que nous refusons toute forme de collaboration de classes, parce que nous livrons une lutte à mort contre l'opportunisme conjointement au combat que nous menons contre le capitalisme et l'ensemble de ses institutions politiques. On ne peut pas lutter contre le régime en appelant au front unique avec des partis qui le soutiennent ouvertement, on ne peut pas lutter contre les appareils des syndicats en n'engageant pas le combat contre leur financement par l'Etat qu'ils sont censés combattre, on ne peut pas lutter contre le capitalisme sans présenter chaque lutte comme une étape du combat pour l'abolir, on ne peut pas lutter contre les institutions ou la Constitution sans indiquer en permanence que notre combat se situe dans la perspective des les abattre, bref, on ne peut pas militer et se prétendre socialiste, communiste ou trotskyste sans indiquer quel est l'objectif final de notre combat, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, la liquidation de l'Etat des capitalistes et la constitution d'un Etat ouvrier.

Prenons un exemple concret. Que vaut une lutte menée contre des licenciements ou une fermeture d'usine si dans le même temps on n'a pas expliqué aux travailleurs concernés, que pour bien faire ils devraient prendre le contrôle de leur entreprise et virer le patron ou les actionnaires, les exproprier, etc., que les conditions soient requises ou non, leur combat devrait toujours se situer dans cette perspective même s'il n'est pas possible de la concrétiser pour le moment, au moins, si chaque fois ils entendaient le même discours, ils finiraient par y comprendre quelque chose et y adhérer, alors oui, là vous pourriez dire, j'ai fait du bon boulot on a recruté de nouveaux militants sur des bases saines et solides, on progresse, on construit véritablement le parti qu'il nous faut pour prendre le pouvoir quand la situation se présentera, cette perspective ne repose plus sur une théorie mais sur quelque chose de concret et de solide, notre idéal prend corps et se matérialise, on fait véritablement un pas en avant dans la bonne direction, vers le socialisme. Au lieu de cela, on a encore en tête les argumentaires misérables sur ce qu'il est possible ou non d'obtenir en régime capitaliste, c'est la manifestation concrète de la désertion du combat pour le socialisme.

Continuer dans cette voie ou en changer radicalement, telle est l'alternative qui se pose à chaque militant. Vous croyez franchement qu'à l'aube du XXe siècle il était facile pour un ouvrier d'entrevoir ce que pouvait être le socialisme, rompre avec le capitalisme ou le régime en place, et pourtant des partis ouvriers se sont construits sur cette base à travers le monde, et on nous explique que ce serait impossible aujourd'hui, balivernes, qu'on nous disent plutôt qu'on ne sait pas comment s'y prendre serait plus honnête et pas déshonorant pour autant. Notre travail est d'y contribuer avec nos faibles moyens.

D'autres réflexions politiques

1- Leur société est irrespirable.

Après les CV anonymes, les CV sans adresse ? - (LePoint.fr 20.04)

Pourquoi pas le salarié anonyme, masqué, sans culture, sans passé, bref sans histoires, taillable et corvéable à merci ?

2- La dernière sortie de Tom Pouce sur les salaires a donné lieu à toutes sortes de commentaires dont la majorité sont hostiles, y compris à l'UMP.

La Talonnette croyait réaliser un coup sur le terrain social à un an des élections présidentielles, alors qu'il est le président le plus impopulaire de la Ve République, au plus bas dans tous les sondages, et à l'arrivée il a réussi l'exploit de se mettre à dos le patronat, ce qui est bien normal, de nombreux travailleurs vont interpréter cette annonce comme un encouragement à revendiquer des augmentations de salaires, l'horreur pour le Medef, les syndicats, parce qu'il empiète sur leur domaine réservé, les fonctionnaires parce qu'ils ne sont pas concernés, on vient de leur annoncer que leurs salaires seront bloqués ou diminueront jusqu'en 2013 inclus, enfin la majorité des travailleurs qui ne seront pas concernés par cette mesure et qui jugent son discours démagogique ou comme une provocation insupportable.

Selon le décompte réalisé par Le Monde hier "*Au total, donc, 2,8 millions de personnes, soit moins de 10 % de la population active française, seraient susceptibles de toucher la fameuse prime.*" (lemonde.fr 20.04) Et encore, les travailleurs en CDD ou en intérim pourraient en être exclus.

Je me demande au final, si l'objectif n'était pas de faire croire à la majorité des travailleurs qu'ils pourraient y avoir droit, et une fois constaté individuellement que ce n'était pas le cas, ils finiraient par se dire : pas de bol c'était sans doute pour mon voisin, qui lui même se dirait la même chose et ainsi de suite, ainsi chacun penserait que nombreux sont ceux qui en auraient profité, alors que ce sera pas du tout le cas, et que leur tour viendra, ce qui n'arrivera jamais évidemment, puisqu'en tout état de cause s'il était réélu en 2012, il poursuivrait la même politique d'austérité.

Un effet d'annonce foireux en quelque sorte, qui aura eu pour seul effet d'exciter un peu plus les rapports antinomiques entre le capital et le travail, une erreur politique quoi.

3- Rien de particulier à ajouter sur la situation en Libye, vous avez dû avoir les dernières nouvelles par les médias nationaux. Je confirme que dans le numéro d'Informations ouvrières (145) paru hier, le POI continue d'ignorer, plutôt de censurer le soulèvement en cours en Syrie. Ils doivent ne rien y comprendre, le mot Syrie ne figure même pas dans ce numéro.

Il est beaucoup question des revendications sociales des travailleurs en Tunisie et en Egypte que leurs soulèvements révolutionnaires n'ont pas réglées. Question : pourquoi ne pas profiter de la situation pour envisager l'expropriation des capitalistes, pourquoi cette perspective est-elle systématiquement écartée en dehors d'une vague référence au passage à des renationalisations ?

Sur quoi repose l'Etat, le pouvoir politique de la classe dominante sinon sur la propriété privée des moyens de production qui lui donnent les moyens de continuer son combat contre la classe ouvrière, de financer sa propagande contre-révolutionnaire et de s'attirer les bonnes grâces des militaires ? L'argent est le nerf de la guerre, il est aussi celui de la révolution et de la contre-révolution. Exproprier les banquiers, les grandes fortunes du pays, les actionnaires des grandes entreprises, assurer le contrôle du commerce extérieur, etc. sont des mesures économiques aussi impérieuses que la liquidation des institutions et de la Constitution sont des mesures politiques indispensables pour changer la nature de l'Etat.

On a parlé à tort et à travers de révolutions, mais aucun des soulèvements des derniers mois n'a remis en cause la nature du régime, de l'Etat, pas plus en Bolivie d'ailleurs. En dehors du fait que les travailleurs tunisiens et égyptiens ont chassé les dictateurs Ben Ali et Moubarak, qu'ils ont arraché le droit de pouvoir s'exprimer et s'organiser librement, et encore avec certaines restrictions en Egypte, qu'est-ce qui a changé fondamentalement dans leur mode de vie, rien en réalité, les chômeurs sont toujours en quête d'un travail et ceux qui se tapaient sur le ventre en ne faisant qu'un repas par jour parce qu'ils avaient des salaires misérables restent sur leur faim.

Entendu aux infos sur TV5Monde Asie il y a trois jours à propos de la mobilisation en Syrie, c'est le journaliste qui parle, je cite ces propos : au début les manifestations ont été spontanées, elles étaient non organisées, puis les opposants au régime ont estimé qu'il fallait coordonner leurs actions et rompre avec leur isolement, enfin ils ont commencé à s'organiser et à structurer leur mouvement de protestation, à cette fin ils ont commencé à constituer des comités pour définir leurs mots d'ordre et se donner une orientation politique en liaison avec l'opposition dans chaque ville du pays.

Bref, on est loin d'un coup de force ou d'une provocation montée de toutes pièces par des agents de la CIA comme certains voudraient nous le faire croire, au contraire on assiste à une tentative de la population de s'organiser par elle-même pour contrecarrer les plans d'Assad et se renforcer pour l'obliger à quitter le pouvoir. A ce titre, ce soulèvement du prolétariat syrien est exemplaire et plein d'enseignements pour le prolétariat mondial.

Ceux qui n'en parlent pas, le censurent, pourraient-ils nous expliquer pourquoi aucun soulèvement ne se produit dans les pays durement frappés par les mesures d'austérité imposées par leurs gouvernements, en Grèce, en Irlande, au Portugal ou

en Espagne où il y a officiellement 20% de chômeurs, nous serions curieux d'entendre leurs explications, de notre côté nous avons notre petite idée, ce que j'ai expliqué dans mes causeries au cours de la mobilisation sur les retraites en France notamment en donne une idée assez précises, ce que nous avons écrit alors demeure tout à fait valable, je n'ai pas le courage d'y revenir ici, ceux que cela intéresse peuvent s'y reporter.

4- Dans son éditorial, D. Gluckstein affirme à propos du soutien du PS au projet de "réforme institutionnelle" de Sarkozy : "C'est mettre le doigt dans l'engrenage qui conduit à organiser la liquidation des droits et des garanties de la classe ouvrière", on croyait depuis longtemps que le PS avait déjà passé la main, le bras et le corps entier depuis belle lurette en se situant en permanence au côté du parti de l'ordre pour combattre les intérêts de la classe ouvrière, on a dû rêver encore une fois.

Mais comme au POI on ne doute décidément de rien, il poursuit : "Ou bien rester sur le terrain du mouvement ouvrier et de la démocratie", parce que voyez-vous le PS se situerait sur le "terrain du mouvement ouvrier" et non sur le terrain du capital, en gouvernant de nombreuses années sous la Ve République bonapartiste et antidémocratique, là encore le PS sans le savoir devait se situer sur le terrain de la démocratie. Le double langage habituelle de Gluckstein.

Et pour ne pas être en reste, il appelle "à la réalisation de l'unité des rangs de la classe ouvrière et de ses organisations afin de faire prévaloir chacune et toutes les revendications", y compris le PS on présume ! Quel opportunisme ou quelle incurie politique !

Reconnaissons au POI le mérite d'avoir engagé une campagne contre la Constitution de la Ve République même si nous ne partageons pas son orientation, contrairement à tous les autres partis dits ouvriers qui soutiennent le projet de Sarkozy ou se terrent dans un silence assourdissant, qui ne dit rien consent dit, n'est-ce pas ?

Politique

1- France

1.1- La mesure qui va permettre de financer la campagne électorale de Sarkozy à moindre frais... pour le gang du Fouquet's.

Liliane Bettencourt paiera 4 fois moins d'impôt. La nouvelle ne manque pas de faire grincer des dents les contribuables lambda. Mais qu'on se rassure, cela ne devrait durer qu'un an ou deux. Explication.

Grâce à la réforme de l'impôt sur la fortune et l'enterrement de première classe du bouclier fiscal, "Liliane Bettencourt verra ses impôts divisés par quatre en 2012" avant que cela remonte en 2013.

La raison de cette subtilité fiscale: pour compenser la suppression du bouclier fiscal, les contribuables fortunés paieront l'ISF nouvelle formule à un taux plus bas...

Sauf que la réforme de l'ISF doit être mise en application dès 2011 alors que la suppression du bouclier fiscal n'intervient qu'en 2013.

Résultat : durant deux ans les contribuables soumis à l'ISF auront donc le beurre et l'argent du beurre, résume Le Canard Enchaîné.

En effet, les contribuables très fortunés verront leur taux d'ISF largement abaissé et seront encore remboursé du bouclier fiscal qui est calculé sur les revenus perçus deux ans auparavant.

Pour la femme la plus riche de France, 2012, période de transition pour l'instauration de la réforme fiscale, sera donc tout bénéf pour elle. Elle devrait payer 10 millions d'euros d'impôt, soit quatre fois moins qu'en 2010.

Son taux d'imposition s'élève donc à 4%, c'est à dire autant qu'un contribuable touchant 1.300 euros net par mois. (lepost.fr 20.04)

1.2- Même pas besoin de changer de parti.

Selon Le Figaro et Le Canard enchaîné, le député du Pas-de-Calais serait nommé Défenseur des droits. Cette nouvelle attribution consacrerait Lang, 71 ans, comme l'un des plus actifs papys de la République. Et comme le socialiste le plus choyé par Sarkozy.

C'est bien simple : depuis la fin du règne de Mitterrand, Lang n'a jamais été autant sollicité que pendant l'actuel quinquennat. Il s'est prêté à une forme d'ouverture light tout en sauvant les apparences : pas nommé ministre, à la différence d'un Kouchner, il a pu rester membre du Parti socialiste.

Deux mois après son installation à l'Elysée, Nicolas Sarkozy l'invite à rejoindre le « *Comité Balladur* », le groupe chargé de réfléchir à la « *modernisation* » et au « *rééquilibrage des institutions* ».

Suite logique : il soutient la réforme de la Constitution que le Comité Balladur a inspiré. On est en juillet 2008, à Versailles, où les parlementaires sont réunis en Congrès. La réforme passe, à deux voix près. Un seul socialiste a apporté sa voix : Lang. « *Un choix courageux et très respectable* », salue un Sarkozy tout miel.

Scénario similaire en mai 2009, à l'Assemblée nationale : au sein du groupe socialiste, Jack Lang est le seul député à voter en faveur du projet de loi Hadopi.

Entre-temps, il s'est essayé à un nouveau rôle : émissaire spécial du président Sarkozy.

Le premier voyage a eu lieu en février 2008. Une lettre d'apaisement à porter à Ali Abdullah Saleh, le président du Yémen.

Un an plus tard, en février 2009, cap sur Cuba.

A l'automne 2009, Nicolas Sarkozy l'envoie passer cinq jours en Corée du Nord pour « *réfléchir aux initiatives que la France pourrait prendre pour contribuer à la résolution de la crise nord-coréenne* ». Pyongyang accepte « *un échange sur les droits de l'homme* ».

Il est nommé fin août 2010 conseiller juridique de Ban Ki-Moon, le secrétaire général de l'ONU. Il doit trouver un moyen de juger les auteurs d'actes de piraterie maritime. (Rue89 20.04)

2- Syrie

2.1- Le chef de la police de Baniyas, ville côtière du nord-ouest de la Syrie, a été arrêté après la mort de cinq civils dans la répression de manifestations pour la démocratie qui s'y étaient déroulées la semaine dernière, a rapporté mercredi un mouvement de défense des droits de l'homme.

Des rassemblements d'opposants se sont poursuivis dans la nuit en divers points du pays, notamment dans le faubourg damascène de Zabadini où certains ont réclamé "la chute du régime". On a également signalé des sit-in à Djabla, sur la côte, une manifestation de femmes à Barzeh (Damas) et une procession aux chandelles à Tel, près de la capitale.

A Homs, les manifestants sont à nouveau descendus en nombre en signe de protestation contre la mort de 20 manifestants abattus par les forces de sécurité depuis lundi.

L'opposant Mahmoud Issa a été interpellé à son domicile à Homs vers minuit par des membres de la police politique.

"*Issa est un ancien prisonnier politique connu. L'arrêter quelques heures après avoir annoncé la levée de l'état d'urgence est répréhensible*", a dit Rami Adelrahman, responsable de l'Observatoire pour les droits de l'homme en Grande-Bretagne.

Plusieurs personnalités connues à Homs, creuset intellectuel et artistique, ont signé une pétition appelant l'armée "à ne pas verser le sang de Syriens honorables" et démentant des allégations gouvernementales selon lesquelles des groupes salafistes opéreraient dans la ville.

A Alep, deuxième ville de Syrie, des éléments irréguliers soutenant Assad ont dispersé une manifestation d'étudiants à l'université, frappant un certain nombre de ceux-ci et procédant à 37 arrestations, a déclaré un militant des droits de l'homme. (Reuters 20.04)

2.2- Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi en Syrie contre le régime de Bachar el-Assad, ce qui semble indiquer que le mouvement de contestation ne faiblit pas malgré l'annonce, la veille, de la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 dans le pays. Les protestataires ont annoncé des manifestations encore plus importantes pour vendredi.

Selon des militants, plusieurs dizaines d'étudiants ont également manifesté à l'université d'Alep, dans le nord du pays, où des affrontements ont opposé sur le campus des étudiants pro et anti-gouvernementaux.

A Daraa, un militant a affirmé qu'"une énorme manifestation" serait organisée vendredi.

Un habitant de la ville de Homs, dans l'ouest de la Syrie, a aussi annoncé que des préparatifs étaient en cours pour des manifestations vendredi, mais, interrogé par téléphone, il n'a pas voulu donner de détails. Il a aussi observé qu'il y avait une

forte présence des forces de sécurité dans la ville. (AP 20.04)

3- Yémen

Un homme armé circulant à moto a ouvert le feu mercredi sur un camp installé par des manifestants antigouvernementaux dans la ville d'Houdeida au Yémen, tuant une personne. L'assaillant s'est approché de la place abritant le campement à l'aube et a fait usage de son arme alors que les protestataires participaient à la prière matinale dans cette localité située sur la mer Rouge. L'agresseur s'est enfui. Par ailleurs, les services de sécurité indiquent qu'un policier a été tué par des tirs de manifestants à Aden, mercredi. (lepoint.fr 20.04)

Social

Etat policier. Quadrillage policier de certains quartiers.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a annoncé mercredi, lors d'un déplacement en Seine-Saint-Denis, la création de "patrouilleurs" pour "donner plus de visibilité à la police".

L'objectif est de "créer un climat de sécurité, une ambiance de sécurité, ce qui signifie donner plus de visibilité à la police, faire en sorte que la population ait plus de facilité pour accéder à des policiers", a expliqué Claude Guéant aux journalistes.

"Pour cela, il faut qu'ils soient plus nombreux sur la voie publique en patrouilles d'effectif réduit, afin de multiplier les patrouilles. Ce qui font des patrouilles, c'est des patrouilleurs", a-t-il ajouté. (Reuters 20.04)

Vous ne trouvez pas que le terme "patrouilleur" fait penser à celui de milicien ?

Le ras le bol des éducateurs

Le score est sans appel. La CGT comptait ce matin 100% de grévistes parmi les éducateurs de l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Meyzieu. Idem hier à Lavaur (Tarn), et aujourd'hui à Marseille. Dans les six EPM français, on profite de la semaine d'action nationale décrétée par le syndicat pour tirer la sonnette d'alarme.

La semaine dernière, une éducatrice a été prise en otage pendant plus de deux heures par un détenu de 16 ans à l'EPM de Meyzieu. C'était l'agression de trop. A Lavaur, la CGT déplore plus de 500 «incidents» signalés en 2010, dont trois incendies de cellules. «Il est à la fois malheureux et regrettable que nos responsables reconnaissent enfin la dangerosité de notre intervention lors de "faits-divers" dramatiques», indique le syndicat dans un communiqué.

Les éducateurs réclament la prise en compte de la pénibilité de leurs conditions de travail, et «de certaines règles pénitentiaires comme la protection des femmes enceintes». Ils demandent également le respect du numéris clausus qui limite à 60 le nombre de détenus par établissement, alors que celui de Marseille en accueille actuellement 67.

Une nouvelle agression a fait monter la tension d'un cran à Meyzieu dans la nuit de lundi à mardi. Des détenus ont cassé des côtes à un surveillant, et en ont giflé un autre. «On va te crever avec un tournevis!» ont-ils menacé. Lors de la fouille qui a suivi, les surveillants ont effectivement trouvé un tournevis dans une cellule. Ce matin à 10h30, les équipes régionales d'intervention et de sécurité venaient de quitter les lieux. «La situation est extrêmement tendue, nous ne pouvons pas reprendre le travail dans ces conditions», s'inquiète Alain Dru, qui s'est rendu sur place. «Maintenant que les jeunes ont compris le cirque que crée ce genre d'incident, nous nous attendons à la reproduction de tels faits», ajoute la CGT dans un communiqué.

En raison d'un grand nombre de congés, Alain Dru, secrétaire général de la CGT-PJJ, pense suspendre le mouvement jusqu'au retour des vacances scolaires. «Les collègues sont remontés, ils reprendront de plus belle ensuite», assure-t-il. En attendant, une très forte participation est annoncée pour demain à Orvault (Loire-Atlantique), et vendredi à Porcheville (Yvelines). (libération.fr 20.04)

Mouvement social chez Continental contre le "**chantage**" de la direction.

Les salariés du site Continental Automotive France à Foix ont débrayé pendant deux heures mercredi (Ariège) pour protester contre les dernières propositions faites par la direction dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2011, source d'un nouveau conflit avec les syndicats majoritaires.

Les salariés ont débrayé de 13h30 à 15h30 alors que se tenaient les négociations engagées avec la direction à Toulouse. Des assemblées générales au cours desquelles les salariés se prononceront sur "les suites à donner" au mouvement sont programmées, jeudi à Toulouse et le 26 avril à Bousens (Haute-Garonne).

Après un long bras de fer à l'automne, la direction de Continental Automotive France avait retiré son plan visant à obtenir des sacrifices salariaux dans ses trois sites de Midi-Pyrénées en l'échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2015.

La CFDT et la CGT dénoncent aujourd'hui le "*nouveau chantage*" fait aux salariés et une "*manipulation inacceptable*" des négociations annuelles obligatoires 2011. "*La direction conditionne l'augmentation des salaires à l'allongement du temps de travail avec la suppression de trois jours de RTT et de six jours de banque de temps. Cela équivaut à du travail gratuit. C'est du racket*", a déclaré à l'Associated Press Ouria Tounès, déléguée syndicale CFDT sur le site de Foix.

Implantée à Toulouse, Boussens et Foix, Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. (AP 20.04)

Economie

Etats-Unis

Entre tolérance et pragmatisme, deux poids deux mesures. Le coup politique du FMI et de Standard & Poor's en faveur des républicains et plus généralement de l'impérialisme américain.

Les Etats-Unis manquent d'un plan crédible à moyen terme pour réduire leur déficit, déclare le chef économiste du Fonds monétaire international, Olivier Blanchard, dans un entretien publié mercredi dans Le Monde.

Il ajoute que les pays de la périphérie de l'Europe doivent mener d'importantes réformes structurelles tout en assainissant leurs finances et qu'ils auront entretemps du mal à revenir emprunter sur les marchés financiers.

L'agence de notation Standard & Poor's a provoqué un coup de tonnerre sur les marchés lundi en abaissant de stable à négative sa perspective de crédit sur les Etats-Unis.

"*Le débat entre les deux partis qui s'est conclu le 8 avril par un plan d'économies de 39 milliards de dollars était insuffisant*", dit-il, "*car le fossé idéologique est énorme entre démocrates et républicains sur la façon de traiter le problème*".

(On aura compris où vont les faveurs du FMI : plus de coupes dans les budgets sociaux, ce que réclament les républicains - Note du site)

Quant à l'Europe, "*les pays européens de la périphérie ne se sauveront pas seulement par des sacrifices budgétaires*", estime-t-il.

"*Ils doivent améliorer considérablement leur productivité ou baisser leurs salaires, ou les deux*", et réformer les secteurs protégés qui ont une faible productivité, comme par exemple le secteur immobilier au Portugal. (Reuters 20.04)

Traduisons : l'impérialisme américain fait ce qu'il peut, normal il est encore le maître du monde, quant aux quantités négligeables que représentent à l'échelle de l'économie mondiale des pays comme la Grèce ou le Portugal, ils doivent s'attaquer d'urgent et à nouveau aux acquis sociaux des travailleurs et engager de nouvelles privatisations des services publics, CQFD.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 avril

Il y en a qui manifestent "*contre la guerre*", à l'opposé pourrait-on dire, nous nous aurions souhaité une manifestation en soutien aux soulèvements révolutionnaires en Libye et en Syrie. Ceux qui manifestent contre ce qu'ils appellent "*la guerre contre la Libye*", dans l'état actuel des choses, on peut affirmer qu'ils manifestent en réalité pour faciliter l'écrasement de la révolution libyenne par le colonel Kadhafi.

Le POI qui a organisé une telle manifestation le 5 avril s'est plaint qu'aucun parti ou aucune formation politique de gauche ou d'extrême gauche ne se soit joint à cette initiative (IO n°145), bien qu'ils ne valent guère mieux pour la plupart, on ne leur reprochera pas, si le POI n'a même pas publié une photo de cette manifestation c'est peut-être parce qu'elle n'a dû rassembler qu'une poignée insignifiante de bénis oui-oui suivant aveuglement leurs dirigeants. On se demande bien ce qu'ils vont encore commémorer au cimetière du Père-Lachaise le 7 mai prochain, l'enterrement de la Commune de Paris, l'enterrement de son premier décret, l'armement du peuple, l'enterrement des leçons politiques qu'en avaient tiré Marx, Engels et Lénine ? De ce côté-là, c'est déjà fait depuis longtemps.

Lisez les infos du jour, la révolution se poursuit également dans l'ouest de la Libye, la résistance au dictateur a profité des dernières semaines pour s'organiser, ce que nous ignorions, nous pensions qu'en dehors de quelques poches de résistance, l'opposition à Kadhafi avait déposé les armes, ce qui n'est pas du tout le cas. Honte à tous les manipulateurs qui pour justifier leur ligne politique opportuniste n'hésitent pas à tronquer et falsifier volontairement les faits, nous condamnons cette méthode.

C'est seulement hier, le 21 avril, que l'on a pu voir sur TV5Monde Asie le reportage tournée à partir du 19 février en Libye par une équipe de journalistes de France 2 pour l'émission Envoyé spécial, soit deux mois auparavant, il a dû être programmé sur France 2 en France il y a quelques jours seulement ou la semaine dernière.

Au fait, est-ce que vous avez la télévision en France, est-ce qu'il vous arrive de la regarder ? C'est une question que je me suis posé et que j'estime légitime au regard de la réaction des partis dits ouvriers, de gauche ou "d'extrême gauche", de certains militants qui semblent encore méconnaître la situation en Libye.

Si je ne m'abuse, vous disposez également de lignes Internet à haut débit qui vous permettent de regarder des reportages effectués avec des téléphones portables en Libye, sur Face book ou U Tube ou je ne sais quelle interface Internet, donc en principe vous êtes parfaitement informés de la situation sur place, alors expliquez-nous pourquoi vous soutenez la ligne politique de vos dirigeants qu'on a bien envie de qualifier de contre-révolutionnaire, seriez-vous victime d'un tel embrigadement ou lavage de cerveau que vous ne seriez pas en mesure de faire preuve d'un minimum d'esprit critique, on n'ose pas le penser, à vous de nous prouver le contraire par vos témoignages, et ne me dites pas que si vous ne vous manifestez pas ce serait parce que vous partageriez ma position, j'aurais franchement du mal à vous croire cette fois, en tout cas pas aveuglément, pas plus que je vous demande de me faire confiance aveuglément notez bien.

Que voyait-on, qu'entendions-nous dans ce reportage ? La voix d'un peuple qui se dresse pour exiger la liberté étouffée par un tyran pendant 42 ans, un véritablement soulèvement révolutionnaire dans la plupart des villes de l'ouest de la Libye. Je ne sais pas si vous avez regardé ce reportage et je ne vais pas ici en faire le récit complet, je ne prendrai qu'un exemple, la ville de Nalout située au sud-ouest de Tripoli, à environ 200 kms de la capitale libyenne.

Le 19 février la population descend dans la rue, la veille une manifestation a été durement réprimée à Benghazi dans l'est du pays. Kadhafi procède de la même manière. La population ne désarme pas et réplique en s'attaquant aux symboles du régime. Les forces de répression dont dispose le dictateur sont trop faibles pour affronter cette marée humaine qui défie son pouvoir. Les jours suivants le bruit court que Kadhafi est en train d'acheminer des troupes et de l'artillerie lourde vers Nalout. Une nuit la population se mobilise et descend en masse dans la rue et s'empare de la caserne de l'armée située aux abords de la ville, les manifestants s'emparent des armes, de quelques chars pour organiser la résistance et affronter si nécessaire l'armée du dictateur. On ne connaît pas la suite, tout ce qu'on sait c'est que l'armée de Kadhafi va déferler sur Nalout, la pilonner avant d'en reprendre le contrôle, l'armement dont disposaient les insurgés n'étant pas en mesure de rivaliser avec celui du despote.

Ce qu'on a vu, ce sont des milliers de travailleurs de tous âges descendre dans la rue et bien décidés à faire chuter le dictateur. Non, ce n'est pas une poignée de mercenaires ou de miliciens qui se seraient emparés de la caserne de Nalout, mais bien le peuple libyen révolutionnaire au cri de "*liberté*".

Ensuite, devant l'ampleur de ce soulèvement qui a été passé sous silence par nos opportunistes de service et qui il faut bien le dire se font en la matière complice du régime honni par la population, comment peut-on croire un instant que l'opposition au dictateur aurait capitulé, qu'elle aurait accepté de se soumettre à son bourreau après avoir vécu une expérience d'une telle intensité, après avoir eu le courage de l'affronter, comment peut-on prétendre ou sous-entendre qu'elle aurait pour ainsi dire totalement disparu, elle aurait pris les armes et serait rentrer tranquillement dans le rang pour se faire oublier du tortionnaire, camarades, cela tient de la falsification des faits, volontaire, et les derniers éléments qui nous sont parvenus hier sur la situation dans l'ouest de la Libye suffisent amplement à démontrer qu'on est face à une opération de désinformation ou d'intoxication des travailleurs et des militants, y compris par le POI.

De notre côté, notre position demeure inchangée : soutien inconditionnel à la révolution libyenne et syrienne, soutien inconditionnel à tous les mouvements insurrectionnels en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient.

En mai 1871 la Commune de Paris et les communards ont été liquidés dans un bain de sang par l'armée coalisée de Tiers et de Bismarck, parce qu'ils ne faisaient pas le poids sur le plan militaire. Aujourd'hui, pour le moment devrait-on préciser, les révolutionnaires libyens profitent des divisions qui règnent dans les rangs des différents impérialistes qui se partagent le monde et qui s'affrontent pour conserver leur place sur le marché mondial. Ils bénéficient momentanément de l'appui militaire d'une coalition qui ne partage évidemment pas leurs objectifs politiques, maintenant, si c'est leur seul moyen pour affronter à armes égales l'armée du dictateur et obtenir leur liberté et si possible le vaincre sur la totalité de la Libye, qu'ils en profitent au maximum, nous continuons de les soutenir et nous en sommes fiers.

Et comme nous avons parfaitement conscience des intentions réactionnaires de Sarkozy notamment, notre devoir est de redoubler d'effort dans le combat que nous menons en France pour le chasser du pouvoir, dans la perspective d'un

gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui s'il voyait le jour entreprendrait tout ce qui serait en son pouvoir pour aboutir à la chute de Kadhafi, ce qui passerait par l'armement de la révolution libyenne et l'envoi de milliers de soldats révolutionnaires.

Vive la révolution prolétarienne, vive la révolution mondiale !

Politique

1- Libye

1.1- Misrata, troisième ville de Libye assiégée depuis près de deux mois par les forces fidèles à Mouammar Kadhafi, a été à nouveau bombardée dans la nuit de mercredi à jeudi. (Reuters 21.04)

1.2- Les rebelles ont gagné du terrain dans l'ouest de la Libye jeudi matin en s'emparant d'un des postes frontaliers avec la Tunisie, jusqu'ici aux mains des forces fidèles à Mouammar Kadhafi.

Après de brefs combats, vers 7 h 30, les insurgés se sont emparés des bâtiments du poste-frontière près de Wazzan, sur la route reliant la ville libyenne de Nalout à la localité tunisienne de Dehiba, selon un témoin.

Des combats secouent depuis plusieurs jours l'Ouest libyen. Plus de cent personnes ont été tuées le week-end dernier à Nalout et Yefren, deux villes au sud-ouest de Tripoli, pilonnées par les forces kadhafistes, selon des habitants de cette région, que des milliers de Libyens ont déjà fui pour se réfugier en Tunisie. Une grande partie de la région d'Al-Jabal Al-Gharbi est contrôlée par la rébellion, selon des habitants. (lemonde.fr 21.04)

1.3- Mouammar Kadhafi a suffisamment renforcé son contrôle du centre et de l'ouest de la Libye pour éviter de perdre la guerre contre les rebelles, estiment des responsables américains et européens.

"Les proches de Kadhafi sont plutôt confiants. Une partition de facto (de la Libye), pour une longue période," est l'issue la plus probable du conflit, résume une source au sein des services de sécurité en Europe, qui suit de près la guerre en Libye.

Ce responsable justifie sa prévision par les progrès récents de Kadhafi dans le centre et l'Ouest, et par la faiblesse de l'opposition.

Le sentiment que les insurgés ne sont pas en mesure de contester à Kadhafi une grande partie du pays les pousse à réclamer toujours plus de soutien des armées occidentales.

Certaines sources de sécurité occidentales affirment que l'armée de Kadhafi sera bientôt suffisamment forte pour tenter une nouvelle offensive contre Benghazi, le bastion de l'insurrection, où des pays de l'Otan et le Qatar ont commencé à aider les rebelles.

La précédente offensive kadhafiste contre Benghazi avait été arrêtée aux portes de la ville par les premières frappes de la coalition internationale, le 19 mars.

"Personne ne peut prédire ce que peut faire l'un des dictateurs les plus imprévisibles du monde", dit un responsable américain.

"Un pan de la stratégie de Kadhafi est peut-être de consolider sa mainmise sur Tripoli et l'ouest de la Libye", dit-il. *"Il contrôlerait alors une grande partie de la Libye et pourrait ensuite choisir à quel point il veut être offensif dans l'Est, dans des endroits comme Benghazi."*

Bruce Riedel, ancien expert du Moyen-Orient à la CIA et ex-conseiller de la Maison blanche, estime que Washington et ses alliés ne peuvent laisser le conflit s'enliser trop longtemps.

"Un statu quo, soit une partition de facto, serait une plaie ouverte dans la Méditerranée, qui serait exploitée par l'extrémisme", dit-il. *"Les dirigeants américain et européens ne devraient pas permettre ce scénario de se dérouler."*

Si c'était le cas, il n'y aurait pas beaucoup d'alternatives à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, qui autoriserait cette fois le déploiement de troupes au sol pour faire partir le colonel Kadhafi.

"L'armée de Kadhafi n'est pas si redoutable. Une force composée de plusieurs pays de l'Otan, professionnelle, devrait l'emporter rapidement et pourrait ensuite passer le contrôle à une force de stabilisation de l'Onu avec des contingents musulmans", dit Riedel. (Reuters 21.04)

Cette appréciation de la situation contredit les derniers développements à la frontière tunisienne au sud-ouest de Tripoli. En fait

nous sommes sous-informés sur la situation sur place, sur l'état d'esprit et la combativité des travailleurs libyens, les infos nous parviennent avec des jours ou des semaines de retard, principalement parce qu'elles sont filtrées par les médias aux ordres qui les distillent ensuite au compte-gouttes.

C'est seulement hier, le 21 avril, que l'on a pu voir sur TV5Monde Asie le reportage tournée à partir du 19 février en Libye par une équipe de journalistes de France 2 pour l'émission Envoyé spécial, soit deux mois auparavant, il a dû être programmé sur France 2 en France il y a quelques jours seulement ou la semaine dernière. Pouvez-vous me le confirmer en regardant sur un programme télé ?

2- Syrie

Le président syrien Bachar Al-Assad a promulgué jeudi 21 mars trois décrets, dont un stipulant la levée de l'état d'urgence, en vigueur dans le pays depuis 1963, a indiqué la télévision publique syrienne.

La levée de l'état d'urgence est la principale revendication du mouvement de contestation sans précédent du régime, lancé le 15 mars. Mais les manifestants, qui réclament aussi la démission de M. Al-Assad, poursuivent la mobilisation.

Le président a promulgué en outre un décret "*stipulant l'abolition de la Cour de sûreté de l'Etat*", un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel, selon la télévision. Enfin, un troisième décret vient garantir "*la réglementation des manifestations pacifiques, qui sont un droit essentiel*".

Des policiers syriens en civil, armés de fusils AK-47, se sont déployés dans la nuit de mercredi 20 à jeudi 21 avril dans les rues de Homs, où est prévue une nouvelle journée de grève, jeudi. Cette ville de plus d'un million d'habitants, au nord de Damas, est devenue, depuis quelques jours, l'un des foyers de la contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad.

Cent cinquante étudiants ont organisé, jeudi 21 avril, un sit-in dans la ville de Hassaké, à 600 km au nord-est de Damas, en solidarité avec les manifestants dans les autres régions syriennes, ont indiqué un témoin et un militant des droits de l'homme.

Les manifestants se sont rassemblés près de la faculté des lettres à Hassaké, scandant des slogans "*pour la liberté et l'unité nationale*" et contre le racisme, a dit le militant à l'AFP.

Ils ont affirmé également leur solidarité avec les villes de Deraa (Sud), où a commencé la contestation contre le régime, de Baniyas (Nord-Ouest), de Homs (Centre) et de Douma, près de la capitale, qui ont connu de violentes manifestations.

A Hassaké, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues pour disperser la manifestation, selon ces deux sources. (lemonde.fr 21.04)

3- Yémen

3.1 - Un militant des droits de l'homme en vue à Bahreïn, arrêté comme plusieurs centaines d'opposants dans le cadre de la répression des manifestations qui agitent le royaume depuis le mois dernier, a comparu jeudi devant un tribunal militaire, selon sa fille. Lire la suite l'article

Abdulhadi al Khaouadja a été arrêté ce mois-ci avec deux de ses gendres. "*Son procès a débuté aujourd'hui mais nous, membres de sa famille, n'avons pas été autorisés à entrer au tribunal. J'ignore quelles charges ont été retenues contre lui*", a déclaré sa fille, Zaïnab al Khaouadja.

"*Mon père a appelé hier soir. Il n'avait pas l'air bien. Je pense qu'il est blessé à la bouche parce qu'il pouvait à peine parler*", a-t-elle ajouté. Selon le Centre Baheïni des droits de l'homme, il a été sévèrement battu lors de son arrestation.

Exilé pendant douze ans, Abdulhadi al Khaouadja a été autorisé à rentrer dans son pays il y a plusieurs années dans le cadre d'une amnistie. Arrêté en 2004 pour dissidence, il a ensuite été gracié. (Reuters 21.04)

3.2 - Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, fortement contesté dans la rue, s'est vu offrir la possibilité de démissionner dans un délai de 30 jours avec la garantie de ne pas être poursuivi en justice, a affirmé ce jeudi un responsable de l'opposition, Hassan Zayd.

Citant les tractations en cours pour une sortie de crise, Hassan Zayd a fait état d'une proposition prévoyant "*la démission du président Saleh et la promulgation d'une loi d'amnistie*", lui offrant la garantie qu'il ne sera pas inquiété après son départ du pouvoir.

Hassan Zayd est secrétaire général du parti islamiste Al-Haq, membre du Forum commun, une coalition de l'opposition parlementaire qui groupe notamment l'influent parti islamiste Al-Islah et le Parti socialiste yéménite (PSY).

"*Cette offre n'attend que l'accord du président*", a ajouté ce responsable, membre d'une délégation de l'opposition qui a eu dimanche dernier à Ryad des consultations avec les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (CCG), engagés dans une médiation dans la crise yéménite.

S'il accepte cette offre, le président Saleh devra céder ses prérogatives à son vice-président pour une période de 30 jours, au terme de laquelle il présente formellement sa démission de la magistrature suprême, a-t-il ajouté.

Le vice-président assurera ensuite l'intérim pendant deux mois, une période qui devra être couronnée par des élections présidentielles, a encore dit Zayd en citant une contribution américaine à ce plan. (lexpress.fr 21.04)

4- Egypte

4.1- Le parquet général égyptien a ordonné jeudi que l'ancien ministre de l'Energie Sameh Fahmy et cinq autres hauts responsables de ce secteur soient placés en détention provisoire pour être interrogés dans le cadre d'une enquête sur un marché de fourniture de gaz naturel à Israël, a-t-on appris de sources judiciaires au Caire.

Israël reçoit d'Egypte 40% de son gaz naturel aux termes d'un marché conclu après l'accord de paix de 1979.

Des groupes d'opposition égyptiens affirment depuis longtemps que ce gaz est vendu à des prix préférentiels à l'Etat hébreu.

Dans un communiqué, le parquet précise que l'accord de vente de gaz à Israël s'effectue à des prix très inférieurs à ceux du marché et a entraîné une perte estimée à 714 millions de dollars pour l'Etat égyptien.

Le parquet a également ordonné la mise en détention d'Hussein Salem, l'un des proches associés d'Hosni Moubarak et principal actionnaire de la compagnie du Gaz de Méditerranée orientale (EMG) qui assure les fournitures à Israël.

Un responsable de Merhav, société israélienne partenaire de l'EMG, a affirmé que "*de tous les pays qui achètent du gaz naturel à l'Egypte, Israël paie le prix le plus élevé au gouvernement égyptien*".

L'Etat hébreu paie plus de trois dollars le million de Btu (British Thermal Unit), soit plus que ce que perçoit le Qatar, le plus gros exportateur de gaz au Proche-Orient, a précisé ce responsable qui a requis l'anonymat.

Le nouveau gouvernement égyptien a indiqué qu'il entendait revoir les contrats de vente de gaz naturel à plusieurs pays, y compris Israël et la Jordanie. Cette révision pourrait entraîner une hausse des recettes estimée à trois ou quatre milliards de dollars. (Reuters 21.04)

4.2- Un tribunal du Caire a ordonné jeudi la suppression des noms du président déchu Hosni Moubarak et de son épouse Suzanne de tous les lieux publics et institutions en Egypte. Lire la suite l'article

La décision, annoncée par le juge Mohammed Hassan Omar, concerne des centaines de stations de métro, écoles, rues, places ou bibliothèques à travers le pays. Le ministre des Transports Atef Abdel-Hamid a réagi en annonçant que le nom du président chassé du pouvoir le 11 février disparaîtrait des lieux dépendant du ministère, dont la station de métro place Ramsès au centre du Caire. (AP 21.04)

Social

France.

A boire ou des matraques, il faut choisir !

Une note interne de la direction supprime le quart de vin ou la bière lors des repas, les CRS protestent...

Le syndicat SGP-FO (premier chez les gardiens de la paix) s'élève ce mercredi dans un courrier contre une note interne du directeur central qui interdit le quart de rouge ou la bière sur les plateaux repas.

«*On veut faire de nous des curés, mais sans le vin de messe*», résume Didier Mangione, secrétaire national SGP-FO chez les CRS, contacté par 20 Minutes. Selon lui, il n'est pas acceptable qu'«*une note interne revienne sur la circulaire Joxe*» qui interdit la consommation d'alcool dans les commissariat mais autorise le vin ou la bière aux repas.

Des photos de CRS buvant de la bière en marge des manifestations lycéennes en octobre dernier avaient ému l'opinion. «*On n'encourage pas la consommation d'alcool, prévient Didier Mangione, mais mes collègues ne sont pas contents et ont l'impression d'être infantilisés.*» D'autant que «*chez les CRS, il n'y a pas plus de personnes touchées par des problèmes d'alcool qu'ailleurs*», affirme le syndicaliste.

«*En 11 ans de présence aux conseils de discipline je n'ai jamais vu de cas de problèmes causés par un collègue en état d'ébriété*», indique Didier Mangione. Un petite quart de rouge, une bière... «*personne n'est en état d'ébriété avec ça*». Déplorant une atteinte à «*la convivialité et aux traditions*», le CRS demande un «*assouplissement*» de la note de sa direction. (20minutes. fr 21.04)

Comment vous avez dit, vous craignez que les CRS soient " *infantilisés*", à de rares exceptions près on pensait plutôt qu'ils avaient subi une lobotisation (du cerveau) pour épouser cette carrière, comment dire, antisociale !

Quant à la "*convivialité*"... autour d'une matraque, qui en redemande ? Et surtout que les CRS ne perdent pas leurs bonnes vieilles "*traditions*" : frapper sur tout ce qui bouge dès lors que la meute est lâchée ! Impayables ces syndicalistes ! Ou non, ils sont bien payés pour faire ce genre de déclarations à vous donner envie de vous enivrer pour oublier qu'ils existent...

«*On veut faire de nous des curés, mais sans le vin de messe*», affirme Didier Mangione, secrétaire national SGP-FO, leur point commun que doit partager Didier Mangione, mieux il doit faire plus fort et cumuler, les premiers ont pour mission d'entretenir l'ignorance des masses, mais comme cela ne suffit manifestement pas pour qu'elles demeurent dociles ou supportent les coups du régime sans réagir, les seconds qui sont généralement habités par une crasse ignorance viennent à leur secours en matraquant les masses pour qu'elle demeure ignorante... de grès ou de force.

Le sang du Christ ou celui d'un manifestant, ou l'alliance du sabre et du goupillon autour d'un bon verre, cela ne se refuse pas, en toute "*convivialité*", cela va de soi. C'est quand la coupe est pleine que ces gens-là sont heureux, l'heure de la prochaine croisade a sonné !

Economie.

Chine

Le pétrolier chinois Sinopec a conclu jeudi un contrat d'approvisionnement en gaz australien, pour un montant évalué à 85 milliards de dollars sur vingt ans.

L'accord, qui complète un protocole signé en février avec ConocoPhillips et l'australien Origin Energy, prévoit également que Sinopec prendra 15% de leur projet commun dans le gaz naturel liquéfié, dénommé Australia Pacific.

La capacité d'Australia Pacific sera initialement de 4,5 millions de tonnes par an, et à terme de 18 millions de tonnes par an. L'exploitation doit débuter fin 2015.

L'Australie dispose de projets dans le gaz naturel liquéfié pour environ 200 milliards de dollars et la majeure partie des exportations sont destinées à la Chine. (Reuters 21.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 avril

Je vous avoue que j'ai eu un petit coup de fatigue ou de déprime passer ces derniers jours, mais nous voilà remonté au front en première ligne. Cette nuit on a essuyé un gros orage avec beaucoup de pluie, la première fois depuis la mi-novembre je crois, pas de courant donc pas de climatiseur, une nuit agitée, du coup je me suis réveillé très tard, à 8h40, la première fois depuis de nombreuses années. J'ai une théorie : vivre à fond, donc peu dormir et crever quand l'heure aura sonné sans essayer de prolonger cette existence brève et passagère au-delà de sa durée normale, sans recourir à la médecine... Bon week-end à tous.

Harcellement. Au fait, monsieur Coquéma, votre dernier courriel a atterri directement dans la poubelle des Spams, un clic et hop disparu, ne vous acharnez pas inutilement contre moi, vous n'aurez jamais le dessus, je suis aussi blindé et déterminé que les gars qui affrontent l'armée de Kadhafi à Misrata !

1- Trois sujets sur lesquels je planche en vue de causeries futures :

- 1- le rapport entre le développement des forces productives et la lutte des classes, l'évolution de ce rapport dans le temps ;
- 2- les rapports entre le pouvoir économique et politique sous différents régimes ou Etats ;
- 3- légalité et légitimité, les rapports et les facteurs qui les déterminent, les travailleurs font-ils bien la distinction entre les deux ?

Vastes questions, effectivement, que l'on ne doit pas hésiter à se poser une nouvelle fois chaque fois que la société ou le monde ont subi de profondes transformations, lorsque la lutte des classes repart de plus belle à l'échelle mondiale, questions ouvertes auxquelles on ne peut pas répondre sérieusement et honnêtement avec des arguments à l'emporte-pièces ou en se référant à une théorie ou des principes.

2- Hommage.

J'y avais pensé mais je l'ai finalement oublié, rendre hommage et témoigner notre solidarité envers les deux journalistes photoreporters Tim Hetherington et Chris Hondros, 41 ans tous les deux, tombés avant-hier à Misrata.

Ils faisaient un boulot formidable et il fallait un courage exceptionnel pour le faire jusqu'au prix de leur vie, ce dont ils avaient parfaitement conscience pour avoir couvert dernièrement les guerres en Afghanistan et en Irak notamment. Nous sommes profondément tristes pour leurs familles. Ils ont rejoint les milliers de martyrs qui combattent au sacrifice de leur vie pour la liberté et les victimes innocentes de la guerre civile déclenchée par le tyran Kadhafi, puisqu'ils ont été tués par un obus de mortier tiré par son armée. Ils figurent dorénavant parmi les 578 journalistes tués lors de reportages sur des guerres ou des révolutions au cours des dix dernières années.

Effectivement, à propos de la Libye, on doit parler d'une guerre civile initiée par le colonel Kadhafi en réponse à des manifestations pacifiques ou désarmées. C'est lui qui a décidé de réprimer dans le sang les premières manifestations dès la mi-février à l'est et à l'ouest de la Lybie, qui a envoyé l'armée dans l'intention de tuer de simples travailleurs et jeunes qui avaient osé défier son régime dictatorial. L'insurrection et l'armement des opposants à son régime n'ont été que les réponses à cette répression féroce et sanglante, une réponse légitime au bout de 42 ans de dictature.

Ceux qui parlent de guerre entre la Libye et une coalition impérialiste au lieu d'évoquer une guerre civile dont le dictateur est l'instigateur, sont de vulgaires faussaires ou falsificateurs, à ce titre ils méritent le même statut que les révisionnistes de l'histoire qui après coup se sont employés méthodiquement à nier les horreurs commises par les différents Etats impérialistes au cours des différentes guerres ou révolutions au XXe siècle. Honte à eux ! Honte à ceux qui font signer une pétition et osent récolter du fric en prétendant que la France serait en guerre contre la Libye. Bien mal acquis ne profite jamais !

Une note de réconfort ou d'optimisme, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie on a pu assister un instant aux combats qui ont lieu en ce moment à Misrata, le journaliste a affirmé que les insurgés étaient de plus en plus nombreux et que le moral ne faiblissait pas, malgré la violence des combats et la faiblesse de leur armement face à l'armée de Kadhafi.

De plus, on a appris que les insurgés étaient repassés à l'offensive dans de nombreuses villes de l'ouest du pays proche de Tripoli, ce qui signifie clairement, si besoin était, qu'il s'agissait bien d'un soulèvement générale de la population contre le dictateur et non d'un coup de force orchestré par une infime minorité retranchée à Benghazi, la thèse que soutiennent les révisionnistes pour justifier leur position politique.

Politique

1- Syrie

Au moins 70 manifestants ont été tués vendredi par les forces de l'ordre syriennes et des partisans armés du président Bachar al Assad, selon le mouvement de défense des droits de l'homme Saouassiah.

Les faits se sont déroulés dans le quartier de Barzeh, à Damas, et dans les localités périphériques de Zamalka, Harasta, Douma, Mouadamiya, Qaboun et Hadjar al Assouad, ainsi qu'à Hama, Lattaquié, Homs et Izra'a, dans le Sud, a précisé un représentant du mouvement interrogé par Reuters. (Reuters 22.04)

2- Yémen

1- Sanaa a connu vendredi le plus gros rassemblement depuis le début des manifestations anti-régime en janvier pour demander le départ immédiat du président Ali Abdallah Saleh. Selon le correspondant de l'AFP, la foule s'étendait sur environ quatre kilomètres dans le centre de la capitale en ce "*vendredi de la dernière chance*". Des responsables du mouvement ont appelé à une grève générale samedi.

A quelques kilomètres de là, les partisans du président ont organisé une marche pour un "*vendredi de la réconciliation*". Des forces de l'armée et de la police étaient déployées en nombre pour empêcher des heurts entre les deux camps. (lexpress.fr 23.04)

2- Les autorités yéménites ont arrêté vendredi des dizaines de militaires qui avaient rejoint le mouvement de contestation contre le président Ali Abdullah Saleh. Deux personnes ont également été tuées lors de nouvelles manifestations.

Des soldats et officiers ayant fait défection assuraient la sécurité de ces opposants au régime. La manifestation de vendredi, à laquelle ont participé de nombreuses femmes, est "*un message (à Saleh) de démissionner immédiatement*", a commenté un militant de l'opposition, Walid al-Ammari.

A Taëz (sud), un foyer de l'opposition, de nombreux manifestants ont également réclamé le départ du chef de l'Etat, selon des témoins.

Lâché par la plupart de ses alliés alors que la rue demande son départ depuis la mi-février, le président yéménite peut compter sur le soutien des meilleures unités de l'armée, dirigées par des membres de sa famille, dont la Garde Républicaine. Il y a un mois, beaucoup d'observateurs pensaient que sa chute n'était qu'une question de jours. Sa propre tribu a demandé son départ et il a enregistré une vague de défections au sein du pouvoir et de l'armée. (AP 23.04)

Au Yémen comme en Libye ou en Syrie après la Tunisie et l'Egypte, l'impérialisme américain et les monarchies du Golfe tentent de récupérer ces soulèvements révolutionnaires à leur avantage, quelque chose leur a soudain échappé, ils n'ont plus le total contrôle de la situation au Yémen et en Egypte, ils manoeuvrent pour que des régimes à leur solde remplacent ceux usés jusqu'à la corde qu'ils ont mis en place ou soutenus depuis de nombreuses décennies, ils craignent par dessus tout que leurs intérêts économiques soient remis en cause dans des proportions incompatibles pour demeurer les maîtres du monde pour ce qui est de l'impérialisme américain en particulier, c'est le fin mot de la politique de tous les Etats impérialistes impliqués en Afrique du Nord, au Moyen- et Proche-Orient.

Comment continuer à piller les ressources naturelles de ces pays-là, comment continuer à profiter du faible coût de leur main d'oeuvre qui a pour corollaire de maintenir à l'écart du progrès social le prolétariat et la paysannerie pauvre ? Comment permettre à nos multinationales de continuer d'engranger des profits gigantesques sur le dos de ces peuples, comment mettre en place des régimes compatibles avec cette exigence dans un monde où les capitalistes de tous les continents se livrent à une guerre économique de plus en plus acharnée ? Comment conjuguer profit et sous-développement, comment conjuguer un semblant d'ouverture démocratique avec la soif de liberté et de droits politiques de ces peuples qui réclament à juste titre le droit d'accéder à un niveau de vie comparable à celui qui existe dans les pays où le capitalisme est le plus développé ?

Ces peuples sont si excédés par les mauvais traitements qui leur ont été infligés pendant plus d'un demi-siècle par les différents impérialistes et les régimes à leur solde, qu'ils sont prêts désormais à affronter les balles pour conquérir leur liberté et accéder à une vie meilleure. Ils ont pris conscience de la terrible injustice et des inégalités de traitement dont ils ont été victimes pendant trop longtemps, ils ont décidé qu'ils refusaient de se sacrifier plus longtemps pour une cause qui n'est pas la leur, ils réclament leur dû, leur combat est légitime et nous devons les soutenir inconditionnellement.

C'est leur nombre et leur unité qui fait leur force et les rend invincible face à un ennemi armé jusqu'au dent plus que leur tradition de la lutte des classes ou leur niveau de conscience politique. Voilà encore un enseignement intéressant pour la lutte de classe en France, qu'on n'exploite pas suffisamment ou que certains laissent de côté délibérément, par ignorance ou incompréhension.

Comparez l'analyse ou l'argumentation que je viens de développer sommairement avec ce qui figure dans vos journaux attitrés ou les tracts de vos formations politiques, et dites-nous franchement lesquels sont le plus à la portée des travailleurs, lesquels reflètent le mieux la réalité et sont susceptibles d'être saisis par le plus grand nombre.

A la différence de mes détracteurs, je n'ai pas besoin de me référer à telle ou telle théorie pour m'exprimer, j'en appelle à aucun principe en particulier, je peux très bien me passer de citations des marxistes, je ne fais pas non plus appel à des sous-entendus, je n'emploie pas d'arguments à l'emporte-pièces, je ne me livre pas non plus à des comparaisons historiques ignorées du plus grand nombre, les faits suffisent à eux-mêmes la plupart du temps pour définir une position et une perspective politique à partir du moment où l'on conserve en permanence à l'esprit l'objectif politique que l'on s'est fixé une fois pour toute, à chacun de juger sur pièce comme l'on dit, ceux qui y demeurent fidèles et ceux qui s'en sont écartés ou l'ont délibérément abandonné.

Social

France

1- Aucune paix, aucun traité ou aucun accord n'est définitif en régime capitaliste.

Pour faire face à l'afflux de migrants en provenance de la Libye et de la Tunisie, la France envisage, selon une source élyséenne citée par Reuters, de suspendre les accords de Schengen. Ces accords autorisent la libre circulation des personnes et des biens et harmonisent également le contrôle des personnes au sein des Etats signataires des accords.

La présidence française estime que la gouvernance de Schengen est aujourd'hui «*déficiente*», a-t-on dit à l'Elysée. «*Ce qu'il nous semble, c'est qu'il faut réfléchir à un mécanisme qui permette, lorsqu'il y a une défaillance systémique à une frontière extérieure de l'UE, d'intervenir en prévoyant une suspension provisoire, le temps que la défaillance soit réglée*», a-t-on déclaré de même source.

Ce serait la réponse de la France à l'afflux d'immigrés tunisiens et libyens, qui arrivent légalement depuis l'Italie, notamment l'île de Lampedusa. L'Italie a annoncé qu'elle délivrerait des permis de séjour temporaires humanitaires à ces immigrés. Et les Tunisiens, francophones, tentent souvent de se rendre en France.

La France ne veut «*pas subir une vague d'immigration*» tunisienne venue d'Italie où elle renverra des candidats au séjour qui ne rempliraient pas les conditions d'identité et de ressources requises, a prévenu Claude Guéant. Alors que l'Italie se plaignait, l'Union européenne a donné raison à la France. (20minutes.fr 22.04)

L'Union européenne vous protège dormez en paix braves gens martèlent ses initiateurs et ses partisans, alors qu'à travers ce qui pourrait passer pour un banal incident diplomatique entre la France et l'Italie, on s'aperçoit que l'existence de cet organisme censé lier un certain nombre d'Etats par des traités ou des accords ne garantit en rien qu'ils y resteront fidèles indéfiniment, il signifie que tout accord signé peut être détourné ou partir à la poubelle du jour au lendemain selon la volonté d'un chef d'Etat, on le savait déjà, les travailleurs sans doute beaucoup moins, un excellent argument pour alimenter notre combat contre l'Union européenne.

2- La barbarie, la cruauté banalisée, légitimée, encouragée. Insupportable !

Le président de l'Observatoire national des cultures taurines, André Viard, a annoncé, vendredi à Arles, dans les Bouches-du-Rhône, l'inscription de la tauromachie sur la liste du patrimoine immatériel de la France.

Cette décision a été actée par une commission du ministère de la Culture, qui avait donné un avis favorable à cette inscription au mois de janvier.

"*Il s'agit d'un recensement ethnique d'une pratique factuelle. La tauromachie a été inscrite au patrimoine immatériel au même titre que la tarte Tatin, le fest-noz et les parfumeurs de Grasse*", a précisé à Reuters un porte parole du ministère. "*Cela n'apporte aucune appellation morale particulière, ni aide à cette pratique*".

L'Observatoire des cultures taurines, qui fédère l'ensemble des associations liées à la tauromachie en France, a qualifié d'historique cette décision.

"*La France devient le premier pays taurin à réaliser ce geste*", a dit André Viard. "*Cette mesure constitue la reconnaissance, par l'instance compétente, de la dimension culturelle de la tauromachie telle qu'elle se pratique et telle qu'elle est vécue dans notre pays par les professionnels et par les amateurs qui composent le monde taurin français.*"

Les opposants à la corrida se sont pour leur part déclarés "*surpris et choqués*" par cette décision.

"*Notre gouvernement est le seul à reconnaître au patrimoine immatériel français une activité réprimée par le code pénal partout dans l'hexagone, excepté, par dérogation, dans certaines localités*", s'est indigné dans un communiqué l'Alliance Anticorrída, qui a qualifié de "*honteuse*" cette décision.

"*Chaque année, cela recommence*", a relativisé le vice-président du Comité radicalement anti-corrída (CRAC), Jean-Pierre Garrigues. "*Les pays avaient jusqu'au 31 mars pour proposer de nouveaux dossiers à inscrire au patrimoine immatériel de l'Unesco. La probabilité de voir la France faire une telle proposition est proche de zéro. Le risque est davantage présent avec des pays comme le Mexique*", a-t-il dit.

Introduite en France au milieu du XIX siècle, la corrida est pratiquée dans une quarantaine de villes d'une douzaine de départements français. (Reuters 23.04)

L'espèce humaine dans sa crasse ignorance nous fait horreur parfois, souvent même devrait-on préciser pour être vraiment objectif.

Comment peut-on contempler la souffrance d'un malheureux taureau qui ne vous a rien demandé et y prendre du plaisir ? Pire, payer pour assister à ce misérable spectacle ? Ces gens-la seraient bien des partisans des jeux du cirque de l'Antiquité s'ils

étaient rétablis, où ils pourraient assister en dégustant une glace à la vanille au sacrifice de quelques opposants au régime ayant remplacé les esclaves d'autrefois transformés un moment en gladiateurs.

C'est la décomposition, la décadence, la putréfaction d'une société incapable de dépasser ses contradictions qui s'exprime ici, de quoi haïr un peu plus le monde dans lequel nous vivons et redoubler d'acharnement pour abattre le capitalisme.

Et puis quelle lâcheté, la lâcheté est l'apanage des faibles d'esprit ! Elle fait bon ménage avec l'hypocrisie ou la culture du mensonge qui sont si bien répandues dans la société comme on le constate quotidiennement, y compris dans nos rangs, au point que chacun s'y adonne sans gêne assuré que son voisin les pratique également, d'agir en toute impunité, cela participe à la corruption des esprits, comme la vanité ou la cupidité, la soif de l'argent ou du pouvoir sans lesquels on a le sentiment de ne pas exister.

Dans certain pays comme en Inde où je vis par exemple, c'est si commun qu'on a l'impression qu'un tel état d'esprit est naturel, normal, refuser de s'y soustraire et vous passer pour un excentrique qui veut se faire remarquer, les gens vous évitent de crainte d'entendre de votre bouche ce qu'ils s'emploient à taire ou fuir, vous pensez que j'exagère encore une fois, un Indien cultivé m'a affirmé que cela faisait partie de leur culture, sans plaisanter je vous assure, tellement c'est ancré dans leur mentalité. Je ne porte pas un jugement, ce n'est qu'un simple constat, dérangent peut-être pour certains, pas davantage que la réalité que nous préférons regarder en face, sinon comment peut-on prétendre vouloir changer le monde si on n'est même pas capable de le regarder tel qu'il est. C'est le cauchemar des dogmatiques ou des esprits sclérosés qui remplacent volontiers l'analyse de la réalité par la théorie ou les principes...

Economie

Etats-Unis

La compagnie américaine Chesapeake Energy, un des principaux producteurs de gaz de schiste de Pennsylvanie, a décidé de suspendre ses opérations de fracturation hydraulique à la suite de l'accident d'un puits qui a entraîné la pollution d'un cours d'eau.

Chesapeake a réussi à combler le puits, endommagé mardi par une explosion, à l'aide de plastique, de boue et de caoutchouc jeudi en fin d'après-midi. Le groupe a ouvert une enquête sur l'origine de l'accident.

La production de gaz de schiste est en pleine croissance aux Etats-Unis. Le président Barack Obama a fait du gaz naturel le pilier de sa politique énergétique qui vise à réduire la dépendance du pays envers le pétrole et les émissions de dioxyde de carbone.

Le gaz de schiste représente aujourd'hui 23% de la production de gaz naturel aux Etats-Unis, alors qu'il était négligeable en 2004.

Mais les défenseurs de l'environnement et les riverains dénoncent les dangers de la technique dite de fracturation hydraulique consistant à injecter un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques pour briser les roches.

Immédiatement après l'explosion, qui s'est produite dans le comté de Bradford (nord-est), des milliers de litres d'eaux usées de forage se sont déversées dans une rivière voisine.

"C'est le genre d'accident qui devrait à nouveau éclairer le fait qu'en dépit des assurances répétées de l'industrie et des autorités de régulation en Pennsylvanie, les choses continuent à aller de travers", a estimé Kate Sinding, avocate pour le Conseil de défense des ressources naturelles.

Mais le sénateur républicain de l'Oklahoma Jim Inhofe a défendu la fracturation hydraulique qui selon lui n'a provoqué aucun cas de contamination de nappe phréatique dans son Etat, où la technique est utilisée depuis 1948.

Il a également affirmé à la radio Fox News que l'accident n'avait "rien à voir avec la fracturation hydraulique", puisque la fuite s'est produite en surface.

La Pennsylvanie et sa formation schisteuse "Marcellus" ont attiré l'attention des grands groupes énergétiques car on estime que la région pourrait contenir de très importantes ressources.

Le débat est également ouvert en France.

Un rapport d'étape publié jeudi estime que les réserves du sous-sol français sont colossales et que cette technologie ne doit pas être écartée, malgré la forte mobilisation ces dernières semaines des habitants des zones concernées. (Reuters 23.04)

Il y a de nombreux pays dans le monde à l'instar de la Hollande qui n'appartient pas particulièrement à la catégorie des pays

sous-développés, qui se passent très bien de l'énergie nucléaire ou du gaz de schiste, simple constat à la portée de chacun

Haut de page ↗

Le 24 avril

Par Internet j'ai essayé de trouver des contacts en Libye, mais toutes mes tentatives ont échoué, je vais essayer à nouveau aujourd'hui. J'ai rajouté des articles dans la rubrique *Documents*

Lu, un article du NPA : *Rassembler les anticapitalistes !* (Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 99 (21/04/11)). Extrait :

- "*Lors des prochaines échéances électorales, le NPA participera au rassemblement le plus large possible des anticapitalistes. À cette étape il met en discussion le contenu, un programme clair, 100 % à gauche, dont les maîtres mots sont la répartition des richesses, la fin du productivisme, la mise sous contrôle des principaux secteurs de l'économie, des banques, des assurances, du crédit, de l'énergie, des transports. Un tel programme peut nourrir des mobilisations sociales mais nous luttons aussi pour qu'un gouvernement, par et pour la majorité de la population, le mette un jour en œuvre. Un gouvernement de cette nature n'a rien à voir avec une coalition gouvernementale mille fois vue et revue avec le PS.*"

Ce rassemblement devrait-il attendre mai 2012 ? N'y aurait-il pas matière à ce qu'ils se rassemblent dès maintenant, pour ne pas dire hier ? Par exemple, contre le projet de "réforme" constitutionnelle de Sarkozy par un président ultra minoritaire et de ce fait illégitime.

Une excellente occasion pour concentrer le combat politique contre les institutions de la Ve République et mettre en avant la perspective d'un soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime, qui se doterait d'organismes politiques indépendant d'où émergerait un gouvernement ouvrier révolutionnaire...

Pas question pour le NPA, cette question est renvoyée aux calendes grecques "un jour" peut-être indéterminé et lointain ils la poseront, alors que la question de l'Etat et du pouvoir politique doit être posée sans attendre que le développement de la situation politique l'impose, car généralement, comme personne n'a été préparée pour y répondre, les masses seront incapables de s'en saisir ou de l'orienter dans la bonne direction.

Quand ils disent "*nous luttons aussi*" pour qu'un gouvernement favorable aux travailleurs voie le jour, tout d'abord le "*aussi*" est de trop et démontre que pour eux ce combat est accessoire, en prime ou en option au choix pour ceux que cela intéresse, sinon on le fait passer à la trappe, ensuite on comprend bien que pour eux il s'agit de deux combats distincts, alors qu'ils devraient être complémentaires ou inséparables et constituer un seul et unique combat pour le socialisme.

Quand vous isolez le combat pour les revendications sociales du combat pour des objectifs politiques ou que vous vous contentez des premières, votre discours est forcément incohérent, mieux vous tendez une perche à vos adversaires qui ne manqueront pas de vous demander comment vous aller financer vos mesures sociales. Question à laquelle vous pourrez répondre de deux manières différentes :

- soit en restant sur le même plan et dans ce cas-là vos mesures consisteront uniquement à modifier légèrement la répartition des richesses en faveur des travailleurs ou certaines couches de travailleurs, il vous sera impossible d'aller au-delà puisque sans révolution sur le plan politique, donc sans que la classe ouvrière soit devenue la classe dominante et impose sa dictature au capital, il vous sera impossible de vous attaquer aux fondements du capitalisme, dont les représentants pendant ce temps-là s'emploieront à saper vos efforts, licenciements massifs, lock-out, fuite des capitaux, propagande effrénée, etc. démontrant ainsi que vos mesures sont dangereuses et conduisent la société au chaos, ce qui aura pour conséquence de diviser la classe ouvrière et de voir se dresser contre elle la majorité de la petite-bourgeoisie, donc avec en prime le danger que la contre-révolution débouche sur une dictature.

On aurait pu se contenter d'affirmer que les travailleurs n'auront jamais le moindre pouvoir ou n'exerceront jamais le moindre contrôle sur l'économie aussi longtemps qu'ils n'auront pas pris le pouvoir politique, prétendre le contraire tient de l'ignorance ou de la charlatanerie ou les deux à la fois ;

- soit vous passez du plan économique et social au plan politique et vous n'avez plus à justifier le financement de vos revendications sociales, car en passant sur le plan politique vous inversez le rapport des classes à la légalité et à la légitimité, vous ne partez plus des besoins des capitalistes mais de ceux des travailleurs, et c'est cette inversion qui va exprimer et permettent justement d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme et une nouvelle perspective politique.

Pour parvenir à ce constat, nous partons du fait que c'est la classe dominante qui définit ce qui est légal et légitime et non la

classe dominée, dont les revendications sociales doivent être compatibles avec le régime capitaliste et les institutions, dès lors qu'elle ne remet pas en cause sa domination sur le plan politique. Demeurer sur le plan social et économique alors que nous sommes sous un régime capitaliste, cela revient à demeurer sur le terrain du capitalisme et ses besoins, donc à demeurer sous la coupe des banquiers qui font en sorte de faire croire aux travailleurs qu'en raison de la crise économique il serait suicidaire de satisfaire des revendications sociales coûteuses, chantage ou argument auquel ne resteront pas insensibles de nombreux travailleurs.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que de nombreux travailleurs estiment qu'ils ont quelque chose à perdre au cas où la crise du capitalisme s'amplifierait ou si elle débouchait sur une crise révolutionnaire aux perspectives aléatoires, ils préfèrent encore rester modérés dans leurs revendications plutôt que de voir leur situation s'aggraver, le capitalisme dans l'état actuel des choses apparaît à leurs yeux comme encore le moindre mal, ils ne sont pas prêts à se lancer dans une aventure révolutionnaire puisqu'ils sont dépourvus d'idéal ou plutôt qu'il leur semble impossible à l'heure actuelle d'en avoir un, changer la société ou vivre dans une société meilleure est pour eux du domaine de l'utopie, vaut mieux en avoir parfaitement conscience camarades et ne pas se bercer d'illusions sur leur niveau de conscience politique ou leur degré de compréhension du monde, pour eux la situation actuelle est sans issue.

C'est la raison pour laquelle il faut absolument réaliser (réaffirmer) l'unité des revendications sociales et politiques, inscrire la satisfaction des revendications sociales dans une perspective politique révolutionnaire rompant à la fois avec le régime capitaliste et les institutions de la Ve République, condition pour que les travailleurs reprennent espoir qu'il est possible de changer la société, que l'idéal d'un monde meilleur n'est pas une utopie et qu'il est à leur portée à partir du moment où ils s'engagent dès maintenant dans le combat politique.

Cela passe par des explications qu'il faut leur fournir pour les aider à comprendre qu'il n'y a pas de fatalité à la décomposition de la société, à toutes les souffrances qu'elle leur fait subir quotidiennement, la question déterminante est de savoir sur quoi repose notre analyse de la société pour définir ce qui est possible ou raisonnable et ce qui ne l'est pas. On doit admettre que généralement pour l'immense majorité des travailleurs leurs propres besoins passent inconsciemment au second plan après ceux des capitalistes, pourquoi, par habitude parce qu'en réalité ils ne détiennent absolument aucun pouvoir dans la société contrairement à ce qu'on leur fait croire ou ce qu'ils imaginent, donc par ignorance bien sûr. Et c'est là qu'on en revient au rapport entre légalité et légitimité.

Ils estiment que ce qui est légitime, c'est uniquement ce qui est légal, mais comme c'est la classe dominante qui décide ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, ce qui est légal étant uniquement ce qui lui permet de conserver le pouvoir et de continuer à accumuler du capital, la grande masse des travailleurs en vouant un culte à ce qui est légal, voue également un culte au capitalisme et aux institutions avec lesquels elle doit impérativement rompre pour conquérir sa liberté.

Dès lors que vous avancez une revendication sociale qui n'entre pas dans le cadre de ce qui est légal, elle sera reçue différemment selon le niveau de conscience de classe des travailleurs, par exemple la semaine de travail de 25 ou 30 heures, la retraite à taux plein sans conditions à 50 ans, le Smic et le minimum retraite à 1.600 net par mois. Certes ces revendications correspondent bien à des besoins ou des aspirations bien réelles, mais elles seront jugées délirantes par l'immense majorité des travailleurs, et avec eux ceux qui les avancent qui passeront pour de doux rêveurs ou des excentriques, des gauchistes.

Effectivement elles sont incompatibles avec le capitalisme, mais sont-elles pour autant illégitimes, non évidemment, mais parce que les travailleurs sont avant tout subordonnés à ce qui est légal, au capitalisme, ils ne jugeront pas utile de s'engager pour les faire aboutir. Au-delà, leur comportement est compréhensif puisqu'ils ne savent pas ce qu'il faudrait faire pour que leurs besoins soient non seulement légitimes mais deviennent légaux, donc compatibles avec un régime économique qui reposerait sur d'autres fondements dont ils n'ont pas idée ou qui leur échappent totalement.

Bref, ce qui a été défini comme légal et légitime une fois pour toute par le législateur, c'est également ce qui prévaut pour l'immense masse de la population laborieuse. Au-delà, quoi, le vide, le néant, l'aventure, le retour à l'âge de pierre, le chaos, car on trouve toujours une réponse à une question qu'on se pose, correcte ou erronée, peu importe, chaque être humain fonctionne ainsi.

Le plus difficile est donc d'arriver à briser cette limite légale, à entrevoir l'idée qu'il nous faudra la briser pour pouvoir satisfaire nos besoins, briser les chaînes de la servitude, conquérir enfin notre liberté. Même la notion de droit se brise sur le mur de la légalité que fait justement exploser la révolution quand elle éclate. S'en tenir strictement à la notion de droit, c'est demeurer soumis au carcan de la légalité. J'ai le droit de contester mon licenciement, mais je n'ai pas le droit de contester le droit de mon patron de me foutre à la porte quand bon lui semble, encore moins de l'exproprier. J'ai le droit de contester le pouvoir de la classe dominante dans les limites qu'elle a déterminées elle-même, pas au-delà, ce serait violer la légalité...

Le droit est la notion juridique qui légalise, on pourrait dire du point de vue des capitalistes, qui justifie la domination de classe des capitalistes contre laquelle vous êtes impuissant, sauf à renverser l'ordre établi pour instituer un droit (une constitution, des lois) qui repose sur un autre mode de production que le mode de production capitaliste. On ne peut donc envisager une modification du droit ou de ce qui est légal conformément aux besoins que nous estimons légitimes, qu'à partir du moment où l'on envisage de passer du mode de production capitaliste au mode de production socialiste, dans le cas contraire on se soumet

au droit existant et aucun changement radical de la société ne peut se produire.

Dans la conscience collective, ce qui est légal, c'est ce qui est autorisé, permis, admis, possible, ce qui est illégal, c'est ce qui est interdit, prohibé, impossible à réaliser, voire même à concevoir, et à la longue, on finit par ne plus penser notre avenir au-delà de la société telle qu'elle existe, pour le meilleur et plus souvent pour le pire.

C'est seulement lorsqu'on laisse libre cours à ses besoins ou aspirations qu'on s'aperçoit que le respect du droit ou de la légalité, le fonctionnement des institutions et les rapports sociaux de production en vigueur sont incompatibles ou s'opposent à leur satisfaction et qu'il faut au préalable les liquider.

Droit, légalité, légitimité, régime, institutions, tout ces facteurs sont liés en somme, ils ont pour origine les fondements du capitalisme qu'ils expriment de manière contradictoire. Parvenir à le comprendre et le faire comprendre aux travailleurs et jeunes, telle est l'une de nos tâches fondamentales pour aller de l'avant.

Politique

1- Libye

1.1- L'insurrection libyenne a annoncé samedi sa victoire à Misrata, ville portuaire de l'ouest de la Libye assiégée depuis près de deux mois par les forces pro-Kadhafi.

Le régime libyen a annoncé que ses troupes allaient se retirer de la ville rebelle assiégée de Misrata. Selon le vice-ministre des affaires étrangères, Khaled Kaaim, l'armée est incapable de venir à bout des rebelles en raison des raids de l'OTAN. Tripoli a donc décidé de confier aux tribus loyalistes de la région la mission de mettre fin au conflit dans cette ville par le biais de négociations ou par la force.

L'annonce par le régime de la mobilisation d'habitants des villes environnantes, comme Bani Walid ou Zliten, fiefs de la tribu des Werfella, vise semble-t-il à compliquer la tâche de l'OTAN en impliquant ces "civils". Elle ne devrait cependant pas apporter de changement majeur sur le front, car une grande partie d'entre eux y combattrait déjà, sous la bannière de l'"armée populaire" composée de milices de "volontaires". (AP et lemonde.fr 24.04)

1.2- Les forces de Mouammar Kadhafi ont pris samedi la ville de Yafran, dans la région des Montagnes occidentales au sud-ouest de Tripoli, a annoncé un porte-parole des rebelles.

"Les brigades de Kadhafi ont pris le contrôle du centre de Yafran mais nous restons dans les villages voisins", a dit ce porte-parole à la chaîne de télévision Al Arabia.

"L'armée fait usage de mortiers et de missiles Grad", a-t-il ajouté, précisant qu'une quarantaine de Grad avaient été tirés en seulement une heure. (Reuters 24.04)

2- Yémen

Le parti au pouvoir au Yémen, où se poursuivent des manifestations contre le régime en place, a informé samedi le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qu'il acceptait sans réserves son plan de sortie de crise, qui prévoit un retrait prochain du président Ali Abdallah Saleh.

De son côté, l'opposition yéménite a elle aussi fait bon accueil aux principaux éléments du plan, mais en refusant de participer à un cabinet d'union nationale.

Le projet accorde l'immunité à Saleh, à sa famille et à ses conseillers, qui ne pourraient pas faire l'objet de poursuites judiciaires comme le réclament leurs adversaires.

Cette question posait problème jusqu'ici. Mais la coalition des partis d'opposition qui réclame le départ de Saleh, au pouvoir depuis trente-deux ans, a indiqué samedi qu'elle souscrivait à présent aux principaux points du plan.

A Aden, ville portuaire du Sud, un correspondant de Reuters a constaté que la majorité des magasins, des marchés et des écoles étaient fermés. Les passants étaient rares dans les rues dont la circulation automobile avait pratiquement disparu.

De nombreux commerces étaient fermés à Taïz, troisième ville du pays et fief de l'opposition, et à Hodeidah, sur la mer Rouge. A Al Moukalla, dans la province orientale d'Hadramawt, quelque 6.000 hommes, femmes et jeunes gens ont manifesté pacifiquement dans la rue principale, ont rapporté des témoins. (Reuters 24.04)

3- Syrie

La répression de manifestations vendredi et samedi en Syrie a fait au moins 120 morts, selon un nouveau bilan annoncé par une organisation syrienne de défense des droits de l'Homme. Les dernières violences ont conduit deux députés et le mufti de Deraa (sud) à présenter leur démission, chose extrêmement rare dans le pays.

Plus de 300 personnes ont trouvé la mort en cinq semaines, selon des militants pro-démocratie et des ONG.

Les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogène vendredi pour disperser des dizaines de milliers de personnes manifestant contre le régime du président Bachar el-Assad, notamment à Homs (centre) et à Izraa (sud), selon des témoins. Elles ont à nouveau tiré samedi alors que des milliers de personnes étaient rassemblées notamment à Douma, dans la banlieue de Damas, et à Izraa pour les funérailles des protestataires tués la veille.

Ces informations ne pouvaient être confirmées de source indépendante, la Syrie ayant expulsé les journalistes étrangers et restreint l'accès aux sites des manifestations.

Les dernières violences ont conduit deux députés à annoncer leur démission. Nasser Hariri et Khalil Rifaï sont tous deux originaires de Deraa, cette ville du sud du pays d'où est parti le mouvement de contestation. "*Si je ne peux pas protéger la poitrine de mon peuple de ces tirs de traîtres, alors rien ne justifie que je reste au Conseil du peuple. Je donne ma démission*", a déclaré M. Hariri dans un entretien à la chaîne Al-Jazira.

Ces démissions sont largement symboliques dans la mesure où le Parlement syrien n'a aucun pouvoir réel, note Radwan Ziadeh, de l'Institut d'études du Moyen-Orient à l'Université George Washington. Mais elles sont extrêmement rares en Syrie, régime autocratique où la grande majorité des opposants sont soit en prison, soit en exil.

Le mufti de Deraa, Cheikh Rizq Abdul-Rahim Abazeid, a également renoncé à ses fonctions pour protester contre la répression. "*Je ne peux pas tolérer que le sang de nos fils et enfants innocents soit versé*", a déclaré à l'Associated Press le dignitaire religieux musulman. (AP 24.04)

En réalité, le dictateur n'a pas levé l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis 1963, il l'a renforcé !

4- Algérie

Les forces de l'ordre ont bloqué à coups de matraque ce samedi une manifestation de plusieurs centaines d'employés de l'éducation à Alger.

Les forces de l'ordre ont bloqué à coups de matraque samedi une Coordination nationale pour le changement et la démocratie de l'éducation devant l'Assemblée populaire nationale (APN) à Alger en faveur notamment d'un nouveau statut, ont affirmé les organisateurs. Pratiquement au même moment, une tentative de manifestation organisée par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), tendance partis politiques, était également bloquée par la police à environ deux kilomètres de là.

"*La police a empêché notre rassemblement devant l'APN. Des manifestants ont reçu des coups de matraques*", a déclaré Mourad Fertaki, coordinateur national des surveillants des collèges et lycées. Mais il n'y a "*pas eu de blessé*", a-t-il précisé. Un témoin a indiqué avoir vu "*des policiers en train de bastonner des manifestants*" au nombre selon lui "*de plusieurs centaines*".

Selon Mourad Fertaki "*entre 2500 et 3000 personnes ont participé à cette manifestation*" initialement prévue devant la Présidence de la République, sur les hauteurs d'Alger, mais dont l'accès était bloqué par la police. Ces employés, environ 50 000 salariés, réclament le statut de conseillers d'éducation et une revalorisation de leurs salaires.

Place du 1er Mai, la CNCD avait appelé pour la 11e fois et comme tous les samedis à marcher en faveur d'un "*changement de régime*". Une trentaine de manifestants, dont le président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, Ali Yahia Abdennour, se sont retrouvés encerclés par les forces de l'ordre. (l'express.fr 24.04)

Social

France

Nicolas Sarkozy a précisé la semaine dernière sa réforme de la fiscalité du patrimoine qui doit être votée cette année. Pour l'économiste Thomas Piketty, le réaménagement de l'ISF est cependant un gigantesque cadeau fait aux Français les plus riches.

La réforme de la fiscalité doit supprimer le bouclier fiscal, exonérer d'ISF la moitié des quelque 600.000 contribuables assujettis à cet impôt et en baisser les taux.

Thomas Piketty estime toutefois que les contribuables les moins aisés devront payer la facture de la réforme. Car cette dernière pèsera sur les finances publiques, contrairement à ce qu'assure le gouvernement.

«*C'est le plus énorme cadeau fiscal aux plus riches du quinquennat! On remplace un cadeau fiscal, le bouclier, par un autre cadeau fiscal trois à quatre fois plus gros*», a-t-il expliqué dans un entretien publié vendredi par le journal *Le Monde*.

Nicolas Sarkozy assure que le manque à gagner pour l'Etat sera strictement compensé par les contribuables les plus aisés. Mais Thomas Piketty juge que les «*chiffrages sont faux*».

Le gouvernement «*prétend que la perte de recettes sera de 600 millions d'euros avec la baisse des taux, plus 300 millions avec le relèvement du seuil d'entrée à 1,3 million de patrimoine*», a-t-il précisé.

«*En réalité, du fait de ces deux mesures, les recettes d'ISF vont tomber de 4 milliards à 1,8 milliard. La perte sera sans doute encore plus forte (3 milliards) car il faudra aménager les taux pour lisser les effets de seuil*», a poursuivi l'économiste.

Selon lui, «*le plus gros bénéficiaire sera pour les contribuables ayant plusieurs millions ou dizaines de millions de patrimoine*», alors qu'«*on va faire payer la baisse de l'ISF par des contribuables non concernés par cet impôt*». (20minutes.fr 24.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 avril

(avec un peu d'avance, suit la causerie du 24)

Hier, en essayant de trouver des contacts en Libye et en tapant le nom de plusieurs villes de l'ouest du pays, je suis tombé par hasard sur plein d'articles dont les titres n'étaient pas apparus dans la page Yahoo news où je pioche quotidiennement des articles pour actualiser le site notamment au mois de mars.

C'est là que j'ai découvert l'ampleur de la mobilisation des travailleurs libyens, en fait à travers tout le pays, les pilonnages quotidiens de l'armée de Kadhafi sur la plupart des villes proches de Tripoli qui n'ont en réalité jamais cessés depuis la mi-février et qui ont fait des centaines, sans doute des milliers de morts dont personne ne parle non plus, ceux dont la tâche devrait être de nous informer préférant se murer dans un silence.

A ce propos ou plus largement de l'intox qui a envahi Internet, je suis tombé sur un article délirant qui est un modèle du genre, il est daté du 11 avril, nous sommes le 24, il a été publié sur le site Internet Mondialisation.ca, dont les auteurs ont poussé l'audace jusqu'à publier un article intitulé Vérité, propagande et manipulation médiatique pour mettre leurs lecteurs en confiance, il est daté par erreur du 1er mai 2011, donc on ne sait pas à quelle date ils l'ont réellement mis en ligne, peu importe.

En voici le premier paragraphe :

- *"Les voix et les sources d'information honnêtes et indépendantes n'ont jamais eu autant d'importance. En tant que société, nous sommes inondés, submergés par un flot d'informations provenant d'une vaste panoplie de sources, lesquelles servent toutefois généralement de puissants intérêts, ainsi que les individus qui les possèdent."*

La première phrase nous met en confiance, cependant on ne pourra pas s'empêcher de se demander pour qui ils roulent, vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

L'article en question du 11 avril a été rédigé par un dénommé Rim al-Khatib et dont le titre indiquait à lui seul son orientation politique : Les jeunes syriens ripostent aux tentatives de déstabiliser leur pays. Si l'on ne s'en tenait qu'au titre et qu'on oubliait un instant qu'il s'est écoulé deux semaines depuis sa parution, on serait porté à penser qu'effectivement la mobilisation à laquelle nous assistons en Syrie est orchestrée depuis Washington, Jérusalem ou Beyrouth.

En voici le contenu :

- "Des jeunes hackers syriens ont attaqué le site du Saad Hariri, chef du courant al-Mostaqbal, le mettant en garde de continuer à s'ingérer dans la politique intérieure syrienne et de déstabiliser le pays. Ils ont laissé sur le site une lettre à l'adresse de Saad Hariri et de Badr b. Sultan, l'ancien ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, auteurs de tous les troubles confessionnels dans la région, et notamment au Liban et en Syrie, leur demandant d'attendre qu'ils aient fini leurs examens pour voir comment la jeunesse syrienne entend riposter à toutes ces attaques étrangères.

Par ailleurs, si les premières revendications populaires syriennes étaient très légitimes, il semble bien que les ennemis des peuples arabes, allant d'une certaine opposition syrienne qui a trouvé refuge en France, Belgique, Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ainsi que les puissances étrangères, comme la France, les Etats-Unis et surtout l'ennemi sioniste, via la Jordanie et les groupes "jihadistes", entendent faire plier l'Etat syrien et le peuple syrien, en semant le trouble dans le pays pour l'obliger à se soumettre à l'Etat sioniste et cesser toute aide aux résistances palestinienne et libanaise.

Ils peuvent toujours courir....

Il n'est plus un secret pour personne pourquoi l'association belge, qui se proclame internationale, AFD international, a décidé de lancer une croisade contre la Syrie, via un communiqué des plus provocateurs, appelant à l'intervention internationale contre la Syrie. Après la Libye, cette association soutenue par Abdel Halim Khaddam, ancien premier ministre syrien, réfugié en France après avoir été impliqué dans des crimes de financement de terroristes, aux côtés de ses amis le saoudien Bandar b. Abbas et le libanais Saad Hariri, souhaite plonger la Syrie dans le chaos, profitant des révoltes qui secouent le monde arabe. Abdel Halim Khaddam a récemment décidé de bouger ses quartiers vers la Belgique, puisqu'il était interdit de pratiquer la politique, dans son pays d'accueil. De Belgique, il tire les fils d'une soi-disant révolte populaire, mais en réalité pour revenir au pays porté par les chars américains et s'emparer du pouvoir en Syrie.

Il peut toujours rêver....

En Syrie, ce n'est pas une révolution, mais le trouble et les tentatives de déstabilisation de l'Etat font partie d'une contre-révolution qui s'étend de l'intervention occidentale en Libye, aux tentatives de briser les mouvements au Bahrayn et au Yémen, aux pressions occidentales sur l'Egypte, jusqu'aux tentatives de dépecer la Syrie. Tout cela pour empêcher que l'Etat sioniste ne soit mis en danger par les peuples arabes, qui réclament la fin de la domination occidentale sur leurs pays."

Depuis et après l'épouvantable massacre d'avant-hier réalisé par l'armée syrienne qui a tué plus de 80 manifestants désarmés, le nombre de mort doit dépasser les 300 et chaque jour qui passe depuis plus d'un mois démontre que c'est l'ensemble du pays qui est en train de se soulever contre le dictateur syrien, pas une seule ville n'est en proie à des manifestations quasi quotidiennes, bref, la situation est devenu révolutionnaire, insurrectionnelle et plus personne ne peut le nier, sauf encore à se terrer dans le silence comme savent le faire très bien certains.

Répetons-le encore une fois, ne confondons pas tout, essayons de faire preuve de discernement, plusieurs pièges nous sont tendus quasi quotidiennement par la propagande officielle et ses opposants qui ne savent réagir aux événements qu'en réaction aux déclarations du camp adverse qu'ils entendent ou prétendent combattre et donc se distinguer, parfois sans tenir compte de la réalité des faits ou son évolution, ainsi et à des fins opposées, ils sont tentés d'utiliser les mêmes méthodes détestables que leurs ennemis pour uniquement justifier leur position politique.

On s'interrogera au passage sur l'intérêt qu'ils peuvent avoir de recourir à de telles pratiques à partir du moment où leur position politique reposerait sur des arguments vérifiables et crédibles, incontestables, qui ne prêteraient à aucune confusion, on pourrait en déduire légitimement que leur position ne sont peut-être pas aussi assurée qu'elle le paraît ou qu'ils veulent nous le faire croire.

Pour revenir à l'article que j'ai reproduit plus haut, dans le site de Mondialisation.ca, il précède une mention présente à la suite de chaque article publié Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation., mais là l'opinion mise en avant n'a strictement rien à voir avec l'esprit qui caractérise ce site, cela tient du fantasme d'un auteur dont la tâche est ici de soutenir des dictateurs au pouvoir depuis des décennies, de nier des révolutions qui sont en train de se dérouler sous nos yeux.

Comme quoi et sans tomber dans la paranoïa, il faut demeurer vigilant et ne faire confiance à aucun site Internet, même les plus recommandables en apparence ou qui prétendent combattre pour notre cause ou pour la démocratie en général. Je l'avais déjà signalé à propos de certains sites comme celui du Réseau Voltaire, Le Grand Soir, Médiapart, Rue89, mais ils pullulent sur la toile.

Tant qu'il s'agit de faits vérifiables, on peut facilement recouper les informations provenant de sources diverses et démêler le vrai du faux, mais lorsque les sources sont peu nombreuses et qui plus est anonymes, ce qui est le cas en Syrie puisque les agences de presse et les journalistes ont été chassés du pays par Assad, on peut facilement colporter ou analyser la situation à partir de faits inventés de toutes pièces ou passés volontairement sous silence, donc se planter à l'arrivée !

Avant de terminer la rédaction de cet article, je me suis connecté sur Internet et par curiosité j'ai été voir ce qu'il y avait de nouveau sur le site du Réseau Voltaire, et comme je m'y attendais, en fait je l'espérais un peu, bingo, encore un article sur la Syrie favorable au dictateur, le dernier en date remonte au 4 avril, il était intitulé Washington veut détruire la Syrie pour compenser la perte de l'Égypte. , ni plus ni moins. Rappelons que Thierry Meyssan est persona non grata aux Etats-Unis, mais que par contre il séjournerait une bonne partie de l'année... en Syrie où il a ses entrées chez le dictateur, une simple coïncidence sans doute avec le contenu plutôt douteux de ces articles, non ?

L'article du 19 avril titrait L'opposition syrienne financée par Bush mais aussi par Obama.

Qu'en est-il au juste ? On apprend - en réalité je l'ai déjà lu ailleurs, que "*le département d'État n'a pas cessé de financer l'opposition syrienne*", ah ben en voilà une découverte stupéfiante, comme dans de nombreux pays dans le monde, de la Georgie ou l'Ukraine à la Chine en passant par l'Iran ou le Nigéria par exemple. Et quel était le projet de Washington, que finançait-il ? "*Le Département d'État des USA a financé secrètement des groupes de l'opposition syrienne pour renverser Assad, et leurs projets parmi lesquels la télévision satellitaire Barada basée à Londres, selon des documents diffusés par Wikileaks et publiés hier par le Washington Post*" On n'en saura pas plus sur ces projets diaboliques, plus loin on lira que cet argent avait servi "*aussi pour financer d'autres activités en Syrie*" sur lesquelles nous n'auront aucun détail, aucune preuve en fait.

Cet article date de 5 jours, gardons cela en tête. Aujourd'hui, ceux qui en France ont la télévision ou un écran d'ordinateur ou sont en mesure de lire un journal, ont pu constater ces dernières semaines que des dizaines de milliers de Syriens étaient descendus plusieurs fois dans les rues des grandes villes pour manifester contre le régime parfois au péril de leurs vies. Comment peut-on les assimiler à des personnes bassement manipulées par l'impérialisme américain, la majorité de la population en réalité, il l'aurait achetée, et comme un seul homme au signal d'Obama elle serait sortie se faire massacrer, pour une poignée de dollars, qui peut croire une histoire pareille, des crétins finis ou des militants dont le cas relève désormais de la psychothérapie. On a envie de dire : à un moment donné il faut arrêter les conneries, cela va trop loin, ils jouent avec la vie de millions de travailleurs et leurs familles comme si elles leurs appartenaient, du moment que le régime d'Assad est sain et sauf, c'est semble-t-il l'essentiel pour eux.

Je mets cet article en ligne pour que vous puissiez juger son contenu par vous-même. Tous les articles que je mets en ligne et qui proviennent de sources diverses ne sont pas pour autant à jeter à la poubelle. Selon vous, pourquoi je n'utilise pas le centième des informations qu'ils contiennent, pourquoi je prends cette précaution ? Tout simplement parce que je n'ai jamais eu les moyens de les confronter avec d'autres sources et d'en vérifier l'authenticité, je les garde en réserve en mémoire et si un jour il se présente un ou plusieurs articles qui confirment leurs contenus ou en procédant par recoupement en faisant preuve d'une extrême prudence, là seulement je me déciderai si nécessaire à les utiliser, pas avant, si j'ai un conseil à vous donner, c'est de faire de même.

Si je peux me permettre, camarades, vous avez tort de ne pas échanger vos réflexions, vos questionnements ou vos doutes avec les autres militants en ne voulant pas utiliser à cette fin le site que j'ai mis à votre disposition, c'est parfaitement votre droit du reste. Je me permets de douter de la capacité de nombreux militants à ne pas tomber dans les pièges qui leur sont tendus par des gens qui au premier abord semblent partager tout ou partie de leurs convictions politiques, mais qui en réalité sont animés par d'autres intentions moins avouables.

Encore une fois, je ne vous demande pas de me faire confiance, je vous mets simplement en garde, y compris ceux qui forts de leurs expériences ne se sentiraient pas concernés, souvent ce sont les plus vulnérables à toutes sortes de manipulations comme on a pu le constater à de multiples reprises dans le passé.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 avril

L'article que j'ai mis en ligne et qui reproduit ce qui figure à la suite de l'info en bref sur la Syrie n'est qu'une approche, un prejet jet, à affiner, approfondir, corriger si nécessaire, vos remarques sont les bienvenues. Vous verrez que son contenu tranche avec le discours qu'on entend partout, y compris celui que j'ai tenu au cours des dernières semaines, sans toutefois remettre en cause mon orientation politique, il y est davantage question de stratégie que de tactique. Il semble que je sois le premier ou le seul à avancé dans cette voie...

On ne peut pas assigner ou proposer comme objectif politique au prolétariat libyen la constitution d'un Etat ouvrier ni même un gouvernement ouvrier, sauf à ignorer les rapports entre les classes, l'existence de rapports féodaux ou semi-féodaux en Libye. Par contre les bases sociales existent pour avancer le mot d'ordre d'une République, qui ne pourrait être à ce stade qu'une République démocratique bourgeoise, elle présenterait au moins l'avantage de permettre à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre de s'organiser sur des bases de classe, de se constituer en classe, dont de créer ses propres syndicats et partis indépendant de l'Etat. (A suivre)

Politique

1- Irak

Une dizaine de personnes ont été blessées lundi dans des affrontements à Mossoul entre les forces de sécurité irakiennes et des manifestants protestant contre le maintien de la présence militaire américaine, rapportent témoins et médecins.

Les forces de sécurité ont fait usage de canons à eau et ont tiré en l'air pour empêcher quelque 3.000 manifestants de rallier la place principale.

La veille, 5.000 personnes avaient manifesté dans la grande ville du nord de l'Irak, pour exiger le respect du calendrier de retrait des forces américaines du pays, prévu d'ici la fin de l'année.

Samedi, des centaines de partisans de l'imam radical chiite Moktada al Sadr avaient défilé dans les rues de Bagdad, menaçant de reprendre la lutte armée si les forces américaines ne quittent pas le pays, comme prévu.

Jeudi dernier, plus de 5.000 personnes avaient aussi défilé à Bassorah, dans le Sud pétrolier, pour lancer le même avertissement aux Etats-Unis. (Reuters 25.04)

2- Yémen

2.1- Les forces de sécurité yéménites ont tué trois manifestants lundi dans les villes de Taïz, d'Ibb et dans la région d'Al Baïda.

A Taïz, au sud de la capitale Sanaa, des milliers de manifestants qui défilaient dans les rues ont été pris pour cibles par des policiers et des hommes armés, a déclaré l'un des organisateurs de la manifestation, Djamil Abdallah.

Selon des témoins, les forces de l'ordre ont ouvert le feu pour empêcher les manifestants de traverser la ville, à 200 km au sud de Sanaa, en suivant un itinéraire qui passait devant un palais présidentiel.

"Il y avait un cortège de plusieurs milliers de personnes qui venaient de l'extérieur de Taïz, mais la police, l'armée et des hommes armés en civil les ont affrontées en ouvrant le feu et en tirant des grenades lacrymogènes", a dit Djamil Abdallah.

A Ibb, des policiers en civil ont abattu un manifestant en ouvrant le feu pour mettre fin à une marche de protestation contre le régime du président Saleh. Trente contestataires ont en outre été blessés, huit par balles et les autres par jets de pierres ou à coups de matraque, a-t-on déclaré de mêmes sources.

A Al-Baïdah, au sud-est de la capitale, «des hommes armés appartenant au parti au pouvoir (le Congrès populaire général) ont tiré contre un sit-in de protestation, tuant un manifestant avant de prendre la fuite», a rapporté un témoin.

Des manifestations ont également eu lieu à Hodeïda, sur la mer Rouge, et à Moukalla, dans le sud-est du Yémen. (Liberation.fr et Reuters 25.04)

2.2- Le porte-parole de l'opposition yéménite a annoncé, lundi 25 avril, que celle-ci avait donné son accord au plan de sortie de crise proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). *'Nous avons donné notre accord final au plan du CCG après avoir obtenu des assurances des frères du Golfe et des amis américain et européens au sujet de nos objections sur certaines clauses du plan'*, a déclaré le porte-parole, Mohamed Qahtane.

Une des clauses qui posaient problème prévoyait que la coalition forme un gouvernement de réconciliation nationale placé sous l'autorité du président Saleh.

Le plan de sortie de crise présenté la semaine dernière prévoit un transfert du pouvoir en trois mois. Les six Etats membres du CCG, alliance régionale militaire et politique, demandent au président Saleh de remettre les rênes du pays à son vice-président dans le délai d'un mois après la signature d'un accord. Un responsable de l'opposition devrait prendre la tête d'un gouvernement intérimaire chargé de préparer l'élection présidentielle deux mois plus tard.

Le projet accorde l'immunité à M. Saleh, à sa famille et à ses conseillers, qui ne pourraient pas faire l'objet de poursuites judiciaires comme le réclament leurs adversaires. (lemonde.fr 25.04)

Vous vous souvenez peut-être, les jours précédents la foule scandait son opposition à cet accord et surtout elle tenait à juger Saleh. Les dirigeants de l'opposition au Yémen ne valent guère mieux que ceux du CNT en Libye ou dans les autres pays où se

sont produits des soulèvements révolutionnaires.

3- Libye

A Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, les forces pro-Kadhafi ont été repoussées hors de la ville, affirment les rebelles.

Plusieurs chefs de groupes de combattants ont déclaré que les forces gouvernementales, durement pilonnées depuis deux jours, s'étaient retirées de la ville et se trouvaient dans ses faubourgs.

Plus à l'ouest, les forces kadhafistes ont bombardé dimanche après-midi des zones proches du poste-frontière de Dehiba, à la frontière avec la Tunisie, pour tenter de reprendre la ville de Wazzan, selon des témoignages recueillis par l'AFP.

La principale ville de cette zone de montagnes principalement rebelle, Zenten, à 145 km au sud-ouest de Tripoli, a été la cible dimanche soir de tirs de roquettes Grad des pro-Kadhafi, qui ont fait quatre morts et neuf blessés, selon des habitants.

Depuis quelques semaines, les habitants signalent une recrudescence des combats dans cette région, avec des tentatives des forces loyalistes de couper les communications entre les localités de cette région à majorité amazighe (berbère) qui s'est soulevée dès le début de la révolte contre le régime à la mi-février. (liberation.fr 25.04)

4- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont lancé, lundi 25 avril, des opérations de reprise en main de certains foyers de la contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad, notamment Deraa, où ont commencé les toutes premières manifestations le 18 mars.

Selon un témoin, au moins 25 personnes auraient été tuées dans cette ville, en plus des nombreux blessés. 'Plus de 3 000' membres des forces de sécurité, appuyés par des blindés, ont pénétré dans la vieille ville lundi matin et continuaient à pilonner le secteur en début d'après-midi, selon des militants des droits de l'homme.

Il y a "des morts et des blessés", a indiqué un militant ayant pu entrer en contact avec Deraa. Il a ajouté que les habitants ne pouvaient pas confirmer le nombre de morts car "les corps sont dans la rue et ils ne peuvent pas les récupérer". "Des snipers ont pris position sur les toits et les chars sont dans le centre-ville", a-t-il ajouté. Un témoin indique que huit chars sont déployés dans la vieille ville et que plusieurs cadavres gisent dans la rue.

Un accrochage aurait opposé les membres des services de sécurité à l'armée. La frontière avec la Jordanie a aussi été bouclée par la Syrie, a annoncé le ministère de l'information jordanien.

Au moins 13 personnes auraient été tuées par balle, dimanche, à Djabla, ville côtière de la province de Lattaquié, par les forces de sécurité et les milices loyales au président Bachar Al-Assad, rapporte lundi l'Observatoire pour les droits de l'homme syrien. Les forces syriennes se sont déployées dans le vieux quartier sunnite de la ville, où avait eu lieu une manifestation en faveur de la démocratie au cours de la nuit précédente, ont précisé des militants des droits de l'homme ayant des contacts à Djabla.

Selon des militants, des opérations des services de sécurité sont également en cours à Douma, à 15 km au nord de Damas, et Al-Maadamiyeh, dans la banlieue de la capitale. "Une patrouille des forces de sécurité est postée à l'entrée de chaque ruelle et empêche les gens de sortir de chez eux, même pour acheter du pain", a rapporté un témoin. Selon lui, les écoles sont fermées, les fonctionnaires sont restés chez eux, et "les obsèques de jeunes tués vendredi et samedi n'ont pas pu se dérouler". Des arrestations ont également eu lieu dans cette ville, selon ce témoin, qui n'a pu fournir de chiffres.

Selon l'organisation indépendante des droits de l'homme Saouasia et un militant, les forces de sécurité ont également fait une descente dans la maison d'un médecin, Zakraiya Al-Akkad, qui avait évoqué peu avant sur la chaîne de télévision Al-Jazira la situation à Djabla.

"Une guerre barbare contre les démocrates syriens". Depuis plusieurs jours, les services de sécurité ont effectué des descentes dans plusieurs villes, arrêtant des militants hostiles au régime. Dimanche, selon des militants des droits de l'homme, une dizaine de personnes ont été arrêtées notamment à Damas, Homs, Deraa, Lattaquié, Hasaka, Deir-es-Zor et Alep. "Il est clair que les autorités syriennes ont pris la décision d'une solution militaire et sécuritaire", a déclaré Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, quelques heures après le début de l'intervention massive des forces de sécurité.

Pour une autre militante, citée par Reuters, "il s'agit là d'une guerre barbare destinée à annihiler les démocrates syriens. Les intentions du président Bachar Al-Assad sont claires depuis qu'il a publiquement déclaré qu'il était 'prêt à la guerre', dans son discours du 30 mars". La répression du mouvement de contestation aurait fait environ 350 morts et des dizaines de disparus,

selon des militants des droits de l'homme. (lemonde.fr 25.04)

Commentaire d'un internaute.

- "Tiens !? Pas d'appel à manifestations massives dans toutes les grandes villes de France de la LDH, le NPA, les Verts, le PC, la CGT, la FSU, le MRAP, etc..."

Mieux que cela ou pire encore, c'est l'omerta, silence radio, étrange non, plus de 300 manifestants désarmés abattus par Assad, une bagatelle, c'était tous de dangereux terroristes ou des membres d'Al-Qaida il faut croire, les dirigeants du mouvement ouvrier français sont comme pétrifiés, incapables de la moindre réaction face à la répression sanglante déclenchée par le régime syrien, totalement inexistant, seraient-ils mal à l'aise face au soulèvement révolutionnaire syrien, qu'est-ce qui dérangerait leur bonne conscience, auraient-ils quelque chose à se reprocher qui pourrait surgir à la surface s'ils prenaient position contre le dictateur syrien ? A moins qu'ils ne comprennent rien au développement de la situation des dernières semaines dans ce pays, frappés par une incurie politique irréversible ?

Il existe une contradiction entre le niveau du développement économique et la forme juridique de l'Etat dans la plupart des pays en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient. Pour aborder cette question laissons de côté la période de la colonisation, et partons de la situation qui prévaut depuis et qui a guère évolué.

Quand on évoque le développement économique de ces pays, on ne parle pas de la répartition des richesses ou du niveau de vie de la population, ni de leurs infrastructures, on prend en compte l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur main d'oeuvre qui se traduit par la production de richesses considérables.

Un pays peut produire d'énormes richesses et la majorité de sa population peut continuer de vivre dans la pauvreté ou être exclue du progrès social. L'exploitation des ressources naturelles d'un pays peut dégager des centaines de milliards de dollars de profits en quelques années ou décennies, tandis que le niveau de vie de la population évoluera très lentement, stagnera ou demeurera misérable.

En Europe au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le développement des forces productives qui a correspondu avec l'essor de l'industrie s'est traduit par le développement de la lutte de classe du prolétariat pour obtenir une amélioration de ses conditions de travail et d'existence ce qui s'est traduit pas les premiers regroupements ouvriers, puis la création des premiers syndicats, suivis ou précédés selon les pays par la formation de partis politiques. Fort de cette expérience et arrivé à maturité, le mouvement ouvrier déjà engagé dans le combat pour obtenir des droits politiques poussera l'audace jusqu'à remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie, maladroitement ou à tâtons au départ, et c'est uniquement grâce à sa meilleure connaissance du fonctionnement du capitalisme et de la société qu'il parviendra à élaborer une théorie déterminant l'objectif final de son combat politique : abolir le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production et s'emparer du pouvoir politique dans un premier temps, dans la perspective d'une société et d'un monde sans classes et sans Etats, débarrassés de l'exploitation de l'homme par l'homme...

C'est uniquement par le biais de sa lutte de classe que le prolétariat a acquis la plupart de ses droits sociaux et la totalité de ses droits politiques.

Rien de tout cela en Syrie, en Libye ou au Yémen notamment.

Dans ces trois pays, la classe au pouvoir s'est enrichie considérablement au cours des dernières décennies mais en étouffant la lutte des classes, en interdisant syndicats et partis ouvriers, en instaurant des dictatures. La forme de l'Etat n'a pas suivi le développement économique de ces pays parce que la lutte des classes a été décrétée hors la loi, ce qui explique aussi la survie de rapports féodaux dans ces pays, de tribus comme se plaisent à le rappeler les médias. Contrairement à des Républiques démocratique bourgeoise où le jeu de la lutte des classes peut s'exercer plus ou moins librement. Avec plus de deux siècles ou un siècle et demi de retard sur la France ou l'Allemagne, le mot d'ordre de République est à l'ordre du jour.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre n'étant pas organisées sur le plan politique, leur niveau de conscience politique n'étant pas suffisamment développé pour prétendre conquérir le pouvoir, on peut concevoir ce mot d'ordre transitoire sachant que le pouvoir leur échappera et que seule les couches les plus progressistes de la bourgeoisie de ces pays-là peuvent substituer la République (démocratique bourgeoise) aux régimes dictatoriaux actuels qui s'appuient sur les clivages entre tribus ou des rapports féodaux entre les classes pour demeurer en place, ainsi que le soutien de différents Etats impérialistes.

Pour qu'une République voie le jour dans ces pays, il faut que la crise de ces régimes et leurs contradictions internes soient poussées à l'extrême, qu'une fracture ait lieu au sein de la classe dominante et qu'une fraction de celle-ci prenne conscience que seul l'exercice de la démocratie au sein d'une République peut encore la sauver du désastre auquel conduit la dictature, car le peuple et principalement le prolétariat qui a parfaitement conscience des richesses produites dans leur pays ne peut plus accepter d'être traité en esclave servile et exclu du progrès social ou du marché pour les plus pauvres et ils sont nombreux.

Il ne faut pas se leurrer, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de ces pays sont incapables de prendre le pouvoir, elles n'en ont pas les moyens politiques pour le moment, elles peuvent tout au plus renverser les dictateurs en place et pousser le plus loin possible leur révolution pour obtenir un changement de régime, donc liquider la dictature qui reposait largement sur des rapports féodaux pour la remplacer par une République qui leur garantirait le droit de s'exprimer et de s'organiser pour continuer le combat contre la classe dominante et l'impérialisme, pour le socialisme ajouterons-nous en guise de perspective politique, bien que l'on sache pertinemment encore une fois qu'elles sont à mille lieues d'y penser ou de pouvoir s'en saisir.

Je n'ai pas étudié en profondeur l'histoire de ces pays, je propose là une orientation politique qui comporte deux axes, le premier consistant à combattre pour l'établissement d'une République, le second mené conjointement au premier consistant à combattre contre l'impérialisme qui jusqu'à présent a tiré avantage des rapports quasi féodaux qui prévalaient dans ces pays.

Reste à voir dans quelle mesure cette orientation politique serait valable pour d'autres pays présentant les mêmes caractéristiques. La République présente l'avantage d'être basée sur des rapports de classes et non plus sur des rapports de clans ou de tribus, dont la plus puissante impose sa dictature aux autres. Dans un Etat s'appuyant sur un clan ou une tribu au détriment des autres, ce sont toutes les classes des autres tribus ou clans qui sont mises à l'index, du coup les classes dominantes de chaque tribu peuvent revendiquer le pouvoir et l'une d'entre elles peut se lancer dans le combat pour le conquérir dès lors qu'elle s'estime suffisamment puissante pour espérer y parvenir. Ce genre d'Etat est une source de frustrations et de tensions permanente au sein de ces pays, du coup la classe de la tribu ou du clan ou coalition de tribus ou de clans qui détient le pouvoir doit recourir à la dictature pour assurer la stabilité économique et politique du pays, au-delà pour consolider et conserver le pouvoir.

Tous les Etats autocratiques présentent à peu près les mêmes caractéristiques.

Ben Ali et Trabelsi gouvernaient la Tunisie en despote, mais sans s'appuyer sur une tribu ou un clan particulier, certes ces deux familles constituaient un clan à elles toutes seules, ces membres concentraient le pouvoir et une grande partie des richesses du pays, mais leur nombre était relativement restreint si on les compare avec les 60 000 membres des tribus du centre de la Libye que Kadhafi voulait envoyer à Misrata pour déloger les insurgés. De plus en Tunisie il existait l'UGTT et une République confisquée au profit de ces deux familles, et la bourgeoisie tunisienne dans sa majorité n'était pas organisée en fonction de l'appartenance à un clan ou une tribu mais en fonction d'intérêts de classe.

Donc en Tunisie, le combat sera davantage axé sur le respect (la consolidation) des principes de la République afin de permettre à la classe ouvrière de mener son combat politique sans être inquiétée et prendre le risque d'être emprisonnée ou mitraillée, donc de s'organiser librement en partis. Et si le combat pour une assemblée constituante souveraine s'inscrit dans cette perspective, il ne faut pas imaginer un instant que cet objectif pourrait coïncider avec la prise du pouvoir par le prolétariat ou qu'il coïnciderait avec un changement de régime, elle ne peut être qu'une étape vers cet objectif, qui ne pourra être atteint une fois seulement que la classe ouvrière aura construit son parti révolutionnaire... Nous sommes en présence d'un processus révolutionnaire démocratique bourgeois que nous soutenons, et qui ne peut pas se transformer par miracle du jour au lendemain en révolution socialiste.

Pour terminer sur la Libye.

Le risque est qu'effectivement une partition du pays pourrait conduire à perpétuer le régime féodal et dictatorial actuel à Tripoli et à instaurer un régime semblable à Benghazi, l'objectif de Sarkozy, Cameron et Obama. Ce n'est pas certain, mais il existe un risque. Cependant on voit mal comment les milliers de combattants soutenus par une large masse de la population, qui se sont engagés dans cette révolution au péril de leur vie pour conquérir la liberté, pourraient admettre qu'on leur confisque une fois acquise et les combats terminés après avoir consenti tant de sacrifices.

Kadhafi a appelé les tribus du centre du pays à se soulever et à engager le combat contre les insurgés à Misrata, apparemment sans succès, l'information reste à vérifier, hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a dit que la majorité de ces tribus s'étaient rangés au côté de la révolution, pendant que le soulèvement révolutionnaire progressait cette fois dans l'ouest du pays à proximité de Tripoli, ce qui laisse à penser que la perspective d'une partition s'éloignerait ou serait écartée, tout du moins à l'heure actuelle au regard des éléments en notre possession.

Maintenant je ne sais pas qui a ressorti le drapeau de la monarchie libyenne, qui dit monarchie dit rapports féodaux, tribus, pas forcément d'ailleurs, il existe aussi des monarchies constitutionnelles. Que les jeunes révolutionnaires lui donnent un autre contenu, c'est possible et même probable, ils n'étaient pas nés quand la monarchie a été renversée par le coup d'Etat de Kadhafi en 1969. Qu'ils se rattachent à ce symbole parce qu'ils n'en ont pas d'autres à leur disposition, c'est probable également et là n'est pas l'essentiel. Si comme on peut le penser ce sont les notables de Benghazi qui ont ressorti ce drapeau, soyons sérieux, il n'allait pas adopter le drapeau rouge, synonyme de leur propre chute !

Au passage, il ne vous aura pas échappé que c'est dans des pays archaïques ou arriérés à régimes féodaux (Afghanistan) ou semi-féodaux (Inde, Pakistan) que l'islamisme radical et plus généralement le terrorisme se sont développés, ou encore que la religion est mise en avant par les différentes couches de la bourgeoisie pour conquérir ou conserver le pouvoir en divisant, affaiblissant et manipulant la classe ouvrière et la paysannerie, quand la situation ne dégénère pas en génocides

ou massacres, ce qui a été le cas ces derniers jours au Nigéria par exemple.

Compte tenu que la poursuite des combats dans tout le pays contre le dictateur écarte pour le moment la perspective d'une partition de la Libye, compte tenu également qu'on ne peut pas soutenir cette révolution dans la perspective de l'instauration d'un régime féodal à Benghazi, compte tenu que Kadhafi a institué en 1969 un régime dictatorial en s'appuyant justement sur la division du pays en tribus, en perpétuant cette division basée sur des rapports féodaux, l'instauration d'une République démocratique semble correspondre à l'objectif autour duquel l'ensemble des classes (incluant les couches progressistes de la bourgeoisie libyenne) pourraient se rassembler et combattre pour abattre la dictature, l'objectif à cette étape pour la classe ouvrière et la paysannerie pauvre consistant à obtenir les droits politiques lui permettant de s'organiser en syndicats et en partis politique indépendant de l'Etat.

Inutile de préciser que cet objectif s'inscrit en contradiction avec l'intention des différents impérialistes de faire main basse sur la Libye ou d'installer un régime taillé sur mesure pour représenter leurs intérêts, et donc qui permet également de les combattre.

Une autre fois on abordera plus précisément les questions syrienne et yéménite.

Social

Japon. Le comble du cynisme.

Chez Tepco, l'exploitant de la centrale accidentée de Fukushima, tous devront se sacrifier financièrement pour rembourser les victimes de la pire catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl.

Le PDG et d'autres hauts dirigeants de Tepco vont voir leurs émoluments annuels être amputés de 50%. Les rémunérations des cadres intermédiaires seront abaissées de 25% et celles des simples salariés de 20%. Tepco avait déjà annoncé qu'il ne verserait pas de dividendes à ses actionnaires ni pour 2010, ni pour 2011.

«Nous appliquerons ces retenues de rémunération en raison de l'impact sur nos comptes des montants à payer en vertu de la loi sur l'indemnisation pour dommages nucléaires aux personnes qui en ont été victimes, et du fait de l'augmentation des frais pour reconstruire les installations électriques», a expliqué le groupe dans un communiqué. Tepco escompte ainsi faire une économie annuelle de 54 milliards de yens (455 millions d'euros). Recrutements annulés

Par ailleurs, la compagnie a annulé un plan de recrutement de 1100 personnes. Ces embauches, prévues pour 2012, devaient lui permettre de se développer à l'étranger. (lefigaro.fr 25.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 avril

Depuis un peu plus de deux mois qu'a démarré le soulèvement révolutionnaire en Libye contre le colonel Kadhafi, on nous a baladé de Tripoli à Benghazi, on nous a surtout parlé du dictateur et du Conseil national de transition (CNT), et je me demande si on n'a pas sous-estimé un élément qui nous permettrait de mieux comprendre à la fois la situation et comment une coalition impérialiste en est venue à s'engager militairement au côté d'un des deux belligérants en présence. Je pense à la troisième ville du pays, le coeur économique de la Libye, Misrata.

Cette réflexion m'est venue à peine une heure après avoir actualisé le site hier après-midi, car ce n'est pas parce que j'avais bouclé l'actualisation du site que je cessais de penser à la situation en Libye, en fait je l'ai en permanence à l'esprit, au point, et là vous me croirez ou non, il m'est arrivé un matin de me réveiller en sursaut en plein cauchemar, j'étais au volant d'une voiture et je roulais à tombereau ouvert quand je me suis retrouvé bloqué au bout d'une impasse poursuivi par un tank qui allait m'exploser...

Pourquoi Misrata ?

Après avoir pris connaissance du contenu d'un des articles que je n'avais pas encore eu le temps de lire relatant les combats qui se déroulent dans cette ville depuis deux mois, j'ai réalisé que depuis le premier jour des manifestations contre le régime, les habitants de cette ville s'étaient soulevés, or cette ville est située dans la Tripolitaine, à 200 de la capitale Tripoli et du siège du pouvoir du dictateur, donc à 800 kilomètres environ de Benghazi, le fief réputé historique de l'opposition à Kadhafi. On nous dit que la ville était tombée aux mains des insurgés le 18 février, donc avant que Benghazi ne tombe entre les mains de l'opposition.

Par ailleurs, le même jour et la veille les soulèvements les plus massifs et les plus violemment réprimés par le régime avaient eu lieu

à l'ouest de la Libye, à Al-Baïda et à Rijban située à seulement 120 kms de Tripoli. Du coup la théorie selon la quelle un coup de force aurait été orchestré à partir de Benghazi pour faire tomber le dictateur ne tient pas, c'est bien un mouvement de fond de la population résolue à affronter Kadhafi qui s'est produit à partir du 18 février en réponse à la répression féroce des manifestations qui avaient eu lieu les jours précédents.

Misrata est une ville de plus de 400 000 habitants, elle possédait une caserne et des forces de police en proportion suffisante pour faire régner l'ordre en temps normal. Or là, l'armée et la police se sont retrouvées totalement débordées et incapables de faire face au déferlement d'une véritable marée humaine, là aussi la théorie d'un groupe d'agitateurs extérieurs à la ville qui auraient entraîné la population à se soulever ne tient pas. On peut effectivement concevoir que les masses soient manipulables, mais pas au point qu'elles s'exposent aux balles de l'armée pour ainsi dire gratuitement ou sans être véritablement déterminés par une raison précise pour risquer leurs peaux, de plus, pas quotidiennement pendant des jours, des semaines ou des mois.

On s'est focalisé pendant deux mois sur Tripoli et Benghazi et on n'a pas suffisamment porté notre attention sur ce qui se passait réellement dans les autres villes de l'ouest de la Libye, pire, on a bien failli tomber dans le piège que nous avaient tendu la propagande de Kadhafi, du CNT et des médias occidentaux, sans parler des partis qui ont pris position pour ou contre l'intervention militaire en Libye emmenée par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Etats-Unis.

Pendant toute une période on a totalement occulté les combats qui se poursuivaient dans la plupart des villes de l'ouest de la Libye, les médias ne cessant de répéter que Misrata était la dernière ville de l'ouest entre les mains des insurgés, a pour ainsi dire servi d'écran de fumée pour détourner notre attention des environs de Tripoli. A force d'entendre quotidiennement que Misrata était le dernier bastion assiégé des insurgés à l'ouest du pays, on en était arrivé à la conclusion apparemment hâtive que la situation était perdue à Misrata et dans toute la région ouest de la Libye, et que la révolution et les combats ne concerneraient plus que Benghazi et l'est du pays, ce qui pouvait préfigurer une partition à terme. Il faut bien avouer qu'à défaut de mieux, on se consolait en se disant que cette révolution n'aurait pas servi à rien ou qu'elle n'aurait pas été totalement vaincue sans parvenir toutefois à faire chuter le dictateur, au moins le fief de la rébellion et sa population auraient été préservés d'une terrible et sanglante répression...

En procédant par recoupement en confrontant des témoignages d'horizons divers, on peut affirmer que c'est bien la population de Misrata qui affronte depuis 18 février jusqu'à aujourd'hui l'armée de Kadhafi, et non une bande de mercenaires venus d'on ne sait où, ce qui expliquerait d'ailleurs qu'elle ait tenu aussi longtemps sous les bombardements.

En revanche, Kadhafi redoutant que son armée rechigne à bombarder la population civile a fait appel à des milliers de mercenaires venus des quatre coins de l'Afrique, de chez ses amis dictateurs de l'Union africaine qu'il a arrosé au cours des dernières années ou décennies.

On se demandera aussi si Misrata n'a pas servi de prétexte ou d'appât pour justifier une intervention militaire extérieure, dans le genre : regardez ce qui se passe à Misrata Kadhafi va faire la même chose à Benghazi qui comporte trois fois plus d'habitants, cela va être un vrai massacre, on va compter les morts par dizaines de milliers... Pourquoi n'ont-ils pas envoyé des renforts de Benghazi ?

On pourrait également trouver étrange qu'ils ne trouvent pas suffisamment de combattants à Misrata même. Ce serait méconnaître la nature humaine qui peut adhérer à une idée, mais qui n'est pas prête à se battre du jour au lendemain pour la défendre, on en a des millions d'exemples sous nos yeux quotidiennement en France. Alors imaginez un instant quand vous avez en face de vous des soldats armés jusqu'aux dents, il n'y a que les plus déterminés pour avoir suffisamment de courage pour oser les affronter, certains disent les plus fous, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et consentir de lourds sacrifices pour conquérir la liberté.

Ce qui est frappant, c'est que tous les combattants de Misrata qui ont été interviewés ont insisté sur trois points capitaux : 1- qu'ils ne voulaient pas voir de soldats étrangers sur le sol libyen ; 2- qu'ils combattaient depuis le 18 février sans aucune aide extérieur ; 3- qu'ils tenaient à libérer Misrata car elle incarnait l'unité de la Libye, car ils sont farouchement contre la partition du pays.

Or, le CNT installé à Benghazi tient un discours différent ou pour le moins ambigu sur ces trois points cruciaux, certains ont réclamé une intervention militaire terrestre et ne seraient pas totalement opposés à une partition. On pourrait aussi s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'artillerie lourde de Kadhafi n'a pas été bombardée avant qu'elle ne prenne position dans les rues de Misrata.

Misrata la rebelle qui jusqu'à présent s'en tire relativement bien toute seule, ne démontrerait-elle pas qu'il était possible de résister militairement aux forces de Kadhafi sans une intervention militaire extérieure. Bref, tout n'aurait-il pas été fait pour nous démontrer que cette intervention était indispensable, au prix sans doute de davantage de morts en cas d'attaque de Kadhafi sur les villes de l'est de la Libye, dont Benghazi, mais une guerre civile (ou de libération) ne se gagne jamais sans faire des dizaines de milliers de morts et le plus souvent d'énormes destruction, les nord-vietnamiens en savent quelque chose.

A ce propos on pourrait préciser un point et procéder à un rappel à l'adresse de ceux qui se livrent volontiers à des amalgames ou

des comparaisons foireuses entre la Libye et l'Afghanistan ou l'Irak pour justifier la position de leurs dirigeants. Ils feraient mieux de comparer ce qui peut l'être et de se souvenir que l'on avait combattu contre la présence américaine au Vietnam sans pour autant dénoncer l'aide matérielle fournie par la Chine au Viêt-minh. Une grande partie de l'artillerie lourde que Kadhafi utilise pour bombarder la population est le produit de contrats d'armements passés avec le Russie impérialiste de Poutine ou ses prédécesseurs.

Misrata et ses combattants représentent davantage la révolution et l'unité de la Libye, que Benghazi et ses dirigeants un peu trop prompts à marchander une aide de la part de l'impérialisme tranquillement retranchés à l'abri dans leur bastion.

J'ai visualisé rapidement les infos en bref des deux mois qui viennent de s'écouler, dès le 18 mars Reuters annonçait que Misrata était le "*dernier bastion rebelle dans l'ouest de la Libye*", et finalement ce n'est qu'à partir de cette date qui a correspondu avec l'intensification des combats dans cette ville qu'on a commencé à avoir des informations plus substantielles sur ce qui s'y passait vraiment, en fait depuis à peine deux semaines. Il a fallu que les villes portuaires de Ras Lanouf, Brega et Adjabia soient reprises par Kadhafi pour que les médias se penchent davantage sur Misrata, eh oui nous sommes largement dépendants des médias pour nous faire notre propre opinion sur l'évolution de la situation, comme tout le monde d'ailleurs !

J'avais imaginé en fonction des informations en ma possession qu'il était préférable pour les insurgés d'abandonner Misrata et de se concentrer sur Benghazi, et dans la foulée d'accepter l'idée d'une partition de la Libye, maintenant au regard de l'ensemble de ces éléments, il vaut mieux les encourager à tenir à Misrata et à poursuivre le combat dans la perspective de libérer la totalité du pays de l'emprise du dictateur. Et s'ils peuvent obtenir des armes ou une aide matérielle de l'Egypte, de la Tunisie ou d'ailleurs qu'ils les acceptent et conduisent leur révolution jusqu'à la chute de Kadhafi. On ne gagne pas une guerre civile avec des principes, mais avec des armes !

En ce qui concerne le CNT et la coalition impérialiste qui bombardent l'artillerie lourde de Kadhafi ou ses bases militaires, si vous avez lu comme moi les nombreux articles que j'ai mis en ligne chaque semaine sur le développement de la situation en Libye, vous avez pu constater que les insurgés étaient très critiques envers le CNT et qu'ils étaient résolument anti-impérialistes, pas question pour eux de livrer clés en main la Libye à Sarkozy, Cameron ou Obama, à défaut de pouvoir faire autrement, faisons leur confiance.

En conclusion, nous renouvelons notre soutien inconditionnel au peuple libyen et aux combattants révolutionnaires de Nalout à Tobrouk en passant par Misrata.

Politique.

1- France

Benoît Hamon, porte-parole du PS, a indiqué mardi, sur le ton de la plaisanterie, que DSK ne pouvait venir manifester le 1er mai, le jour de la fête du Travail, "*car les statuts du FMI lui interdisent*". (lexpress.fr 26.04)

Strauss-Kahn a choisi ouvertement son camp et c'est très bien ainsi. Ce qui n'est pas le cas du PS qui tente de perpétuer l'illusion qu'il serait un parti ouvrier.

2- Libye

2.1- Les troupes de Mouammar Kadhafi ont bombardé mardi la zone portuaire de Misrata pour tenter de priver les rebelles qui défendent la ville de leur seul lien avec le monde extérieur, selon des habitants et des insurgés.

Abdelsalam, porte-parole des rebelles, a déclaré que ceux-ci semblaient avoir refoulé leurs adversaires après des affrontements intenses ayant fait au moins trois morts et dix blessés. Un raid aérien de l'Otan les y a aidés, a-t-il dit.

Dans l'extrême ouest de la Libye, l'armée de Kadhafi bombarde des villes berbères qui se sont soulevées dès février contre le régime, dans la région des Montagnes de l'Ouest.

"*Notre ville est constamment bombardée par les troupes de Kadhafi. Elles ont recours à tous les moyens. Tout le monde fuit*", a déclaré un réfugié, Imad, qui évacuait sa famille de la région. (Reuters 26.04)

2.2- Les rues de la capitale libyenne Tripoli sont calmes et les marchés peu animés, mais cette tranquillité masque une tension qui monte à mesure que les files d'attente s'allongent aux abords des stations-service.

Des échauffourées ont éclaté dans certaines stations, comme l'ont rapporté certains habitants. Des centaines de voitures attendent, klaxonnent périodiquement, bloquant les rues. Un habitant a dit avoir fait la queue toute la journée de lundi, tout ça

pour apprendre, avant que son tour n'arrive, que les pompes étaient désormais à sec.

"Je suis ici depuis trois jours. Je dors ici, me réveille ici, en attendant que mon tour arrive", confie un autre habitant, Mohamed al Marini, qui n'est plus qu'à quelques voitures de la pompe. "J'ai essayé d'autres stations-service mais elles étaient à sec. J'ai pensé que celle-ci était mieux organisée."

Le pouvoir libyen a diminué le prix de l'essence, qui est passé de 0,2 dinar (0,17 dollar) le litre à 0,15 dinar le litre au début des manifestations contre Mouammar Kadhafi, en février. Malgré cette mesure, la colère gronde parmi les habitants face aux pénuries, alors même qu'avant la guerre, la Libye produisait à elle seule 2% du pétrole extrait dans le monde entier.

Avant le conflit, la Libye devait importer de l'essence, sa propre capacité de raffinage ne suffisant pas pour sa consommation intérieure. Maintenant que la raffinerie de Tobrouk, en Cyrénaïque, est aux mains des insurgés, et que celle de Ras Lanouf se trouve sur la ligne de front, Kadhafi dépend pour l'essentiel de celle de Zaouïah pour approvisionner l'ouest du pays, tenu en grande partie par le régime. Cette raffinerie a une capacité de 120.000 litres par jour.

Les sanctions des Nations unies, qui interdisent toute transaction avec la société libyenne des pétroles, compliquent un peu plus la tâche du pouvoir.

Les pétroliers acheminant du carburant sont refoulés par les bâtiments de guerre de l'Otan qui font appliquer les sanctions, déclarent les autorités libyennes.

Le régime libyen contourne les sanctions en faisant livrer de l'essence à la Tunisie, d'où elle est transférée vers la Libye par des navires libyens. Tripoli exploite ainsi une faille dans le régime des sanctions qui permet aux sociétés libyennes ne figurant pas sur une liste des Nations unies de firmes interdites de procéder à des achats.

Malgré cela, la quantité de carburant qui parvient aux régions sous le contrôle de Kadhafi est relativement faible. "Des retards sont constatés du fait du blocus maritime et cela affecte négativement la vie des populations civiles", déclare à Reuters Moussa Ibrahim, porte-parole du gouvernement. (Reuters 26.04)

3- Syrie

3.1- Des membres de l'opposition syrienne, réunis mardi à Istanbul, ont demandé à la communauté internationale de les aider à convaincre le président Bachar al Assad de mettre fin à la répression brutale du soulèvement populaire en cours dans son pays.

Les violences se sont intensifiées ces derniers jours avec le déploiement de l'armée à Deraa, berceau de l'insurrection, mais des membres de l'opposition vivant en exil se réjouissent d'informations faisant état de dissensions au sein de l'armée.

"Il semble que Bachar al Assad ait pris la décision stratégique d'écraser un mouvement non violent en Syrie en ordonnant à son frère, Maher al Assad, de donner l'assaut à Deraa", a dit Anas Abdah, président du Mouvement pour la Justice et le Développement, basé en Grande-Bretagne.

Maher, considéré comme le personnage le plus puissant en Syrie après le président, commande la Quatrième Division, équivalent des forces spéciales dans l'armée syrienne.

Anas Abdah a fait état d'informations selon lesquelles dans une autre division, des officiers, allant du capitaine au général, auraient tenté d'empêcher la Quatrième Division d'entrer dans la ville.

"Nous disposons d'informations selon lesquelles certains éléments de la Cinquième Division de répondent pas de la manière dont Bachar et Maher le souhaiteraient et se rangent aux côtés du peuple", a dit Abdah.

La Cinquième Division est basée dans le sud de la Syrie, dans une plaine surplombée par le plateau du Golan, occupé par Israël. Elle compte dans ses rangs de nombreux sunnites.

Depuis un demi-siècle, le pouvoir et l'état-major de l'armée sont dominés en Syrie par la minorité alaouite, une branche du chiisme, mais les hommes du rang sont en majorité sunnites.

"L'armée syrienne est une armée nationale. Elle finira par se ranger aux côtés de la population", prédit Rabhan Ramadan, un Kurde syrien basé en Autriche et travaille avec la Fondation Haitan Maleh, mouvement des droits de l'homme basé à Bruxelles.

Anas Abdah a précisé qu'il se trouvait à Istanbul, lui, en tant que représentant des signataires de la Déclaration de Damas de 2005, instance regroupant l'opposition syrienne et qui dispose d'un programme de réformes économiques et politiques.

Il a néanmoins souligné que si les civils devaient continuer d'être pris pour cibles par le régime syrien, parler de réformes n'aurait aucun sens.

Selon ses informations, un soldat au moins a été exécuté pour avoir refusé de tirer sur des civils à Deraa et certains officiers et soldats auraient fui en Jordanie pour y demander asile. (Reuters 26.04)

3.2- Les forces de sécurité syriennes se sont déployées mardi autour de la ville côtière de Baniyas, en vue d'une opération possible contre des manifestants, dont 2 à 3.000 scandaient des slogans pour le renversement du régime, a rapporté un militant. 20 civils ont été tués depuis le déploiement de l'armée lundi à Deraa ainsi que dans deux faubourgs contestataires de Damas.

Plus de 2.000 policiers en tenues de combat ont également pris position à Douma, faubourg du nord de Damas, avec des camions équipés de mitrailleuses lourdes, a rapporté un témoin. Les forces de sécurité avaient commencé lundi à se déployer dans ce faubourg et celui de Mouadhami, selon des militants.

Rappel. Environ 30.000 personnes avaient été tuées à Hama en 1982.

Les pays arabes, prompts à critiquer la répression des insurgés en Libye, ont gardé le silence sur la Syrie alors que le bilan de plus de cinq semaines de troubles y dépasse 400 morts, selon l'organisation syrienne des droits de l'homme Saouassiah.

Les critiques occidentales sont restées discrètes, en partie de crainte qu'un effondrement de la minorité alaouite au pouvoir déclenche un conflit interconfessionnel dans ce pays à dominante sunnite, mais aussi parce que Washington espérait que la Syrie s'éloignerait de son allié iranien et s'acheminerait vers un accord de paix avec Israël.

Ali Al Atassi, un militant dont le père a été détenu pendant 22 ans sous le régime de Hafez al Assad, estime qu'"un autre Hama" n'est pas possible. "A l'époque, le monde n'avait pas vu une seule image de cadavre, mais hier toutes les photos ont été mises en ligne quelques heures seulement après l'entrée des chars dans Deraa. Ce régime ne comprend pas que le monde a changé, que la région arabe a changé et que le peuple syrien a changé", dit-il.

Des images diffusées ces derniers jours sur internet par des manifestants montrent des militaires tirant sur des foules non armées. (Reuters et libearation.fr 26.04)

4- Mauritanie.

Des dizaines de jeunes ont organisé mardi un sit-in devant le siège de la police à Nouakchott, en Mauritanie, pour demander la libération de 20 manifestants arrêtés la veille. Lire la suite l'article

Les jeunes protestataires ont scandé "liberté pour nos amis" avant de se disperser sans incident.

La police mauritanienne a arrêté 20 personnes lundi après une manifestation dans la capitale contre le régime du président Mohamed Ould Abdel Aziz.

La Mauritanie est le théâtre de manifestations depuis que des étudiants ont organisé fin février un sit-in pour demander des réformes politiques et le départ du président. (AP 26.04)

Social

1- France

1.1- Ces entreprises qui conduisent leurs salariés au suicide, suite.

Un salarié de France Télécom-Orange âgé de 57 ans s'est suicidé, mardi 26 avril au matin, en s'immolant par le feu sur le parking d'un des sites de l'entreprise situé à Mérignac, près de Bordeaux. Cliquez-ici !

"Les secours arrivés sur place n'ont pu que constater le décès de ce salarié", a précisé la direction du groupe, ajoutant avoir mis en place une cellule psychologique. Arrivée sur place en fin d'après-midi, la directrice exécutive d'Orange France, Delphine Ernotte, a assuré qu'"une enquête sera[it] diligentée" sur le suicide du salarié, "en toute transparence avec les partenaires sociaux".

L'homme qui s'est suicidé était père de quatre enfants. Il était représentant du personnel pour la CFDT et préventeur, c'est-à-dire chargé des conditions de travail, de l'hygiène et de la sécurité, depuis plusieurs années.

"L'ensemble du personnel est complètement submergé d'émotion, a indiqué Sébastien Crozier, responsable syndical (CFE-CGC - UNSA) à France Telecom. C'est l'horreur absolue." Selon lui, le salarié "avait été très affectée par la période de redéploiement, de suppression d'emploi" mise en place par l'ancien directeur du groupe Didier Lombard.

Cette politique de modernisation à marche forcée s'est notamment traduite par la suppression de seize mille emplois entre 2006 et 2008 et des mobilités contraintes. "Fonctionnaire à France Télécom depuis trente ans, il a changé souvent de poste, a indiqué François Deschamps, responsable CFE-CGC - UNSA de la région Sud-Ouest. Cette mobilité imposée lui avait fait vendre sa maison, il avait écrit à plusieurs reprises à sa direction et il n'avait pas eu de réponse à ma connaissance."

D'autres syndicats ont fait part de leur tristesse après ce suicide. "C'est un drame", a déclaré Pierre Dubois de la CFDT. La CGT a indiqué, de son côté, que ce suicide était "la démonstration que tout n'est pas réglé à France Télécom".

Ce suicide ravive en effet une plaie chez les salariés du groupe : le suicide de treize salariés en 2008 puis de dix-neuf en 2009, avait déclenché une importante crise sociale au sein de l'entreprise en 2009. Le système de management avait notamment été mis en cause, et Didier Lombard, PDG depuis 2005, montré du doigt. Il avait eu la maladresse d'évoquer une "mode du suicide", au plus fort de la controverse. Depuis, ce dernier a cédé les rênes opérationnelles du groupe, le 1er mars 2010, à l'actuel directeur général, Stéphane Richard, avant d'annoncer son départ définitif de l'entreprise en février 2011.

"Peut-on toujours détecter quelqu'un en période de fébrilité dans une entreprise de cent mille salariés. Peut-on être infaillible ? La preuve que non", a reconnu mardi la directrice exécutive, tout en affirmant que "toute la lumière, pour autant qu'on puisse la faire, sera[it] faite. (...) Si ce drame devait renforcer quelque chose, c'est notre détermination qu'il faut poursuivre dans la voie engagée avec Stéphane Richard et continuer cette reconstruction."

Selon un décompte de l'Observatoire du stress et des mobilités forcées, créé à l'initiative de deux syndicats du groupe (SUD et la CFE-CGC - UNSA), on a encore déploré un suicide en 2011, survenu en janvier au domicile d'un salarié, et vingt-sept suicides et seize tentatives en 2010. Des chiffres que ne confirme pas la direction, qui dit ne pas vouloir établir de "comptabilité macabre". (lemonde.fr 26.04)

1.2- Travailler plus pour vivre plus mal.

L'OCDE dans un rapport se félicite qu'en France à "plus de 76%, le taux d'emploi des femmes de 25 à 54 ans dépasse aussi celui de nombreux autres pays" et d'ajouter plus loin "qu'un adolescent sur quatre vit avec un seul parent ou dans une famille recomposée." (lefigaro.fr 26.04)

Il pourrait aussi se féliciter du fait qu'un grand nombre de femmes sont obligées de travailler pour faire vivre leur famille car le salaire de leur compagnon ne suffit, et qu'en conséquence, les deux parents travaillant aucun n'a le temps de s'occuper réellement du foyer et des enfants qui sont livrés à eux-mêmes, à leur société malsaine et en pleine décomposition.

On devrait proposer qu'à partir du moment où un enfant naît dans un couple, l'homme ou la femme ait le droit de ne pas travailler et de bénéficier de l'équivalent du Smic pour s'en occuper jusqu'à sa majorité. Cela permettrait de régler ou d'apaiser certaines tensions dans le couple dues à la vie infernale liée au fait que les deux travaillent, de pouvoir mieux assurer l'éducation de leurs enfants et d'accompagner leur découverte progressive de la société et du monde, enfin cela résoudrait immédiatement la question du chômage en libérant des millions d'emplois.

Mais seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait mettre en oeuvre une telle mesure qui n'aurait évidemment aucun caractère coercitif, ce serait au couple de décider celui ou celle qui cesserait de travailler pour élever les enfants, ce qui lui laisserait suffisamment de temps à côté pour se livrer aux activités de son choix afin de participer à la société tout en s'épanouissant. On pourrait aussi imaginer qu'ils pourraient inverser les rôles, que la femme pourrait commencer par s'occuper de ses enfants quand ils sont en bas âge et qu'ensuite l'homme prenne la relève ou pourquoi pas l'inverse.

2- Tunisie

Le premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi a lancé mardi "un cri d'alarme" face à la persistance des troubles sociaux qui entravent le redressement de la situation économique, un peu plus de trois mois après le soulèvement populaire qui a fait chuter le régime Ben Ali.

"Tous les jours il y a des sit-in et des manifestations, ce qui n'est pas pour encourager les investisseurs étrangers qui ne viendront que si la sécurité est instaurée", a-t-il déploré lors d'une conférence de presse.

Et de dénoncer "les abus dans le comportement des citoyens", notant que le gouvernement préfère ne pas recourir à la force pour y faire face.

"Pour un oui pour un non, des manifestants bloquent des routes et des voies de chemins de fer", s'est-il exclamé, en recensant 110 actions de ce type.

"La révolution n'est pas la démocratie, mais une porte ouverte sur la démocratie", a-t-il ajouté, soulignant l'impératif de faire réussir la transition démocratique en Tunisie "car le monde nous regarde". (AP 26.04)

Economie

1- Russie.

Qui pourrait imaginer que le premier producteur mondial de pétrole souffre de pénurie d'essence ? C'est pourtant le triste sort que connaît la Russie ces derniers jours. Dans l'Altaï, au sud de la Sibérie, les stations-service délivrent le carburant au compte-gouttes. Le réseau local du géant Rosneft le réserve à certains clients pour une quantité ne dépassant pas 20 litres. Certains pompistes indépendants ont fermé boutique, d'autres affichent des prix en hausse de 20 %. Des phénomènes similaires sont recensés à Saint-Pétersbourg, Voronej, Nijni Novgorod ou Sakhaline, réputée pour ses réserves pétrolières.

Vendre de l'essence aux automobilistes russes n'est pas assez rentable. Cet hiver, Vladimir Poutine avait ordonné aux compagnies de baisser les prix à la pompe. Mais Loukoïl et TNK-BP savent très bien compter : avec un Brent à 123 dollars, mieux vaut exporter son pétrole que de remplir les réservoirs de Lada à des prix administrés. Face à la colère montante des automobilistes, l'autorité de la concurrence menace de poursuivre les pétroliers. Mais ces derniers ont appris à ne plus craindre les rodomontades du gouvernement. Mardi, ils juraient de leur innocence, tout en espérant que l'État passera à la caisse avant eux. (lefigaro.fr 26.04)

2- Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni envisage de supprimer la date de péremption qui figure sur les emballages de certains produits alimentaires comme les pâtes, les céréales, le pain. Une mesure radicale, inspirée par une étude réalisée en 2008 et dont les résultats sont choquants. Chaque année, un tiers des aliments achetés par les Britanniques finirait à la poubelle. L'étude évalue ainsi à sept millions de tonnes environ le poids des aliments gaspillés. Et selon les experts 60% des ces aliments (4,1 millions de tonnes) auraient pu être consommés si les ménages avaient mieux géré le contenu de leurs réfrigérateurs et placards.

Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) qui a réalisé une enquête sur le contenu des poubelles de cuisine des Français, nous jetterions chaque année et par personne, 7 kg d'aliments dont l'emballage n'a même pas été ouvert. Si l'on y ajoute les restes laissés dans les assiettes à la fin des repas, le poids d'aliments gaspillés atteint 20 kg par personne. (lefigaro.fr 26.04)

Cet article était réservé aux lecteurs privilégiés du Figaro !

Chez nous, nous ne jetons rien ou exceptionnellement cela va au chien. Chez mes parents quand j'étais gosse non plus, le pain dur servait à faire de la panade ou ma mère le mettait dans le bouillon du pot-au-feu qui était servi en guise de soupe le soir l'hiver. Alors jeter des aliments, impensable, c'est une mauvaise habitude de nantis. Par contre quand je vivais en couple avec mon ex-compagne et qu'on était très à l'aise financièrement, qu'est-ce qu'on jetait, du pain très souvent.

Autant dire que depuis que je vis en Inde, on ne jette absolument rien, même l'intérieur des sacs plastiques dans lesquels est vendu le lait sont rincés pour récupérer les dernières gouttes, c'est un truc de Mageswary dont la famille a connu la misère. Quant à jeter un paquet de pâtes parce que la date de péremption est dépassée, il faut être sacrément con ou plein de tunes et s'en foutre !

3- Etats-Unis.

Ford Motor a publié mardi son meilleur bénéfice au premier trimestre depuis 13 ans, 2,55 milliards de dollars, porté par des ventes solides aux Etats-Unis et par la demande de véhicules moins gourmands en carburant. (Reuters 26.04)

4- Grèce.

Le déficit public de la Grèce se révèle plus lourd qu'attendu: il a atteint 10,5% de son PIB l'an dernier, selon les chiffres annoncés mardi Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Selon Eurostat, la dette grecque a atteint 142,8% du PIB, le niveau le plus élevé de la zone euro. (AP 26.04)

Haut de page ↗

Le 28 avril

Un lien sur la situation en Syrie hier, en anglais et traduit en français : http://video.liberation.fr/video/iLyROoafzp_q.html

Je rajoute à la causerie du jour les notes que j'ai prises hier soir en regardant les infos sur TV5Monde Asie.

Un journaliste du journal Le Monde d'origine algérienne a disparu en Syrie depuis le 9 avril. Par ailleurs, 10 journalistes de nationalités différentes et travaillant pour différents médias ont également disparu. Doit-on attendre qu'*Informations ouvrières* daigne bien vouloir en parler pour fournir cette info ou qu'Assad, Sarkozy ou Obama nous y autorise ?

Ce qui suit est édifiant et sans appel, âmes sensibles ou esprits fragiles s'abtenir !

Le POI ou le comble de la désinformation ouvrière.

Notes de lecture du n°146 d'*Informations ouvrières* paru hier.

Syrie.

Vous avez pu lire dans les dernières infos en bref que le régime barbare d'Assad avait déjà massacré plus de 400 opposants manifestant sans armes. Voici au même moment ce qu'écrit le POI en page 7 du numéro 146 d'*Informations ouvrières* paru le mercredi 27 avril 2011 :

"Violents affrontements en Syrie. Selon la presse, plusieurs dizaines de morts auraient été dénombrés à la suite de la répression de manifestations dans plusieurs villes de Syrie. Le président Obama a dénoncé cette répression et appelé le président Bachar el-Assad à « écouter son peuple ». Le régime syrien, en réponse, dénonce la manipulation par des officines étrangères de groupes de manifestants."

Lemonde.fr titrait le même jour, mercredi 27 avril : *"Syrie: plus de 450 personnes ont été tuées depuis le 15 mars"*

Et ils osent employer le conditionnel, alors que plus de 400 manifestants ont été lâchement assassinés par le régime syrien en non une dizaine. Nous sommes scandalisés, indignés à la lecture de cet article d'*Informations ouvrières*. Plus léger ou pourri encore selon notre humeur et notre sens de la rigueur journalistique et militant, ils donnent la parole à Obama et au boucher Assad, pas un seul mot pour contredire ses infâmes allégations ! Assad ou la parole du prophète !

Pour rappel, la première manifestation a eu lieu dans la capitale syrienne, Damas, le 14 mars, soit un mois et 12 jours plus tôt, et les 5 premiers morts abattus par la police lors d'une manifestation à Deraa remontent au 18 mars. Bien entendu le POI a gardé soigneusement le silence à la suite de ces événements.

Attention, ces gens-là ne doutent de rien, rien ne les arrête, ce sont des professionnels de la manipulation en tous genres, ils rivalisent avec les médias aux ordres ou les staliniens dans ce domaine, ils ont osé écrire dans la même page *"Depuis plusieurs jours, la Côte d'Ivoire semble avoir disparu des médias"*, comme la Syrie continue à être absente d'*Informations ouvrières* depuis le 14 mars, puisqu'on ne peut pas sérieusement assimiler les trois lignes reproduites plus haut à un article. Des infos censurées, tronquées, approximatives, frelatées : des bricoleurs, des amateurs, des charlatans quoi !

Et ne leur cherchez pas des excuses, ils n'en ont absolument aucune, aucune, imaginez un instant qu'à moi tout seul, je fais mieux le boulot que toute la rédaction de ce journal composé uniquement de dirigeants expérimentés. Non, ils savent parfaitement ce qu'ils font, ce qu'ils écrivent ou pas et pourquoi, vous non !

Rappel.

- Plus de 120 personnes ont été tuées et 5.000 autres blessées depuis le début des manifestations le 11 février. (AP 05.04)

- En 1982 à Hama, dans le centre du pays, la répression s'était soldée par 30.000 morts. (Reuters 17.04)

Au POI, ils doivent attendre qu'il y ait des dizaines de milliers de morts en Syrie pour oser en parler, condamner le régime d'Assad c'est autre chose apparemment, ils y mettent des réserves apparemment. Et après ils osent dénoncer l'absence de prises de position d'autres partis sur telle ou telle question, mais messieurs les philistins commencez par balayer devant votre porte !

Question : Pour qui roule le POI ? Nous plaignons sincèrement les militants de ce parti. Nous les invitons à se poser de sérieuses questions sur l'ensemble des engagements politiques ou des positions défendues par leur parti, un grand nettoyage s'impose !

Libye.

Une revue de presse bâclée en guise d'analyse, l'incurie intellectuelle des dirigeants du POI s'étale au grand jour un peu plus chaque semaine dans leur journal.

Par contre, ils ont relevé le "*coût financier*" des bombardements qui ne viseraient pas l'artillerie de Kadhafi mais "*tuent chaque jour des civils libyens*", ils préféreraient sans doute au POI que Kadhafi ait les mains libres pour bombarder encore plus massivement la population de toutes les villes de l'est de la Libye qui échappent à son contrôle. Et par conséquent qu'il reste au pouvoir !

Pire encore, en attendant que Kadhafi noient la révolution dans un grand bain de sang qui soulagera les dirigeants du POI, ils écrivent "*A côté du « coût » humain, c'est-à-dire le nombre de morts tués par les bombardements*" suit leur coût matériel en euros, les morts dus à la coalition impérialiste pas à Kadhafi, vous avez déjà vu le brave colonel toucher à un seul cheveu de ces sujets, alors pensez donc, lui bombarder, massacrer son peuple, mais qui vous a raconté cette fable, ils matent des "terroristes", des membres d'"Al-Qaïda", comme Assad en Syrie et Saleh au Yémen. Nauséabond décidément le POI, ils ont touché le fond, on ne voulait pas y croire, tant pis !

Rappel.

- En 1996, 1.200 prisonniers y étaient massacrés par les forces de sécurités libyennes en représailles d'une révolte de Benghazi contre le régime de Kadhafi. (slateafrique.com 27.04)

Yémen.

Le contenu de leur article est en retard sur les infos transmises par les agences de presse d'avant-hier, mieux si vous avez lu les infos en bref d'hier vous constaterez que le POI passe sous silence la foule scandant son opposition à l'accord concocté par le Conseil de coopération du Golfe sous l'égide de Washington, mieux elle rejetait farouchement l'idée que le président Saleh pourrait quitter le pouvoir tranquillement sans être ensuite jugé pour ses crimes. Etrangement encore une fois, c'est la voie la plus radicale qui s'est exprimée lors des dernières manifestations qui passe à la trappe. Vérifions tout cela immédiatement.

Voici ce qui est écrit page 7 du n°146 d'IO :

- "*Il semblerait que le gouvernement Saleh aurait donné son accord, ainsi que deux des principaux partis d'opposition, le Parti socialiste et le parti islamiste.*"

Voici maintenant un extrait d'un article lemonde.fr daté du 28 mais qui évoque les manifestations des jours précédents :

- "*Lundi, le porte-parole de l'opposition yéménite avait annoncé avoir donné son accord au plan proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui prévoit un départ d'ici quelques semaines du président Saleh. En principe, le pouvoir et le Front commun (une coalition de l'opposition parlementaire) devaient se rencontrer ce mercredi à Riyad pour signer cet accord sur une transition du pouvoir. Mais la date de signature semble désormais incertaine : un responsable du CCG (qui regroupe les monarchies de la région) a indiqué qu'elle interviendrait lundi 2 mai. Afin de "compléter les dispositions pour l'adoption de [leur] initiative", les ministres des affaires étrangères du CCG doivent se réunir dimanche à Riyad.*

C'est contre ce plan de sortie de crise que protestaient justement les manifestants, mercredi, comme ils l'avaient fait ces derniers jours, alors sans incident."

C'est ce qu'on appelle se faire prendre en flagrant délit de manipulation de ses lecteurs et militants.

Ce n'est pas fini, il manquait la cerise sur le gâteau, le comble de l'indécence, cet honneur qu'on ne lui enverra pas revient à Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, qui en page 15, page consacrée à la commémoration de la Commune de Paris, les communards tombés au champ d'honneur de la révolution prolétarienne vont se retourner dans leurs tombes, il a osé écrire :

"*Je me souviens de l'intervention d'un camarade au bureau national du POI du 12 mars 2011 : « Combattre l'intervention militaire en Libye, c'est bien, mais qu'est-ce que nous proposons pour défendre le peuple libyen contre toutes les agressions dont il fait l'objet ? » Dombrowski lui aurait sans doute répondu instinctivement : « Un peuple opprimé, un peuple en danger... il faut le défendre en le rejoignant et en se battant à ses côtés... Rien n'est plus urgent... ».*

Cette tradition du mouvement social, après son apogée avec les Brigades internationales de la guerre d'Espagne, se perd, et c'est bien dommage."

Ce n'est pas seulement le "*mouvement social*" qui est dans un état déplorable, mais aussi l'avant-garde de la classe ouvrière, dont on a peine à croire que des opposants à la révolution pourraient en faire partie ou la représenter, et rectifions, il s'agissait d'un mouvement politique et social en 36 en Espagne, car la décision d'exproprier les capitalistes était et demeure une décision politique, une question qui ne peut être réglée que sur le plan politique, car elle touche aux fondements de l'ensemble des rapports sur lesquels repose la société ; la révolution n'est décidément pas la tasse de thé de P. Jeanneney (Je ne suis pas pour le Grand soir, note Pierre Jeanneney - interview du 4 avril 2007), et que le POI lui confie la tâche de rédiger un article sur la Commune de Paris est plus qu'un symbole, cela ne fait que traduire la nature politique petite-bourgeoise de ce parti et conforte au passage notre analyse sur le POI.

Ce constat navrant est davantage le résultat de l'impuissance ou de l'incapacité des dirigeants du POI de définir une position correcte sur la question de la révolution libyenne, car il y avait peut-être une position intermédiaire ou plus nuancée à adopter entre soutenir ou condamner le bombardement de l'artillerie lourde de Kadhafi. "*qu'est-ce que (le POI propose) pour défendre le peuple libyen contre toutes les agressions dont il fait l'objet ?*", rien camarades et c'est bien triste, du vent, une pétition qui partira à la poubelle comme des milliers d'autres dans le passé.

Pire encore, en montant au créneau pour condamner le bombardement des forces de Kadhafi, vous vous mettez à dos une bonne partie des travailleurs qui se placent spontanément au côté des révolutionnaires libyens, votre discours est incompréhensif et contre-productif, car même si vous insistez sur l'hypocrisie de Sarkozy, les travailleurs jugeront qu'il est préférable que le locataire du Palais bombarde Kadhafi que les révolutionnaires libyens, c'est ainsi et vous n'y pouvez rien, il suffit d'être en phase avec l'état d'esprit de la classe ouvrière ou de connaître un tant soit peu comment cela fonctionne dans sa tête pour le comprendre immédiatement, ce qui n'est apparemment pas le cas des dirigeants du POI.

A l'opposé, il était possible de se saisir de la révolution libyenne sur le plan de l'agitation politique en brandissant la nécessité pour la classe ouvrière de se rassembler et de se dresser pour conquérir elle aussi sa liberté, c'est-à-dire le droit politique de décider quelle politique économique et sociale devait être mise en oeuvre dans le pays pour satisfaire ses besoins ou aspirations. C'était et cela demeure tout à fait possible. Pourquoi plutôt sur le plan de l'agitation plutôt que celui de la propagande, parce que c'était plus simple pour aborder et mobiliser les travailleurs et les militants au côté des masses libyennes, ensuite seulement on pouvait entrer dans les détails et expliquer en quoi la tactique de l'impérialisme intervenant en Libye était à double tranchant, car en dernier ressort, c'est le peuple libyen qui décidera de son avenir et personne d'autres à sa place.

Mais pour tenir ce genre de discours, voyez-vous il faut avoir confiance dans les masses libyennes, se placer résolument à leur côté, ne pas craindre éventuellement une nouvelle défaite, il faut aussi considérer qu'il existe en France des pans entiers de la classe ouvrière qui sont prêts à entendre ce genre de discours. Or dans les deux cas, les dirigeants du POI pensent autrement ou le contraire, ils estiment que le sort des masses libyennes est joué d'avance, et en France qu'il n'y a pas de couches entières du prolétariat qui seraient sur le point de rompre avec le capitalisme et les institutions, ce qui est normal de leur part puisque le seul outil qui leur sert à le mesurer ce sont les syndicalistes, qui comme disait Trotsky sont toujours à la droite du parti, donc pas franchement l'avant-garde de la classe ouvrière, malgré les apparences trompeuses en période de réaction sur toute la ligne.

On arrêtera là, car on est au bord de l'asphyxie !

Et nous qui avons tant espéré pouvoir soutenir un parti, le POI de préférence, qui l'avons soutenu à plusieurs reprises, là avec la meilleure volonté du monde c'est franchement impossible et cela risque de l'être de plus en plus rarement dans l'avenir vue la tournure que prend ce parti.

Politique.

1- Syrie

1.1 - Selon le militant des droits de l'homme Mustafa Osso, citant des témoins, des troupes supplémentaires sont arrivées tôt mercredi à Deraa.

«*Des chars circulent à Deraa, des hommes armés font des descentes dans des maisons et tuent les hommes (...). C'est un massacre*», a déclaré un Syrien bloqué au poste de Ramtha, à la frontière entre la Jordanie et la Syrie.

Des témoins et militants des droits de l'homme ont également rapporté que des chars étaient déployés à Douma, dans la banlieue de Damas, et dans la ville côtière de Baniyas, théâtre d'importantes manifestations ces dernières semaines.

A Douma, les forces de sécurité menaient également une opération de ratissage, munies d'une liste de personnes

recherchées, arrêtant leurs proches si elles ne les trouvaient pas, a raconté un habitant.

Dans la ville côtière de Lattaquié, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur des manifestants dans un quartier pauvre près du camp de réfugiés palestiniens d'Al-Ramel, selon un militant. Quatre personnes ont été blessées et plusieurs autres arrêtées, a-t-il ajouté. (AP et liberation.fr 27.04)

1.2- Deux cents membres du parti Baas au pouvoir en Syrie ont démissionné dans la province de Deraa et les régions voisines pour dénoncer la répression des manifestations antigouvernementales dans cette ville du Sud.

Quitter le parti Baas au pouvoir depuis 1963 était un geste impensable avant les manifestations démocratiques qui ont débuté le 18 mars à Deraa.

Vingt-huit autres membres de la formation ont également démissionné à Baniyas, sur la côte, pour dénoncer "*les pratiques des forces de l'ordre à l'encontre d'honorables citoyens (...) ainsi que les actes de torture et les meurtres qu'ils ont commis*", peut-on lire dans une deuxième déclaration transmise à Reuters.

La répression menée par le régime syrien depuis le début de la contestation à la mi-mars a fait plus de 400 morts, dont 120 au cours du dernier week-end, selon les organisations syriennes de défense des droits de l'homme. Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, Rami Abdul-Rahman, a déclaré que 451 civils et plus de 50 soldats avaient été tués. (Reuters 27.04)

2- Libye

Les forces du colonel Mouammar Kadhafi poursuivent le bombardement de la ville libyenne de Zenten, selon un porte-parole des rebelles.

Une vingtaine de roquettes Grad ont été tirées sur la ville, cible depuis plusieurs jours de bombardements loyalistes, selon des témoignages d'habitants. De nombreuses familles fuient la ville vers l'ouest, en direction de la Tunisie.

Cible mardi d'un bombardement meurtrier des forces du régime, le port de Misrata, situé à douze kilomètres à l'est de la ville, est repassé sous le contrôle des rebelles. Le port de Misrata est essentiel pour ravitailler la ville assiégée depuis deux mois.

La ville reste néanmoins encerclée par l'armée à l'est, au sud et à l'ouest, la seule voie de ravitaillement étant la mer. (lefigaro.fr 27.04)

3- Yémen

La médiation menée ces derniers jours au Yémen par les monarchies du Golfe semblait augurer d'une prochaine sortie de crise. Mais de nouvelles manifestations, mercredi 27 avril, ont été violemment réprimées par le régime : douze personnes, selon un nouveau bilan médical, ont été tuées par balle lorsque les forces de l'ordre ont tiré pour disperser la foule rassemblée à Sanaa, la capitale. Et au moins 130 autres protestataires ont été blessés par des tirs, dont dix se trouvent dans un état grave.

A Aden, dans le sud du pays, des heurts ont également opposé les forces de sécurité à des manifestants armés qui avaient proclamé une journée de '*désobéissance civile*'. Des policiers ont tiré sur des manifestants hostiles au président Saleh qui bloquaient des routes à l'aide de blocs de pierres, tuant un manifestant et en blessant trois autres. La riposte des manifestants a fait deux morts parmi les policiers, selon des sources des forces de l'ordre et médicales.

Lundi, le porte-parole de l'opposition yéménite avait annoncé avoir donné son accord au plan proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui prévoit un départ d'ici quelques semaines du président Saleh. En principe, le pouvoir et le Front commun (une coalition de l'opposition parlementaire) devaient se rencontrer ce mercredi à Riyad pour signer cet accord sur une transition du pouvoir. Mais la date de signature semble désormais incertaine : un responsable du CCG (qui regroupe les monarchies de la région) a indiqué qu'elle interviendrait lundi 2 mai. Afin de "*compléter les dispositions pour l'adoption de [leur] initiative*", les ministres des affaires étrangères du CCG doivent se réunir dimanche à Riyad.

C'est contre ce plan de sortie de crise que protestaient justement les manifestants, mercredi, comme ils l'avaient fait ces derniers jours, alors sans incident.

Social.

France

Chômage

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi sans aucune activité même réduite (catégorie A), en France métropolitaine, a baissé de 0,8% en mars, selon les chiffres communiqués mercredi par le ministère du Travail. Mais en ajoutant les catégories B et C (personnes en activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 0,1% en mars et de 3,8% sur un an.

Fin mars, le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établissait à 2.680.000 personnes, soit 21.100 de moins qu'en février. Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie B (c'est-à-dire exerçant une activité réduite de 78 heures au plus dans le mois) étaient en revanche en hausse de 2% en mars. Quant à la catégorie C (activité réduite supérieure à 78 heures dans le mois), elle a progressé de 1,9%.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus progresse de 1,2%.

En ce qui concerne le chômage de longue durée, pour les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi a progressé de 0,4% en mars et de 12,7% sur un an.

Plus précisément, le nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an et moins de deux ans affiche une hausse de 2,8% sur un an.

Celui des chômeurs inscrits depuis deux à trois ans est en hausse de 36,2% sur un an, tandis que pour ceux inscrits depuis plus de trois ans, la hausse est de 18,1% sur un an. (AP 27.04)

Surendettement.

Plus de dix dettes différentes, et plus de 34.000 euros de créances. Voilà ce qu'ont contracté, en moyenne, les 900.000 ménages surendettés français, selon le dernier rapport de la Banque de France.

Plus de 65% des surendettés français vivent seuls, et la moitié n'ont pas de personnes à charge.

Première conséquence de cette solitude, le loyer occupe une large part du budget. Plus de 80% des surendettés sont en effet locataire de leur logement. Pour plus d'un quart des ménages en difficulté, c'est la seule séparation familiale, indépendamment des autres facteurs, qui entraîne une difficulté de paiement et enclenche la spirale du surendettement.

Si l'on regroupe les personnes au chômage, sans profession, en invalidité ou en congés longue durée, près de la moitié des surendettés ne travaillent pas. L'autre moitié, en emploi, est composée largement d'employés et d'ouvriers.

Par ailleurs, plus de la moitié des surendettés touchent des revenus inférieurs ou égaux au Smic, et seuls 17% touchent plus de 2.000 euros nets par mois. La diminution brutale des revenus est l'autre cause majeure de surendettement. Elle est responsable de 27% des dépôts de dossiers, indépendamment de tout autre facteur.

Les tranches d'âge de 35 à 44 ans et 45 à 54 ans restent les plus représentées (respectivement 28% et 26% des surendettés en 2010). Mais leur part tend à diminuer, contrairement à celle des personnes âgées de plus de 55 ans, note la Banque de France. Seuls 13% des surendettés avaient plus de 55 ans en 2001, alors qu'ils étaient plus de 23% en 2010. Enfin, la part des personnes surendettées âgées de plus de 65 ans s'élève à près de 8% en 2010, contre 4% seulement en 2001.

Dans 95% des dossiers, les personnes surendettées ont contracté un crédit auprès d'une banque. Seuls 7% des dossiers concernent des prêts immobiliers, (pour un endettement moyen de 89.100euros), contre 91% pour les des crédits à la consommation (endettement moyen de 23.700 euros). La moitié des dossiers comportent également des découverts et des dépassements, pour un montant moyen de 1.300 euros. (20minutes.fr 27.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 avril

Trois articles supplémentaires sur la Syrie et le Maroc dans la rubrique *Documents*. Rétablissons les faits, suite.

Une dernière dépêche de Reuters datée d'hier qui confirme ce que j'ai écrit hier à propos de faits tronqués par *Informations ouvrières* sur le Yémen :

- "Les incidents meurtriers de mercredi soir ont clôturé une journée de manifestations ayant mobilisé des dizaines de milliers de personnes.

Beaucoup protestaient contre le plan de sortie de crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG), approuvé par le gouvernement et l'opposition, qui laisse un mois au président Saleh pour démissionner." (Reuters 28.04

- "Les jeunes qui campent depuis le 21 février sur la "place du Changement" à Sanaa ont manifesté ce mercredi pour dénoncer le plan du CCG, en raison de la clause accordant l'immunité au président Ali Abdallah Saleh." (l'express et AFP)

Donc lorsque l'on rend compte de cet accord, on se doit de préciser qu'il est rejeté par "*beaucoup*" ou la majorité des manifestants qui réclame le départ immédiat du président Saleh et qu'il soit jugé ensuite pour ses crimes, ce que ne prévoit pas cet accord dicté par Washington. Si on ne le précise pas, comment comprendre ensuite pourquoi la mobilisation ne faiblit pas ou s'intensifie au contraire ?

Notre boulot consiste tout d'abord à informer, ensuite à analyser les faits, après à définir une position ou une perspective en fonction des éléments en notre possession, enfin chacun se fait librement sa propre opinion.

Désolé, on ne part d'une position arrêtée ou d'un principe gravé dans le marbre pour voir ensuite quels faits pourraient correspondre ou conforter notre position ou principe, au détriment de ceux que l'on passe volontairement sous silence ou qu'on laisse délibérément de côté sous prétexte qu'ils nous obligeraient à revoir notre position ou modifier notre principe et que certains militants ne le comprendraient pas forcément.

A chacun sa méthode, à chacun d'en assumer les responsabilités. Que cela plaise ou non à certains militants, 30% ont déserté le site ces dernières semaines, ne nous fera pas en changer.

Politique

1- Syrie.

A Deraa, l'armée a ouvert le feu à la mitrailleuse jeudi, selon un habitant. Des tireurs embusqués ont fait une quarantaine de morts depuis l'intervention de l'armée lundi, a-t-il dit.

La répression menée par le régime syrien depuis le début de la contestation à la mi-mars a fait plus de 450 morts, dont 120 au cours du dernier week-end, selon les organisations syriennes de défense des droits de l'homme. (AP 28.04)

2- Libye.

Les forces de Moammar Kadhafi ont repris jeudi après-midi le poste-frontière de Dhiba, situé dans le nord-ouest de la Libye à la frontière avec la Tunisie, qui était sous contrôle des insurgés depuis une semaine, a rapporté l'agence officielle tunisienne TAP.

Mais, environ trois heures plus tard, le poste a été de nouveau repris par les insurgés à la suite d'intenses combats, a déclaré un témoin oculaire à l'Associated Press. (AP 28.04)

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont pilonné dans la nuit de mercredi à jeudi Misrata

L'armée s'est par ailleurs emparée de Koufra, ville du Sud-Est, dans le désert, tenue jusqu'ici par les rebelles "*et l'ont débarrassée des groupes armés*", annonce la télévision publique. L'information n'a pu être vérifiée.

La chaîne qatarie Al Djazira, qui avait auparavant signalé des combats à Koufra, a en outre fait état d'accrochages dans la région orientale de Tobrouk, près de la frontière égyptienne.

Jeudi, la localité de Zentane, qui est située dans l'Ouest et se trouve aux mains de la rébellion, a été pilonnée par des tirs de lance-roquettes à tubes multiples.

"Les forces de Kadhafi tirent des missiles Grad pour bombarder la ville, dont ses zones résidentielles. Pour la seule journée d'aujourd'hui, 80 missiles sont tombés sur l'agglomération", a indiqué un porte-parole des insurgés à Zentane prénommé Abdourahmane.

"Fort heureusement, la majorité des habitants de Zentane ont déjà quitté leurs habitations et se sont enfuis soit vers la frontière tunisienne, soit dans des zones sûres à et aux abords de Zentane", a-t-il dit à Reuters.

A Benghazi, "capitale" des insurgés, le porte-parole du Conseil national de transition (CNT), Abdel Hafiz Ghoga, s'est ému

de l'utilisation de missiles à moyenne portée Grad de fabrication russe tirés en salves le plus souvent de l'arrière de camions.

"Nombreux sont ceux dans les localités des montagnes de l'Ouest comme Yefrine, Zentane et Kabau qui sont tués par ces bombardements à l'aveugle", a-t-il dit. (Reuters 28.04)

3- Bahreïn.

Un tribunal militaire du Bahreïn a condamné quatre manifestants chiites à la peine de mort pour la mort de deux policiers lors de manifestations anti-gouvernementale le mois dernier, ont annoncé jeudi les médias officiels.

Trois autres militants chiites ont été condamnés à la perpétuité. Les sept hommes étaient jugés à huis clos pour meurtre de fonctionnaires du gouvernement, des accusations contestées par leurs avocats. (AP 28.04)

4- Yémen.

4.1- Les jeunes qui campent depuis le 21 février sur la "place du Changement" à Sanaa ont manifesté ce mercredi pour dénoncer le plan du CCG, en raison de la clause accordant l'immunité au président Ali Abdallah Saleh. *"La mort de manifestants ce jeudi ne fera que renforcer la détermination des jeunes à réclamer la chute du régime et la traduction en justice de tous ceux qui sont impliqués dans ces crimes"*, a déclaré jeudi à l'AFP Wassim al-Qirchi, le coordinateur des protestataires à Sanaa.

Amnesty International a estimé que le président Saleh devrait être tenu pour responsable des violations des droits de l'Homme. *"L'immunité ne doit pas être accordée au président yéménite et à ses alliés politiques, en contrepartie d'une issue à la crise"*, a estimé l'organisation dans un communiqué.

Les protestataires et le camp présidentiel se préparent à masser vendredi, comme à l'accoutumée depuis le début de la crise, leurs partisans, le camp du président Saleh ayant baptisé vendredi *"journée de la légitimité constitutionnelle"*. (lexpress.fr avec AFP et Reuters 28.04)

4.2- L'opposition yéménite a prévenu jeudi le gouvernement que les violences contre les manifestants qui réclament le départ du président Ali Abdallah Saleh risquaient de faire échouer un projet d'accord pour une transition politique.

Les incidents meurtriers de mercredi soir ont clôturé une journée de manifestations ayant mobilisé des dizaines de milliers de personnes.

Beaucoup protestaient contre le plan de sortie de crise du Conseil de coopération du Golfe (CCG), approuvé par le gouvernement et l'opposition, qui laisse un mois au président Saleh pour démissionner.

Les manifestants de Sanaa cherchaient à atteindre un secteur situé hors du quartier où ils campent depuis février et exigeaient un retrait immédiat de Saleh, ont dit des témoins. (Reuters 28.04)

5- Burkina Faso.

Une mutinerie de policiers qui a éclaté mercredi soir à Ouagadougou, s'est étendue ce jeudi à plusieurs villes du Burkina Faso dont Bobo-Dioulasso (ouest), après des mutineries dans l'armée les semaines précédentes.

C'est la première fois que des policiers se mutinent au Burkina Faso

Des tirs en l'air avaient repris ce jeudi matin au camp des CRS (Compagnies républicaines de sécurité, police) de Ouagadougou (capitale) et se sont étendus au commissariat central de la capitale. Les policiers qui tiraient depuis l'intérieur du commissariat dans le centre-ville, avaient également érigé des barricades tout autour.

Des tirs de policiers ont également été entendus mercredi soir et jeudi matin à Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays. Des tirs continuaient également jeudi matin à Fada N'Gourma (est), après ceux survenus dans cette ville mercredi soir. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des policiers ont aussi tiré dans les villes de Dédougou (ouest) et Manga (sud) et à Pô (sud).

La mutinerie de policiers a lieu après une nouvelle manifestation violente de commerçants et de jeunes mercredi à Koudougou, ville du centre du Burkina Faso d'où était partie le 22 février la vague de contestation populaire qui secoue le pays, après la mort d'un jeune dans une manifestation.

Les manifestations de colère contre la vie chère et le régime de Blaise Compaoré au pouvoir depuis 1987, proviennent de la

quasi-totalité des couches de la population: militaires, jeunes, élèves et étudiants, magistrats, commerçants, personnels de santé, producteurs de coton et maintenant policiers. (lexpress.fr 28.04)

Social.

1- France.

En 2008, le salaire médian était de 1.580 par mois pour une personne vivant dans un ménage en France métropolitaine, soit 19.000 euros par an.

Alors que le niveau de vie médian augmentait de 5% par an en moyenne entre 1997 et 2001, la hausse n'est que d'1,6% depuis 2002.

Depuis 2004, le niveau de vie des ménages les moins riches stagne. Celui des plus aisés progresse au contraire sous l'effet de la hausse des revenus du patrimoine. Ces derniers ont ainsi grimpé en moyenne de 11% par an.

Entre la hausse des prix des loyers et des m2, le coût du logement pour les ménages a nettement augmenté depuis 1984.

Sans prendre en compte les aides au logement, le taux d'effort brut médian est ainsi d'un peu plus de 20% des revenus pour l'ensemble des ménages. Mais il dépend étroitement du niveau de ressources et de la situation immobilière.

Pour les locataires du secteur privé, les 25% des ménages les plus modestes ont ainsi un taux d'effort brut médian de 48% contre 24% pour le quart des ménages les plus aisés.

Tous ménages confondus, les locataires du secteur privé consacrent plus de 35% de leurs revenus à leur logement contre moins de 15% pour les propriétaires non accédants. (20minutes.fr 28.04)

2- Ethiopie.

Plus de deux millions d'Ethiopiens ont besoin d'aide alimentaire en conséquence d'une sécheresse provoquée par le phénomène climatique La Niña, ont fait savoir les Nations unies.

Notant que la saison des pluies de mars à mai se révèle très en deçà des besoins dans les basses terres, le Bureau de l'Onu pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) réclame une aide alimentaire de 75 millions de dollars et d'autres formes d'assistance pour deux millions d'habitants.

Un million de personnes de plus nécessitent également une aide humanitaire en Ethiopie. Ce pays compte parmi les principaux destinataires de l'aide extérieure : en 2008, elle représentait plus de trois milliards de dollars, selon l'organisation Human Rights Watch (HRW). (Reuters 28.04)

Economie.

Argent et or.

Les cours à terme de l'argent ont touché un niveau sans précédent jeudi tandis que l'or affichait un nouveau record, le recul du dollar et le maintien d'une politique monétaire accommodante aux Etats-Unis incitant les investisseurs à rechercher une protection contre l'inflation et l'incertitude économique.

L'argent a ainsi frôlé la barre des 50 dollars l'once, à 49,51 dollars, dépassant son précédent record d'il y a 30 ans. L'argent a gagné près de 60% depuis le début de l'année.

"Le discours d'hier de la Réserve fédérale a été la reconnaissance de la poursuite d'une stratégie de monétisation de notre dette et en fait, de dévaluer le dollar", explique Robert Lutts, responsable des investissements chez Cabot Money Management, en faisant allusion au discours du président de la Réserve fédérale Ben Bernanke de maintenir les taux d'intérêt à leur niveau très bas aux Etats-Unis.

"Le marché des métaux entérine ce fait et en tient compte dans les cours. Monétisation veut dire qu'on va avoir plus d'inflation", ajoute Robert Lutts.

Ajusté de l'inflation, le cours de l'argent est toutefois nettement au-dessous de son record qui équivaut à plus de 100 dollars l'once.

L'or a pour sa part touché un nouveau record à 1.538,35 dollars l'once. (Reuters 28.04)

Fin d'une époque.

Faute de commandes, la dernière usine au monde basée à Bombay a décidé de cesser la fabrication des machines à écrire après plus d'un demi-siècle de production.

L'ordre des touches sur les claviers d'ordinateur est désormais l'ultime vestige de l'ère des machines à écrire. En Inde, la dernière usine au monde fabriquant encore les appareils sur lesquels des générations de dactylos ont abîmé leurs ongles, vient de baisser le rideau.

Le Daily Star a révélé que, faute de commandes, le groupe Godrej & Boyce basé à Bombay a, sans surprise, décidé de cesser la fabrication après plus d'un demi-siècle de production. La faute, évidemment, à l'irrésistible ascension de l'informatique, qui a réduit de 50.000 unités en 1990 à 800 seulement en 2010, le nombre de machines produites annuellement par le conglomérat du sous-continent. (lefigaro.fr 27.04)

Haut de page ↗

Le 30 avril

J'ai ajouté plusieurs articles, dont deux du Réseau Voltaire sur la Syrie. Leurs auteurs prétendent dénoncer la manipulation médiatique occidentale et les coups tordus orchestrés par l'impérialisme américain, français, etc., en cela ils ne nous apprennent pas grand chose qu'on soupçonnait ou qu'on connaissait déjà sans en avoir les détails.

Dans le même temps, ces auteurs caricatures les soulèvements de la population dans différents pays pour n'y voir qu'un affrontement entre des provocateurs armés et payés par les Etats-Unis, Israël, l'Arabie Saoudite ou encore le Liban et les régimes en place, les travailleurs et jeunes avec leurs revendications sociales et politiques ainsi que leurs aspirations à la liberté passant au second plan.

Cette présentation des faits à caractère policier qui va de pair avec leur penchant pour la théorie du complot tend à déformer et occulter totalement le rejet par la majorité de la population de ces pays les dictateurs qui se sont maintenus au pouvoir pendant parfois des décennies en terrorisant leur peuple ou en lui interdisant toute forme d'expression libre, de constituer des syndicats ou des partis indépendant de l'Etat ou de l'Etat. Mieux encore, ils vont jusqu'à expliquer qu'en fait la population soutiendrait les tyrans au pouvoir. En voici la preuve de leurs propres bouches :

- *"C'est le projet de Bachar el-Assad d'instaurer un système régional duquel serait exclu Israël qui est visé. Aussi, la poursuite des réformes, pour isoler les forces déstabilisatrices appuyées et financées par l'étranger, renforcera l'immunité nationale syrienne et permettra l'émergence d'une Syrie forte, indépendante, démocratique et résistante."* ou encore, c'est *"le président Bachar el-Assad, qui a lancé un vaste chantier de réforme récemment, est allé au-delà des revendications de certaines parties de l'opposition : il a levé l'État d'urgence et autorisé le droit de manifester pacifiquement..."*

Cela présente au moins le mérite d'être clair : le malheureux Bachar el-Assad serait victime de provocations et d'une opération de déstabilisation de la part d'Israël et des Etats-Unis, car voyez-vous ce serait un brave homme qui rêverait d'instaurer la démocratie dans son pays, un véritable réformateur, un progressiste, pourquoi pas un socialiste !

La première assertion n'est peut-être pas fausse et pas nouvelle et concerne un tas de pays à travers le monde. Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que pour que cette provocation ait une chance d'aboutir à la chute du régime, il faut que la population ait une raison valable de se soulever contre le dictateur, or elles ne manquent pas comme chacun sait, et c'est là que les auteurs de ces articles dérapent, car ils nient que ces régimes soient véritablement insupportables pour la majorité de la population, car vivre sous une dictature serait forcément un vrai bonheur, les syriens et les libyens en redemanderaient chaque matin au réveil !

Plus fort encore :

- *« Alors que des centaines de Syriens, civils et militaires, viennent de tomber sous les coups de snipers financés par les saïdiris et encadrés par la CIA, les médias occidentaux accusent le gouvernement de Bachar el-Assad de tirer sur sa population et sur ses propres forces de l'ordre. »*

Alors qu'au même moment on voyait les chars et l'armée tirer sur les manifestants à Deera... Question : comment, alors que le pays vit sous un régime policier, ces dizaines de "snipers" se seraient-ils introduits dans le pays, ce seraient-ils frayés

tranquillement un chemin à l'intérieur de la population sans que personne ne les remarque ? Etrange, non ?

Allons plus loin. Les auteurs de ces articles comme beaucoup d'intellectuels d'ailleurs interprètent la concurrence à laquelle se livrent les différents Etats ou impérialismes comme le combat entre des blocs, des pays ou des peuples homogènes, niant au passage la réalité de la lutte des classes qui existent à différents degrés dans pratiquement tous les pays, de manières larvées ou souterraines, clandestines sous les dictatures les plus féroces, en surface ou au grand jour dans ce qu'on appelle les républiques démocratiques bourgeoises.

Ils ne peuvent pas comprendre parce que pour eux ce n'est pas l'essentiel, que Bachar el-Assad a annoncé des réformes et la levée de l'état d'urgence suite aux manifestations au cours desquelles des centaines de milliers de travailleurs et jeunes syriens étaient descendus dans la rue, pour un peu spontanément un beau matin le dictateur se serait dit : tient je vais démocratiser le régime pour le bonheur de mon peuple !

En réalité, ce serait plutôt la conjonction de deux facteurs qui l'aurait conduit à contrecœur à envisager ces mesures qui pour le moment sont restées lettres mortes ou pire ce sont traduites par une terrible répression faisant plus de 450 morts ces dernières semaines. Le premier, effectivement on ne peut pas écarter une tentative de déstabilisation de son régime par les Etats-Unis, sur lequel est venu se greffer le second facteur, la sortie en masse dans la rue de la population contre son régime. Mais pour que des centaines de milliers de syriens osent braver son régime policier, c'est qu'ils avaient de bonnes raisons de le faire comme nous l'avons déjà dit plus haut, on ne nous fera pas croire qu'un mot d'ordre quasi-anonyme balancé sur un blog Internet suffirait à motiver la majorité de la population à affronter un régime dont elle connaît parfaitement la cruauté, non, c'est parce qu'il existait des revendications sociales et politiques profondes et urgentes non satisfaites depuis des années ou des décennies que les travailleurs et jeunes se sont mobilisés, davantage en s'inspirant des révolutions tunisiennes, égyptiennes et libyennes en cours. Si tel n'était pas le cas, soit la population ne serait pas descendus dans la rue, soit elle aurait manifesté son soutien à Assad, or non seulement les manifestants sont descendus dans la rue mais ils ont exigé son départ, il y a bien eu par ailleurs des manifestations en faveur du régime, organisées par le parti de l'ordre, comme à Tripoli ou Sanaa au Yémen.

Maintenant en se plaçant sur le plan de la lutte des classes, ce qui est déterminant, ce n'est pas la poignée de mercenaires ou de tueurs à gage recrutés et rémunérés par la CIA ou le Mossad qui à eux seuls ne peuvent pas décider du sort de la Syrie, mais bien la détermination du prolétariat et sa jeune qui parce qu'ils aspirent à la liberté se sont engagés dans le combat pour chasser le dictateur du pouvoir.

De plus, les auteurs de cette vision policière de l'histoire n'ont pas évoqué une autre hypothèse, celle par laquelle ces tireurs d'élite qui pointent leurs armes sur les manifestants serviraient à provoquer la population pour qu'elle descende encore plus nombreuse dans la rue, afin de fournir un prétexte à Assad pour les réprimer sans ménagement, au nom du maintien de l'ordre qu'elle menacerait. Après tout quel intérêt Israël et les Etats-Unis auraient-ils à vouloir déstabiliser un régime relativement stable avec lequel ils ont commencé à renouer des relations, en partie par l'intermédiaire de la France et du Liban ? Pourquoi déstabiliser un autre pays de la région au moment où de nombreux régimes doivent affronter des soulèvements révolutionnaires ou une opposition de plus en plus virulente ? Quels intérêts auraient-ils à déstabiliser davantage cette région, alors qu'ils ont été jusqu'à présent incapables de stabiliser la situation en Tunisie et en Egypte ?

N'auraient-ils pas senti que le vent de la contestation pourrait prendre une tournure inquiétante au cas où ils ne passaient pas à l'action ou ne devancerait pas la rue, pour ne pas commettre la même erreur qu'en Tunisie ou en Egypte, où ils savaient très bien que ces régimes usés jusqu'à la corde pouvaient tomber du jour au lendemain, et que pour ne pas avoir préparé la relève de ces régimes, ils risquaient de le payer le prix fort, par la mise en place de régime plus critique envers l'impérialisme et plus généreux sur le plan social, sans parler des inévitables avancées politiques que la classe dominante devrait consentir au prolétariat pour conserver le pouvoir.

Souhaitaient-ils faire chuter Assad, ce qui ne semble pas être le scénario le plus avantageux pour eux ou une urgence à l'heure actuelle, ou souhaitaient-ils plutôt lui rendre service en lui fournissant un bon prétexte pour déclencher une répression féroce et ainsi renforcer son pouvoir qu'il savait par ailleurs menacé à plus ou moins brève échéance ?

Peu importe tous ces calculs cyniques réalisés sur le dos du peuple syrien, car l'histoire n'est pas écrite d'avance, leurs coups tordus peuvent très bien se retourner contre eux, car nul ne peut résister au rejet d'un régime par tout un peuple, pas davantage l'armée la plus puissante du monde, au contraire, ils peuvent aiguïser la haine de la population à la fois contre le régime et contre l'impérialisme américain et sioniste.

A la conception étriquée de l'histoire des auteurs de ces articles, étant incapables de saisir que c'est la lutte des classes qui est à l'oeuvre en Syrie, en Libye, etc, il faut ajouter leur penchant pour ainsi dire naturel à donner la priorité ou à surestimer tous les facteurs qui peuvent aboutir à une interprétation des rapports qui existent dans la société sur la base d'une division arbitraire sur d'autres critères que celui des classes, en premier lieu les clans, les tribus (les castes en inde) ou les religions ou encore les conflits inter religions, parce que l'impérialisme ou les tenants de ces régimes s'en serviraient pour se maintenir au pouvoir ou conserver leur influence sur ces pays en montant une partie du prolétariat contre une autre.

Finalement pour les rédacteurs de ces articles, comme pour les médias en général, les conflits majeurs qui voient se lever une masse importante de la population ne pourraient trouver d'issue favorable que par le haut, ils ne pourraient être tranchés que par le régime lui-même ou une couche de la classe dominante entrée en sécession, de préférence subordonnée et soutenue par un impérialiste, la classe ouvrière ne jouant qu'un rôle subsidiaire ou négligeable dans le cours de l'histoire de chaque pays.

C'est là l'interprétation de l'histoire (de la lutte des classes) de gens inféodés au régime capitaliste, car ils ne peuvent pas imaginer un seul instant que la classe ouvrière pourrait jouer un rôle indépendant de la classe dominante ou de l'Etat, à l'instar de cette dernière, ils ne peuvent pas concevoir que le prolétariat pourrait accéder au pouvoir et procéder à un changement radical des fondements de la société, ils s'interdisent même de l'envisager, c'est une utopie, pure folie, un fantasme de gauchiste, pour eux la lutte pour le pouvoir ne peut concerner que les différentes couches de la classe dominante, jamais le prolétariat, ils ont décrété le capitalisme immortel, éternel.

Maintenant on se demandera comment un parti comme le POI a pu en arriver à nier les centaines de morts en Syrie, mieux à les justifier.

Parce qu'ils doivent estimer que le régime d'Assad est en proie à une opération de déstabilisation par l'impérialisme américain, donc il faut se ranger au côté du régime du pays dominé ou le plus faible face à l'impérialisme, et tant pis si des centaines de milliers de travailleurs et jeunes descendent dans le rue pour exiger la chute du régime et se font mitrailler par l'armée et la police du dictateur, ils ont été manipulés, on ne peut rien pour eux.

Le POI a en fait adopté exactement la même position qu'envers la révolution libyenne. Il ne leur est pas venu à l'esprit que les masses syriennes pourraient se saisir des contradictions du régime et de l'impérialisme américains pour mener leur lutte indépendamment des manoeuvres des uns et des autres, ce qu'elles démontrent pourtant tous les jours.

Pour ceux qui seraient curieux de pousser plus loin cette analyse, qu'ils se demandent comment leurs dirigeants (du CCI-POI) ont pu soutenir des Etats qui n'avaient plus d'ouvriers que le nom (URSS, Chine, Cuba) depuis de nombreuses décennies, ils pourront aussi faire la relation avec le curieux penchant de ces dirigeants à privilégier les manoeuvres ou les intentions des impérialistes, en Libye et en Syrie notamment, au détriment du soulèvement des masses dans ces pays, de la même manière que leur attention en France se porte sur les élus ou les syndicalistes ou encore les militants du PS ou du PCF à l'exclusion de l'immense masse de la classe ouvrière qui ne se reconnaît ni dans les uns ni dans les autres, cela devrait vous aider à caractériser plus précisément la nature de ce parti et ses dirigeants.

J'ai rédigé ces lignes à différents moments de la journée hier et aujourd'hui. Pour les compléter il faudrait dresser un tableau des différents acteurs qui se livrent à différentes interprétations de la situation en Libye et en Syrie notamment, leur propagande, et des relais dont ils disposent notamment dans les médias et sur internet. Je l'ai dressé au brouillon et je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir à nouveau.

Disons qu'on est face à un mur de désinformation ou d'intoxication en tous genres, en présence d'un déploiement de moyens exceptionnel pour nous convaincre que les peuples ne seraient bon finalement qu'à faire de la chaire à canons ou à se plier aux injonctions de l'impérialisme ou de tyrans pour demeurer sous leur joug, car tel serait inéluctablement son destin.

Parfois on en sourit quand on repense aux soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien qui se sont joués de tous les pièges qui leur étaient tendus. S'agissant de l'Egypte, je me souviens d'un reportage diffusé sur France 2 lors d'un numéro d'Envoyé spécial, dans lequel on avait entendu comment le responsable d'un blog avait appelé à manifester place Tahir au Caire, ce jeune homme de bonne famille vivant dans un appartement luxueux de la capitale égyptienne... Etait-il manipulé par quelqu'un, était-il en contact avec des membres de l'opposition en exil et lié à l'impérialisme britannique ou américain ? Apparemment personne ne s'est posé la question et tout le monde a applaudi en voyant la place Tahir bourrée de monde et scandant des mots d'ordre contre le régime de Moubarak.

Après coup, tout le monde semble avoir depuis perdu la mémoire et plus personne ne se posera ce genre de questions, trop embarrassantes sans doute. Pensez donc, l'affaire a été bouclée en trois semaines. En Libye et en Syrie les choses s'avèrent plus compliquées et plus longues, plus incertaines surtout, du coup personne n'ose se mouiller et émettre un pronostic. On peut écrire presque sans prendre de risques de longs articles sur la situation en Tunisie et en Egypte, histoire davantage d'endormir le poisson que de se poser des questions sur ce qui se passe réellement en Libye et en Syrie, nous ne sommes pas dupe.

1- Le linge sale de la Ve République.

Le dernier épisode de l'Angolagate qui s'est joué hier au palais de justice de Paris a démontré que l'affaire avait été montée de toutes pièces en 2000 par le juge d'instruction Philippe Courroye, tiens donc, mais ce nom ne nous est pas inconnu, c'est l'actuel procureur de Paris et ami de l'épileptique du Palais.

C'est lui qui avait chargé Pasqua, Falcone et les trafiquants d'armes internationaux Jean-Charles Machiani et d'Arcadi Gaydamak.

A cette époque c'était la rivalité entre Chirac et Pasqua qui avait amené Chirac à saisir la justice et donc lancer cette affaire.

Les trois compères Pasqua, Machiani et Gaydamak s'étaient illustrés en 1995 en participant à une opération commando qui avait abouti à la libération de deux pilotes français retenus prisonniers par les Serbes de Bosnie. Mais voilà que leurs noms se retrouvaient déjà associés dans un trafic d'armes entre la Russie et l'Angola au début des années 90. Il ne restait plus au juge d'instruction de procéder (en 2000) à un amalgame entre les deux affaires pour faire tomber Pasqua, dont le fief était le 92, et qui se trouvait être un des parrains d'un certain... Nicolas Sarkozy, comme par hasard ! Depuis le juge Courroy a renié Chirac et s'est mis au service de Sarkozy, il est actuellement le procureur de Paris.

Au cours de ce procès en appel, on a appris que des pièces apparemment déterminantes du dossier avaient été négligées par le juge d'instruction de l'époque, et étrangement le premier chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin a retrouvé soudainement la mémoire 11 ans plus tard pour charger Chirac...

Falcone, Machiani et Gaydamak qui étaient les principaux acteurs de ce trafic d'armes ont été blanchis, parce que les armes n'auraient pas transitées par le territoire français.

Bref, une histoire qui finit bien, ajoutons, avec les compliments et le soulagement du Palais ! (Source : lefigaro.fr 29.04)

2- Tom Pouce en déplacement hier en Corrèze s'est penché sur la filière bois :

"Les cours mondiaux remontent, la demande de bois remonte, le besoin énergétique sera considérable, la filière bois a un avenir", la demande de bois remonte, parce qu'une partie de la population ne peut plus payer ses factures de gaz, de pétrole ou d'électricité, et se rabat sur le bois, et la remontée des cours mondiaux est une mauvaise nouvelle pour elle, je plaisante, à moitié seulement, malheureusement. (source : lepost.fr 29.04)

Politique

1- Syrie.

Malgré un important déploiement de l'armée et des forces de sécurité, des dizaines de milliers de Syriens ont participé à des manifestations à Damas, à Sakba, à Homs dans le centre du pays, dans la ville côtière de Baniyas, et dans l'est du pays.

Au moins 62 manifestants ont été tués selon des militants des droits de l'Homme. Les autorités ont fait état de leur côté de la mort de sept membres des forces de l'ordre.

Deraa, seize personnes venues apporter des vivres à la ville assiégée depuis lundi ont été tuées et des dizaines d'autres blessées par des tirs des forces de sécurité, selon un militant de droits de l'Homme sur place. Les forces de sécurité ont ouvert le feu aux entrées est et ouest de la ville sur des personnes venues «*par milliers*» des villages voisins «*pour apporter de l'aide et de la nourriture*» aux habitants terrés chez eux depuis cinq jours, ont assuré ces témoins. Vendredi dernier, la répression avait fait plus de 80 morts. Parallèlement, un porte-parole militaire a affirmé que quatre soldats ont été tués à l'aube et deux autres enlevés à Deraa lors d'une attaque par un «*groupe terroriste armé*» contre un poste militaire à Deraa.

A Homs, ville industrielle située à 160 km au nord de Damas, et ses environs, neuf personnes ont été tuées par les forces de sécurité lors d'une manifestation de plusieurs milliers de personnes demandant la chute du régime, a indiqué un militant local des droits de l'Homme.

Un fait nouveau est à noter dans le déroulé de cette journée : les Frères musulmans, mouvement interdit en Syrie et dont la direction vit en exil, ont appelé la population syrienne à descendre dans les rues. Une première pour ce mouvement depuis le début de la contestation.

Dans la matinée, les autorités avaient mis en garde leurs citoyens en interdisant toute forme de manifestation et en prévenant que «*les lois en vigueur en Syrie seront appliquées afin de préserver la sécurité des citoyens et la stabilité du pays*». (lefigaro.fr 29.04) Assad régleme les manifestations : interdites !

2- Libye.

2.1- Le régime libyen a menacé vendredi 28 avril d'attaquer tout bateau entrant au port de Misrata, affirmant que les aides destinées à la ville devraient désormais être acheminées "par voie terrestre et sous la supervision de l'armée" libyenne, selon la télévision officielle.

Tout bateau "tentant d'entrer au port, quel que soit le prétexte, sera frappé avec force", a indiqué la télévision. Elle a aussi affirmé

que l'armée libyenne avait "*mis le port hors service*".

Le gouvernement libyen a annoncé vendredi soir qu'il offrait une amnistie aux rebelles de Misrata s'ils déposent les armes d'ici mardi prochain, ajoutant qu'il contrôlait le port maritime de la troisième ville du pays.

Le porte-parole du gouvernement libyen a ajouté qu'aucun navire ne pourrait entrer dans le port sans coordination préalable avec Tripoli.

Vendredi 29 avril, l'OTAN a accusé les forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi de miner le port de Misrata, troisième ville libyenne aux mains des insurgés, afin d'empêcher l'envoi d'une aide humanitaire à la population assiégée.

"Nos navires ont intercepté de petits bateaux qui déposaient [des mines] et nous nous sommes débarrassés des engins que nous avons trouvés", a affirmé au cours d'un point de presse le général britannique Rob Weighill. "C'est une nouvelle démonstration éclatante de la façon dont le régime Kadhafi ignore totalement le droit international et tente aussi d'entraver l'envoi de secours humanitaires pour venir en aide à une population assiégée", a-t-il dit. (lemonde.fr et Reuters 29.04)

22- A Dehiba, ville tunisienne à la frontière avec la Libye, de violents combats ont opposé, vendredi, les insurgés aux forces de Mouammar Kadhafi.

L'armée tunisienne a tenté de s'interposer et de désarmer les combattants libyens, alors que des sources indiquent que de nombreux cadavres joncheraient le sol du poste-frontière, à 5 km de Dehiba.

Selon des témoins, cités par Reuters, les habitants sont terrés chez eux. *"D'intenses fusillades ont lieu en ce moment même dans le centre de Dehiba. Les gens ne peuvent pas sortir de chez eux. La bataille a commencé lorsque les brigades [kadhafistes] ont attaqué les insurgés installés à Dehiba", a dit l'un d'entre eux.*

Un autre homme a déclaré que des obus continuaient de tomber sur des maisons et qu'une Tunisienne avait été tuée.

Jeudi 28 avril, les affrontements avaient lieu aux abords de cette ville, située à environ 200 km au sud de Ras Jdir, principal point de passage entre la Libye et la Tunisie. (lemonde.fr 29.04)

3- Ouganda

Deux personnes ont été tuées vendredi à Kampala lorsque la police ougandaise a ouvert le feu et tiré des grenades lacrymogènes pour disperser des manifestations contre l'arrestation mouvementée, la veille, du chef de l'opposition Kizza Besigye.

Un responsable de la Croix-Rouge, Richard Nataka, a déclaré à la presse qu'une centaine de blessés avaient été soignés dans cinq hôpitaux ou dispensaires, dont 78 à l'hôpital Mulago.

L'opposition proteste contre la cherté de la vie en Ouganda. Le président Museveni, qui impute l'envolée des prix des denrées alimentaires à la sécheresse et la hausse du prix des carburants à un problème local, a prévenu qu'il ne tolérerait pas semblables manifestations. (Reuters 29.04)

Social

Espagne

L'Espagne a battu un nouveau record de chômage pour la zone euro au premier trimestre 2011, à 21,3% de la population active, soit 4,9 millions de personnes sans emploi fin mars, a annoncé le gouvernement vendredi.

Le gouvernement a également annoncé une hausse des prix à la consommation vendredi, avec une inflation de 3,8% en avril en rythme annuel. (AP 29.04)

[Haut de page ↗](#)